DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12800 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 25 MARS 1986

LA MISE EN ŒUVRE DE LA COHABITATION

La droite détient les centres de décision

Selon un sondage IPSOS pour « le Monde » et France-Inter, les Français sont hostiles à certains projets de la majorité

Huit jours après les législatives, voici M. Chirac maître de tous les pouvoirs, à l'exception de l'Elysée. Le premier ministre est bien décidé à les exercer, et il engagera dès la prochaine session parlementaire la responsabilité de son gouvernement.

Selon un sondage IPSOS-« le Monde »-France-Inter, les Français sont satisfaits de la cohabitation qui s'ébauche. Mais ils sont hostiles à certaines mesures prévues par la majorité RPR-UDF, notamment celles qui remettent en cause les acquis sociaux.

(Lire page 13.)



Le comité central du PCF s'est ouvert ce lundi 24 mars.

(Lire nos informations page 13.)

La droite a presque tous les pouvoirs. Passé les premiers moments – parfois drôles – de la cohabitation, une image a imposé ce brutal retour sur terre : celle du face-à-face glacial entre M. Mitterrand, monarque « constitutionnel », et diminué, et le gouvernement de la droite. Comment pourrait-il en être autrement ? Car la droite a patiemment reconquis les centres de décision depuis le choc qui fut pour elle le printemps 1981. Qu'il s'agisse des conseils généraux (elle en contrôle 60 sur 96), des villes de plus de 30 000 habitants (elle en gère la moitié), des conseils régionaux (20 sur 22), du Sénat, de l'Assemblée nationale ou de l'hôtel Matignon : de quelque côté que l'on se tourne, il n'y a qu'une réalité, celle du pouvoir, local et national, de la droite.

Bien sûr, l'Elysée continue de lui échapper. Il n'en fallait pas plus à certains socialistes pour croire que, M. Mitterrand toujours présent, la gauche était toujours aux affaires. D'autres étaient tentés de voir dans l'Elysée le tremplin d'une reconquête qui ne saurait tarder : après tout, le président n'est-il pas – à travers une dissolution ou une présidentielle anticipée – maître du calendrier électoral ?

Les travaux du comité directeur du PS ont cependant utilement remis les pendules à l'heure et imposé ce constat : M. Chirac, et M. Chirac seul, est maître du jeu.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10 et, page 16, l'article d'YVES AGNÈS : « Les ultra-libéraux devront composer ».)

Epreuve du feu pour M. Guillaume

Ce serait faire injure à M. François Guillaume que d'imaginer qu'il pourrait modifier radicalement son discours parce qu'il a changé de casquette. On voit donc mal l'ancien président de la FNSEA devenu ministre aborder avec un profil bas la négociation agricole qui a repris ce lundi 24 mars à Bruxelles. Elargissement de la Communauté, gel des prix, quotas de production, il est contre. M. Jacques Chirac, qui connaît parfaitement cette partition pour l'avoir jouée jadis lui-même, l'a assurément nommé en connaissance de cause. De là à penser que le premier ministre, face à des partenaires dont l'engagement européen est jugé trop tiède, accepte l'idée, voire estime nécessaire, de provoquer d'entrée de jeu un affrontement sur ce terrain agricole, il n'y a pas loin.

L'offre de produits agricoles continue à progresser plus vite que la demande. Pour la réduire, et par là même enrayer l'inflation devenue galopante, avec la baisse du dollar, des dépenses nécessaires à l'exportation des excédents, la Commission européenne a proposé une série de mesures qui concourent à une baisse du revenu paysan : gel des prix, limitation des achats d'intervention, exigences de qualité accrues, taxe de coresponsabilité. Les prédécesseurs socialistes de M. Guillaume, tout en combattant certaines des modalités, avaient souscrit aux orientations de la réforme de la politique agricole commune (PAC) proposée par la Commission. Ils croyaient en effet indispensable, après vingt ans d'expansion, de stabiliser la production. Ils estimaient que la voie choisie, qui privilégie la production la plus compétitive, était, en dépit de la rigueur du traitement, la moins nocive pour l'agriculture française parce qu'elle lui permettait de continuer à se développer et à exporter.

M. Guillaume rejettera cette rigueur extrême. Les faits, qui s'appellent en l'occurrence surproduction, dépenses et pressions américaines, ayant la vie dure, quelle solution peut-il suggérer ? Le nouveau ministre peut être tenté de demander que quelques libertés soient prises avec la « discipline budgétaire ». Ce carcan, qualifié en son temps d'« imbécillité collective » par M. Michel Rocard, fait obligation aux dépenses agricoles d'augmenter moins vite que les autres dépenses de la CEE, alors qu'une réforme en profondeur, telle que celle qu'on veut imposer à la PAC, coûte cher.

Les Etats-Unis, aux prises avec des problèmes voisins de ceux de la Communauté, font preuve à cet égard d'une très grande agressivité, et M. Guillaume peut donc s'estimer en droit de réclamer une politique extérieure agricole plus ferme.

Dans l'hypothèse où il situerait ainsi son offensive, sa liberté resterait cependant limitée. La France, devenue comme le Royaume-Uni et la RFA « débiteur net » du budget européen, a elle aussi intérêt à maîtriser l'évolution des dépenses communautaires.

Elle peut se trouver des alliés pour contrer les ardeurs belliqueuses de l'administration américaine et l'amener à la table des négociations. Mais la marge de manœuvre qui pourrait résulter de celles-ci sera forcément étroite et donc insuffisante pour laisser filer la production agricole ou relever les prix.

Le dollar au-dessus de 7 F

Japonais et Américains estimeraient que le billet vert a assez baissé.

PAGE 42

De nouveau le « Grand Maghreb » ?

L'accord entre le Maroc et la Libye risque de ne pas résister au rapprochement Alger-Tripoli.

PAGE 3

Des prévisions météo à 48 heures

Le Monde *présente à partir d'aujourd'hui des informations météorologiques plus complètes.*

PAGE 21

Une brochure du « Monde » sur les élections législatives

Comme il le fait traditionnellement après chaque élection législative, *le Monde* vient d'éditer, dans la série de ses *Dossiers et documents*, une brochure spéciale consacrée au scrutin du 16 mars. Outre la chronologie de la législature écoulée, ce dossier, intitulé « Le retour de la droite », dresse un bilan des réalisations de la gauche, de 1981 à 1986, dans les principaux domaines (nationalisations, décentralisation, justice, libertés, réforme électorale, social, santé, logement, culture, communication, etc.). Il rappelle aussi les grandes « affaires » (Greenpeace, les « avions renifleurs ») et les grands débats (Nouvelle-Calédonie, loi sur la presse, « guerre » scolaire), avant d'analyser l'évolution des courants politiques au cours des cinq années écoulées.

Cette brochure analyse également les programmes électoraux des principaux partis, compare les propositions faites par les uns et les autres, rappelle les discours prononcés par les chefs de file, leurs engagements, leurs réactions après le scrutin, étudie l'évolution du corps électoral.

Ce dossier comporte, enfin, les résultats complets des élections législatives en métropole et en outre-mer, accompagnés des biographies des principaux « débutants » à l'Assemblée nationale. Le tout abondamment illustré par Plantu.

★ LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN FRANCE. Le retour de la droite. Bilans, programmes, résultats. 112 pages. En vente chez les marchands de journaux : 35 F et par correspondance au service des ventes du « Monde », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09. 40 F (frais d'expédition inclus, joindre le règlement à la commande).

BLINDÉS, AVIONS, NAVIRES ET MISSILES

Le Brésil, marchand de canons... heureux

Le Brésil est devenu, ces dernières années, l'un des principaux pays vendeurs d'armes. Le choix de certains clients, comme la Libye, crée toutefois des tensions entre Brasilia et Washington. Le gouvernement de M. Sarney ne semble pas prêt pour autant à réduire cette fructueuse activité.

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. – Dans le club des « marchands de mort », le Brésil occupe aujourd'hui une place de premier rang. Des délégations viennent du monde entier visiter ses usines de guerre, à Sao José-dos-Campos, près de Sao-Paulo. De Dassault à British Aerospace, les « grands » du commerce des armes lui font une cour suivie, depuis qu'il s'est dit en quête d'un partenaire pour fabriquer un avion d'interception supersonique. Même l'Itamaraty, le très civil ministère des affaires étrangères, n'échappe pas au mouvement puisqu'il diffuse sur toute la planète un luxueux album en quatre langues – dont le français et l'arabe – donnant tous les détails sur une panoplie militaire dont une trentaine de pays sont déjà des clients.

Les chiffres des ventes à l'étranger sont un secret d'Etat bien gardé. Pour l'année dernière, les estimations varient de 1,5 milliard à plus de 2 milliards de dollars. C'est presque autant que le soja et le café, les deux principaux produits d'exportation. Et la progression, cette année, devrait être de 30 %. Il y a quelques semaines, un quotidien de Sao-Paulo a affirmé que le Brésil avait décroché un contrat mirifique : 3 milliards de dollars pour la vente de divers matériels à l'Arabie saoudite. Le journal précisait que le contrat portait sur un millier de chars de combat et un nombre indéterminé d'avions d'entraînement et de systèmes lance-roquettes, tous de conception « nationale ». L'ambassade de Ryad a démenti, et il semble bien que l'information était prématurée. Mais on dit, dans les milieux spécialisés, que l'accord ne devrait pas tarder à être signé et que les volumes d'armes et les sommes engagées sont considérables.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 5.)

VINGT-CINQ ANS DE ROLLING STONES

Le travail des anges

Ils sont blessés, ils ont passé la quarantaine en rugissant, ils sont déjà bien esquintés et toujours très présentables. D'une santé de fer, un peu effrayante, qui doit beaucoup aux cliniques suisses, au soleil des Caraïbes ou de la Provence, à la culture physique, à la volonté de survivre. On leur avait dit (on nous avait dit aussi) vous verrez, ça ne durera pas, à flamber si vite on se consume, tout ça n'aura qu'un temps. Et voilà, on a vu, cela fait vingt-cinq ans que ça dure et ce temps c'est le nôtre.

On a tout dit des Rolling Stones, le meilleur et le pire, ce qu'ils nous ont donné, au demeurant. Les plus fanatiques de leurs fidèles ont retourné vingt fois leur veste et traîné dans la boue ces vieux gamins adorés. On a prédit cent fois leur mort et cent fois annoncé leur résurrection. En fait, ils sont depuis longtemps en coma dépassé, comme des anges, les garants d'un autre temps, celui de notre jeunesse qui n'a pas voulu plier bagage en se faisant une raison ni oublier la superbe et l'arrogance des années 60.

C'est donc au-delà du ridicule qu'ils travaillent encore et encore, dans un *no man's land* où il n'importe plus de savoir si le rock est toujours vivant (le « vrai » était déjà mort quand Jagger découvrait le chewing-gum), ni si Keith Richard a pour de bon lâché les toxiques, ni si Mick est toujours sexy dans ses salopettes roses et ses débardeurs menthe électrique. Et Charlie Watts un véritable croque-mort à la William Burroughs. Et Bill Wyman un figurant. Et Ron Wood une pièce rapportée qui ne collera jamais au cadre original des Stones.

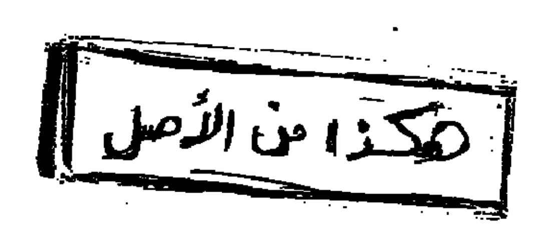
Les « pierres qui roulent » pourraient même ne plus jouer, leur simple existence garantirait la persistance d'un rêve, celui des mauvais garçons qui ne flanchent pas, ne vieillissent pas, tiennent bon la rampe ! Mais, en plus, ils tournent sur tous les continents et leur trentième album intitulé « Dirty work » qui sort aujourd'hui dans le monde entier est un des plus accomplis, des mieux arrangés de leur carrière, dans le style hurlé-bâclé-sophistiqué qui est la marque de leur dandysme classique.

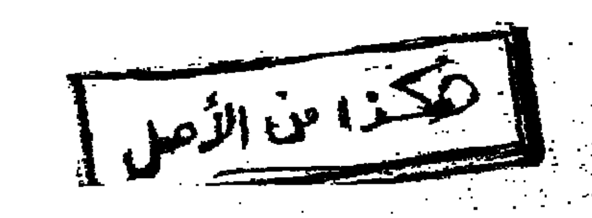
Ils ne font plus peur aux bourgeois, ils sont bourgeois eux-mêmes. N'empêche qu'ils remettent à chaque fois les pendules à l'heure. Nous rappellent à la règle et au plaisir. Tous les autres groupes sont morts ou dispersés, ont montré qu'avec eux disparaissait une époque, comme en a témoigné l'émotion suscitée par l'assassinat de John Lennon à New-York.

On en est d'autant plus reconnaissant aux Stones d'exister, d'être ensemble, de nous laisser croire que le temps s'est arrêté. « Dirty work » : un drôle de boulot en effet, que celui de nous aider à être dupes. Un an ou deux encore, jusqu'au prochain album.

MICHEL BRAUDEAU.

(Lire page 18 l'article d'ALAIN WAIS.)





débats

DÉPENSES DE SANTÉ

La commission des comptes nationaux de la santé vient d'achever ses travaux et a mis vendredi dernier 21 mars son rapport à la disposition du gouvernement.

La progression des dépenses de soins constitue un problème majeur pour tous les pays occidentaux et, en France, pour tous les partis politiques. Les professeurs Didier Mellière et Bernard Launois, tous deux chirurgiens, évoquent sa gravité et les solutions possibles pour une maîtrise du budget de la santé.

Aux marges de l'insécurité

Introduire dans les hôpitaux les techniques des entreprises performantes

par le professeur DIDIER MELLIÈRE (*)

L'INDISPENSABLE limitation des dépenses hospitalières n'a pas épargné en CHU les soins vitaux. Dans beaucoup de services, les infirmières, insuffisamment nombreuses, ont souvent l'impression d'assurer à peine l'essentiel. Aux heures de grande activité, elles travaillent comme des automates, frôlant l'insécurité. Et la nuit, c'est le désert. Lorsqu'on leur demande de consacrer du temps à l'écoute des malades, au réconfort ou à la présence auprès des mourants, elles se demandent simplement sur quelle planète cela est possible... Les équipements connaissent la même pénurie : on répare lentement, on remplace peu, on achète du nouveau exceptionnellement.

Un peu partout, des infirmières et des médecins sont découragés. Découragés et culpabilisés. Demander du personnel ou du matériel, n'est-ce pas augmenter le coût de la santé, alourdir les charges sociales qui pèsent sur l'industrie, aggraver le déficit national ? Comment peut-on se plaindre quand on achète des scanners ! Seulement, voilà... à quelques mètres des équipements les plus modernes, des malades sont en insécurité.

Le budget global annuel attribué à chaque hôpital tient peu compte de la demande de soins. Aux hôpitaux de réduire cette demande pour ne pas dépasser leur dotation. Tant pis si les malades sont aussi nombreux, si la durée de travail annuelle diminue, si le matériel vieillit. Cette attribution se fait à la baisse en partant du budget de l'année précédente. Tant mieux si l'hôpital dépensait trop précédemment. La répartition du budget entre les services obéit à la même loi. Pas question de le répartir en fonction du coût réel des soins : ce serait favoriser les médecins dépensiers. Pas question de redéployer les personnels en fonction de la charge de travail : l'important est de freiner l'activité pour diminuer les coûts.

Tous les indicateurs sont utilisés à sens unique. Qu'un service s'efforce de répondre à toutes les demandes de soins ou d'obtenir les meilleurs résultats, on lui reproche de coûter cher. Qu'il fasse des économies au prix d'efforts supplémentaires, elles ne lui permettront pas d'améliorer son équipement : ce sont des lignes budgétaires différentes. Qu'il réduise la durée de séjour en travaillant plus vite : on lui supprimera des postes d'infirmière.

L'implication des médecins dans la gestion financière est limitée à l'obligation de faire des économies dans leur service. Peu importe si, au même moment, la direction de l'hôpital effectue des dépenses qu'ils jugent inutiles : ils n'ont pas à en discuter, les directions médicales n'existant que dans les centres anticancéreux, les hôpitaux de l'armée et... les CHU étrangers.

Les résultats d'une idéologie

Des résultats médicaux inférieurs à ce qu'ils devraient être ne sont propices ni à un bon enseignement ni à la genèse de progrès techniques. A l'absence de crédits pour la recherche clinique et la participation aux colloques internationaux, ajoutez le fait qu'en 1987 les enseignants côtoieront encore moins les équipes étrangères lorsque leur revenu aura été amputé par la suppression des malades privés. Tant pis si notre niveau scientifique piétine, si le prestige de la médecine française s'affaiblit, si le matériel médical est fabriqué à l'étranger.

Tel est le résultat d'une idéologie qui a préféré limiter aveuglément les budgets plutôt que de les adapter aux besoins.

Peut-il en être autrement dans des entreprises aussi vastes ? On comprend que certains hommes politiques aient la tentation d'abandonner les CHU à leur médiocrité. Ce serait sacrifier les chances des malades les plus complexes, la formation des médecins, y compris du secteur libéral, la recherche médicale et l'image de marque du pays.

L'alternative est de renforcer l'efficacité du service public en y introduisant les techniques des entreprises performantes : attribution des budgets en fonction de la demande de soins et des résultats médicaux, adjonction d'une direction médicale au côté de la direction administrative, utilisation d'audits externes chargés de vérifier la répartition et l'utilisation des dotations, développement de cercles de réflexion sur les résultats et les coûts, attraction de médecins de haut niveau en conservant la clientèle libérale à l'hôpital, appel à des ressources ne pesant pas sur l'assurance-maladie telles que legs, subventions publicitaires et fondations philanthropiques...

(*) Chef du service de chirurgie vasculaire et endocrinienne du CHU Henri-Mondor (Créteil).

Tout reste à faire

L'uniformité du système français de santé est un frein au progrès

par le professeur BERNARD LAUNOIS (*)

LES comptes du régime général de la Sécurité sociale, présentés le 20 décembre 1985, ont été accueillis avec un grand scepticisme (1). Dans le déficit réel qui s'annonce, les dépenses de l'assurance-maladie ont leur part. Les moyens d'action sont désormais limités et il serait déraisonnable d'augmenter les cotisations sociales.

Les dépenses fédérales de santé des Etats-Unis, qui représentent 100 milliards de dollars, sont un des facteurs du déficit budgétaire américain qui est de l'ordre de 200 milliards de dollars. Il entraîne un accroissement rapide de la dette publique, qu'il faut financer par l'emprunt avec pour conséquence l'élévation des taux d'intérêts.

Le poids des charges sociales diminue la compétitivité industrielle, sur le marché intérieur et à l'exportation. Ainsi, dans l'industrie automobile française, les charges sociales incluses dans le prix d'une berline de 80000 F atteignent 10200 F, plus du double de Chrysler (600 dollars). Si l'industrie traditionnelle américaine a peur de disparaître face au Japon, l'industrie française peut partager cette inquiétude. L'absence de recherche en France dans un secteur aussi critique était ainsi commentée par l'économiste Alan Enthoven : « *Le système de santé français est très centralisé... Et l'uniformité est un frein au progrès : on ne peut tester de nouvelles idées, prendre des risques...* »

Le gouvernement ou le marché ?

Aux Etats-Unis, nous avons appris beaucoup de la recherche :

A. — Le gouvernement a à sa disposition trois armes :

● 1) *Le budget global*, c'est-à-dire un paiement prospectif par centre hospitalier avec une dotation globale annuelle. Ses inconvénients sont nombreux : il bloque la situation hospitalière en l'état et les bons gestionnaires sont pénalisés; il pousse au conservatisme.

● 2) Le projet de *médicalisation des systèmes d'information* a en fait pour but d'améliorer le budget global à partir des coûts par pathologie et par centres de responsabilité.

● 3) Le *paiement prospectif par cas (Prospective Price Setting*, PPS). Au paiement rétrospectif des journées hospitalières est substitué le paiement prospectif par cas, suivant la classification des « *Diagnosis Related Groups* » (DRG) fondée sur un certain nombre d'éléments : le diagnostic, le traitement utilisé et l'âge. L'avantage majeur de ce système, utilisé aux Etats-Unis, a été l'immédiate réduction de la durée de séjour qui est passée de 9,3 jours à 7,5 jours.

B. — La loi du marché. — En fait, dans un système dit libéral, la loi du marché n'existe pas à partir du moment où il n'y a aucun effet de contrainte, du fait du remboursement soit par la Sécurité sociale, soit par des assurances privées.

Sur le marché de l'automobile, il existe toujours une contrainte correspondant au prix que désire mettre un acheteur dans le choix de sa voiture. En matière de santé, il existe au contraire une spirale inflationniste et chacun peut choisir sa Rolls-Royce puisqu'il ne tient jamais compte du rapport prestations-prix. Si l'on choisit la loi du marché, il faut donc en réinventer les règles.

● 1) *Les contrats entre entreprises, assurances et médecins :* les médecins « sous contrat » avec les assurances et les entreprises ont un tarif préférentiel pour leurs clients. Mais pour qu'un tel système existe en France, il faudrait ou bien modifier la Sécurité sociale ou accentuer le système mutualiste pour qu'une compétition s'instaure.

● 2) *Les réseaux de soins coordonnés* sont la correspondance française des Health Maintenance Organization (HMO), créés aux Etats-Unis dans les années 70. Ils intègrent prévention, hospitalisation et soins à domicile, pour un paiement forfaitaire d'avance, et sont placés en situation concurrentielle dans un quasi-marché. La liberté de prescription existe, mais les médecins en partagent les risques financiers.

La Rand Corporation en a étudié les résultats aux Etats-Unis. Les dépenses de santé ont été réduites de 28 % par rapport aux soins gratuits ou à un ticket modérateur de 25 %. Les admissions hospitalières et la durée de séjour ont été réduites de 40 %.

Il n'y a pas d'effet de sélection. A. Enthoven estime que dix ans sont encore nécessaires pour que les HMO atteignent leur plein développement. Mais certaines HMO sont à but lucratif. Leurs actions placées à la Bourse de New-York sont considérées comme un très bon placement. Il va sans dire qu'un meilleur rapport prestation-prix ne doit pas se faire aux dépens de la qualité des soins. Le coût d'une qualité médiocre des soins est prohibitif.

Le choix d'un arbitre pour l'une de ces diverses solutions est un faux dilemme. L'intervention des pouvoirs publics est nécessaire non pour mener une action juridique (statut, département) sans effet économique, voire même avec un effet économique négatif, mais pour lancer des incitations économiques positives afin d'adapter notre système de santé sans sacrifier la qualité de la formation. En ce domaine tout reste à faire.

(*) Clinique chirurgicale du CHU de Rennes.

(1) *Le Monde* du 21 décembre 1985.

COURRIER DES LECTEURS

Le cas de M. Waldheim

(...) Mme Sarraute commente (*le Monde* du 12 mars) la polémique autour du candidat conservateur à l'élection présidentielle autrichienne, l'ancien secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim. Des adversaires malveillants ont accusé ce dernier d'avoir participé à des massacres en Yougoslavie en tant que membre de la Wehrmacht, ce qui, d'après Mme Sarraute, aurait valu à M. Waldheim une forte remontée dans les sondages, et ce qui prouverait la mentalité nazie de l'Autriche, jadis annexée par Hitler.

Eh bien non, les choses ne sont pas si simples. (...) M. Waldheim est issu d'une famille notoirement antinazie, ce qui avait valu de nombreuses difficultés à son père. Il est au-dessus de tout soupçon de crime nazi, et si cela n'était pas le cas, croyez-vous que, lors de l'élection de M. Waldheim à la tête de l'ONU, des pays comme l'URSS ou la Yougoslavie, plus particulièrement concernées, n'auraient pas déposé leur veto ou fait connaître leur opposition ? Je vous signale que M. Simon Wiesenthal, bien connu aussi des Français comme chasseur de nazis, a reconnu l'innocence de M. Waldheim par rapport à ces accusations ridicules.

Si les Autrichiens, d'après les sondages, ont réagi à ces diffamations par une vague de sympathie pour le candidat conservateur, c'est en reconnaissance de ces faits et non pas par mentalité nazie. (...)

MARTIN PLODERER (*Paris*).

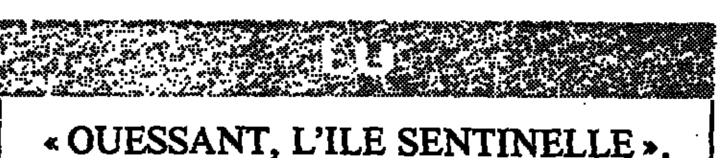
Les éloges de M. Plissonnier

Dans les deux ou trois dernières années, nous avons souvent entendu Georges Marchais et ses amis du bureau politique se démarquer de l'Union soviétique sur le plan de la démocratie et des droits de l'homme. Ces propos avaient été accueillis avec beaucoup de scepticisme par les uns, comme une espérance pour les autres.

Or voici que, dans *le Monde* du 5 mars, je lis un petit entrefilet au bas de la page 8, relatant en quelques lignes l'intervention de Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central et membre du bureau politique du PCF, à la tribune du XXVIIe congrès du PCUS. On y apprend qu'il y a fait l'éloge de la « *protection de la personnalité engendrée par le système soviétique* », ajoutant que le système occidental étouffe l'individualisation. Il dit aussi : « *Le PCUS révèle la nature démocratique du socialisme.* »

Beaucoup de lecteurs ont sûrement, comme moi, regretté que l'intervention de Gaston Plissonnier n'ait pas trouvé une plus grande place dans vos colonnes.

HENRI FRENAY, *ancien ministre*.



« OUESSANT, L'ILE SENTINELLE », de Françoise Péron

A distance du continent

LES îles françaises de l'Atlantique et de la Manche entrent bien dans l'actualité : Ré impose de longues heures d'attente aux visiteurs impatients, Belle-Ile et Yeu rejettent tour à tour les beurs vacanciers qu'on leur assigne, Bréhat refuse d'être reliée au continent par hélicoptère, Ouessant — « *le morceau de terre de France le plus familier aux hommes des phares et balises* » — est en passe de perdre sa qualification d'île-sentinelle au profit d'un phare géant qui, planté à 40 milles au large (quelque 75 kilomètres) sur un fond de moins 232 mètres, sera déjà quasiment hors de la masse continentale européenne...

Le problème de ces îles bordières est bien, au total, celui de leur rattachement, matériel ou figuré, à un continent de plus en plus conquérant sous le signe d'une économie mondialisée et d'une société remuante acquise à l'habitat de loisir. Ainsi d'Ouessant, qui fut et reste la plus lointaine et la plus isolée d'entre elles et qui a accumulé un tel poids de particularité qu'il rend difficile le rajustement nécessaire. Vient donc singulièrement à point le très remarquable ouvrage consacré à l'« *ultima Thulé* » par Françoise Péron, pour permettre de défendre en bonne connaissance de cause l'âme d'une île sollicitée de s'aligner sans restrictions. Je dis tout de suite que ce travail d'ethno-sociologie, alimenté de géographie et d'histoire, ne sent ni son folkloriste ni son thésard, qu'il passionne et éclaire à la fois, ce qui n'est pas, dans le genre, le cas de toutes les lectures.

Il rassure aussi quelque peu : l'éloignement même de cet isolat rugueux fait qu'il connaît avec retard quelques menaces dont les autres sont déjà accablés ; la résidence secondaire est encore loin d'avoir, à Ouessant, tout conquis, et les difficultés municipales qui lui sont d'ordinaire dues ne sont point très aiguës. Mais les agressions n'ont pas manqué dans le passé, et il est bon de les connaître pour mieux mesurer celles qui s'annoncent aujourd'hui. L'île s'est parfois, depuis un siècle, rapprochée trop vite du continent (c'est le titre de la troisième partie de l'ouvrage), à moins que ce ne soit le contraire.

Dieu nous garde de reprocher leur présence à nos beurs en voie de réinsertion ni aux résidenciers secondaires, non plus qu'aux touristes ! Mais, sans prudence, toutes ces excellentes nouveautés continentales de notre temps pourraient bien apporter ici, par une irruption inconsidérée, quelque grabuge.

MAURICE LE LANNOU.

★ Editions de la Cité (Brest-Paris), 1985, 109 illustrations, 446 pages, 250 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

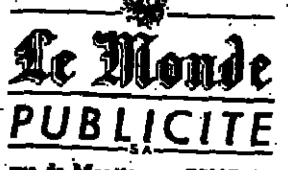
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

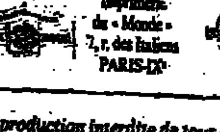
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,380 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,80 $; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

PROCHE-ORIENT

LE SORT DES OTAGES AU LIBAN

• L'affaire n'est pas « dans l'impasse », selon Cheikh Fadlallah
• Paris poursuivra sa politique vis-à-vis de l'Irak, déclare M. Toubon

« Le cas des otages français n'est pas dans l'impasse : il y a plus d'une porte ouverte », estime Cheikh Hussein Fadlallah, le « guide spirituel » du Hezbollah, la formation des extrémistes chiites libanais. Dans une interview publiée, le dimanche 23 mars, par l'hebdomadaire arabe *Al Mostaqbal* (paraissant à Paris), Cheikh Fadlallah assure qu'il continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir la libération des otages. Le cheikh dément une fois de plus être lié d'une manière quelconque aux enlèvements, qui ont été revendiqués par le mystérieux Djihad islamique, un groupe que certains estiment être « le bras armé » du Hezbollah.

Cheikh Fadlallah considère que le gouvernement français a *« mal évalué »* la situation depuis le début de l'affaire. *« Il y a eu enlèvement et contre-enlèvement »*, dit-il, expliquant : *« Il y a des prisonniers à Paris et il n'y avait pas d'autre moyen d'obtenir leur libération ».* « *La France*, poursuit le cheikh, *aurait dû circonscrire cette affaire dans le cadre qui est le sien, celui d'un échange d'otages et libérer ceux qui sont emprisonnés en France, comme elle avait libéré auparavant tel ou tel Palestinien.* » Le 20 février dernier, la France a élargi deux Palestiniens, Assad Kayed et Hosni Hatem, qui avaient assassiné, le 3 août 1978 à Paris, le représentant de l'OLP en France, Ezzedine Kalak, et son adjoint. Quant aux *« otages emprisonnés en France »*, évoqués par Cheikh Fadlallah, ce sont les cinq membres du commando qui tenta, en juillet 1980, à Paris, d'assassiner l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, tuant un policier. Leur libération est revendiquée par le Djihad islamique, qui réclame, également, que la France cesse d'appuyer l'effort de guerre irakien contre l'Iran.

La stratégie de la France, indique en substance Cheikh Fadlallah, a été d'essayer de faire pression sur les ravisseurs par l'intermédiaire de différents Etats – la Syrie et l'Iran – au lieu d'entamer des pourparlers directs.

Mais de cela, il n'est toujours pas question de la part de Paris, du moins à en croire M. Jacques Toubon, le secrétaire général du RPR, qui a notamment affirmé, dimanche, au club de la presse d'Europe 1 : *« La France doit d'abord s'adresser aux Etats, et non pas aux organisations, aux groupuscules. » « Il ne faut pas céder au chantage »*, a-t-il poursuivi, ajoutant : *« Nous n'avons aucune raison de changer d'attitude dans notre politique traditionnelle vis-à-vis de l'Irak* (...) *mais nous sommes tout à fait prêts à avoir des relations normalisées avec l'Iran pour peu que ce pays agisse dans le cadre des règles fondamentales du droit international. »* M. Toubon a encore indiqué que la question des otages était de la *« compétence du gouvernement »*.

A Bagdad, le président de l'Assemblée nationale, M. Saadoun Hammadi, s'est déclaré convaincu que la nouvelle équipe au pouvoir à Paris serait soucieuse de renforcer la coopération franco-irakienne. Cependant, les deux opposants irakiens que la France a expulsés à Bagdad sont apparus ce week-end à la télévision irakienne pour expliquer qu'ils *« regrettaient »* d'avoir mené des activités contre le régime. Les deux hommes ont été « graciés » par le président Saddam Hussein, mais n'ont pas indiqué s'ils comptaient regagner prochainement Paris. Le retour en France de ces deux opposants est, semble-t-il, une des revendications des auteurs de l'enlèvement, le 8 mars dernier à Beyrouth, des quatre membres d'une équipe d'Antenne 2. – *(AFP, Reuter.)*

UNE BALLE DANS LA MAIN POUR LES VOLEURS DE CABLES

Beyrouth (AFP). – Deux hommes, qui avaient volé 700 mètres de câbles électriques à l'aéroport international de Beyrouth (AIB), ont été châtiés, samedi 22 mars, par une balle de pistolet-mitrailleur tirée dans la main droite. Les deux voleurs ont été appréhendés par les services de sécurité du mouvement chiite Amal, qui, après les avoir attachés pendant cinq heures à un poteau d'éclairage face à l'aérogare de l'AIB, leur ont ensuite tiré une balle de pistolet-mitrailleur dans la main droite, avant de les amener à l'hôpital. Un responsable d'Amal a indiqué que les deux coupables allaient être remis à la justice libanaise. Le trafic de nuit avait dû être suspendu à la suite de ces disparitions de câbles électriques.

LE HEZBOLLAH : « LE MICROBE JUIF EST PARTOUT EN FRANCE »

Le résultat des élections en France a été *« plus favorable aux juifs qu'aux Français, qu'ils soient de gauche ou de droite »*. Telle est l'opinion du Hezbollah (le « parti de Dieu », pro-iranien), parti des extrémistes chiites libanais, dont le journal, *Al Aahad*, commentait ainsi, dans sa dernière édition, le scrutin de dimanche dernier :

« Ces élections ont mis en relief la puissance du Parti socialiste, soutenu par le vote mais surtout par l'influence juive en France, qui dépasse la simple présence israélite. Les juifs ont en effet tissé en France des réseaux qui leur ont permis de mettre la main sur les principaux centres de décision, et de s'infiltrer notamment dans les services de renseignement. (...) Pour améliorer leur image de marque, tous les chefs politiques français se sont affublés de calottes et sont allés poser au Mur des lamentations. Le microbe juif est partout. Dans la plume des écrivains, sous la peau des changeurs, dans le réseau des filles de joie, le marché noir et les pompes funèbres. Ainsi, Jean Daniel a transformé son journal (le Nouvel Observateur) *en synagogue politique.* (...)

» En tout cas, le nouveau gouvernement français devra faire face à de nombreux problèmes dans le domaine de la politique étrangère, et notamment s'occuper de la crise des otages français, qui est due à la poursuite d'une politique hostile de la France envers les musulmans. ». – *(AFP.)*

LES ENTRETIENS DE M. ARAFAT AU CAIRE

M. Yasser Arafat estime qu'il revient aux Etats-Unis de débloquer la situation au Proche-Orient après l'échec des conversations entre la Jordanie et l'OLP. Le chef de l'OLP a fait cette déclaration à la presse, dimanche 23 mars au Caire, à l'issue de trois heures d'entretiens avec le président Hosni Moubarak. Pour M. Arafat, c'est parce que les Etats-Unis refusent de reconnaître le droit à l'autodétermination des Palestiniens que les conversations jordano-palestiniennes ont abouti *« à une impasse »*.

L'Egypte tente actuellement de réconcilier l'OLP et le roi Hussein de Jordanie, qui a décidé, le mois dernier, de suspendre ses conversations avec la centrale palestinienne après que celle-ci eut refusé de souscrire aux résolutions 242 et 338 des Nations unies sur le Proche-Orient. – *(AFP).*

AFRIQUE

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE ALGÉRIEN EN LIBYE

Le traité maroco-libyen résistera-t-il au rapprochement entre Alger et Tripoli ?

Le premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, s'est entretenu avec le président algérien, M. Chadli Bendjedid, au cours d'une visite officielle à Alger, samedi 22 et dimanche 23 mars, alors que le premier ministre algérien, M. Abdel Hamid Brahimi, séjournait en Libye du 21 au 23 mars. La volonté commune d'arriver à édifier le « grand Maghreb » ressort des communiqués publiés au terme de ces visites.

De notre correspondant

Alger. – L'Algérie est un pays très écouté et très visité. Sans être à proprement parler une plaque tournante de la diplomatie internationale, elle est un point de passage obligé, notamment dans le concert maghrébin, où chacun des pays de la région clame de plus en plus fort la nécessité d'édifier le grand Maghreb arabe. Mais cet objectif apparaît comme un vœu pieux, tant il est contrecarré par les intérêts souvent divergents des Etats et empoisonné par le conflit du Sahara occidental. La tenue même d'un sommet maghrébin semble aujourd'hui impossible, et les relations bilatérales ou trilatérales sont le seul recours pour maintenir le dialogue.

La Tunisie et l'Algérie ont signé, le 19 mars 1983, un traité de fraternité et de concorde, auquel la Mauritanie a adhéré à la fin de la même année. Cet accord d'une durée de vingt ans, à caractère politique, stipule qu'il *« demeure ouvert à l'adhésion des autres Etats du grand Maghreb arabe qui en accepteraient les dispositions »*. Mais il comporte aussi des clauses d'assistance, y compris dans le domaine militaire, ce que le président Chadli n'a pas manqué d'évoquer quand il a, cet été, apporté le soutien inconditionnel de l'Algérie à la Tunisie, en froid avec la Libye, qui venait d'expulser quelque 30 000 ressortissants tunisiens.

De leur côté, le Maroc et la Libye ont signé le 13 août 1984, à Oujda, un traité d'union arabo-africaine. Cet accord entre le régime monarchique de Rabat et la révolution libyenne a fonctionné de façon satisfaisante pendant un peu plus d'un an. Le Maroc y a trouvé son compte, qui a obtenu de Tripoli l'arrêt de son assistance militaire au Front Polisario. Le colonel Kadhafi, en revanche, a mesuré, après les attentats de Vienne et de Rome et les menaces de représailles et d'embargo des États-Unis, les limites de son alliance avec Rabat. Il attendait alors des gages de solidarité et de soutien et n'a obtenu de Rabat – comme des autres pays arabes – que l'adhésion à de vagues résolutions de la Ligue arabe.

La conjoncture aidant, et à force d'insistance, il a rencontré le président algérien le 28 janvier dernier à In Amenas, dans le Sud-Est algérien *(le Monde* du 29 janvier). L'enjeu était d'importance pour Tripoli : la Libye pouvait, à cette occasion, espérer desserrer la tenaille égypto-algérienne dans laquelle elle était prise après son différend avec la Tunisie et retrouver un peu de crédit sur la scène internationale en se rapprochant de l'Algérie. Les relations entre les deux pays, profondément altérées depuis la signature du traité d'Oujda, connaissent depuis In Amenas une embellie, illustrée par les aller et retour qui se succèdent entre les deux capitales.

Le 10 février, le commandant Abdessalam Jalloud, « numéro deux » libyen, arrive à Alger pour un séjour officiel, au terme duquel il annonce la création d'un groupe de travail mixte chargé du suivi des relations bilatérales. Il est suivi dans la capitale algérienne, le 6 mars, par une délégation militaire conduite par le colonel Fredj Souleiman Ahayeb, chef d'état-major de l'armée de terre. Et le 13 mars c'est au tour de M. Abderrazak Bouhara, membre du secrétariat permanent du comité central du FLN, chargé des relations extérieures, de se rendre à Tripoli, précédant de dix jours le premier ministre algérien, M. Abdel Hamid Brihami.

Des résultats importants

Le chef du gouvernement algérien a été reçu dimanche 23 mars par le colonel Kadhafi. Il était accompagné par une forte délégation ministérielle (1) à dominante économique. Les résultats des entretiens sont éloquents. Bien que les deux pays ne soient liés par aucun traité, ils sont convenus, rapporte l'envoyé spécial de l'agence officielle Algérie Presse Service (APS), de développer et de multiplier les échanges commerciaux *« jusqu'à en décupler le volume au cours de l'année 1986 »*.

L'Algérie et la Libye ont également décidé de créer des sociétés mixtes de géophysique, de recherche et de propection dans le domaine des hydrocarbures, de forage de puits et de construction. Parmi d'autres projets industriels figure la construction d'usines automobiles en Algérie, alors que des unités de production d'aluminium devraient être construites en Libye.

Autre point important : au moment où l'Algérie a besoin de trouver des débouchés pour son gaz, la décision a été prise, selon l'APS, d'approvisionner le marché libyen en gaz naturel destiné aussi bien à la consommation industrielle que ménagère. Il est également prévu de connecter les réseaux d'électricité des deux pays, et d'étendre la coopération au domaine agricole, principalement dans les régions sahariennes, par l'exploitation des nappes d'eau souterraines.

Contrairement au traité de fraternité et de concorde et au traité d'Oujda, qui partaient des relations politiques pour s'élargir ensuite au secteur économique, les relations algéro-libyennes partent volontairement de l'économie. Les relations politiques devraient suivre, et leur solidité sera d'autant mieux garantie que les liens économiques seront importants. C'est du moins le sentiment qui prévaut à Alger, où la direction du pays, toujours prudente, car elle connaît le caractère fantasque du colonel Kadhafi, vient de s'engager sur une voie qui pourrait, à terme, déboucher sur une union avec la Libye.

De quelle nature ? S'agira-t-il d'une union bilatérale ou la Libye adhérera-t-elle au traité de fraternité et de concorde ? Rien ne permet de le dire encore. Mais la volonté en est nettement exprimée dans un communiqué publié à Tripoli et diffusé dimanche soir par APS, indiquant que, *« dans le cadre des rencontres visant à l'union entre l'Algérie et la Libye, les deux premiers ministres ont coprésidé, le 23 mars, une réunion à laquelle ont pris part les membres du Comité populaire général de la Jamahiriya libyenne et les membres du gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire »*. Le communiqué précise qu'au cours de son intervention à l'ouverture de la réunion le commandant Jalloud a rappelé *« les objectifs que les directions politiques des deux pays cherchent à réaliser, en l'occurrence l'union, en prélude à l'unité du Maghreb arabe et à celle de la nation arabe »*.

De grandes manœuvres sont engagées et, *a priori*, aucun des pays de la région n'en est écarté. Le colonel Kadhafi avait informé le roi Hassan II de sa rencontre d'In Amenas ; il a dû le prévenir de ce qui allait se passer à Tripoli. Le président Chadli avait personnellement dit au ministre tunisien des affaires étrangères, M. Beji Caid Essebsi, à la fin de l'année dernière, qu'il rencontrerait le chef de l'Etat libyen, et il a reçu samedi M. Mohamed Mzali, le premier ministre tunisien, en visite officielle de vingt-quatre heures à Alger, alors même que les entretiens algéro-libyens battaient leur plein à Tripoli. Un communiqué commun a été diffusé samedi, indiquant que les délégations ont eu un dialogue politique approfondi sur *« les perspectives de la construction du grand Maghreb arabe, sur la base des principes inscrits dans le traité de fraternité et de concorde liant l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie »*.

Le traité d'Oujda semble loin. Il avait contribué à détériorer les relations entre Alger et Tripoli. Il se pourrait qu'il soit la première victime du rapprochement voulu par le président Chadli et le colonel Kadhafi.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) Le premier ministre algérien était accompagné de MM. Rachid Benyelles, ministre des transports ; Zitouni Messaoudi, ministre des industries légères ; Mohamed Rouighi, ministre de l'hydraulique ; Abdelaziz Khellef, ministre des finances ; Ali Oubouzar, ministre du Plan ; Mostefa Benamar, ministre du commerce ; Fayçal Boudraa, ministre des industries lourdes ; Mohamed Salah Mentouri, ministre chargé du tourisme, et Yacine Sergani, vice-ministre auprès du ministre de l'énergie.

NOUVELLES MANŒUVRES AMÉRICAINES AU LARGE DES COTES LIBYENNES

Washington (AFP, Reuter.) – Les Etats-Unis ont repris dimanche 23 mars, leurs manœuvres aéro-navales au large des côtes libyennes. Ces exercices, qui ont lieu quarante-huit heures après la fin de précédentes manœuvres de la VI[e] flotte dans le même secteur, doivent durer jusqu'au 1[er] avril.

Dans une interview à la chaîne de télévision NBC, M. Weinberger, le secrétaire américain à la défense, n'a pas exclu que des appareils participant à ces exercices franchissent à cette occasion la ligne marquant l'entrée dans le golfe de Syrte revendiqué par le colonel Khadafi comme faisant partie des eaux territoriales libyennes. Il a précisé que cette ligne avait été franchie sept fois lors des dix-huit manœuvres entreprises dans la région par les Etats-Unis depuis 1981. La Libye avait menacé en janvier de riposter à toute tentative de pénétration américaine.

Tchad

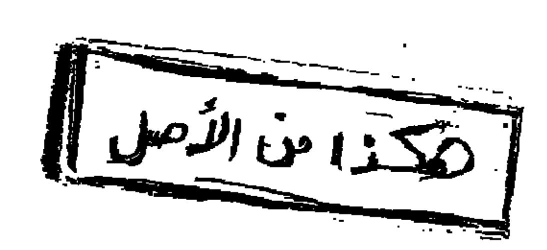
IMPORTANT REMANIEMENT MINISTÉRIEL A N'DJAMENA

Les « ralliés » entrent au gouvernement

Le président tchadien, M. Hissène Habré, a procédé, le dimanche 23 mars, à un remaniement de son gouvernement, caractérisé par l'arrivée d'anciens opposants qui se sont récemment ralliés au régime de N'Djamena. La principale personnalité à entrer au gouvernement est le général Djibril Négué Djogo, originaire du sud du Tchad, ancien chef d'état-major du GUNT de M. Goukouni Oueddeï et président du Front démocratique du Tchad (FDT), qui devient ministre de la justice. Ce remaniement intervient après la signature, à Libreville, d'accords de paix entre le gouvernement de M. Habré et le CAC-CDR, fraction dissidente du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), principale formation politico-militaire du GUNT, et le FDT. Deux autres personnalités de cette dernière formation (composée essentiellement de « sudistes ») entrent au gouvernement : MM. Hissène Grinky (culture, jeunesse et sports) et Ngarnayal Mbailemdana (finances et informatique).

Deux représentants du CAC-CDR obtiennent également des postes ministériels. Les « codos », ces maquisards sudistes récemment ralliés au gouvernement de N'Djamena, sont représentés au gouvernement par le sergent Tokinon, qui devient secrétaire d'Etat à la fonction publique.

D'autre part, une dizaine de ministres ne sont pas reconduits dans leurs fonctions, notamment MM. Elie Roumba (ministre des finances) et Abba Siddick (ministre de l'éducation nationale). M. Gouara Lassou conserve le portefeuille des affaires étrangères, tandis que M. Mahamat Soumaila, jusqu'alors ministre de l'information, devient ministre délégué à la présidence de la République chargé du plan. Il est remplacé par M. Moumine Hamidi. Enfin, le président Hissène Habré cumule ses fonctions de chef de l'Etat avec celles de ministre de la défense nationale, des anciens combattants et victimes de guerre. – *(AP.)*



هكذا في الأصل

ASIE

Philippines

Le sucre amer de Négros

Le gouvernement de Mme Aquino a annoncé, le samedi 22 mars, qu'il avait récupéré 30 millions de dollars faisant partie de la fortune de M. Marcos que l'ancien dictateur dérenait sous forme d'actions dans le monopole philippin des télécommunications. Par ailleurs, selon un quotidien de Manille, les autorités seraient en possession d'enregistrements vidéo du meurtre de Benigno Aquino.

De notre envoyé spécial

Lagranja. – *« La révolution ? Nous n'aurons pas le temps de l'attendre. L'espoir, c'est des patrons plus honnêtes, des soldats qui ne pointent plus leurs fusils contre nous, qui ne fassent pas de descentes dans nos maisons en pleine nuit. Un bout de terre pour nous nourrir. C'est tout. »* Un corps de chat écorché, une tête de gavroche avec des cheveux en bataille, mais un sourire éclatant et dans le regard la force de la vie : Marylin a trente-deux ans. Vêtue de guenilles, elle porte à la main une machette et de temps à autre essuie son visage couvert de sueur avec le bras de son t-shirt déchiré.

Marylin travaille à la canne à sucre six heures par jour pour 6 pesos (environ 1 franc). Elle est secrétaire du petit syndicat de l'hacienda Camile, non loin de Lagranja, à 50 kilomètres au sud de Bacolod. Son syndicat fait partie de la Fédération nationale des travailleurs du sucre (NSFW) créé en 1971 avec l'appui de l'église. Parc qu'ils sont syndiqués, et donc *« dangereux »* Marylin et les autres habitants de son village n'ont plus de travail. Le propriétaire, M. Felipe Laxon, les a renvoyés quand ils ont demandé du riz après qu'un des leurs soit mort de faim. Ils les a fait arrêter lorsqu'ils ont vendu des engrais pour se nourrir. Depuis deux ans, Négros vit au seuil de la famine. Felipe Laxon est pourtant l'un des planteurs qui a soutenu la campagne de Cory Aquino. Marylin sourit : *« Vous savez personne ne s'est jamais occupé de nos problèmes. Mêmes nos maison ne sont pas à nous. Un jour M. Laxon m'a dit : « Ce n'est pas la peine de réparer ta maison : elle n'est pas à toi. » Il veut nous chasser, mais nous ne partirons jamais. »* Marylin et ses compagnons ont boycotté les élections (suivant le mot d'ordre de la gauche).

La chute des cours du sucre, la réduction de la production (de 2,5 millions de tonnes à 1,3 million) se sont traduites par une réduction drastique des heures de travail : par rotation, les ouvriers du sucre ne travaillent plus que trois jours par semaine pendant les six mois de l'année (octobre-mars) où l'on récolte. Fin mars commence pour eux ces longs mois de quête de la survie. Sans travail, sans économies, Marylin et ses compagnons vont ramasser les cailloux et le sable de la rivière. Il faut le travail de trois hommes pour amasser 1 mètre cube de cailloux : ils se partageront 20 pesos (soit à peine 1 dollar). *« Quand il n'y a rien à manger, on se nourrit de racines »*, dit Marylin.

Son mari part le matin à 4 h 30 pour marcher 5 kilomètres et rejoindre les files d'ouvriers qui attendent à la porte des haciendas que les contremaîtres viennent désigner ceux qui pourront travailler. Il gagne 20 pesos pour douze heures de travail, pour sarcler 3 tonnes de cannes ou en charger 4 tonnes sur les camions. *« C'est peu quand on a trois enfants et que le kilo de riz vaut déjà 6,5 pesos »*, commente Andreas Roquero, qui tient la misérable coopérative du village. *« Quand on fait deux repas par jour* (patates douces et bananes), *c'est bien »*, dit Marylin. Souvent, elle n'envoie pas ses enfants à l'école car ils n'ont pas mangé.

A Bacolod, capitale de Négros occidental, au service social de l'évêché, on nous montre des statistiques : 66,8 % des enfants de moins de sept ans sont sous-alimentés et 8 % souffrent de malnutrition grave. Sept sur dix des personnes hospitalisées meurent de maladies liées à la malnutrition. Au cours de l'année dernière, en moyenne, une centaine d'enfants sont morts chaque mois rien qu'à Bacolod (trois cent mille habitants). Il y a un médecin pour soixante-huit mille habitants. La politique des « grands barons » du sucre ces dernières années a consisté à chasser les ouvriers du périmètre des haciendas pour ne plus avoir à fournir de prestations sociales. *« Si ce n'est pas trop grave, on se soigne avec les herbes traditionnelles »*, dit Marylin.

Des herbes pour les soins

La situation la pire est celle des ouvriers venus des îles voisines. On les appelle les *sacadas*. Ils vivent dans des barques et sont encore plus mal payés que les locaux. Ceux que nous rencontrons sur l'hacienda Esperanza, appartenant au « roi du sucre » Roberto Benedicto (qui a pris la fuite juste avant la chute de Marcos), nous disent qu'ils gagnent 4,5 pesos pour charger de 4 tonnes à 5 tonnes de cannes. Pliés en deux, ils ramassent des brassées de cannes, les chargent sur l'épaule et les montent sur le camion. Ainsi de suite jusqu'à ce que le tonnage soit atteint.

Qu'est-ce que ces *« forçats du sucre »* attendent du nouveau gouvernement ? La question paraît presque déplacée lorsqu'on croise les regards résignés de ces hommes qui vivent leur misère comme un destin : *« un peu justice »*, dit laconiquement un habitant de l'Hacienda Denao-Romona, une plantation de moyenne importance laissée à l'abandon par son propriétaire. La maison patronale est délabrée, tracteurs et camions exposent leurs entrailles au soleil : la crise a eu raison de l'exploitation. Seuls les ouvriers sont restés. Où pouvaient-ils aller ? Une grappe d'enfants sales et dépenaillés regardent par la porte de la frêle maison de bambous. Leur mère dit qu'ils ne mangent guère plus d'une fois par jour. *« On a encore de la chance d'être près de la rivière. » « L'eau est propre ? » « Non, mais on n'a pas le choix. »*

L'euphorie qui prévaut à Manille n'est pas de mise à Négros. On y a certes fêté la chûte de Marcos, mais depuis rien n'a changé : embuscades, meurtres, disparitions font partie du lot quotidien. Les soixante prisonniers politiques qui auraient dû être libérés sont toujours détenus par l'armée. L'espoir se fraye difficilement un chemin. Le fatalisme de la majorité, habituée depuis des générations à quémander sa survie, a repris le dessus. Pour les responsables des communautés chrétiennes de base l'un des premiers objectifs est d'enrayer cette tendance à la soumission. *« Ces gens n'ont jamais eu le sentiment d'avoir le choix, de pouvoir décider »*, explique un missionnaire irlandais. *« Ils se raccrochent à l'espoir chrétien que les derniers seront les premiers au royaume des cieux. Nous voulons leur apprendre à prendre conscience de leurs droits. C'est un peuple qui oublie vite : c'est la seule manière de vivre ici. Ils ne savent pas haïr. Ils souhaitent une vie décente, mais ils ignorent l'idée de lutte de classes. »*

Ne plus avoir peur

Les gens doivent surtout apprendre à ne plus avoir peur. Avec le développement de l'insurrection communiste, les *« barons »* du sucre ont renforcé leurs armées privées, composées de mercenaires à qui on offre des salaires importants (plus de mille pesos) et de membres des forces paramilitaires, sorte de milice.

Il y a trois grandes armées privées à Négros, au total mille cinq cents hommes : celle de Bénédicto, le *« roi du sucre »*, qui contrôlait les monopoles de cette industrie et celle d'Eduardo Cojuangco autre *« baron »* du régime Marcos, possédant 5 00 hectares de plantations de noix de coco et de canne à sucre. Lui aussi a quitté les Philippines au moment de la chûte de Marcos. L'une de ses immenses demeures, au sud de Bacolod, est entourée sur des kilomètres de murs de béton surmontés de grillages électrifiés. Avec ses miradors, on dirait une prison. La troisième armée est celle du gouverneur de Négros del Norte, responsable, dit-on, du massacre d'Escalante : 21 personnes abattues par les soldats en septembre 1985, lors d'un rassemblement de paysans.

Ces milices privées, théoriquement chargées de garder les plantations, sont responsables de la plupart des exactions commises contre la population. La semaine dernière, les miliciens ont tué un jeune garçon à Castellana, un village de montagne : *« Je venais de lui donner sa confirmation »*, nous dit Mgr Fortich, évêque de Bacolod. *« Ils disent : on t'emprunte ton fils. Ils partent. Des coups de feu et on retrouve le cadavre abattu dans le dos »*, raconte un prêtre. *« On n'a pas été libéré de la peur même après la chute de Marcos »*, conclut-il.

Mgr Fortich ne cache pas qu'il sera très difficile pour les autorités de désarmer les milices privées. Elles ont reçu des équipements supplémentaires au moment des élections, et les fiefs des « barons » du sucre sont des camps retranchés disposant de véritables arsenaux. Le gouvernement cherche à persuader en douceur les miliciens de déposer les armes, de peur qu'ils ne se retournent contre lui et deviennent des bandes de brigands.

Négros, le *« volcan social »*, la région où l'oppression est encore le plus visible, une île dont l'économie a été en grande partie ruinée par un système de monopole qui a paralysé l'initiative privée et permis aux « barons » du régimle de s'enrichir (une enquête a montré que l'instauration du monopole du sucre s'est traduit depuis 1974 par un manque à gagner de 750 millions de dollars pour les petits planteurs), sera dans les mois qui viennent un test de la volonté réformiste du gouvernement Aquino.

Une réforme agraire s'impose dans une région où 7 % des propriétaires contrôlent la majorité des terres, où entre l'opulence de la minorité et la misère de la masse il n'y a rien. Depuis août 1984, en pleine crise alimentaire, la fédération des travailleurs du sucre a obtenu que les planteurs prêtent une partie de leurs terres en friche aux ouvriers pour se nourrir. *« Il n'y aura pas de paix à Négros sans justice sociale »*, répète Mgr Fortich. A la lisière de la forêt de cannes Marylin agite son fichu pour dire au revoir. Elle est de ceux qui refusent de capituler. Elle se bat, l'espoir chevillé à son maigre corps.

PHILIPPE PONS.

Pakistan

L'ÉVASION DE TRENTE-QUATRE DÉTENUS

« Jeunes ! Rejoignez le gang X »

De notre correspondant

New-Delhi. – Ils étaient entre cinquante et cent. Certains étaient masqués, d'autres déguisés en soldats. Tous étaient armés de kalachnikovs et de grenades, denrées pléthoriques dans ce far-west poussiéreux que n'a jamais cessé d'être le Sind pakistanais. Vers minuit, le samedi 22 mars, ils se sont approchés à pas de loup des grilles électrifiées de la prison de Sukkur, l'un des plus vastes établissements pénitentiaires du pays, à 400 kilomètres au nord de Karachi.

L'un d'entre eux a cisaillé le grillage et ils se sont engouffrés dans la cour. Ils ont repéré le quartier des condamnés à mort, neutralisé un garde sur son mirador et ont ouvert les portes des cellules. C'est alors seulement que l'alerte fut déclenchée. Il y eut des explosions, des coups de feu, deux morts (un geôlier et un prisonnier) et plusieurs blessés. Mais il était trop tard : quand les autorités firent l'appel peu après, il manquait trente-quatre détenus, tous condamnés à mort pour meurtres, enlèvements et brigandage. L'évasion-western la plus spectaculaire de l'histoire pénitentiaire pakistanaise avait réussi. Une vaste chasse à l'homme a été lancée dans le désert et les vallées de la province la plus déshéritée, la plus féodale et moyenâgeuse du Pakistan.

Le Sind, cette *« vallée malheureuse »* dont parlaient déjà les voyageurs grecs et arabes, a, de tout temps, été infesté de coupe-jarrets et de bandits de grands chemins. Rien de plus simple, en effet, dans ce paysage de far-west que de placer des guetteurs enturbannés sur des pitons rocheux afin de repérer le voyageur et de lui tendre une embuscade. La circulation nocturne, même à plusieurs véhicules, sur les pistes du Sind a toujours été déconseillée. L'armée elle-même ne s'y déplace qu'en convoi. Huit années de loi martiale, imposée par le général Zia Ul-Haq, n'ont rien arrangé. Au contraire.

Bastion de la famille Bhutto – l'ancien premier ministre exécuté par le régime du président Zia, – le Sind est devenu le pays de toutes les oppositions, de toutes les insurrections. *« La répression indiscriminée, les brutalités, les tortures infligées par la police et l'armée aux Sindhis sous couvert de la lutte antiséparatiste ont fait beaucoup pour le recrutement des brigands »*, nous disait, il y a quelques mois, M. G.-M. Sayed, vieux héros séparatiste sindhi (1). Il affirmait que dans le seul district de Dadu, au sud de Sukkur, il existait déjà vingt-sept bandes dûment recensées.

Quand ils ne se battent pas entre eux, les « dacoits », comme on nomme les brigands dans cette partie du monde, se préoccupent de leur image « romantique ». S'identifiant ouvertement aux nationalistes sindhis, qu'ils aident parfois, il leur arrive de distribuer une partie de leur butin aux paysans les plus démunis, s'assurant ainsi de solides sympathies. De temps en temps apparaissent sur les murs de certaines localités poussiéreuses des affiches ainsi rédigées : *« Jeunes ! Rejoignez le gang X. Vous revecrez une kalachnikov neuve. Salaire mensuel assuré de 2 000 roupies* (environ 1 000 F). *Si vous êtes tués, votre famille recevra 50 000 roupies ! »*

Bref, il y a gros à parier que les trente-quatre fugitifs de Sukkur sont déjà loin et que les autorités ne devront pas compter sur la collaboration sindhie pour les retrouver...

PATRICE CLAUDE.

(1) Agé de quatre-vingt-deux ans, G.-M. Sayed en a passé vingt-deux en prison et demeure assigné à résidence dans sa ville de Sann. Il soutient la lutte pour le Sind indépendant que mènent un nombre croissant de jeunes autochtones.

AMÉRIQUES

Equateur

LES SUITES DE L'AFFAIRE VARGAS

Le président Febres fait face à un malaise au sein de l'armée

Le calme est revenu en Equateur, une semaine après la fin sans gloire de la folle équipée de l'ancien commandant en chef de l'armée de l'air, le général Frank Vargas. Le gouvernement a levé l'état d'urgence, rétabli les libertés constitutionnelles et rouvert les écoles et les universités. Mis aux arrêts, le général rebelle sera déféré devant une cour martiale pour *« subversion armée et insubordination »*. Un jury de cinq généraux à la retraite devrait enquêter sur les accusations de corruption échangées entre militaires de haut rang.

Le président Febres Cordero a nommé, jeudi 20 mars, un nouveau ministre de la défense, le général de division à la retraite Medardo Salazar Navas. Il remplace le général Pineiros, dont la démission était l'une des exigences du général Vargas. Enfin, le Parlement a été convoqué en session extraordinaire pour examiner les conséquences de la crise.

Au-delà de son côté vaguement folklorique, le coup de tête de l'ancien chef de l'aviation a fait éclater au grand jour un malaise latent, qui couvait depuis plusieurs mois déjà, non seulement parmi les militaires, mais également dans les milieux politiques excédés par les méthodes arbitraires du chef de l'Etat. Cet acte d'insubordination ne saurait être non plus totalement isolé du climat d'exacerbation des tensions politiques et sociales.

L'aventure du général Vargas aura également fait apparaître la fragilité des institutions démocratiques équatoriennes toujours à la merci d'un incident, huit ans après le retour des militaires dans leurs casernes. Déjà en proie à des rivalités personnelles et à des querelles intestines, les forces armées sont sorties encore plus divisées de l'épreuve. Sans doute frustré d'avoir été laissé à l'écart lors de récentes promotions intervenues dans la hiérarchie militaire, le général Vargas avait, en un sens, exprimé tout haut ce que d'autres de ses pairs murmuraient tout bas. A tort ou à raison, son attitude a été rapprochée de l'engagement politique de son frère, le général René Vargas, qui a rallié les rangs de l'opposition de centre-gauche depuis sa mise à la retraite. Ce dernier s'est aussi signalé récemment par de vives critiques adressées à la politique pétrolière du gouvernement, qui a accordé de nouvelles facilités de prospection à des compagnies étrangères.

En tout cas, cette mutinerie avortée aura laissé des traces. Le recours à la force a sans doute permis de hâter un dénouement, mais on aura remarqué les hésitations de l'aviation et de la marine, et même de certaines unités de l'armée de terre, à se porter au secours de l'actuel pouvoir civil.

Cette affaire aura finalement jeté un sérieux coup de froid dans les relations entre le président Febres Cordero et les forces armées. Elle intervient aussi à un moment où le chef de l'Etat multiplie les manœuvres pour tenter d'élargir son assise politique. Sa coalition de droite n'ayant pas de majorité au Congrès, il a conclu des alliances de circonstance avec deux formations populistes et n'a pas hésité à débaucher des députés d'autres partis pour imposer sa politique.

Faute d'une majorité des deux tiers pour appliquer ses projets de réforme constitutionnelle, M. Febres Cordero envisage de les faire accepter par référendum. Celui-ci pourrait avoir lieu en même temps que les élections législatives partielles au 1er juin prochain.

A tout cela viennent s'ajouter les incertitudes économiques provoquées par la chute des prix du pétrole, de loin la plus importante source de devises du pays. L'envolée du dollar sur le marché parallèle et l'apparition de nouvelles poussées inflationnistes menacent elles aussi de compromettre la politique ultra-libérale dont M. Febres Cordero s'est fait le champion. Mais, pour l'heure, il peut toujours compter sur le soutien des Etats-Unis, d'autant que l'ambiance ne semble ni au coup d'Etat ni aux aventures militaires en Amérique latine.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Etats-Unis

Union Carbide offre 350 millions de dollars pour dédommager les victimes de Bhopal

Des progrès ont été récemment accomplis dans les longues et difficiles négociations pour le dédommagement des victimes de la catastrophe de Bhopal, en Inde, qui causa la mort d'environ deux mille personnes et en intoxiqua plus de deux cent mille le 2 décembre 1984. La société américaine Union Carbide a, en effet, confirmé une information parue, le dimanche 23 mars, dans le *New York Times* et indiquant que la compagnie avait accepté, en principe, de verser une somme de 350 millions de dollars pour l'indemnisation des familles des victimes de l'accident.

Il n'est pas certain, toutefois, que cette offre, en progrès par rapport à de précédentes propositions d'Union Carbide, mette un point final à cette affaire. Le gouvernement indien, qui n'est pas partie à cet accord et qui réclame une somme plus importante (1 milliard de dollars) devrait, en effet, le contester. L'avocat représentant aux Etats-Unis les autorités de New-Delhi, Me Bruce Finzen, a déclaré, dimanche, que le gouvernement indien refuserait toute solution n'apportant pas *« un juste et total dédommagement à chacune des victimes »*. En outre, New-Delhi estime, a précisé Me Finzen, qu'aucun accord *« ne peut être conclu sans sa participation »*.

Le règlement proposé par Union Carbide a été négocié avec certains des avocats des victimes. Il consiste dans la constitution d'un capital de 350 millions de dollars payable en plusieurs années. Compte tenu des intérêts que rapporterait cette somme, le versement total d'indemnités aux victimes et à leurs familles devrait s'élever, selon la firme, à 500 millions ou 600 millions de dollars. Ces dommages-intérêts seraient versés à l'ensemble des habitants de Bhopal qui ont souffert des inhalations d'isocyanate de méthyle, le gaz, qui s'était accidentellement échappé des installations d'Union Carbide.

Ce projet ne pourrait, de toute façon, entrer en vigueur avant d'être approuvé par le juge du tribunal de première instance de New-York, M. John Keenan, qui a six mois pour se prononcer.

Par ailleurs, le Bureau international du travail (BIT) a fait savoir que, à la lumière de la catastrophe de Bhopal, il a commencé l'élaboration d'un code de directives pratiques destinées à faire respecter *« les spécifications relatives à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail pour les transferts de technologie dans les pays en voie de développement »*. – (AFP, Reuter.)

Brésil

Les succès d'un marchand de canons

(Suite de la première page.)

Le succès brésilien est tel qu'il commence à faire de l'ombre aux plus grands. Passe encore quand les blindés « made in Brazil » sillonnent les déserts de l'Irak et de la Libye. Mais quand des avions du même pays équipent la Royal Air Force, il y a de quoi s'inquiéter ! Succès paradoxal d'ailleurs. Le Brésil n'a pas la tradition militaire des maîtres du marché, qui ont été présents sur les principaux champs de bataille du siècle. Sa dernière guerre, contre le Paraguay, remonte à plus de cent ans. S'il a participé à la seconde guerre mondiale, c'est sous la forme – valeureuse mais limitée – d'un corps expéditionnaire qui a *combattu* en 1944 et 1945 en Italie avec les troupes des Etats-Unis.

Sa nouvelle vocation tient surtout à la logique de son développement industriel et à son souci d'autonomie, manifeste dans le domaine des armes comme ailleurs. Quand il ne fabrique pas lui-même ses matériels, il s'efforce d'en diversifier l'origine.

Un prototype testé en Arabie saoudite

Au début des années 70, alors qu'il était encore lié aux Etats-Unis par un accord de coopération militaire, il a commencé à se doter d'une aviation de combat en achetant à Dassault une quinzaine de Mirage-III. Aujourd'hui, les armes qu'il vend aux pays arabes servent à compenser sa dépendance pétrolière et à éponger une partie du déficit accumulé avec eux.

Les négociations avec l'Arabie saoudite ont commencé il y a un an et demi. Elles montrent bien avec quel dynamisme commercial les Brésiliens font pièce à leurs concurrents étrangers. C'est pratiquement pour satisfaire la demande arabe, en effet, que la firme privée Engesa a ajouté à son catalogue déjà abondant de blindés la fabrication de son premier char de combat, l'Osorio, engin chenillé d'une trentaine de tonnes, *dont les caractéristiques* correspondent aux exigences des premiers acheteurs potentiels, l'Irak et l'Arabie saoudite. Un prototype a été envoyé dans ce dernier pays, où il a été testé dans le désert, en pleine canicule. *Les essais ont été* concluants. Le contrat avec le gouvernement de Ryad serait établi pour trois ans. Une centaine d'Osorio seulement seraient livrés la première année (le char commencera à sortir d'usine au cours du premier semestre) : la capacité d'Engesa, selon les spécialistes, est en effet limitée actuellement à trois cents Osorio par an. L'accord prévoirait l'installation en Arabie saoudite d'un atelier complet, pour fabriquer des pièces de rechange, à l'exemple de ce *qui s'est fait en* Irak, où une cinquantaine de techniciens de la firme assurent en permanence un « service après-vente ».

Depuis les premières ventes à la Libye, en 1973, Engesa a exporté plus de cinq mille blindés légers, dont il a baptisé les différents modèles du nom de serpents venimeux à la fois « rapides » et « mortels ». Ses Cascavel et ses Urutu opèrent dans la guerre de l'Irak *contre* l'Iran. On en trouve en Thaïlande, à Chypre, au Zimbabwe. C'est un Cascavel qui, en novembre dernier, a défoncé les portes du palais de justice de Bogota, quand il était occupé par la guérilla.

Un tel succès est expliqué avec des arguments qui valent pour la plupart des armements brésiliens : modicité des prix, qualité et rusticité des matériels, qui permettent leur utilisation dans des pays où les infrastructures sont précaires et les moyens humains limités. Engesa fabrique elle-même les aciers spéciaux qui cuirassent ses blindés, mais elle achète beaucoup de pièces sur le marché de l'automobile. Ses modèles sont suffisamment simples pour que différents types de canons puissent s'y adapter.

Les progrès les plus étonnants

C'est sans doute dans l'aéronautique militaire que le Brésil a fait les progrès les plus étonnants. Il est vrai qu'il dispose, dans ce domaine, d'une tradition déjà ancienne, puisque son organisme de recherches, le Centre technique aérospatial, à Sao-José-dos-Campos, a *été créé* dans les années 40. La société Embraer, montée par l'Etat, a d'abord acheté des licences à l'étranger pour fabriquer ses premiers appareils. Mais c'est avec un modèle de conception entièrement brésilienne, le Tucano, que la firme a fait sa percée, ces dernières années, dans de nombreuses armées étrangères.

Le Tucano est un avion d'entraînement et d'appui tactique léger. Il est l'équivalent de l'Epsilon français, fabriqué par l'Aérospatiale : sa formule – avion avec turbopropulseur – est d'une utilisation souple et surtout économique. Depuis deux ans, il a fait ses preuves : non seulement il a été vendu à ces clients traditionnels du Brésil *que sont* les pays arabes et latino-américains, mais il a séduit aussi la Royal Air Force, qui a pris commande de cent *trente* exemplaires. Le système mis au point avec la Grande-Bretagne ressemble fort à celui que *le Brésil impose*, quant il est acheteur, à ses partenaires étrangers. Les cent trente Tucano seront assemblés en effet *sous* licence en Irlande du Nord par une firme de Belfast, la Shorts Brothers, qui achètera une grande partie des équipements au Royaume-Uni.

Autre place forte en vue : les Etats-Unis. Embraer ayant découvert que la firme américaine Fairchild *ne remplissait pas* son contrat avec l'armée de l'air de ce pays pour lui fournir des avions-écoles, elle a proposé en décembre dernier de la remplacer. Le marché, cette fois, est de taille : il ne s'agirait de ni plus ni moins que cinq cents appareils. Le Tucano a des chances sérieuses de l'emporter.

L'autre pièce de résistance d'Embraer, c'est l'AMX, un avion d'appui *tactique*, c'est-à-dire servant à l'attaque des troupes au sol. Il n'est pas entièrement brésilien comme le Tucano, mais le fruit d'une association avec les firmes italiennes Aermacchi et Aeritalia, qui assurent les deux tiers de la fabrication – surtout le fuselage, – l'autre tiers étant à la charge d'Embraer, qui fait les ailes et une partie du train d'atterrissage.

L'appareil en est encore au stade du prototype, mais il ne fait pas trembler la concurrence, car il s'agit d'un avion subsonique, alors que, par exemple, son équivalent français, le Jaguar, dépasse la vitesse du son. Italiens et Brésiliens entendent néanmoins le vendre à l'étranger et ont déjà monté à cet effet, dans les deux pays, une société de commercialisation.

La nécessité d'exporter est, pour les Brésiliens, si impérative qu'ils en font une exigence dans leurs associations avec l'étranger. L'entreprise qui construira avec eux un avion supersonique d'interception – pour remplacer les Mirage vieux déjà d'une quinzaine d'années – sera choisie en fonction de sa capacité à vendre l'appareil, et aussi de sa volonté d'en transférer la technologie.

Il est vrai que l'armée de l'air brésilienne a une capacité d'absorption limitée. Sa flotte de combat actuelle (qui comprend, avec les Mirage, une trentaine de F-5) est dix fois moins importante que celle de la France. Malgré ses dimensions et la longueur de ses frontières, le Brésil est loin d'être un pays surarmé.

C'est au Brésil, également, que se trouve la seule fabrique d'hélicoptères d'Amérique latine. L'Aérospatiale s'est associée avec l'Etat du Minas-Gerais – où se trouve la fabrique – pour fonder Helibras, qui a produit depuis 1980 environ soixante-dix Esquilo, nom brésilien de l'Ecureuil : un appareil à capacité et rayon d'action limités, mais qui, dans sa version armée, a été exporté au Paraguay, et dont une quarantaine d'exemplaires doivent équiper l'armée de l'air brésilienne.

Des qualités reconnues par la concurrence

La gamme des armements « made in Brazil » *est si vaste* qu'elle va des navires de guerre aux roquettes et aux missiles. Avibras, qui est avec Embraer et Engesa l'un des trois « grands » de l'armement brésilien, a mis au point un lanceur multiple de roquettes, l'Astros-II – sorte d'« orgues de Staline » très améliorées, – qui a été vendu à l'Irak et à la Libye et devrait l'être à l'Arabie saoudite, dans le grand contrat en passe d'être signé.

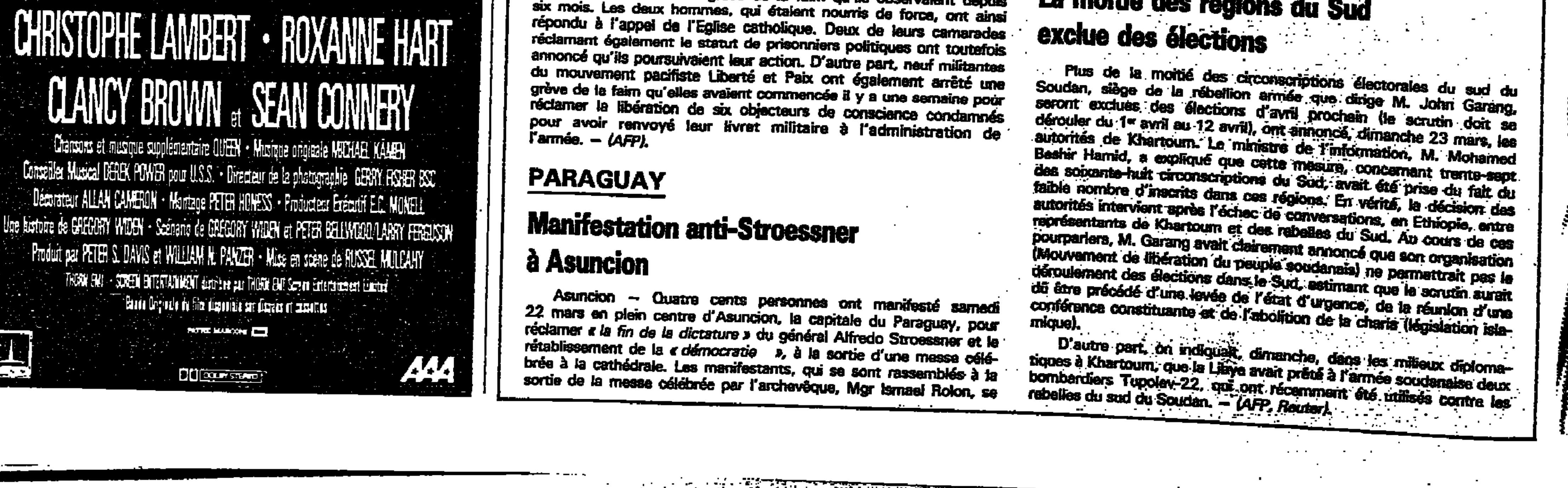
Outre des missiles fabriqués sous licence (le Cobra allemand et le Roland franco-allemand), les Brésiliens s'efforcent de produire des engins qui n'appartiennent qu'à eux, quitte à s'inspirer d'autrui. Ils ont mis au point un missile air-air, le Piranha, à tête infrarouge, destiné à l'AMX italo-brésilien, qui ressemble beaucoup, dit-on, au Sidewinder américain. Ils ont également en projet un missile anti-navires, le Barracuda, qui serait l'équivalent de l'Exocet et servirait à la marine de guerre.

Bref, ils sont présents partout, ou presque. Les qualités de leurs matériels, les concurrents les reconnaissent. Ils y ajoutent un avantage politique : « *Il est plus innocent d'acheter des armes au Brésil que, par exemple, à Israël ou aux Etats-Unis.* »

En outre, le pays n'a aucune restriction à l'exportation : « *Il peut vendre des armes à tout le monde, sauf à l'Afrique du Sud. C'est seulement parce qu'il approvisionne l'Irak que l'Iran lui est interdit.* »

CHARLES VANHECKE.

هكذا من الأصل



EUROPE

Italie

EMPOISONNÉ AU CYANURE

Michele Sindona est mort

Michele Sindona, celui qu'on avait surnommé le « banquier de Dieu » à cause de ses relations avec le Vatican, est mort le samedi 22 mars à l'hôpital de Voghera, deux jours après avoir absorbé, dans sa cellule, un café contenant une dose fatale de cyanure.

La justice italienne parviendra-t-elle jamais à éclaircir les circonstances de cette mort ? Les commentateurs italiens paraissent assez sceptiques et rappellent que la lumière n'a jamais été faite sur la mort, tout aussi mystérieuse, de Roberto Calvi, associé de Sindona et impliqué comme lui dans le scandale de la banque Ambrosiano, retrouvé pendu sous un pont de Londres un jour de 1982.

Le « banquier de Dieu » s'est-il suicidé, après avoir perdu tout espoir de bénéficier de l'influence de ses amis ? Deux jours avant, le 18 mars, il avait été condamné à la prison à vie pour avoir commandité, en 1979, le meurtre de l'avocat Giorgio Ambrosoli, chargé de liquider son établissement en faillite. Michele Sindona, qui menaçait de parler, en savait-il vraiment trop ou bien sur la loge P 2, mêlée pendant plus de dix ans à la plupart des scandales italiens, ou sur la mafia sicilienne et ses connexions aux Etats-Unis ?

Qu'il s'agisse d'un assassinat ou d'un suicide, il reste à élucider comment une dose de cyanure a pu pénétrer dans la cellule de Sindona. Toutes les prisons italiennes ne sont certes pas réputées pour leur étanchéité, mais celle de Voghera, en Toscane, est considérée comme l'une des mieux gardées. La préparation des repas de Sindona était, en particulier, soigneusement surveillée et ces repas transportés dans des boîtes métalliques verrouillées.

Le ministre de la justice, M. Martinazzolli, a proposé vendredi sa démission qui a, semble-t-il, été refusée. Il s'est rendu dimanche à Voghera où il devait rencontrer le directeur des prisons italiennes, M. Amata.

BIBLIOGRAPHIE

Le rescapé du « parapluie bulgare »

Rien ne vaut un homme du sérail pour en révéler tous les rouages. Vladimir Kostov a quarante-deux ans, quand, en 1977, il exerce en France sa profession de correspondant de la radio et de la télévision bulgares. Il est aussi officier de renseignements de la DS, la sécurité bulgare. Il fait une carrière sans à-coups ni surprise. Sélectionné à la fin des années 50, il appartient à la Nomenklatura de son pays, qu'il aime en ardent patriote.

Pourtant, il va abandonner tous ces honneurs et toutes ses certitudes, en demandant, le 27 juin 1977, l'asile politique à la France : il ne peut plus supporter que son pays ne soit qu'un vassal manipulé par l'Union soviétique.

L'ambassadeur bulgare a toujours coutume de dire : *« Attendons de voir ce que nous conseilleront les camarades soviétiques »*, et de référer du moindre problème à son collègue soviétique. L'activité de renseignement et d'espionnage est, elle aussi, menée selon des instructions soviétiques.

En racontant sa vie, Kostov montre comment un enfant, un adolescent, un adulte, sont constamment manipulés, surveillés, sélectionnés selon leurs talents, et peu à peu menés à manipuler, à intoxiquer et à espionner les autres.

Il raconte la recherche patiente de renseignements anodins qui permettent ensuite d'entraîner les autres, en Bulgarie et à l'étranger, dans l'engrenage infernal de la collaboration, puis de l'espionnage peut-être. Il dit comment on prépare soigneusement, de réunions internationales d'écrivains et de journalistes en vacances gratuites offertes aux naïfs, ce qu'on pourrait appeler *« l'utilisation efficace des accords d'Helsinki »*.

En annexe, il transforme la réalité en schémas révélateurs : celui des relations entre les directions politiques et les services secrets de l'URSS ; celui de la surveillance d'un ministère bulgare par les Soviétiques ; celui de la surveillance d'un étranger en Bulgarie et celui des relations d'un citoyen bulgare avec le PC bulgare.

Vladimir Kostov, qui échappe en août 1978 à Paris, au poison du « parapluie bulgare », auquel devait succomber trois semaines plus tard, à Londres, un autre Bulgare exilé, Georges Markov, travaille à présent pour les émissions bulgares de Radio Europe libre. Il est *« un observateur engagé, parce que libre »*, dit-il ; son livre, mesuré dans le ton, est riche d'enseignements précis.

A.-M. B.

* *La Parapluie bulgare*, par Vladimir Kostov, Stock, 1986, 236 pages, 85 F.

DIPLOMATIE

NOUVEAU SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES DROITS DE L'HOMME

M. Malhuret exprime son « profond respect » pour le travail accompli dans ce domaine par M. Mitterrand

Le nouveau secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, M. Claude Malhuret, ancien directeur général de Médecins sans frontières, a précisé dimanche 23 mars, au micro de Radio-Monte-Carlo, le sens qu'il entendait donner à ses fonctions : *« Action à l'extérieur et sensibilisation à l'intérieur. »*. Il a, par ailleurs, estimé souhaitable de raisonner désormais *« en termes européens, et non plus seulement en termes français »*.

Il y a, a-t-il indiqué, deux conceptions des droits de l'homme : la philosophie libérale, qui met l'accent sur la défense de l'individu face à l'Etat, et la doctrine socialiste, *« héritée du marxisme »*, qui insiste davantage sur les droits économiques et sociaux. Mais, a-t-il ajouté, la défense des droits de l'homme est l'un des rares lieux de rencontre entre la droite et la gauche. M. Malhuret a ainsi déclaré avoir un *« profond respect »* pour le travail accompli dans ce domaine par M. Mitterrand.

Interrogé sur le problème des otages français détenus au Liban, il s'est prononcé en faveur d'un *« regroupement des centres de décision et de négociations »*, ajoutant : *« Je ne veux pas apparaître, dans cette affaire, comme un parasite, mais je suis prêt à intervenir si on me le demande. »*

Samedi, la Ligue des droits de l'homme a émis de sérieuses réserves sur la création du secrétariat d'Etat confié à M. Malhuret, estimant qu'il ne s'agissait que d'*« un alibi sans portée véritable »*. La Ligue, forte de *« son expérience séculaire »* assure que *« la défense des droits de l'homme et des libertés ne peut être tributaire des contraintes inévitables de l'exercice du pouvoir (...) et ne peut être menée que par des associations indépendantes, et par les citoyens, qui expriment l'exigence de contre-pouvoirs indispensables à la démocratie »*.

Madrid accorde le statut diplomatique à la représentation de l'OLP

De notre correspondant

Madrid. – Le gouvernement espagnol a décidé d'accorder le statut diplomatique à la représentation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Madrid. Le ministre des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, l'a annoncé, samedi 22 mars, au retour d'un voyage de deux jours à Tunis, où il s'est longuement entretenu avec le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi.

Cette mesure, d'ailleurs attendue, fait figure de contrepartie après l'établissement de relations diplomatiques, le 17 janvier dernier, entre Madrid et Jérusalem. Mais elle s'inscrit aussi dans la politique traditionnellement menée par les gouvernements espagnols, qui, toutes tendances confondues, se sont toujours montrés très sensibles aux thèses arabes, et plus particulièrement palestiniennes, dans le conflit du Proche-Orient. Ainsi, M. Adolfo Suarez avait été, en 1979, le premier chef de gouvernement d'Europe occidentale à recevoir le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, en visite officielle.

En dehors des protestations verbales d'usage dans ces circonstances, l'échange d'ambassadeurs entre l'Espagne et Israël n'a d'ailleurs provoqué jusqu'ici aucune mesure de rétorsion de la part des pays arabes. Réagissant en termes très modérés, le chef de la représentation de l'OLP à Madrid, M. Fouad Yassen, avait même, alors, offert sa *« collaboration »* au gouvernement espagnol pour éviter que cette mesure ne provoque des *« actions terroristes »* de groupes arabes extrémistes, qui se sont déjà manifestés à plusieurs reprises au sud des Pyrénées. L'OLP a en effet conscience que l'Espagne constitue l'un de ses principaux avocats au sein du monde occidental. M. Fernandez Ordonez a d'ailleurs souligné à Tunis que son pays se ferait l'avocat de la cause palestinienne au sein de la CEE, à laquelle Madrid a adhéré le 1er janvier dernier. Il a appelé que *« l'Espagne réaffirme le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris la création d'un Etat indépendant si telle est sa volonté »*.

THIERRY MALINIAK.

A TRAVERS LE MONDE

CORÉE DU SUD

L'opposition rêve d'un « printemps philippin »

Séoul. – Plusieurs milliers de personnes ont défilé, le dimanche 23 mars, dans les rues de Pusan, la deuxième ville de Corée du Sud, en réclamant la démission du président Chon Doo Hwan ; un bref affrontement a eu lieu avec la police.

Les manifestants, qui scandaient *« A bas la dictature militaire ! »* et *« Amendez la Constitution ! »*, étaient conduits par l'un des deux grands opposants au régime, M. Kim Young Sam, et par les dirigeants du Parti démocratique de la nouvelle Corée (NKPD). L'autre grand opposant, M. Kim Dae Jong, avait, une fois de plus, été empêché par la police de participer à la manifestation. Cependant, dans un texte diffusé sur place, il a appelé à faire de la Corée du Sud de *« nouvelles Philippines »*, en renversant le régime du président Chon. *« Le printemps qui s'est levé sur les Philippines gagne la Corée du Sud (...) ; saisissons cette occasion inespérée pour renverser la dictature et instaurer la démocratie. »* M. Kim accuse également le gouvernement d'exagérer le danger communiste de la Corée du Nord dans le but de justifier son maintien au pouvoir. – *Reuter.)*

POLOGNE

Plusieurs grévistes de la faim arrêtent leur mouvement

Varsovie. – Deux militants du mouvement Solidarité, Edmund Krasowski et Andrezej Gorski, emprisonnés à Varsovie, ont mis fin, le dimanche 23 mars à la grève de la faim qu'ils observaient depuis six mois. Les deux hommes, qui étaient nourris de force, ont ainsi répondu à l'appel de l'Eglise catholique. Deux de leurs camarades réclamant également le statut de prisonniers politiques ont toutefois annoncé qu'ils poursuivaient leur action. D'autre part, neuf militantes du mouvement pacifiste Liberté et Paix ont également arrêté une grève de la faim qu'elles avaient commencée il y a une semaine pour réclamer la libération de six objecteurs de conscience condamnés pour avoir renvoyé leur livret militaire à l'administration de l'armée. – *(AFP)*.

PARAGUAY

Manifestation anti-Stroessner à Asuncion

Asuncion – Quatre cents personnes ont manifesté samedi 22 mars en plein centre d'Asuncion, la capitale du Paraguay, pour réclamer *« la fin de la dictature »* du général Alfredo Stroessner et le rétablissement de la *« démocratie »*, à la sortie d'une messe célébrée à la cathédrale. Les manifestants, qui se sont rassemblés à la sortie de la messe célébrée par l'archevêque, Mgr Ismael Rolon, se sont dirigés vers le siège du quotidien *ABC*, fermé par le gouvernement il y a deux ans pour *« subversion »* et dont ils ont réclamé la réouverture. Dans son homélie, l'archevêque s'en était pris à *« ceux qui nuisent au peuple »*, allusion transparente aux autorités et à leur attitude envers les libertés. *« La vérité nous rendra libres »*, avait-il également déclaré. Les protestataires ont défilé, sans que la police intervienne, sous les applaudissements des commerçants et employés du centre-ville. – *(AFP.)*

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Une terroriste présumée deux fois arrêtée et libérée

Dublin *(AFP)*. – Une militante de l'IRA soupçonnée d'avoir participé à plusieurs actes terroristes, dont trois meurtres, a échappé, le samedi 22 mars, aux policiers britanniques venus demander son extradition à Dublin, à l'issue d'une journée rocambolesque. Evelyn Glenholmes, vingt-sept ans, originaire d'Irlande du Nord, a été libérée une première fois samedi matin, après que le tribunal eut jugé *« irrecevable »* techniquement les mandats d'extradition britanniques. Les policiers irlandais se sont toutefois immédiatement lancés à sa poursuite dans les rues de Dublin, à la demande de leurs collègues britanniques et ont arrêté la jeune femme dans un supermarché. Le tribunal a cependant refusé de prolonger la garde à vue en attendant l'arrivée de nouveaux mandats d'arrêt, et Evelyn Glenholmes, libérée une seconde fois, a disparu en compagnie de ses amis. Le ministre irlandais de la justice a ordonné une enquête sur ces péripéties.

SOUDAN

La moitié des régions du Sud exclue des élections

Plus de la moitié des circonscriptions électorales du sud du Soudan, siège de la rébellion armée que dirige M. John Garang, seront exclues des élections d'avril prochain (le scrutin doit se dérouler du 1er avril au 12 avril), ont annoncé, dimanche 23 mars, les autorités de Khartoum. Le ministre de l'information, M. Mohamed Beshir Hamid, a expliqué que cette mesure, concernant trente-sept des soixante-huit circonscriptions du Sud, avait été prise du fait du faible nombre d'inscrits dans ces régions. En vérité, la décision des autorités intervient après l'échec de conversations, en Ethiopie, entre représentants de Khartoum et des rebelles du Sud. Au cours de ces pourparlers, M. Garang avait clairement annoncé que son organisation (Mouvement de libération du peuple soudanais) ne permettrait pas le déroulement des élections dans le Sud, estimant que le scrutin aurait dû être précédé d'une levée de l'état d'urgence, de la réunion d'une conférence constituante et de l'abolition de la charia (législation islamique).

D'autre part, on indiquait, dimanche, dans les milieux diplomatiques à Khartoum, que la Libye avait prêté à l'armée soudanaise deux bombardiers Tupolev-22, qui ont récemment été utilisés contre les rebelles du sud du Soudan. – *(AFP, Reuter)*.





هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

politique

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ET SA MAJORITÉ

M. Chirac demandera un « vote de confiance » à l'Assemblée nationale

M. Jacques Chirac a indiqué à l'Elysée, le samedi 22 mars, au cours de la première réunion du conseil des ministres du nouveau gouvernement, qu'il engagera la responsabilité de celui-ci sur une déclaration de politique générale, conformément à l'article 49, alinéa 1 de la Constitution, au début de la session parlementaire. M. Chirac avait procédé de même lors de son premier passage à l'hôtel Matignon, au printemps 1974.

La session parlementaire s'ouvrira, le 2 avril au Palais-Bourbon, avec, à l'ordre du jour, après le traditionnel discours du doyen, l'élection du président de l'Assemblée nationale. M. Jacques Toubon a confirmé dimanche au « Club de la presse » d'Europe 1 que le RPR, groupe le plus important de la majorité, revendique ce poste et que son candidat est M. Jacques Chaban-Delmas. Pour le secrétaire général du RPR, cette position est de nature à *« conforter la stratégie d'union de la majorité »*.

Les responsables de l'UDF qui se sont exprimés dimanche ont soutenu, eux, la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, ministre de la culture et de la communication, s'est exprimé en ce sens à « Sept sur sept », sur TF 1. M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a déclaré, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », ne sans *« préjuger des délibérations du groupe UDF »* de l'Assemblée nationale, il estime justifiée la candidature de l'ancien chef de l'Etat à la présidence de cette assemblée.

Pour M. Toubon, le choix du titulaire de cette fonction doit s'inscrire dans une négociation d'ensemble entre les groupes RPR et UDF sur l'attribution des postes de responsabilité à l'Assemblée nationale. Il a indiqué que M. Pierre Messmer, qui doit être élu président du groupe RPR, prendra contact, à ce sujet, avec M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF. Après la réunion du conseil politique du CDS, samedi, M. Pierre Méhaignerie, président de ce mouvement et ministre, avait, lui aussi, exprimé le souhait que le choix du titulaire du « perchoir » ne donne pas lieu à un « conflit » entre les deux groupes.

Le premier véritable conseil des ministres « de travail » se réunira le mercredi 26 mars à l'Elysée. Son ordre du jour sera préparé par l'actuel secrétaire général du gouvernement, M. Jacques Fournier, qui doit être remplacé ensuite par M. Renaud Denoix de Saint-Marc, maître des requêtes au Conseil d'Etat, proche de M. Chirac.

Les membres du gouvernement, réunis par le premier ministre à l'hôtel Matignon, samedi matin, avant de se rendre à l'Elysée, ont été invités à préparer, chacun dans son secteur, un bilan de la situation qu'il a trouvée à son arrivée. Sans attendre, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a commencé à préparer le projet de réforme électorale. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a prévu, pour sa part, d'établir un « tableau de bord » de son secteur, avec une ventilation précise des sans-emploi selon qu'ils sont chômeurs, en formation ou bénéficiaires d'un TUC.

M. Séguin a précisé, samedi soir, dans sa ville d'Epinal (Vosges), qu'il est aussi ministre de la santé. Ce poste, en effet, ne figurait pas dans la liste du gouvernement rendue publique le 20 mars. Le ministre a ajouté qu'il s'occupera également *« des droits de la femme, de l'immigration, de la famille et des relations du travail »*.

Le gouvernement devrait toutefois être complété dans les prochains jours avec la nomination de deux ou trois membres supplémentaires. Un ministère délégué auprès de M. Séguin, spécialement chargé de la santé, serait confié à Mme Michèle Barzach, docteur en médecine, délégué national du RPR aux relations sociales. Le commerce et l'artisanat devrait recevoir, lui aussi, un titulaire, qui pourrait être choisi à l'UDF.

M. Chirac, qui a reçu dimanche notamment, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a commencé à former son cabinet, dont le directeur est M. Maurice Ulrich, jusqu'alors directeur général de l'information et de la communication à l'Hôtel de Ville. M. Ulrich animera, aussi, une « cellule diplomatique » chargée des relations avec le ministère des affaires étrangères. Une « cellule sociale » sera confiée à M. Raymond Soubie, ancien collaborateur de MM. Chirac et Barre, pour ces questions, à l'hôtel Matignon. M. Roger Romani, sénateur de Paris, tout en conservant ses fonctions de questeur du Conseil de Paris, sera chargé des relations avec le Parlement. M. Denis Baudouin, représentant à l'Assemblée européenne, ancien directeur général de l'information auprès du maire de Paris, animera une « cellule communication ». Enfin, M. Toubon, qui garde le poste de secrétaire général du RPR, occupera, auprès du premier ministre, une fonction plus politique que les autres collaborateurs de M. Chirac.

P. J. et A. P.

Première « réunion de ministres » à Matignon et premier conseil à l'Elysée

Les membres du gouvernement sont arrivés à 9 h 30 le samedi 22 mars à l'Hôtel Matignon, où M. Jacques Chirac les avait convoqués pour une *« réunion de ministres »*, selon la formule employée par le service de presse du premier ministre. Au cours de cette réunion dans la salle du conseil, M. Chirac a parlé pendant une quarantaine de minutes pour inviter notamment les membres du gouvernement à faire preuve d'économies dans la formation de leur cabinet. Cette demande, rituelle sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, a été assortie de précisions nouvelles : les ministres et secrétaires d'Etat couvrant un même secteur pourraient constituer un cabinet partiellement commun, et les collaborateurs des ministres seront recrutés en partie dans le secteur privé, et non plus dans la seule haute fonction publique.

La réunion à Matignon a été l'occasion aussi d'évoquer les problèmes de répartition de compétences entre les ministres, ministres délégués et secrétaires d'Etat, tous présents à l'exception de Mme Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, retenue en Guadeloupe par l'élection du président du conseil régional. Ont été soulevés, notamment, le problème du commerce et de l'artisanat, secteur non attribué dans le gouvernement, et celui de la santé, dont M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, devait préciser, en fin d'après-midi, qu'il en est le titulaire. Une demi-douzaine de questions de cet ordre ont été, au total, posées à la réunion de Matignon.

Le premier ministre a invité les membres du gouvernement à évaluer l'utilité des divers organismes administratifs placés sous leur autorité, cela aussi dans un esprit d'économies, devait indiquer M. Maurice Ulrich, directeur du cabinet du premier ministre. Le chef du gouvernement a souligné, d'autre part — selon M. Ulrich, — que les fonctionnaires compétents doivent rester en place.

M. Chirac a quitté l'Hôtel Matignon à 10 h 20 pour se rendre à l'Elysée. Les membres du gouvernement sont restés presque tous, pendant ce temps, rue de Varenne en attendant l'heure de se rendre à leur tour au palais présidentiel.

Pas de poignée de main

A 10 h 30, M. Chirac arrive à l'Elysée pour s'entretenir avec M. Mitterrand avant l'ouverture du conseil. Il est rejoint dans le cabinet du chef de l'Etat par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond et par celui de la défense, M. André Giraud. Les ministres et secrétaires d'Etat arrivent pendant ce temps-là. Les membres du gouvernement se réunissent dans le salon Murat, où se tient toujours le conseil des ministres. Des cartons sur la longue table ovale leur indiquent leur place. A 11 heures, le président de la République et le premier ministre pénètrent dans la salle et prennent place face à face, selon l'habitude. M. Mitterrand n'a pas serré la main des ministres et secrétaires d'Etat qui ne lui sont pas présentés individuellement.

A la droite du chef de l'Etat se trouvent MM. Edouard Balladur, ministre d'Etat, puis MM. Raimond, Monory, Aurillac, Noir, Carrignon, de Villiers, Mme Alliot-Marie et M. Longuet. A sa gauche, M. André Giraud, puis MM. Méhaignerie, Madelin, de Charette, Pandraud, Malhuret, Bosson, Zeller et Santini.

De l'autre côté de la table, à la droite de M. Chirac, ont pris place MM. Albin Chalandon, Pasqua, Séguin, Rossinot, Cabana, Devaquet, Bariani, Mme Catala et M. Fontès.

A la gauche du premier ministre se trouvent M. François Léotard, puis MM. Pons, Guillaume, Juppé, Douffiagues, Bergelin, Flosse, Arthuis et Guellec.

Comme cela se passait sous les deux gouvernements précédents, à une table à part ont pris place MM. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement, et Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République.

M. Mitterrand prend la parole le premier pour souhaiter la bienvenue à ses nouveaux hôtes du rendez-vous hebdomadaire. Il rappelle quels sont ses pouvoirs en vertu de la Constitution, indique également quelles sont les compétences du gouvernement, et la part qui revient au Parlement. Il souligne que les institutions impliquent la continuité du travail gouvernemental, mais que le conseil des ministres ne pourra plus être un lieu d'élaboration de la politique du gouvernement. Ce sera le lieu d'aboutissement des processus de décision.

M. Chirac parle ensuite pour rappeler que *« le temps de la campagne électorale est terminé »* et pour inviter les membres du gouvernement à *« travailler dans la discipline »*. Après avoir rappelé les *« objectifs prioritaires du gouvernement que sont la lutte contre le chômage et pour la sécurité »*, le premier ministre — qui, constitutionnellement, y a été autorisé par le président de la République — indique que, dès la rentrée parlementaire, il fera devant les députés une déclaration de politique générale sur laquelle il engagera la responsabilité de son gouvernement.

Une atmosphère guindée

Le conseil des ministres est terminé — un autre se réunira le mercredi 26 mars ; il a duré à peine vingt-cinq minutes dans une atmosphère guindée, chaque participant se tenant sur la réserve et gardant le silence pendant le passage, par vagues successives, des photographes et des cameramen, à l'ouverture de la réunion.

Les membres du gouvernement, M. Chirac en tête, sortent dans la cour du palais de l'Elysée, passent devant les journalistes massés derrière une corde tendue par des gendarmes et des policiers, montent dans leurs voitures en essayant de reconnaître leurs chauffeurs et rentrent chez eux.

Pour la plupart d'entre eux, les cérémonies de passation des pouvoirs avec leurs prédécesseurs n'ont en effet pas encore eu lieu. L'avant-veille cependant, M. Chirac avait été reçu à l'hôtel Matignon par M. Fabius. Aucune télévision n'a pu filmer à l'intérieur des ministères ces rituels traditionnels. Les cameramen n'ont pu fixer que l'image des séparations sur les perrons des ministères. Des « conseils » avaient été donnés par l'équipe gouvernementale sortante pour éviter que les passations de pouvoirs ne donnent lieu à des images trop appuyées.

De retour à l'hôtel Matignon, M. Jacques Chirac rédigeait un bref communiqué, valant compte rendu, que lisait alors aux journalistes M. Ulrich.

Celui-ci a précisé que le compte rendu du conseil des ministres sera assuré, désormais, chaque semaine par l'hôtel Matignon, et non par l'Elysée, comme cela avait été le cas au début de la législature précédente. Il ne sera pas assuré par un ministre porte-parole du gouvernement, l'équipe ministérielle de M. Chirac ne comportent pas de titulaire de cette fonction.

Le premier ministre a reçu ensuite, pour préparer la réunion de lundi, à Bruxelles, sur les prix agricoles, MM. Edouard Balladur, Jean-Bernard Raimond et François Guillaume, ministres de l'économie, des affaires étrangères et de l'agriculture, puis il a continué à travailler à l'hôtel Matignon.

Comment les tout nouveaux ministres ont-il vécu leur premier « conseil » élyséen ? L'un trouve que cela a été *« glacial »*, un autre *« tout à fait placé »*, un troisième *« guindé »*. Plusieurs estiment que M. Mitterrand a été *« correct et même courtois »* et ils relèvent le caractère *« très protocolaire »* et *« digne »* de cette prise de contact. L'un d'eux juge que *« la solennité dans la simplicité était convenable »*. Il précise *« Un excès de convivialité aurait détonné »* et *« aussitôt après la campagne électorale, cela nous aurait fait passer pour des comédiens »*. Un autre, confiant, considère *« Il vaut mieux que cela ait été un peu froid ; cela permet une amélioration »*. M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, s'est borné à observer qu'il ne s'était passé *« rien de déterminant pour l'histoire de France »*.

P. J. et A. P.

Les femmes en colère

L'absence de femmes parmi les ministres (le nouveau gouvernement ne compte que trois femmes secrétaires d'Etat) et la suppression d'un ministère spécifique provoquent des réactions au sein des associations féminines et féministes, mais aussi dans d'autres organisations comme la Ligue des droits de l'homme, qui *« s'étonne du peu de responsabilités confiées à une femme dans le gouvernement, aggravé par la disparition du ministère des droits de la femme »*.

Mme Monique Pelletier, présidente de *Dialogue*, rappelle qu'elle a activement participé à la campagne de l'opposition et elle regrette que M. Chirac n'ait pas créé un *« ministère de la condition féminine et de la famille »*.

Mme Monique d'Erceville, présidente de Femmes responsables, a démissionné du comité directeur et du bureau national du CNIP *« à cause du manque d'ouverture de ce parti, notamment vis-à-vis de l'action des femmes dans la politique »*.

L'Union féminine civique et sociale demande au premier ministre de créer rapidement un *« ministère pour toutes les femmes... afin de continuer l'action entreprise depuis de nombreuses années »*.

La Ligue du droit de la femme déplore, sans en être vraiment étonnée, le peu de place fait aux femmes dans ce gouvernement. Une réaction partagée par le Planning familial, Jeunes Femmes, la Maison des femmes, Halte aux femmes battues.

Enfin, SOS femmes Alternative déclare : *« Les lendemains qu'on nous annonçait ont, pour les femmes, le goût rétro d'un avant-hier »*, et demande *« où est passé le ministère des droits des femmes ? »*

● *M. Soisson : amertume.* — *« Les conditions dans lesquelles le gouvernement a été constitué laissent quelque amertume dans les rangs de l'UDF »*, a déclaré samedi 22 mars sur France-Inter M. Jean-Pierre Soisson, député (UDF-PR) de l'Yonne. *« Nous n'avons pas apprécié*, a affirmé M. Soisson, *la manière dont M. Chirac a pu accepter les exclusives lancées par M. Mitterrand. Que M. Lecanuet ne soit pas ministre des affaires étrangères parce que M. Mitterrand l'a décidé, que M. Léotard ne soit pas ministre de la défense parce que M. Mitterrand l'a décidé, ce sont deux décisions qui ne correspondent pas aux aspirations de l'UDF. »*

A L'UDF

Vers de nouvelles lignes de partage

Avant même d'envisager toutes les conséquences de leur choix de participer à un gouvernement de cohabitation, les responsables des composantes de l'UDF se réjouissent à des titres divers des ministères qu'ils ont obtenus. La fierté de participer au pouvoir l'emporte sur toute autre considération.

Au PR, M. François Léotard se félicite d'avoir obtenu pour son parti *« tous les poste d'avenir »* du gouvernement. A défaut d'avoir décroché le ministère de la défense qui lui aurait trop lié les mains, il se dit très heureux d'avoir la culture et la communication, – ce qu'il souhaitait, dit-il aujourd'hui – et d'avoir pu faire admettre l'idée de la création d'un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme.

Le Parti radical, au terme d'un forcing nocturne, a réussi à décrocher un deuxième portefeuille, en plus de celui attribué à son président. Jusqu'au PSD qui n'a pas été oublié.

Le CDS, il est vrai le plus anticohabitationniste, se montre le plus prudent. Il a choisi, lui, à l'inverse du PR et du Parti radical, de ne pas se lancer tout entier dans cette aventure gouvernementale. M. Jacques Barrot, secrétaire général, garde en main les destinées du parti, avec à ses côtés un premier vice-président, M. Bernard Stasi, qui, dans ses premières déclarations, a su exprimer déjà quelques réserves. Les centristes au gouvernement, comme dans la majorité, se veulent des garde-fous face à toute dérive ultra libérale de l'opposition.

Le CDS pourrait cependant connaître à l'avenir quelques tiraillements dans sa volonté de maintenir au dehors avec MM. Barrot et Stasi une ligne « barriste », et avec MM. Méhaignerie et Monory au gouvernement une ligne plus ou moins favorable à la cohabitation. Le centre n'a-t-il pas éclaté en 1969 quand la question de la participation au gouvernement s'est posée au Centre démocrate, qui a choisi avec MM. Jacques Duhamel et Joseph Fontanet le « oui » – ce qui devait entraîner la création du CDP – et avec MM. Jean Lecanuet et Pierre Abelin le « non » ?

Pour d'autres raisons, une ligne de partage pourrait se créer au PR, où la « bande à Léotard », avec MM. Alain Madelin, Gérard Longuet et Jacques Douffiagues au gouvernement, l'a emporté mais a, en même temps, dégarni les rangs du parti. Bien que M. Léotard ait manifesté l'intention de se maintenir à la tête du PR, il ne pourra pas plus que ces acolytes être aussi présent que par le passé. Ce qui pourrait laisser une marge de manœuvre aux barristes – aujourd'hui discrets, ils comptent bien continuer à s'organiser administrativement – et aux « barons » du giscardisme qui, tel M. Michel d'Ornano, ont été oubliés dans la répartition des portefeuilles. Ces derniers pourraient manifester quelque aigreur si le perchoir de l'Assemblée nationale, convoité par M. Giscard d'Estaing, revenait aussi au RPR avec l'élection de M. Jacques Chaban-Delmas.

Il est vrai aussi que les plus raisonnables des barristes qui veulent trouver des explications rassurantes à l'échec de M. Barre à Lyon, reconnaissent que le *« persiflage »* ne saurait devenir leur *« signe de ralliement »*.

Cette question du partage des rôles entre le parti et ses représentants au pouvoir se pose même au modeste Parti radical, qui a décidé lors de son dernier congrès qu'une fonction ministérielle est incompatible avec la direction du parti. M. Rossinot, qui entraînait le parti dans le sillage de M. Barre, devra donc céder la place. *« Nous ne sommes pas à trois mois près,* dit-il aujourd'hui. *Nous nous entendons suffisamment bien pour pouvoir attendre le prochain congrès du parti à l'automne. »*

Attendre, c'est le mot qui revient le plus souvent dans la bouche des responsables de l'UDF qui se sont engagés dans une *« expérience »* de cohabitation dont ils veulent pouvoir tirer les bénéfices. Il s'agit pour eux de promouvoir une jeune génération, et de *« ménager leurs arrières »* en gardant une certaine liberté de parole et une certaine autonomie par rapport au RPR.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LE CONSEIL POLITIQUE DU CDS

Un pied dedans, un pied dehors et pas d'état d'âme

Hier anticohabitationnistes et décidés, à quelques exceptions près, à ne pas participer au gouvernement, les centristes, qui se sont retouvés samedi 22 mars en conseil politique avec leurs six ministres et secrétaires d'Etat, auraient pu avoir quelques états d'âme... Pas le moins du monde. Ils ont réservé un accueil triomphal à leurs ministres – se plaisant même à rêver à la création d'un ministère du commerce et de l'artisanat attribué à un centriste – avant même que leurs responsables expliquent la *« logique »* de leur attitude, dictée par les résultats du scrutin et influencée par les demandes pressantes du RPR.

Comme rien n'est jamais simple, ces explications ont été assorties de savantes déclarations manifestant une certaine prudence pour l'avenir et une volonté d'affirmer malgré tout le souci d'*« indépendance »* et d'*« autonomie »* du CDS, sur le front de l'Assemblée nationale – où M. Jacques Barrot, secrétaire national a *« choisi »* de rester – comme dans l'action militante.

M. Jacques Barrot s'est même promis, au cours du « Grand Jury RTL-*le Monde* », dont Il était dimanche l'invité, de dénoncer notamment toute tentative d'*« hégémonie »* du RPR au gouvernement et d'exercer un contrôle *« vigilant »* sur une *« expérience »* qui ne peut être qu'un *« arrangement provisoire »*.

Les centristes qui ne se veulent pas *« naïfs »* et savent qu'ils seront associés pleinement à un échec de ce gouvernement mais beaucoup plus modérément à son succès, ont tenu ainsi à réaffirmer leur attachement aux *« valeurs défendues par M. Barre »* en insistant sur le fait que leur choix d'aujourd'hui ne préjugeait en rien leur choix de demain, pour l'élection présidentielle.

Un pied dedans, un pied dehors, le CDS n'aurait donc pas d'états d'âme.

C. F.-M.

Devant le conseil politique de son parti, réuni le samedi 22 mars aux Lilas (Seine-Saint-Denis), M. Pierre Méhaignerie s'est tout d'abord félicité de *« la montée en puissance »* du CDS, qui, après la nomination de six de ses membres au gouvernement, compte désormais quarante-six députés. Il a confié que les applaudissements qui avaient salué en fin de matinée l'arrivée au conseil politique de ces six ministres et secrétaires d'Etat centristes avaient *« levé les quelques appréhensions »* qu'il avait pu nourrir quant aux *« interrogations »* des militants sur cette acceptation de participer à un gouvernement de cohabitation.

Il a expliqué les raisons qui ont guidé ce choix : *« l'étroitesse de la majorité nouvelle »*, qui oblige à *« serrer les rangs »* ; ce *« sentiment que les Français voulaient, même malgré nous, expérimenter la cohabitation »* ; la demande du RPR que le CDS, *« au niveau de ses dirigeants »*, participe au gouvernement.

« La pire des solutions, a-t-il souligné, *aurait été des positions ambiguës comme le soutien sans participation. Dans les conditions de la victoire, nous devions répondre sans complexes « oui » à la participation aux responsabilités gouvernementales. »* M. Méhaignerie a précisé : *« Nous soutiendrons sans faille la politique du gouvernement tout en faisant en sorte que les préoccupations sociales soient bien prises en compte, notamment dans les ministères tenus par des membres du CDS. »*

Mais, a-t-il précisé après avoir réaffirmé *« la fidélité »* de son parti *« aux valeurs défendues par M. Raymond Barre, quelles que soient les trois ou quatre fêlures apparues pendant la campagne »* (le président du CDS a notamment fait allusion aux déclarations de l'ancien premier ministre, dans les Yvelines sur le *« totalitarisme microcosmien »* et à son déjeuner avec Mme Marie-France Garaud), *« nous conserverons notre indépendance d'esprit pour d'autres échéances »*.

Le président du CDS a souhaité une *« meilleure identification »* de son parti *« dans l'action militante »* et une *« plus grande autonomie »* au sein de l'UDF. Il a aussi confié que les responsables du CDS s'étaient demandé s'ils n'allaient pas, après *« l'exclusion difficile à comprendre »* de M. Lecanuet du gouvernement (que M. Mitterrand a récusé pour le ministère des affaires étrangères), refuser de participer au gouvernement. *« Mais,* a-t-il affirmé, *M. Lecanuet nous a conseillé d'y aller dans l'intérêt du pays. »*

Auparavant, la parole avait été donnée aux militants ainsi qu'à MM. Bernard Stasi, premier vice-président, et Jacques Barrot, secrétaire général.

Mme Pierrette Loiseau (Seine-et-Marne) est notamment intervenue pour dire qu'elle ne comprenait pas que l'on ait été *« ravi »* de faire appel à M. Raymond Barre pendant la campagne législative et qu'aujourd'hui on essaie de le *« marginaliser »*. M. Pierre Letamendia (Pyrénées-Atlantiques) a, lui, regretté que M. Lecanuet ne puisse pas *« continuer l'action de Robert Schuman au Quai d'Orsay »*. Il a ajouté qu'il n'était *« pas certain que M. Mitterrand ait été le seul à ne pas le vouloir... »*.

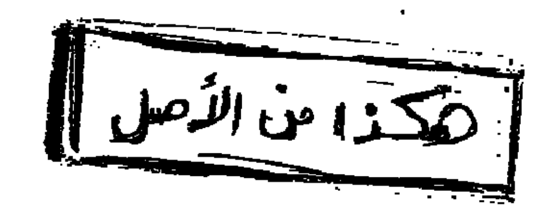
Conservatisme épais

M. Stasi a tenu à rappeler brièvement le déroulement de l'élection du président de la région Champagne-Ardenne pour souligner que les socialistes n'avaient pas *« joué les vierges effarouchées »* quand se sont portées sur eux les voix du Front national. Il s'est réjoui qu'au lendemain des élections législatives l'opposition ait évité *« les déclarations triomphalistes »*. *« Nous n'avons pas fait la fête dimanche soir à la Bastille,* a-t-il remarqué, *c'est pour cela que nous ne ferons pas le congrès de Valence. »* Au passage, il s'est félicité de la nomination de M. Pasqua (RPR) au ministère de l'intérieur : *« Je suis sûr,* a-t-il expliqué, *qu'il y tiendra un langage plus modéré que s'il n'était pas entré au gouvernement. De ce point de vue,* a-t-il ironisé, *nous avons évité le pire. »*

Le député de la Marne a mis en garde l'opposition, qui devrait éviter de tomber dans un *« ultra-libéralisme primitif »* ou un *« un conservatisme épais »*. Il a expliqué que le PS, en étant en train de devenir *« un grand parti social-démocrate modéré et pragmatique »*, lançait *« un défi »* au CDS : *« Il faut en mesurer l'importance »*, a-t-il souligné. *« Il sera pour nous de plus en plus difficile de nous démarquer de ce PS-là. Il nous faut aussi,* a-t-il ajouté, *nous différencier de ce courant libéral conservateur qui a aujourd'hui le vent en poupe,* [notamment] *en maintenant des positions intransigeantes vis-à-vis de l'extrême droite. »*

M. Jacques Barrot a, pour sa part, regretté que l'opposition RPR-UDF ait, pendant la campagne, développé deux analyses différentes sur la cohabitation. *« Ce strabisme,* a-t-il estimé, *a peut-être été en partie la cause de notre succès relatif. »* Les résultats des élections n'ont pas permis à son parti de refuser de participer au gouvernement, a-t-il expliqué en substance, estimant que le CDS a été contraint *« par devoir »* d'y entrer. *« C'est dans la logique de l'intelligence d'une situation et des devoirs qui nous incombent. Nous devons assumer sans naïveté et sans déloyauté la gestion gouvernementale, mais* [ce soutien], a-t-il précisé, *ne préjuge pas d'autres engagements qui ne sont pas d'actualité. »*

Le député de la Haute-Loire a souhaité que le CDS, au gouvernement, fasse preuve de « vigilance » comme il a su en montrer dans l'opposition, notamment quand il s'est agi d'élaborer la plate-forme de gouvernement : *« Si nous n'étions pas intervenus,* a-t-il souligné, *nous aurions eu de graves problèmes car les choix d'un certain ultra-libéralisme auraient fait bien des dégâts... »*



هكذا من الأصل

POLITIQUE

La droite détient les centres de décision

(Suite de la première page.)

Le président du RPR doit bien sûr cette situation privilégiée au rapport des forces entre les droites d'une part (voire le bloc des droites, puisque, dans les régions, l'alliance s'est faite avec l'extrême droite, au mépris des grandes pétitions de principe d'avant le scrutin), et les gauches d'autre part. Cet écart de dix points (55 % - 45 %) suffit à dissuader le président d'utiliser à des fins de reconquête les deux seules armes de... dissuasion dont il dispose (dissolution, démission).

Ainsi l'analyse Chirac-Balladur a-t-elle pris force de loi : on gagne, on gouverne. Du coup, M. Chirac vit moins dans la crainte d'une présidentielle rapprochée et de M. Barre. Ce dernier s'est trouvé pris à contre-courant d'une opinion favorable à la cohabitation, et à contre-pied d'une élection qui a ôté tout fondement à l'hypothèse d'un départ rapide du président.

Qui plus est, le paradoxe des résultats sert le premier ministre : la majorité est trop faible, numériquement, pour que les barristes puissent se permettre de bouger. Le feraient-ils qu'ils provoqueraient aussitôt la fin de cette nouvelle expérience Chirac. Personne, dans l'opposition, ne peut aujourd'hui prendre ce risque politique. L'engagement, par M. Chirac, de la responsabilité du gouvernement dès l'ouverture de la session parlementaire n'a pas d'autre but que de souligner cette cohésion obligée.

Voilà donc M. Chirac bien armé. Fort de bonnes perspectives économiques (le pétrole et l'héritage Bérégovoy), il s'est entouré d'un gouvernement et, à l'hôtel Matignon, d'un état-major en forme de machine à préparer l'élection présidentielle. Contrôlant, via M. Balladur, l'ensemble du secteur économique, et via M. Pasqua, l'ensemble du secteur politique, il ne lui reste plus qu'à foncer. Non sans avoir, au préalable, fait franchir au pays un pas de plus dans le « système des dépouilles » : l'ampleur des nominations qu'il prépare ne laisse aucun doute à ce sujet. Son choix est celui de la rapidité : M. Chirac rêve de réussir aussi vite que de Gaulle en 1958. La visite de M. Balladur à M. Pinay – et le choix des ordonnances – n'a pas d'autre signification.

La partie – présidentielle – n'est cependant pas jouée. M. Chirac mange son pain blanc. Mais demain, les deux ailes de sa majorité peuvent sortir du fossé où il les a précipitées. L'aile giscardienne, d'abord. Certes, M. Chirac a intelligemment troqué son alliance avec M. Giscard d'Estaing pour une autre, plus prometteuse, avec M. Léotard (lequel a pu placer les siens au gouvernement). Mais gare aux colères de l'ancien président. La *« rancune »* pourrait bien un jour ressortir de la *« rivière »* ! L'aile barriste, ensuite : comment imaginer que M. Barre puisse abdiquer sans réagir ? D'autant que les projections présidentielles continuent de lui être plus favorables qu'à M. Chirac.

Un ancien président dont il s'est refait un ennemi ; un « présidentiable » qui, s'il est silencieux, est loin d'être hors jeu ; une extrême droite qui ne lui passera rien ; un président, enfin, qui devrait connaître un net regain de popularité : les obstacles – à terme – ne manqueront pas pour M. Chirac. Mais l'essentiel sera bien sûr de savoir ce qu'il fera de son succès : il y a, dans la plate-forme RPR-UDF, qu'il entend appliquer, bien des mesures susceptibles de heurter l'opinion. L'idéologie, cette fois, n'est plus du côté de la gauche.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

DANS LA PRESSE INTERNATIONALE

Le coq à deux têtes

A l'image de l'illustre aigle bicéphale des Habsbourg, la France s'est donné de nouvelles armoiries : un coq à deux têtes sur fond de gueules (1) et de croix de Lorraine. Devant ce monstre héraldique, la presse étrangère chausse ses bésicles. Viable ou déjà condamné à se déplumer et à périr avant l'élection présidentielle ?

Dans l'ensemble, le départ pris par MM. Mitterrand et Chirac a fait bonne impression. *« La cohabitation est bien partie,* proclame *le Soir* de Bruxelles, *puisque le premier ministre a déclaré qu'il avait toute latitude pour appliquer sa politique. »* Naïveté belge ? Même l'*International Herald Tribune* avec ses redoutables éditorialistes américains à qui on ne la fait pas, titre *« Bon début en France »*. Et cela, au nom précisément du réalisme sans illusions : *« Le président et le premier ministre sont tous deux des pragmatiques et des politiciens habiles. La cohabitation a bien l'air de fonctionner dans la mesure où les deux hommes le souhaitent. D'ailleurs, ils ont mis un temps étonnamment bref – quatre jours seulement – à se répartir les pouvoirs constitutionnels. »* Bref ? A Moscou, où – c'est bien connu – l'administration court comme le vent, on trouve au contraire que les négociations ont traîné. *« Les observateurs français relèvent* – selon Tass, qui, comme d'habitude, attribue à autrui sa propre opinion – *que de longues négociations entre M. Chirac et le président ont précédé la nomination du premier ministre. Le fait qu'il lui ait fallu mener des tractations intenses de près de deux jours avec les représentants des partis de droite avant de donner son accord définitif démontre les difficultés de la prétendue cohabitation. »*

« Le général approuverait ! »

Pour l'*Economist* : *« Il est brusquement devenu chic de cohabiter en France. Que s'engage la bataille de la coexistence pacifique ! »* – lance l'hebdomadaire britannique après avoir présenté la panoplie des deux duellistes enfin aux prises, car *« les élections ont placé la France devant un problème qui la hante depuis vingt-huit ans »*. Le quotidien italien conservateur *il Giornale* use lui aussi du terme *« coexistence pacifique »* et estime que MM. Chirac et Mitterrand ont *« conclu un pacte de non-agression et semblent, pour le moment du moins, décidés à jouer à fond la carte de la cohabitation »*. Pourtant, à en croire *Die Welt* : *« Les deux hommes se connaissaient à peine, ne se rencontrant qu'épisodiquement à des cérémonies officielles et voici que la Constitution les a cousus l'un à l'autre comme des frères siamois ! »*

Infortunés jumeaux à la merci l'un de l'autre ! Pour le *Corriere della Sera*, de Milan : *« Il est clair que si M. Chirac a la possibilité de gouverner la France, il le doit à la bonne volonté de M. Mitterrand. »*



Dessin de Bas paru dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 24 mars.

Dans leur journal, *l'Unita*, les communistes italiens semblent pour leur part incommodés par *« une odeur de roses fanées et de IVe République renaissant de ses cendres »*. A les en croire *« l'accouchement de ce gouvernement de droite a été difficile et peut-être même douloureux. »*

Pourtant, la mère et l'enfant se portent bien selon le *Times*, qui n'a aucun doute sur le nom du grand-père : *« Le général approuverait »*, proclame le quotidien britannique dans le titre de son éditorial : *« On ne peut pas soutenir que la Constitution de de Gaulle est impraticable. En préservant sa politique du flux et du reflux des majorités parlementaires, M. Mitterrand fait exactement ce qui, aux yeux du général, était le « job » du président. »*

Et si le coq gaulois transformait son tête-à-tête en bec-à-bec ? *« Chirac et Mitterrand n'y ont aucun intérêt,* constate *Newsweek, quand on songe aux luttes idéologiques passées en France, il y a quelque ironie à voir les deux hommes trouver plus d'intérêt à s'entendre qu'à en découdre. »*

Edouard le sage

« L'Observer propose à ses lecteurs un combat de gladiateurs : *« Si les deux hommes étaient romains, Chirac tiendrait le glaive et Mitterrand le filet. »* Car le rétiaire de la Nièvre est *« fuyant et habile »*, tandis que le mirmillon de la Corrèze, avec son *« sourire de dogue »* est un « battant ». Tel que le quotidien grand public allemand *Bild* le présente, le maire de Paris donne un frisson aux plus braves : *« Grand comme de Gaulle et glacial comme Alain Delon »*. Face à lui, un adversaire redoutable : *« Depuis dimanche, le respect presque superstitieux que ses capacités inspirent à ses compatriotes est devenu incommensurable. Il est le vainqueur du scrutin »*, constate *Die Zeit*. Mais l'hebdomadaire de l'Allemagne sérieuse ironise, à propos de l'intervention télévisée du président, sur *« le goût des Français pour les poses théâtrales... l'ombre que projette Louis XIV jusqu'en cet an de grâce 1986 »*. Reste que *« le chef de l'Etat, incarnation hier d'une autorité presque absolue, n'est pas un moindre pouvoir mais un contre-pouvoir »*, comme l'écrit *Repubblica*, ajoutant, avec un gros bon sens : *« Le rodage ne sera pas facile. »*

Et cette équipe sans Chaban-Delmas, ni Lecanuet, ni Giscard d'Estaing ? La respectable *Neue Zürcher Zeitung*, peut-être choquée par l'affront fait aux anciens, titre *« Pas de personnalité marquante ! »* Les nouveaux ministres apprécieront. Le *Journal de Genève* rend hommage à un *« savant dosage »*, *la Libre Belgique* s'extasie devant un *« gouvernement subtilement dosé où toutes les sensibilités de la nouvelle majorité sont représentées... »*. *Le Financial Times*, tenu de s'intéresser d'abord au ministre de l'économie, et voit en lui *« une éminence grise qui se place devant les projecteurs »*. Pour le quotidien britannique aux pages couleur saumon, M. Edouard Balladur, *« personnage paisible à la tête froide, est tout le contraire de l'excitable et impulsif M. Chirac. Ceux qui ont travaillé avec lui le décrivent comme un homme prudent à l'esprit ouvert, modéré dans son libéralisme économique et ayant l'expérience des questions sociales. »*

La première réunion du cabinet Chirac a été, selon *le Soir* de Bruxelles *« pas très détendue »*, ce que la *Frankfurter Allgemeine* traduit par *« protokollarisch korrekt »*. Il est vrai que *« des débuts à l'ombre de la terreur »* – c'est le titre du commentaire de la *Süd-Deutsche Zeitung*, ce lundi, ne sont pas de nature à détendre le climat. L'hebdomadaire italien l'*Espresso* se demande pourquoi M. Mitterrand est devenu *« l'ennemi d'Allah »* et constate que la politique proche-orientale de Paris, *« discutable peut-être, mais légitime »*, ne peut pas changer par voie de chantage.

L'économie, allant mieux, préoccupe moins nos confrères étrangers. Tous, ou presque, font des arabesques sur le thème que résume fort bien l'*International Herald Tribune* : *« Avant l'élection présidentielle, M. Chirac devra démontrer que la prospérité est due à son action propre et non pas à l'héritage reçu. »* Mais surtout, *« que le premier ministre n'interrompe pas une convalescence délicate ! »* Conseil désobligeant à l'heure où beaucoup de journaux, avec le *Wall Street Journal*, relèvent les *« signes de ce qui pourrait être la première division du camp conservateur »*, à propos de la présidence de l'Assemblée nationale.

Que M. Chirac se console, son manège fait encore tourner les têtes. Voici comment la *Neue Zürcher Zeitung*, d'habitude si compassée, décrit son entrée en fonctions : *« Le nouveau gouvernement de la France, au commandement favori de son chef : « à cheval », a piqué un galop napoléonien. »* Vivement Austerlitz, mais gare à Waterloo !

P.-J. FRANCESCHINI.

(1) En héraldique, le mot « gueules » désigne la couleur rouge.

M. Toubon : la coopération, non la confrontation

Devant le « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche soir 23 mars, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR qui était interrogé sur la présidence de l'Assemblée nationale, a déclaré : *« Ce serait une erreur d'entamer cette législature par un affrontement, fût-il amical, avec un caractère de primaire* [entre RPR et UDF]. *Il est de tradition que le président de l'Assemblée nationale appartienne au plus grand groupe de la majorité, c'est-à-dire aujourd'hui au RPR. Le RPR considère que Jacques Chaban-Delmas doit être son candidat, parce que son expérience est un élément important pour conforter la stratégie d'union de la majorité. »* Le député de Paris a souhaité qu'entre les deux formations de la nouvelle majorité, un *« accord »* intervienne *« pour l'ensemble des postes à l'Assemblée nationale »*, et il a estimé que M. Giscard d'Estaing *« doit continuer à jouer un rôle moteur dans la cohésion de la majorité »*.

Après avoir considéré que la demande de la confiance par M. Chirac constitue *« une chance pour la majorité de démontrer aux yeux du pays (...) qu'elle ne sera pas si facilement destructible ou divisible »*, M. Toubon a contesté que M. Mitterrand ait exercé un *« droit de veto »* à la présence de M. Lecanuet au gouvernement. *« Mais*, a-t-il ajouté, *dans un certain nombre de domaines, il est normal que nous fassions fonctionner nos institutions dans l'équilibre et la coopération et non dans la confrontation. »* Dautre part, M. Toubon a désapprouvé les accords réalisés avec le Front national pour l'élection de présidents de conseils régionaux.

DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
OUTRE-MER

Wallis-et-Futuna : M. Brial (RPR) réélu

Inscrits : 7 835 ; votants : 6 314 ; exprimés : 6 302.

M. Benjamin Brial, RPR, d.s., 2 798 voix, RÉÉLU.

MM. Mikaele Hoatau, div. d., 2 175 ; Pasilio Tui, div. g., 1 329 voix.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscrits : 7 852 ; votants : 6 324 ; exprimés : 6 312. MM. Brial, 2570 (40,71 %) ; Hoatau, 1 842 (29,18 %) ; Tui, 1 669 (26,44 %) ; Joseph Maisueche, div. g., 231 (3,65 %).

[Dans le territoire de Wallis-et-Futuna, où les élections législatives avaient lieu, comme par le passé, au scrutin majoritaire à deux tours, car il n'y avait qu'un seul siège à pourvoir, le député sortant RPR, M. Benjamin Brial, a obtenu 228 voix de plus qu'au premier tour, alors qu'il n'y a eu que dix votants de plus. Il devance, à l'issue de cette « triangulaire », son principal adversaire, M. Hoatau, de 623 voix]

Saint-Pierre-et-Miquelon : M. Albert Pen (opp. PS) réélu

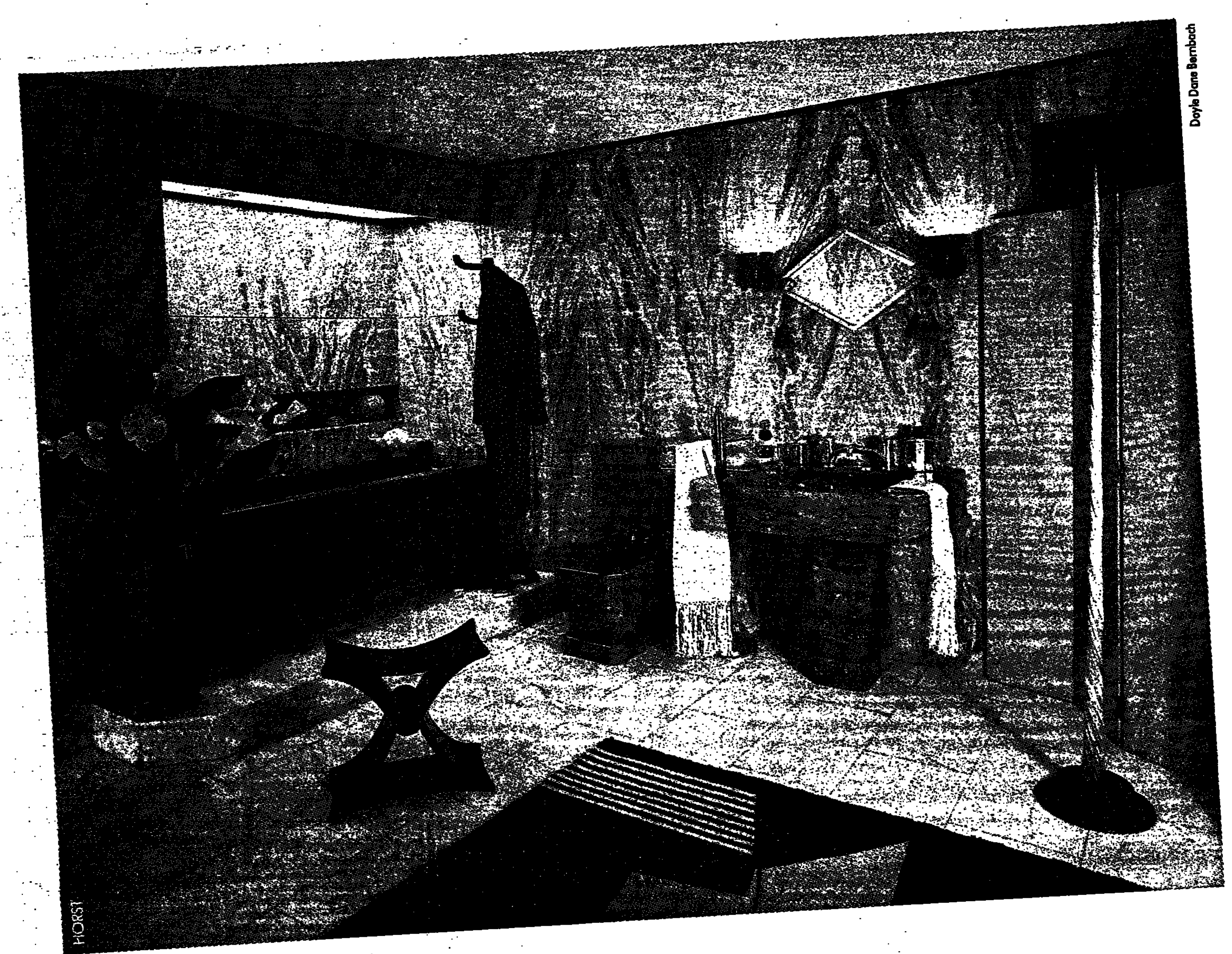
Inscrits : 4 097 ; votants : 3 365 ; exprimés : 3 250.

M. Albert Pen, apparenté PS, d.s., maire de Saint-Pierre, 1 697 voix, RÉÉLU. M. Gérard Grignon, div. g., 1553 voix.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscrits : 4 097 ; votants : 3 229 ; exprimés : 3 140 voix.

MM. Pen, 1 528 voix (48,66 %) ; Grignon, 619 (19,71 %) ; Victor reux, RPR, 612 (19,49 %) ; Jean-Jacques Blanco-Carlotti, UDF, 219 (6,97 %) ; Serge Derible, MRG, 162 (5,15 %).

[Dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, où comme à Mayotte et à Wallis-et-Futuna le scrutin comportait deux tours, le député apparenté socialiste sortant, M. Albert Pen, maire de Saint-Pierre, qui sollicitait le renouvellement de son mandat après avoir proposé un moment la candidature d'un ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Paul Dijoud, l'emporte avec moins de facilité que d'habitude. Il ne devance son adversaire que de 126 voix, alors qu'il y a eu 136 votants de plus. Il réalise ainsi un score moins net que celui qu'il avait obtenu au second tour de juin 1981, à l'issue duquel il avait été réélu avec 1759 voix, soit 608 voix d'avance sur le candidat de l'UDF, M. Blanco-Carlotti, qui en avait recueilli 1151]



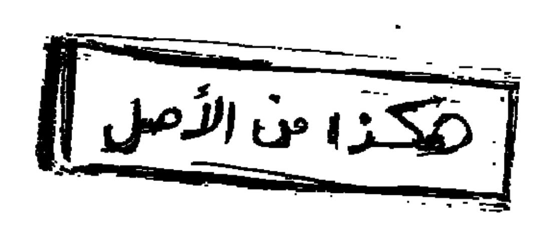
Pour un Homme de Caron.
Hier, aujourd'hui, demain.



1934. Les salles de bains Arts décoratifs fleurent bon la vanille et les plus fines lavandes. L'eau de toilette masculine est née. Discrètement ambrée, raffinée. Intemporelle. Les hommes de goût lui sont restés fidèles. Ils l'utilisent aussi aujourd'hui en atomiseur, baume après rasage, gel de douche ou savon. Pour un Homme de Caron. Le grand classique.



Boutique des Parfums Caron
34, Avenue Montaigne à Paris



POLITIQUE

LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PS

Comment reconquérir le pouvoir ?

Le comité directeur du PS, réuni le samedi 22 mars à Paris, a affirmé que les socialistes se situeront dans une opposition sans concession au gouvernement de M. Jacques Chirac qui, selon eux, ne peut être considéré comme le gouvernement de M. François Mitterrand.

Les socialistes ont également souligné la nécessité d'ouvrir davantage le PS afin d'aller vers les 40 % du corps électoral et s'affranchir ainsi du problème du PCF. L'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius, l'ancien premier ministre (qui était présent mais n'a pas pris la parole), réintègrent le bureau exécutif du PS comme titulaires. Un troisième ancien ministre, M. Pierre Joxe, deviendra membre de droit du bureau exécutif quand il sera, comme c'est probable, élu président du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale. M. Jean Le Garrec devient membre suppléant.

« *Je n'ai pas une virgule à changer dans le discours du premier secrétaire !* » Cette boutade, lancée dans les couloirs du comité directeur par un ancien néo-rocardien (dont le « mini-courant » a eu, dans le passé, des mots très durs à l'égard de M. Jospin), est révélateur du climat qui règne au PS depuis le 16 mars. Battus, mais avec panache, les socialistes semblent aborder leur période d'opposition sans cette once d'amertume qui marque habituellement les lendemains de défaite, et plus unis, peut-être, que jamais.

Les débats pour l'avenir – qui affleurent dans les discours, – les différences d'appréciations sur le « cas » Rocard, sont loin de contrebalancer l'existence – aujourd'hui – de très larges plages d'accord. Tout cela donne un ton nouveau aux travaux du « parlement » du PS : une sérénité certaine, une volonté d'avancer, et même une évidente décontraction, notamment de la part des ministres libérés de l'obligation de réserve qui pesait sur les socialistes, plus que d'autres amoureux du verbe.

Cette ambiance est celle des veilles de combats qu'on est impatient de livrer. Grognards repentis, les socialistes donnent l'impression d'astiquer leurs armes en sifflotant, confiants dans l'efficacité des hommes du rang, dans le talent de leurs généraux, dans le génie de leur empereur.

Première règle, admise par tous, du combat contre la nouvelle majorité : ne pas retomber dans les errements d'une « *culture d'opposition* ». Le nouveau député rocardien, Gérard Fuchs, est le plus clair : « *Ce n'est*, dit-il, *qu'en faisant ressortir, dans les décisions* [que la droite] *va être amenée à prendre, celles qui seront socialement injustes ou économiquement injustifiées – et celles-là seulement – que nos critiques pourront être comprises et donc approuvées au-delà des rangs de ceux qui nous sont acquis quoi qu'il arrive ou presque.* » Corollaire de cette règle, là encore unanimement admise : c'est par le sérieux de leurs propositions que les socialistes s'imposeront comme le « *parti de l'alternance* ».

Deuxième règle : être des opposants responsables, certes, mais fermes et efficaces. Mener une opposition « *claire, active, sans aucune concession* », comme le dit M. Jospin. Ici et là, on commence à proposer des plans de bataille. Pour M. Bertrand Delanoë, il faut montrer au monde du travail qu'il est « *dans le même bateau* » que la gauche, tandis que M. Georges Sarre pense que l'application des mesures de la droite peut servir d'« *électrochoc* » salutaire pour aider à « *maturer la crise du syndicalisme* » et lui remettre les yeux en face des trous. Quant aux projets de loi d'habilitation sur les ordonnances, M. Sarre, comme d'autres, juge que le débat parlementaire peut être le point de départ d'une « *campagne politique très offensive* ».

Reste que les ordonnances sur la politique économique et sociale, dont les socialistes s'apprêtent à dire pis que pendre, seront signées par M. François Mitterrand. Les socialistes veulent sortir du piège de la cohabitation, bien marquer – M. Jospin l'a dit, M. Mauroy invite ses amis à le « claironner » – que le gouvernement et sa politique ne sont pas ceux du président de la République. C'est la troisième règle de l'opposition sous le régime de la cohabitation. Faut-il préciser que l'absence de photo de famille du gouvernement, l'atmosphère glaciale et la brièveté du premier conseil des ministres, sont autant de symboles que les socialistes tenteront de mettre à profit pour faire passer un message qui déroute probablement une partie de l'opinion de gauche ?

Les ordonnances sur le retour au scrutin majoritaire posent un autre type de problème. Même si personne ne l'a dit à la tribune, la détermination de M. Chirac, sur cette question, a semblé convaincre les socialistes qui donnaient l'impression, dans les couloirs du comité directeur, de se préparer à ce retour. A la tribune, M. Sarre soulignait déjà qu'« *il faudra être à l'offensive (...) pour s'opposer de toutes nos forces à un découpage* [des circonscriptions] *sans garantie sérieuse* ». M. Sarre rappelle qu'au demeurant « *le prochain scrutin sera probablement majoritaire, qu'il soit présidentiel ou référendaire* ».

Le déclin du PCF

Tous les socialistes, et notamment certains des anciens défenseurs du scrutin majoritaire, ne partagent pas l'avis de M. Mauroy, qui juge que le maintien de ce scrutin aurait renvoyé au Palais-Bourbon, moitié moins de députés socialistes. Mais la perspective d'un retour à ce mode de scrutin rend encore plus urgente la réponse aux questions suivantes : comment renverser le rapport droite-gauche ? Comment porter le PS à 40 % des suffrages ?

Là encore, un tel objectif recueille l'unanimité, tout comme certaines constatations d'évidence. Mais les termes des futurs débats sont déjà – schématiquement – posés. A la suite de M. Jean Poperen, numéro deux du PS, les socialistes ont tous constaté une évolution dans l'électorat du Front national.

Tant qu'il s'agissait des élections européennes ou des cantonales, ils pouvaient toujours espérer, pour plus tard, un retour au bercail des brebis de gauche égarées à l'extrême droite. Après les législatives, ils se rendent à l'évidence : M. Le Pen a plus facilement fidélisé sa clientèle des «déclassés» de la crise – que M. Mauroy a décrits en quelques formules saisissantes – que sa clientèle «bourgeoise», qui a rejoint en partie sa famille d'origine.

Une telle déperdition est porteuse de périls pour la gauche. Si les socialistes l'imputent en bonne partie au PC, elle interpelle aussi le PS, pris en flagrant délit de qualité d'écoute insuffisante à l'égard des laissés-pour-compte de la « *France qui gagne* ». M. Fuchs a souligné la nécessité de « *retrouver un langage qui marque notre intérêt pour la vie quotidienne des gens* ». « *Sans doute*, a-t-il souligné, *devons-nous à l'avenir nous situer à la fois à un niveau plus émotionnel (...) et plus concret.* »

Une telle préoccupation rejoint un autre impératif : prendre en charge les électeurs – anciens, abstentionnistes ou hésitants, comme l'a dit M. Jean-Pierre Chevènement – du PCF. M. Mauroy paraît aujourd'hui bien seul à croire encore en un sursaut du PCF, qui lui redonnerait sa place dans la gauche. Les autres socialistes commencent à tirer les conséquences du déclin « *presque irrémédiable* » du PC, selon la formule de M. Jospin.

M. Quilès – qui tire un trait sur la stratégie d'alliance avec le PC – appelle les socialistes à compter sur leur « *propres forces* ». M. Jospin annonce que des « *contacts* » ont été pris, afin de confirmer et maintenir, après les élections, la volonté d'élargissement manifestée par l'ouverture des listes du PS. M. Sarre, quant à lui, imagine déjà une constellation de forces constituant un « *système d'alliances* » autour du PS. « *N'essayons pas*, lance-t-il, *de faire entrer tout le monde au PS. Car, pendant que certains entreraient par la porte, d'autres sortiraient par la fenêtre.* »

C'est, effectivement, toute la difficulté d'un renforcement du PS. Comment tenir un langage qui parle aux anciens communistes, tout en tenant, aussi, l'autre bout de la chaîne ? Tout le monde est d'accord pour vouloir un parti plus ouvert, plus attractif pour les sympathisants, afin de faire passer le ratio adhérents-électeurs de 1,7 % à 8 % ou 10 %, comme l'ont, par exemple, souhaité MM. Quilès et Rocard.

Pour certains socialistes – dont M. Chevènement, – les clubs sont une manière de structurer, autour du PS, une nébuleuse de sympathisants, intégrés à la vie du parti. Pour M. Mauroy, au contraire, il faut mettre un terme l'« *anarchie* » des clubs. Quant à M. Jospin, il se borne aujourd'hui à demander aux uns et aux autres que leur « *chez soi* » ne leur fasse pas oublier qu'ils ont un « *chez nous* », au siège de leur parti.

M. Jospin souhaite qu'une convention nationale, au mois de juin, débatte des «mutations» de la société, et sans doute aussi de celles du parti. Au détour d'une phrase, le premier secrétaire du PS a rappelé que, s'ils n'y prennent garde, la crise sociologique qui frappe le PC pourrait bien à son tour toucher les socialistes.

L'air du temps

Si tout le monde n'a pas abattu ses cartes, les lignes de partage apparaissent déjà. M. Mauroy, veut, comme M. Chevènement, un parti qui s'ancre dans la tradition historique française et n'oublie pas qu'il est, avant tout, le parti du monde du travail. M. Quilès veut « *abandonner un vocabulaire dépassé, dépoussiérer des concepts peu adaptés à la réalité d'aujourd'hui* », concepts au rang desquels il compte l'autogestion. Comme il l'avait fait dans son livre *La Politique n'est pas ce que vous croyez* (1), M. Quilès demande aussi que l'on dégage des « *concensus partiels* » avec l'ancienne opposition. Pour lui, les valeurs qui, aujourd'hui, « *donnent un sens au mot socialisme* » sont : « *la défense des droits de l'homme, l'élargissement des espaces de liberté, la promotion de l'égalité des chances, la promotion de la tolérance (...) la volonté d'agir au profit du plus grand nombre* ».

M. Quilès paraît être désormais le plus « révisionniste » des socialistes, au point que l'ancienne néo-rocardienne Marie-Noelle Lienemann s'est félicitée qu'il ait découvert « *les charmes de la révolution culturelle nécessaire* » et l'a mis en garde en lançant : « *Oui, l'espoir n'a pas besoin de mensonge, mais les idées politiques sont plus que le pragmatisme et les valeurs.* » C'est le monde, ou au moins le PS, à l'envers !

Parti social-démocrate, voire démocrate tout court, ou Parti toujours socialiste ?

La question est bien dans l'air du temps, autant que celle de l'élection présidentielle de 1988, « *ou avant* », comme dirait M. Jospin. M. Rocard, candidat à la candidature, n'a pas, pour le moment, intérêt à sortir du bois plus qu'il ne l'a déjà fait. Il rencontre donc un souhait de M. Jospin qui a solennellement averti ses amis qu'il pèserait « *de tout son poids* » pour empêcher l'ouverture prématurée de la campagne présidentielle à l'intérieur du PS, mais M. Rocard, à en croire son entourage, se réserve la possibilité d'intervenir, lui aussi solennellement, au cas où, par exemple, la cohabitation capoterait...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Ed. Robert Laffont, 1985 (Lire *le Monde* du 3 décembre 1985).

MM. FABIUS ET BÉRÉGOVOY AU BUREAU EXÉCUTIF

Seuls MM. Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius, parmi les anciens ministres, réintègrent comme titulaire, le bureau exécutif du PS. M. Pierre Joxe attendra d'être élu président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. M. Jean Le Garrec devient suppléant du bureau exécutif. Les autres anciens membres du gouvernement étaient déjà, pour la plupart, membres du comité directeur, ou bien, en tant que députés, deviennent invités permanents de cette instance, sorte de «parlement» du PS. M. Lionel Jospin, premier secrétaire, a souhaité que les anciens ministres non membres du comité directeur et non députés soient également invités du comité directeur jusqu'au prochain congrès.

Le retour au bureau exécutif de MM. Fabius et Bérégovoy devait se faire au détriment de Mme Christiane Mora (titulaire) et de M. Jean-Marc Ayrault (suppléant), nouveau député de Loire-Atlantique, proches de M. Jean Poperen, numéro deux du PS. Mais, à la suite des vives protestations de M. Poperen, il a été décidé que M. Ayrault resterait suppléant. Mme Mora demeure au bureau exécutif, mais devient suppléante, ainsi que Mme Véronique Neiertz (membre du courant A, proche de M. Joxe). Outre M. Le Garrec (mauroyiste), deux nouveaux suppléants font leur entrée au bureau exécutif : M. Jean-Pierre Balduyck (rocardien) et M. Michel Coffineau (CERES), député du Val-d'Oise.

M. Chevènement : un « grand parti républicain »

M. Jean-Pierre Chevènement souligne, pour commencer, que la victoire de 1981 a été remportée « *sur la base d'une immense débâcle idéologique* ». « *Les idées libérales, qui sont les idées de la droite, sont demeurées majoritaires en France*, explique M. Chevènement. *Et il serait bien téméraire d'affirmer que nous avons toujours su rester à l'écart de leur influence. Trop des nôtres ont mêlé leurs voix au concert de l'anti-étatisme (...). Les idées dominantes sont restées celles de la classe dominante. Nous n'avons pas conquis ce que Gramsci appelait* « l'hégémonie » *dans l'ordre de la culture.* »

Dans l'opposition, les socialistes ne doivent pas « *revenir en arrière, avec des réflexes d'éternels opposants, en reprenant systématiquement à* [leur] *compte le catalogue des revendications catégorielles* ». Ils doivent prendre en compte « *la volonté majoritaire et non la farandole des revendications minoritaires* ». Pour M. Chevènement, « *la culture de gouvernement ne signifie en aucune manière le ralliement aux idées libérales. Au contraire même, elle consiste à poser le primat de l'intérêt public sur le libre jeu des intérêts privés* ».

Pour être « *le parti de l'alternance* », le PS doit, selon M. Chevènement, « *entrer dans la zone des 40 %* », ce qui implique « *une réflexion approfondie sur la manière* [de prendre en compte] *les aspirations des couches sociales qui font la richesse* [du] *pays, et d'abord des couches salariées* ». Cela suppose, de la part du PS, « *un projet, un programme, des formes d'organisation adaptées* ».

Le PS devrait ainsi « *développer ou aider des associations autour du parti (...), multiplier les clubs de réflexion (...) et surtout renforcer* [son] *implantation sur les lieux de travail* ». Pour lui, quelle que soit l'attitude du PC, le PS « *doit rester fidèle à l'idée du rassemblement des forces populaires* ». Il doit donc parler aux électeurs communistes « *un langage qu'ils puissent comprendre* », ce qui est « *la seule manière d'obliger la direction du parti communiste à revenir sur sa ligne antisocialiste* ». « *Le Parti communiste*, ajoute M. Chevènement, *n'a plus le choix qu'entre le pari de la démocratie et la certitude de sa marginalisation définitive.* »

L'ancien ministre note ensuite que le PS doit se préparer à des échéances « *prévues dans deux ans mais* [qui] *peuvent être rapprochées* ». Pour ce faire, il doit se doter d'un « *projet mobilisateur* », qui est, pour M. Chevènement, celui d'une « *République moderne* », axée sur le triptyque indépendance nationale, croissance (ce qui suppose une « *planification moderne* »), démocratie.

Quant au PS, qui a « *vocation à rassembler toute la gauche* », il ne doit pas céder à la tentation d'être un « *parti démocrate à l'américaine* », ce qui « *serait la fin du Parti socialiste et par conséquent du socialisme en France* ».

M. Chevènement conclut en réaffirmant que le PS doit devenir « *le grand parti républicain de la fin du vingtième siècle, comme l'a été le Parti radical aux débuts de la IIIe République* », mais « *n'en doit pas moins rester socialiste, c'est-à-dire dépositaire d'une réflexion à long terme et par conséquent d'un projet historique* ».

M. Jospin : dans l'opposition, « sans concession »

M. Lionel Jospin souligne l'ampleur de la victoire « *indiscutable* » de l'ensemble de la droite, bien que la coalition RPR-UDF n'ait pas réussi à « *écraser politiquement* » les socialistes, à les « *disqualifier* », à les « *décrédibiliser pour une longue période* ». Il insiste dur la « *consolidation* » de l'extrême droite, qu'il ne sera « *pas facile de réduire* ». Cela dément, selon lui, les thèses selon lesquelles « *la France irait vers une approche consensuelle des problèmes* » et l'idée que « *les divergences entre la gauche et la droite seraient moins fortes* ». M. Jospin analyse ensuite la « *triple crise* » du PCF, sociologique, idéologique et politique, qui, à son avis « *interdit à sa direction d'avoir beaucoup d'illusions sur* [sa] *capacité de redressement* ». Ce « *déclin* » lui paraît « *presque irrémédiable* ».

La nouvelle situation politique « *sera difficile à vivre* », dit-il : « *Le gouvernement va gouverner ; il ne sera pas empêché de le faire et il va gouverner à droite (...). Les premières mesures annoncées sont d'une orientation très réactionnaire. Ce premier ministre et ce gouvernement ne sont en aucun cas le premier ministre et le gouvernement de François Mitterrand (...). Il est très important d'écarter toute confusion politique.* »

L'opposition des socialistes doit donc, selon lui, « *être claire, active, sans aucune concession* ». Son expression doit être « *dure sur le fond mais mesurée, en tout cas adaptée, dans la forme* ». M. Jospin estime qu'il serait curieux « *d'avoir abordé le pouvoir avec une culture d'opposition et d'aborder l'opposition avec une culture de gouvernement* ». M. Jospin met en garde ses amis contre tout « *débat factice* ».

Il avertit aussi des dangers d'une campagne interne précipitée sur la candidature présidentielle, que cette élection ait lieu « *en 1988 ou avant* ». Cela affecterait, selon lui, l'autorité du président de la République, « *déséquilibrerait le rapport de forces qui est en train de s'établir* » et l'obligerait à se déterminer trop tôt sur sa propre attitude face à l'éventualité d'une telle candidature. Cela pourrait aussi compromettre l'unité du PS.

M. Jospin invite ses amis à préparer leur projet pour 1988, à « *construire un grand parti de masse* » et les incite à réfléchir sur ces deux thèmes. Il leur demande également de se préparer aux campagnes politiques à venir (alliance de la droite et du Front national ; débat social ; mode de scrutin) et à d'éventuelles « *batailles politiques autour du président de la République* ».

M. Mauroy : social-démocratie

En dépit de l'« *allégresse* » qui a saisi les socialistes au lendemain du 16 mars, M. Mauroy remarque que la « *reconquête* » de l'électorat n'est que « *partielle* ». Pour lui, le score du MRG demande « *une loyale explication et une clarification* » avec les radicaux de gauche, car les socialistes ne peuvent, « *à chaque scrutin, revivre les mêmes péripéties* ». Le maire de Lille note encore que « *le rapport droite-gauche enregistré (...) est l'un des plus médiocres de l'histoire de la Ve République* ». M. Mauroy remarque à ce propos que sans l'introduction de la proportionnelle, le nouveau groupe socialiste à l'Assemblée nationale compterait « *moitié moins de membres* ».

M. Mauroy juge que le PS ne doit pas se « *consoler* » d'un résultat dû au nouveau recul du PC, car « *seules les additions ont un sens* ». L'ancien premier ministre, en outre, constate que « *les seules régions que* [le PS a] *su conserver sont celles où les résultats des communistes sont moins médiocres* ».

Pour l'avenir, M. Mauroy juge que les socialistes ne sont pas les seuls à devoir « *rassembler l'électorat populaire* ». « *Le Parti communiste*, déclare-t-il, *a un rôle à tenir. (...) Son déclin est incontestable*, [mais] *je n'ai jamais affirmé qu'il était définitif, et je ne le dis pas encore (...). Toutefois (...) si le Parti communiste continue sa ligne actuelle, son déclin sera irréversible et sa marginalisation certaine (...). Lui aussi a des voix à regagner pour que la gauche l'emporte à nouveau demain (...). Un Parti communiste ayant opéré son redressement favoriserait davantage la gauche que la situation actuelle de refus, qui retarde d'autant la victoire de la gauche.* »

Quant au Front national, M. Mauroy note : « *Ce n'est pas seulement l'extrême droite traditionnelle, c'est aussi le parti de la misère, celui des laissés-pour-compte de la modernisation. C'est le parti, d'une certaine manière, des déclassés.* »

La gauche doit donc, simultanément, poursuivre le « *combat implacable* » contre le FN et, « *par la proposition, répondre aux angoisses qu'exprime une partie de son électorat* ».

Quant à la préparation de la reconquête, M. Mauroy juge que le PS, pour passer de 30 à 40 % de l'électorat, doit faire un saut « *qualitatif* ». « *Nous aussi*, lance-t-il, *nous devons vivre d'une autre manière pour nous doter de l'instrument que nous n'avons pas encore pour nos succès futurs.* » Le maire de Lille exprime sa préférence pour la social-démocratie « *à la suédoise, sachant bénéficier du soutien communiste et n'hésitant pas à poser (...) les problèmes de structure* », qu'il préfère appeler « *Parti socialiste* » et qui devra « *rassembler, entre autres, l'immense bloc des salariés face aux conservateurs* ». Cela suppose « *un parti plus ouvert, moins crispé sur lui-même et ses équilibres internes, un parti lieu de réflexion et de cohérence d'un mouvement social englobant le monde des associations et le monde syndical, (...) un parti mettant fin à l'anarchie des clubs* ».

M. Rocard : score instable

M. Michel Rocard souligne que le score obtenu le 16 mars est « *instable* », car il se situe au-dessus de l'insertion culturelle, sociologique et électorale traditionnelle du PS, mais au-dessous de ce qu'il faudrait obtenir pour que le PS soit à lui seul la force d'alternance.

L'ancien ministre remarque notamment que le centrisme, « *le ventre mou de la République* », a voté contre les socialistes, mais aura du mal à se reconnaître, culturellement, dans le gouvernement formé par M. Chirac. Pour lui, les centristes seraient sensibles à une attitude ferme et nette du PS. « *Nous n'avons pas*, lance-t-il, *le droit de laisser la droite durablement au pouvoir.* »

M. Rocard évoque la préparation de l'échéance présidentielle pour s'affirmer « *en total accord* » avec ce qu'en a dit M. Jospin, qui estimait que la campagne interne au PS ne doit pas s'ouvrir prématurément.

Pour l'ancien ministre, la cohabitation peut être durable. Avant que ne s'ouvre la campagne présidentielle, c'est collectivement, en tant que parti, que les socialistes doivent préparer le terrain politique. Ce qui suppose, selon lui, une courtoisie démocratique, et une qualité des propositions socialistes. M. Rocard appelle encore les socialistes à ne pas se livrer, à propos du parti, à une « *controverse nominative* », et à continuer à revendiquer le mot socialisme. Pour l'ancien ministre, le problème essentiel est le décalage entre le nombre d'électeurs et le nombre d'adhérents, puisque 1,7 % seulement des électeurs socialistes adhèrent au parti. Il importe donc, selon lui, de rénover la structure du PS, de développer sa vitalité démocratique, de trouver des alliés et de consolider les sympathisants, de valoriser la culture de gouvernement.

L'ancien ministre appelle enfin les socialistes à se distinguer par l'ampleur de leurs propositions en matière de chômage (notamment pour répondre aux mesures de déréglementation de la droite dans ce domaine) et dans le champ international ; sur ce dernier point, M. Rocard distingue quatre axes : le rôle de la France par rapport à la négociation soviéto-américaine sur la sécurité en Europe ; la ratification éventuelle par la France du traité de non-prolifération nucléaire ; les négociations internationales douanières qui s'ouvrent dans le cadre du GATT à l'automne ; le bon usage de la « rente pétrolière », qui, au niveau international, pourrait être utilisée pour renégocier la dette des pays du tiers-monde.

POLITIQUE

LE COMITÉ CENTRAL DU PCF

La direction face aux critiques des « rénovateurs »

« Ils vont sortir les fusils à tirer dans les coins ». « Ils », ce sont les dirigeants du PCF. Cette confidence d'un membre du « Parlement communiste » est révélatrice de l'état de tension du PCF au moment où se réunit, lundi 24 et mardi 25 mars, le comité central du Parti.

Après une semaine de silence, la direction, par la voix de M. Paul Laurent, auteur du rapport intitulé *« Dans la voie du vingt-cinquième congrès, rassembler, agir »*, devait livrer aux cent quarante-deux membres du comité central son analyse des résultats des élections législatives et régionales caractérisés par un troisième recul du PCF. Après les décrochements de l'élection présidentielle de 1981 et des élections européennes de 1984, le Parti communiste est passé sous la barre psychologique des 10% aux législatives. Un bond d'un demi-siècle en arrière.

La direction s'en est tenue pendant toute cette semaine au communiqué du bureau politique lu, le 16 mars au soir, par M. Georges Marchais. Nulle trace d'une quelconque responsabilité de la direction ou des orientations définies au vingt-cinquième cogrès dans cette analyse du secrétaire général mais un seul accusé : le PS. A bien comprendre l'exécution communiste, le *« vote utile »* en faveur des socialistes et la *« formidable pression »* exercée sur l'électorat expliqueraient ce troisième échec. Mis à part le fait qu'ils tiennent pour négligeable les réflextions politiques de l'électorat communiste, ces arguments n'ont pas eu l'heure de plaire à tout le monde dans le parti.

Après M. Pierre Juquin, – ancien porte-parole du PCF écarté du bureau politique et chef de file au comité central des « rénovateurs » avec MM. Marcel Rigout et Félix Damette – des militants, des élus et des intellectuels ont appelé, par pétitions, à l'organisation d'un congrès extraordinaire dans les plus brefs délais. En Meurthe-et-Moselle ainsi que dans le Doubs, les bureaux fédéraux ont voté des résolutions allant dans ce sens. Quatre-vingt élus de l'Hérault, désavoués par la direction fédérale, et vingt-trois maires communistes sur trente de Meurthe-et-Moselle s'y sont mis aussi. Dans l'Aisne, la révolte a grondé également.

Et pour couronner le tout, cent douze intellectuels et responsables communistes – ils sont maintenant plus du double – ont publié une « publicité » dans *le Monde*, samedi 22 mars, pour réclamer la convocation d'un *« vingt-sixième congrès »*.

Le PCF va-t-il tourner maintenant une nouvelle page de son histoire ? *« Tout est possible »* déclare un « rénovateur » montrant par la même que le *« verrouillage »* de la direction et le *« réflexe de survie »* ont les mêmes chances. Une chose est certaine, l'appareil intermédiaire du parti ne s'est pas soulevé et c'est un levier de choix pour la direction.

Cette dernière va probablement, dans un premier temps, sommer les « camarades contestataires » de s'expliquer sur « la pression » *qu'ils ont exercé sur* « les organismes du parti ». L'Humanité *du 22 mars en donnait un avant-goût en renvoyant le parti communiste italien à ses chères études, lui qui avait osé, dans un éditorial de son journal, l'Unita*, émettre quelques doutes sur la ligne. M. Claude Poperen, membre du bureau politique qui s'est abstenu lors du vote du communiqué du soir du 16 mars, sera certainement dundes premiers à se trouver dans la ligne de mire des fameux *« fusils à tirer dans les coins »*. Il ne sera pas le seul si d'autres membres du comité central pointent, comme on leur prêtent l'intention, le nez de la critique.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, c'est précisemment au moment où se tient ce comité central qu'une revue, indéniablement d'inspiration « rénovatrice » devait être lancée. Avec une certaine stupeur, la direction constatera que de nombreuses personnalités qui avaient appelé à *« voter communiste »* dans les colonnes de *l'Humanité* au cours de la campagne électorale sont parmi les cent cinquante noms qui constituent le comité de soutien de la revue *M* (mensuel, marxisme, mouvement). On y retrouve des communistes actifs, des anciens ou des personnalités qui ne l'ont jamais été.

lLe chanteur Jean Ferrat cotoie l'architecte Paul Chemetov, deux administrateurs CGT de Renault sur trois sont au côté de M. Jacques Barrau (directeur adjoint du musée de l'homme) et des réalisateurs Marcel Bluwall et Raoul Sangla. Trois communistes qui ont quitté la mouvance de M. Fiszbin sont aussi de la partie (les économistes Christian Barrère et Jean-Claude Delaunay, le philosophe Jacques Bidet) tout comme l'écrivain Gilles Perrault et le généticien Albert Jacquard. Dirigé par le philosophe Henri Lefebvre, le mensuel *M* aura pour rédacteur en chef, M. bert Wasserman, l'ancien chef du service politique de *Révolution*, magazine dirigée par M. Hermier, membre du bureau politique.

OLIVIER BIFFAUD.

A L'EXTREME DROITE

M. Malliarakis se lance à son tour dans l'arène électorale

Bien qu'il possède assurément le titre peu envié de « libraire le plus bombardé de France », puisque sa boutique parisienne de la Librairie française a déjà été victime de neuf attentats (le dernier en date ayant été commis en février dernier). M. Jean-Gilles Malliarakis n'est pas un militant qu'on décourage. Et cette fois il est formel : *« Désormais, plus aucune échéance électorale ne nous verra absents des combats en cours. »*

Le Mouvement nationaliste révolutionnaire, qu'il anime, et qui combat tout autant le capitalisme que le marxisme, a, en effet, décidé de se lancer à son tour dans l'arène électorale pour essayer de faire de la concurrence au Front national dans les milieux nationalistes. Cette décision s'inscrit dans une évolution qui a déja vu la création, le 9 novembre dernier, à Lyon, d'une nouvelle formation – Troisième Voie – regroupant le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de M. Malliarakis, d'anciens militants du Parti des forces nouvelles (PFN), des membres du GRECE (Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne), et les membres de Jeune Garde, cette organisation constituée en septembre 1984 par de jeunes responsables nationalistes, originaires de différents groupes, cherchant à réaliser l'*« unité militante de la jeunesse nationaliste » »*.

Elle a été prise au cours d'une réunion du conseil national du mouvement Troisième voie qui a eu lieu dimanche 23 mars à Paris,mais elle ne signifie pas, pour autant, que les nationalistes révolutionnaires (dont certains furent d'ailleurs à l'origine de la création du Front national, en 1972) se sont brusquement convertis au parlementarisme. *« Jamais notre antiparlementarisme viscéral et fondamental n'a été plus justifié*, dit, au contraire, M. Malliarakis, qui dénonce *« la dérive institutionnelle de la Ve République vers le régime des partis »*.

Le délégué général de Troisième Voie estime surtout que la participation du Front national au Parlement va enfermer les nationalistes dans une impasse : *« Le parlementarisme noiera les nationaux-conservateurs de 1986 comme il a noyé les boulangistes de 1889, les poujadistes de 1956, mais aussi les gaullistes RPF de 1951 ou les royalistes de l'Action française de 1919, pourtant soudés par des doctrines et des fidélités d'une ampleur tout de même hors de comparaison. »*

M. Malliarakis se réfère à l'exemple du Mouvement social italien, allié européen du Front national : *« Le MSI oscille depuis trente-cinq ans entre 5 et 10 % ; il dispose de conseillers municipaux dans toutes les villes d'Italie en cultivant un héritage idéologique plus riche tout de même que le futur groupe national-conservateur* [de M. Le Pen]. *Osons dire, à l'instar des camarades italiens, que le MSI ne sert à rien sauf à engloutir l'héritage politique du fascisme dans l'espérance d'un strapontin au banquet de l'antifascisme, dans l'arc constitutionnel du régime le plus pourri d'Europe. »*

Troisième voie entend se caractériser par des apports originaux dans le débat d'idées tout en continuant à militer, en particulier auprès des jeunes, contre toutes les *« institutions bourgeoises »* : *« Il ne saurait être question d'abattre séparément la démocratie (déviation de droite) ou le capitalisme (déviation de gauche). Il faut les combattre et les abattre conjointement. »*

C'est dans cet objectif que le Mouvement nationaliste révolutionnaire veut participer aux prochaines consultations électorales, afin de ne pas laisser le Front national en position de monopole à l'extrême droite.

Troisième Voie ne dit pas quel est le nombre de ses adhérents mais revendique l'existence de neuf « unités régionales » et de militants actifs dans trente-sept départements. Son conseil national se réunit tous les deux mois. Son bureau politique, au sein duquel M. Malliarakis fait fonction de porte-parole, est composé, outre celui-ci, de MM. Jean-Paul Baron, Bernard Burgalat, Alain Lamotte, Bernard Decaux et Daniel Gazzola. Il dispose depuis quelques semaines d'un bulletin d'information téléphonique (le 40-26-15-15 à Paris).

UN SONDAGE IPSOS-« LE MONDE »-FRANCE-INTER

Les Français satisfaits de la cohabitation mais hostiles à plusieurs mesures prévues par la droite

Une semaine après la victoire de la droite à l'Assemblée nationale, les Français sont satisfaits, mais l'avenir, c'est-à-dire l'application des réformes de la nouvelle majorité, apparaît plus difficile. Telles sont les conclusions essentielles du sondage IPSOS réalisé pour *le Monde* et France-Inter. Une analyse détaillée des réponses révèle à la fois les domaines que les Français ne souhaitent pas voir remis en question et leur désir d'une cohabitation pacifique entre le président de la République et le premier ministre, cohabitation qu'ils jugent exemplaire pour ces huit premiers jours.

⁂

Les réformes annoncées par la nouvelle majorité RPR-UDF (question 1) révèlent bien sûr les points d'accord et les points de division des Français, mais ils témoignent aussi et surtout des sujets sur lesquels le gouvernement de M. Chirac risque de se heurter à l'opinion. L'amélioration des mesures d'aide pour un troisième enfant, l'instauration d'une aide pour le retour des immigrés et le changement du code de nationalité, la libération des prix, le retour au mode de scrutin majoritaire, recueillent une nette majorité d'opinion favorable. En revanche, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, la suppression administrative de licenciement, l'introduction d'un système d'assurance privée dans la sécurité sociale, obtiennent davantage de « non » que de « oui ». Comme si les acquis sociaux devaient être protégés. A remarquer : la privatisation d'une ou deux chaînes de télévision n'est pas souhaitée par les Français. Même l'électorat majoritaire apparaît divisé sur le sujet.

⁂

La constitution de la Ve République et ses traditions pèsent lourd dans l'esprit des Français : la politique étrangère (question 2) relève du président de la république et non pas du premier ministre. Qu'il s'agisse de l'affaire des otages, du Tchad ou des prochains sommets, c'est M. Mitterrand qui doit en avoir la responsabilité. Les électeurs du PS sont, comme on peut s'y attendre, massivement de cet avis. Les électeurs RPR-UDF sont évidemment plus nuancés : pour le Liban et le Tchad – deux affaires « chaudes », – ils désignent le chef de l'Etat. En revanche, pour les prochains sommets des pays industrialisés et des pays européens, ils estiment que la France doit être représentée par le nouveau premier ministre. Cela signifierait-il que la politique étrangère à venir doit être traitée par M. Chirac.

⁂

L'alternance gauche-droite s'est bien passée, et les Français approuvent à une forte majorité. Les réactions et les comportements de M. Mitterrand et de M. Chirac (question 3) depuis le 17 mars ont correspondu aux vœux des électeurs, toutes tendances confondues. Sans doute, les électeurs RPR-UDF sont-ils plus nombreux à chanter les louanges de M. Chirac et les électeurs du PS celles de M. Mitterrand, mais quoi de plus normal ?

⁂

Qu'ils soient de droite ou de gauche, les Français sont dans une large majorité persuadés que M. Mitterrand et M. Jacques Chirac pourront gouverner ensemble (question 4). L'électorat du Parti socialiste est même, dans ce domaine, plus convaincu que l'électorat RPR-UDF. Et cela en dépit des déclarations des dirigeants socialistes plutôt pessimistes sur le sujet.

I. – RÉFORMES : LES PRIORITÉS DES FRANÇAIS

Pour chacune des réformes suivantes annoncées dans le programme de la nouvelle majorité parlementaire RPR/UDF, souhaitez-vous, ou non, qu'elle soit réalisée en priorité ?

	Ensemble %	Vote du 16 mars: RPR/UDF %	Vote du 16 mars: Parti Socialiste %
L'amélioration des mesures financières d'aide pour un troisième enfant :			
– Oui	78	79	79
– Non	16	16	15
– Ne se prononcent pas	6	5	6
	100	100	100
L'instauration d'une aide pour le retour des immigrés et le changement du code de la nationalité française :			
– Oui	57	63	46
– Non	31	26	45
– Ne se prononcent pas	12	11	9
	100	100	100
La libération des prix :			
– Oui	56	69	43
– Non	36	25	52
– Ne se prononcent pas	8	6	5
	100	100	100
Le retour au mode de scrutin majoritaire aux élections législatives :			
– Oui	55	81	33
– Non	31	10	60
– Ne se prononcent pas	14	9	7
	100	100	100
La suppression de l'autorisation administrative préalable pour le licenciement des salariés :			
– Oui	40	55	25
– Non	48	33	68
– Ne se prononcent pas	12	12	7
	100	100	100
La privatisation d'une ou deux chaînes de télévision du service public :			
– Oui	35	41	26
– Non	49	41	67
– Ne se prononcent pas	16	18	7
	100	100	100
L'introduction d'un système d'assurance privée dans la Sécurité sociale :			
– Oui	33	39	23
– Non	54	46	71
– Ne se prononcent pas	13	15	6
	100	100	100
La suppression de l'impôt sur les grandes fortunes :			
– Oui	28	45	11
– Non	66	47	87
– Ne se prononcent pas	6	8	2
	100	100	100
La privatisation des grandes entreprises nationalisées comme Pechiney et Rhône-Poulenc :			
– Oui	48	63	32
– Non	35	18	60
– Ne se prononcent pas	17	19	8
	100	100	100
La création d'un SMIC différent selon les secteurs industriels et les catégories de salariés :			
– Oui	44	50	33
– Non	43	37	60
– Ne se prononcent pas	13	13	7
	100	100	100
La révision des concessions accordées pour la 5e et la 6e chaîne :			
– Oui	42	51	37
– Non	35	29	43
– Ne se prononcent pas	23	20	20
	100	100	100
La privatisation des banques nationalisées :			
– Oui	42	63	24
– Non	42	22	64
– Ne se prononcent pas	16	15	12
	100	100	100

II. – POLITIQUE ÉTRANGÈRE : M. MITTERRAND OU M. CHIRAC

Qui, du président de la République, François Mitterrand, ou du premier ministre, Jacques Chirac, doit selon vous surtout s'occuper du règlement de la question des otages français au Liban ?

	Ensemble %	Vote du 16 mars: RPR/UDF %	Vote du 16 mars: Parti socialiste %
François Mitterrand	47	39	65
Jacques Chirac	29	38	22
Ne se prononcent pas	24	23	13
	100	100	100

Qui, du président de la République, François Mitterrand, ou du premier ministre, Jacques Chirac, doit surtout avoir la responsabilité de la politique française au Tchad ?

	Ensemble %	Vote du 16 mars: RPR/UDF %	Vote du 16 mars: Parti socialiste %
François Mitterrand	54	44	75
Jacques Chirac	25	37	13
Ne se prononcent pas	21	19	12
	100	100	100

Qui, du président de la République, François Mitterrand, ou du premier ministre, Jacques Chirac, doit représenter la France....

	Ensemble %	Vote du 16 mars: RPR/UDF %	Vote du 16 mars: Parti Socialiste %
Au prochain sommet des grands pays industrialisés qui se tiendra au Japon :			
– François Mitterrand	53	39	74
– Jacques Chirac	33	48	19
– Ne se prononcent pas	14	13	7
	100	100	100
Au prochain sommet des pays européens à Bruxelles :			
– François Mitterrand	51	35	73
– Jacques Chirac	35	51	22
– Ne se prononcent pas	14	14	5
	100	100	100

III. – OUI AU PRÉSIDENT ET AU PREMIER MINISTRE

Approuvez-vous ou désapprouvez-vous les réactions et les comportements de François Mitterrand depuis que sont connus les résultats des élections législatives ?

	Ensemble %	Vote du 16 mars: RPR/UDF %	Vote du 16 mars: Parti socialiste %
Approuvent	64	61	81
Désapprouvent	19	26	10
Ne se prononcent pas	17	13	9
	100	100	100

Et approuvez-vous ou désapprouvez-vous les réactions et les comportements de Jacques Chirac depuis que sont connus les résultats des élections législatives ?

	Ensemble %	Vote du 16 mars: RPR/UDF %	Vote du 16 mars: Parti socialiste %
Approuvent	63	80	56
Désapprouvent	17	9	30
Ne se prononcent pas	20	11	14
	100	100	100

IV. – OUI A LA COHABITATION

Tenant compte de ce qui se passe dans la vie politique française depuis les législatives du 16 mars, pensez-vous, ou non, que le président de la République, François Mitterrand, et le gouvernement de Jacques Chirac pourront gouverner ensemble ?

	Ensemble %	Vote du 16 mars: RPR/UDF %	Vote du 16 mars: Parti socialiste %
Oui	57	59	64
Non	31	30	30
Ne se prononcent pas	12	11	6
	100	100	100

804 personnes constituant un échantillon national représentatif des Françaises et des Français âgés de dix-huit ans et plus ont été interrogées par IPSOS le 21 mars 1986. (Sondage réalisé par téléphone.)



société

LES ATTENTATS A PARIS

M. Chirac invite la population au civisme

M. Jacques Chirac a estimé, samedi 22 mars, qu'il fallait que « *la population se mobilise sereinement pour aider, chaque fois que nécessaire, la police* ». En compagnie du ministre de l'intérieur et du ministre délégué chargé de la sécurité, le premier ministre recevait, en fin de journée, à l'hôtel Matignon, deux des trois personnes dont la présence d'esprit a permis d'éviter, jeudi 20 mars, l'explosion d'un colis piégé dans le RER à Paris.

Tenant à « *apporter sa reconnaissance* » à MM. Pierre-Marie Robinot, directeur de la communication finacière à *Valeurs actuelles* (nos éditions du 22 mars), qui avait détecté le bagage suspect et Daniel Bourguignon, artificier à la préfecture de police, qui avait désamorcé celui-ci, M. Chirac devait déclarer : « *Dans cette période difficile que connaissent certains pays et notamment la France, c'est l'attitude qu'il convient d'avoir dans de telles circonstances, une attitude faite de courage, de calme et de civisme.* »

Mortelle coïncidence

« *Il ne s'agit pas de tomber dans l'excès de je ne sais quelle psychose mais il faut être attentif (...) pour faire en sorte que les paquets suspects soient identifiés. Il vaut mieux se tromper que prendre le risque de voir un engin qui explose.* » M. Bernard Habary, le conducteur de la rame du métro qui avait ramassé le colis jeté par une fenêtre de la rame précédente, bien qu'invité lui aussi à cette réception, était cependant absent.

Quant à l'enquête sur l'attentat meurtrier de la galerie Point-Show, jeudi 20 mars, elle confirme que l'un des deux morts, Nabil Dagher, ami d'un des terroristes dont les poseurs de bombes réclament la libération, aurait été victime d'une coïncidence et ne saurait être l'auteur de l'attentat (*le Monde* daté 23-24 mars). Agé de vingt-sept ans, Dagher avait été arrêté, en 1985, à son retour de Beyrouth dans le cadre de l'enquête sur les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), dont le chef présumé, Abdallah Georges Ibrahim, actuellement détenu, est en attente de jugement en France.

Considéré comme un proche de ce dernier, Dagher fut écroué, du 15 avril au 15 mai 1985, sur décision de Mme Marie Kleinmann, juge d'instruction à Lyon, chargée d'un des dossiers instruits contre les FARL. Il avait été libéré sans qu'aucune charge sérieuse ne soit retenue contre lui. Le jour de l'attentat, Dagher avait tardivement déjeuné au Beyrouth Snack, un restaurant libanais de la galerie Point-Show, dont il était un habitué, en compagnie de trois amis, qui ont été entendus par la police. Les quatre hommes ont pris ensuite un café ensemble à la cafétéria Café de Colombie, qui se trouve au centre de la galerie, puis se sont séparés, laissant Dagher seul, faire du « lèche-vitrines ».

Quelques instants plus tard, la bombe, placée au pied du comptoir de la cafétéria, explosait, blessant mortellement le jeune Libanais dans le dos. Selon les enquêteurs, on imagine mal Dagher déjeunant tranquillement avec ses amis et gardant à ses côtés un sac contenant un bombe amorcée, puis déposant l'engin dans un lieu où, de plus, il était bien connu.

Ironie du sort, Dagher aurait été ainsi victime d'un attentat destiné à obtenir la libération de son ami Abdallah Georges Ibrahim...

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPpA) a de nouveau revendiqué l'attentat, samedi, dans un message manuscrit adressé à l'AFP à Paris. Le mode de revendication, le texte, son écriture et ses revendications, sont cette fois identiques aux messages précédents ayant revendiqué les attentats de février à Paris et du 17 mars dans le TGV Paris-Lyon.

La veille, un message du CSPPA, en arabe et diffusé à Beyrouth, avait accru le mystère sur l'origine des attentats en se démarquant des « *mouvements religieux* » et en insistant surtout sur la libération des membres des FARL détenus en Italie et en France. Le message reçu à Paris s'en tient aux trois terroristes dont la libération est réclamée depuis le début de cette vague d'attentats : outre le chef présumé des FARL, il s'agit d'Anis Naccache, chef d'un commando prokhomeiniste, et de Waroujian Garbidjian, chef d'un commando arménien de l'ASALA.

E. P.

PRÈS D'AJACCIO

Un hôtel détruit à l'explosif par un commando se réclamant du ex-FLNC

L'hôtel Marina Viva de Porticcio, sur la rive sud du golfe d'Ajaccio, se préparait à l'arrivée des touristes pour Pâques. Il a *été* entièrement dévasté, dimanche 23 mars à zéro heure trente-cinq, par un attentat à l'explosif. Les trois charges, placées à l'intérieur du bar, du restaurant et de la discothèque de cet hôtel – centre de vacances de la SNCF – ont causé d'importants dégâts matériels mais n'ont pas fait de blessé.

Ces charges ont été placées par un commando de quatre hommes se réclamant du FLNC, portant des cagoules et armés. Ils avaient auparavant, vers vingt et une heures, pris en otages l'économe de l'hôtel, M. Jean-Claude Casaratti, sa femme et sa fille de dix-huit mois ainsi que quatre touristes allemands.

Sur place les enquêteurs ont découverts une inscription : « *signé FLNC, meilleurs vœux de bonheur* ». C'est la première fois qu'est visé cet hôtel qui emploie cent quatre-vingts saisonniers. C'est aussi le premier attentat depuis les élections du 16 mars. M. Jean-Paul de Rocca Serra, président (RPR) de l'assemblée de Corse, a, dimanche 23 mars, « *condamné avec la plus grande vigueur l'odieux attentat. Une fois de plus l'action terroriste vise une des activités insulaires dont dépend pour une très large part notre essor économique* ».

Cet attentat n'était pas encore officiellement revendiqué par l'ex-FLNC, le 24 mars au matin. Depuis le 1er juin 1985, l'ex-FLNC avait annoncé une « suspension » provisoire de ses actions violentes, se réservant le droit d'intervenir ponctuellement. De fait, si ses actions furent plus rares, elles furent aussi plus ciblées et plus violentes.

Ainsi le 6 février dernier, l'ex-FLNC s'était attaqué au centre informatique de la Trésorerie générale à Ajaccio causant des dégâts estimés à trente millions de francs. Puis, dans la nuit du 16 au 17 février, l'organisation clandestine avait commis six attentats en Haute-Corse visant des agences de la Société générale et un certain nombre d'autres en Corse-du-Sud visant le palais de justice d'Ajaccio et des cafés tenus principalement par des Maghrébins que l'ex-FLNC accusaient de trafic de drogue. L'organisation clandestine avait « exécuté » deux Tunisiens pour, avait-elle déclaré, le même motif. Cette dernière action avait suscité une vive protestation dans l'opinion qui y voyait une connotation raciste.

Au cours de ces mois de cette « trêve », qui n'en était pas vraiment une, le gouvernement, pour sa part, avait semble-t-il cherché à calmer le jeu en Corse.

D. R.

EN SEINE-SAINT-DENIS

Une permanence du PC est détruite par un incendie criminel

La permanence du Parti communiste de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) a été entièrement détruite pendant la nuit du samedi 22 au dimanche 23 mars par un incendie d'origine criminelle.

Le local est situé au rez-de-chaussée d'un pavillon, à l'angle de la rue de la Fontaine et du boulevard Roger-Salengro. Le locataire du premier étage a déclaré aux enquêteurs qu'il avait vu arriver les incendiaires vers 2 heures du matin à bord d'une Mercedes et d'une CX.

Cinq hommes, les cheveux courts, vêtus de blousons de cuir et armés de barres de fer, ont pénétré par effraction dans la permanence, et l'ont saccagée, a-t-il indiqué, mais le bureau du responsable de la section locale, protégé par une lourde porte, a échappé aux déprédations. Les cinq hommes sont ensuite montés au premier étage et ont essayé de forcer la porte de l'appartement du locataire, qui, terrorisé et n'ayant pas le téléphone pour appeler à l'aide, est resté silencieux jusqu'au départ du commando. Deux heures plus tard, les cinq hommes sont revenus mettre le feu au local.

Dimanche à midi, l'attentat n'avait pas *été revendiqué*, mais une croix gammée a été gravée sur le capot d'une voiture garée devant le pavillon. M. Jean Buisson, maire adjoint communiste de Livry-Gargan, a souligné que « *cet attentat se situe une semaine après l'entrée de l'extrême droite au Parlement et dans une période de recul du Parti communiste* ». « *Le développement de la violence et de la peur rappelle d'autres moments de notre histoire et cela inquiète notre parti* », a-t-il dit.

M. Toubon : fermeté

Invité dimanche 23 mars du « Club de la presse » sur Europe 1 et interrogé sur la manière de lutter contre le terrorisme, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, s'en est tenu aux réformes figurant dans le programme de son mouvement (*le Monde* daté 9-10 février) : « *Il y a plusieurs types d'actions. Tout d'abord une action du ministère de l'intérieur tournée vers la centralisation et le renforcement du renseignement et du service de police. Je suis favorable au Conseil national de sécurité. Deuxièmement, une coopération internationale. Troisièmement, une action du ministère de la justice, c'est-à-dire la réforme du droit pénal. Il faut par ailleurs, comme pour les faux-monnayeurs, créer une circonstance atténuante pour ceux qui aident à découvrir des réseaux terroristes. Il faut encore allonger la garde à vue, créer une juridiction spécialisée pour les crimes terroristes et appliquer plus strictement le droit d'asile et le statut des réfugiés.* »

M. Toubon a encore dit : « *Nous n'avons pas à négocier. Mon avis personnel est qu'il ne faut pas céder au chantage. Il faut que le pays mène une politique globale de fermeté à l'égard des intéressés. Que ceux-ci soient conscients que nous sommes capables de prendre toutes les mesures pour faire respecter la France et ses ressortissants.* »

FAITS DIVERS

En Belgique

Un ancien policier arrêté serait l'un des «tueurs fous du Brabant»

Bruxelles (*AFP*). – L'arrestation de Michel Cocu, suspect numéro un dans l'enquête sur les « tueurs fous du Brabant », pourrait conduire à un prochain démantèlement de cette bande de malfaiteurs, qui terrorise la région bruxelloise depuis 1982 avec de sanglantes attaques à main armée contre des supermarchés.

Michel Cocu, un ancien policier de trente-cinq ans, a été arrêté et mis au secret le vendredi 21 mars à Nivelles, au sud de Bruxelles. Il aurait avoué avoir participé à l'attaque d'au moins trois supermarchés : à Nivelles, le 17 septembre 1983 (trois morts), à Genval, dans la banlieue bruxelloise, le 11 février 1983, et à Hal, près de la capitale, le 3 mars 1983 (un mort).

Dans les milieux bien informés, on précise que plusieurs autres arrestations pourraient intervenir dans les jours à venir grâce à ses aveux.

La bande des « tueurs fous du Brabant » avait commis en 1982 et 1983 une série spectaculaire et sanglante de hold-up dans des grands magasins de la région bruxelloise, causant la mort d'une douzaine de personnes. L'enquête avait conduit à l'arrestation de plusieurs suspects, dont Michel Cocu, qui avait été incarcéré dix-huit mois. Faute de preuves, il avait été relâché en mai 1985.

Quelques semaines plus tard, les tueurs faisaient leur réapparition en attaquant, le 28 septembre 1985, à une demi-heure d'intervalle, deux supermarchés où ils abattaient sauvagement huit personnes, dont un enfant, pour un butin d'environ 1 million de francs belges (150 000 francs français). Le 9 novembre 1985, ils surgissaient dans un supermarché d'Alost, à l'ouest de la capitale, et tuaient huit personnes, dont deux enfants, pour s'emparer d'une somme de 200 000 francs belges (30 000 francs français).

Les tueurs fous, qui ont assassiné au total vingt-huit personnes, ont agi à chaque fois selon le même scénario : ils attaquent à la veille des week-ends et peu avant l'heure de fermeture, portent des masques, circulent à bord de Golf GTI, utilisent des armes puissantes, éliminent le maximum de témoins, agissent avec détermination en provoquant de véritables bains de sang.

Dans la Nièvre

TROIS RESSORTISSANTS OUEST-ALLEMANDS SONT TUÉS LORS D'UN ACCIDENT D'AVION

Trois ressortissants ouest-allemands ont été tués, dans l'après-midi du dimanche 23 mars, près de Château-Chinon (Nièvre), après que leur avion de tourisme se fut écrasé au sol.

Les trois corps retrouvés et identifiés parmi les débris de l'appareil ont été transportés à la morgue de Nevers. Il s'agit de Heinrich Abbelen, cinquante et un ans, de Tonisvort, d'Ernest Schnell, cinquante-trois ans, résidant à Dusseldorf, et d'Erika Schulte, trente-neuf ans, domiciliée à Meinerzhagen.

Un agriculteur, témoin de l'accident, a vu « *l'avion descendre rapidement* » et s'écraser sur un bois, au lieu-dit Bois-Mary, à cinq kilomètres du village de Semelay, près de Château-Chinon. Selon les gendarmes, le pilote, quelques minutes avant l'accident, avait signalé au contrôle de l'aérodrome de Moulin (Allier) « *qu'il connaissait des difficultés et que son appareil perdait rapidement de l'altitude* ».

PARIS

LA RESTAURATION DE L'HOTEL DE VILLE

Le maire en son palais

Jacques Chirac gouvernera de Matignon mais, contrairement à la coutume, il n'y résidera pas. Par prudence et par commodité, il préfère son Hôtel de Ville. Par attachement aussi. La preuve : sans le crier sur les toits, le maire restaure et embellit son palais. Son plan s'étale sur dix ans et la facture finale dépassera 80 millions de francs.

Tout a commencé en mars 1977. Encore tout étourdi par une victoire électorale enlevée à la hussarde, Jacques Chirac débarque à l'Hôtel de Ville. « *Nous venions de passer douze ans dans les lambris du dix-huitième de Matignon et des hôtels ministériels du septième arrondissement*, raconte son épouse. *Et nous tombons dans un immense palais en faux Renaissance, entièrement décoré dans le style Second Empire. C'était un dédale de salons pompeux reliés par d'interminables galeries. Une sorte de château de Marienbad surréaliste.* »

En haut du grand escalier d'apparat voici le bureau du maire : deux croisées sur la place de l'Hôtel de Ville, trois sur la Seine, mais pas de balcon. C'est d'ici que le général de Gaulle, juché sur l'appui de la fenêtre, salua la foule en août 1944, au risque de se rompre le cou.

Cent cinquante mètres carrés, une cheminée en marbre où M. Chirac fait aussitôt allumer une flambée, ce bureau est le plus vaste de Paris.

Souterrains secrets

Le maire s'y sent à l'aise, mais son épouse, elle, est épouvantée par l'appartement de fonction. Car la municipalité de Paris est la seule de France à loger son premier magistrat. Un héritage de l'administration préfectorale, un symbole de la tutelle de l'Etat sur la ville. Ce logement est le plus fastueux de la capitale : 1 800 mètres carrés, dix pièces, cuisine, salles de bains, vingt-quatre croisées côté Seine et côté cour. Une vue imprenable sur Notre-Dame, mais le vacarme de la circulation et montant des tréfonds les trépidations du métro.

Le reste du palais est à l'avenant. Le quadrilatère bâti couvre un hectare et demi sur sept niveaux. Il est percé de plusieurs cours intérieures et abrite 600 pièces. Là-dedans s'activent huit cents personnes : conseillers et fonctionnaires municipaux. L'édifice a été reconstruit en 1882 en solides pierres de taille à l'emplacement occupé depuis dix siècles, par l'hôtel des Prévôts.

Le lieu est impressionnant, accablé de « journées historiques ». Etienne Marcel, l'homme qui au XIVe siècle a failli introduire en France la monarchie constitutionnelle, y a régné. Louis XVI y a accepté la cocarde tricolore, la Révolution y a succombé avec Robespierre, la mâchoire fracassée par un coup de pistolet. Napoléon y a fêté l'Empire naissant, puis son héritier, le roi de Rome.

L'Hôtel de Ville a été, encore, le quartier général des Trois Glorieuses en 1830. Louis Philippe y a accepté le drapeau tricolore et la Monarchie constitutionnelle. Lamartine, en 1848, puis Gambetta, en 1870, y ont proclamé la République ; quant à la Commune, elle y a agonisé durant deux mois, en 1871, avant de bouter le feu au bâtiment. En 1944, Pétain, Laval, de Gaulle s'y sont succédé en quelques semaines. Sur cette place de Grève, l'histoire de France ne cesse depuis six cents ans de dérouler ses tableaux.

Côté Seine, c'est l'aile du maire, son appartement, son cabinet, et l'état-major des services municipaux. « *Pour la première fois*, notait Jacques Chirac en s'y installant, *je n'étais l'employé de personne.* » Cette impression de liberté et de puissance n'est pas illusoire. Juste au-dessus du maire se tient en son bureau de style Empire le secrétaire général de la Ville. Derrière lui, quarante mille fonctionnaires municipaux et un budget qui se chiffre par milliards de francs. Le maire a à sa disposition une bibliothèque de quatre cent mille volumes, capable de lui livrer n'importe quel document administratif en quelques instants. Dans les sous-sols se dissimule le système nerveux des communications : un poste – le bureau 113 – qui, avec ses quarante employés, reçoit et expédie quinze millions de plis par an, un central téléphonique où vingt-cinq standardistes traitent vingt mille communications journalières, un central pneumatique en relation avec les bâtiments municipaux dispersés en ville. On y reçoit six cents dossiers par jour, dont certains pèsent jusqu'à 9 kilos. Les plus éloignés ne mettent que huit minutes pour arriver.

Dans les sous-sols aussi, les préfets ont fait aménager en 1938 un bunker climatisé qui pourrait resservir. De là partent en étoile, comme dans les châteaux médiévaux, plusieurs souterrains permettant de gagner en secret telle station de métro ou tel bâtiment du quartier. Un piquet permanent de sapeurs-pompiers, un poste de police et un service de surveillance interne assurent la sécurité de l'ensemble.

Des allégories toutes nues

Côté rue de Rivoli, c'est l'aile des adjoints et des conseillers municipaux. Le « Parlement de Paris » a là sa salle du Conseil, ses services, ses salles de commission et sa propre bibliothèque. Chacun des cent soixante-trois conseillers de Paris a droit à un bureau et à un mini-secrétariat.

Entre l'aile du maire et celle du Conseil s'étendent une douzaine de salons de réception qui peuvent recevoir huit mille invités simultanément. C'est l'espace relations publiques de la grande maison. On y accueille les chefs d'Etat qui, de Ronald Reagan à Michel Gorbatchev, se font un devoir de passer par l'Hôtel de Ville lorsqu'ils viennent à Paris. Pour la seule année 1985, on a déroulé le tapis rouge pour treize d'entre eux. Mais on reçoit aussi d'obscures délégations pour lesquelles il n'est pas de congrès réussi à Paris sans un passage à l'Hôtel de Ville.

Il est vrai que la visite est inoubliable, et même par certains côtés fort amusante. Sur des centaines de mètres carrés, *plafonds* compris, les salons sont entièrement décorés de fresques champêtres et surtout de scènes allégoriques sur lesquelles se déhanchent, roulent et s'alanguissent des créatures dévêtues qui constituent la plus fantastique collection de nus qu'on puisse réunir. En fresques ou en cariatides, ces tonnes de chairs roses représentent, bien entendu, la science, la philosophie, l'électricité, le progrès, le travail, les grandes villes de France et cent autres sujets aussi édifiants.

Feuilles d'or

Lorsque les Chirac découvrirent cela, ils en virent d'abord le côté vieillot, affreusement pompier, négligé, et même carrément crasseux. Le maire décida de « *confier la maison* » à son épouse. C'est donc elle qui depuis dix ans à la haute main sur l'entretien et la restauration du monument municipal. Elle convoqua un ami, M. Christian Prevost-Marcilhacy, inspecteur principal des monuments historiques, qui lui révéla que la façade, les toitures et la plupart des salons étaient classés depuis peu.

On se mit au travail, prudemment, avec, au départ, de petits budgets. Tout était à refaire : l'électricité datant de Mathusalem, les huisseries laissant passer la pluie, les rideaux mangés par le soleil, les tapis usés jusqu'à la corde, les peintures masquées par la crasse, le mobilier fatigué par des milliers de séants.

On commença par le bureau du maire, puis on partit à la reconquête méthodique des galeries et des salons. L'un d'eux entièrement décoré jadis par l'affichiste Jules Chéret était devenu une resserre à échelles. Méticuleusement restauré, il est aujourd'hui un délicieux boudoir réservé aux chefs d'Etat.

A l'occasion du ravalement de la façade, en 1982, on a photographié systématiquement et pour la première fois l'incroyable galerie des cent huit personnages parisiens qui y sont nichés. En 1983 et 1984, on a enfin donné au bâtiment l'écrin qui lui manquait : la place de l'Hôtel de Ville a été débarrassée de la circulation, dallée de granit capable de supporter le poids des blindés (on ne sait jamais), illuminée de lampadaires à trois branches et flanquée de deux fontaines.

Commencés discrètement durant la première mandature (1977-1983), les travaux de restauration se sont accélérés avec la seconde. On a même demandé à Pierre Paulin, le décorateur de l'Elysée, de repenser complètement le salon dit des Tapisseries, une ancienne cour aujourd'hui couverte où sont accueillis en premier les chefs d'Etat étrangers. Partout les chantiers vont à présent bon train avec des crédits substantiels. Les doreurs appliquent la feuille d'or à profusion, les éclairagistes refont, un à un, les cent vingt lustres, dont certains pèsent plus d'une tonne, et les tisseurs (on a retrouvé ceux du siècle dernier) ont mis sur le métier des kilomètres de rideaux et de tentures en damas rouge et bleu. Tout sera terminé, dit-on, en 1987. Mais l'entretien de la mairie ne cessera pas, bien au contraire. Car c'est une maison qui s'use sous l'effet d'une hyperfréquentation.

Jacques Chirac, que ces mondanités exaspèrent, a supprimé les banquets et les garden-parties municipales. En revanche, il souhaite que la maison commune s'ouvre « au bon peuple ». Sa seule présence attire d'ailleurs les délégations en nombre croissant. La règle est de n'en éconduire aucune. Aussi les neuf traiteurs les plus opérationnels de Paris sont-ils sans cesse et à tour de rôle de service. Car, paradoxe, hormis les fourneaux bourgeois des Chirac et du concierge, il n'y a pas la moindre cuisine à l'Hôtel de Ville. « *Oh, nous ne faisons pas de folie !* assure M. Jean Clidière, le chef du protocole. *Economie d'abord. Les petits fours sont modestes, et chaque soir on descend les décorations florales dans une chambre froide pour qu'elles puissent resservir le lendemain.* »

Car les réceptions se succèdent au rythme de deux à trois par jour. Au cours d'une même semaine, on accueille l'Union internationale de tir, les donneurs de sang de Carpentras et les artisans-boulangers alsaciens. Le défilé pittoresque amène chaque année cent cinquante mille personnes dans les salons qui sont mis à contribution à tour de rôle. Il faut y ajouter encore cinquante mille touristes qui participent par copieuses fournées aux visites guidées du lundi matin. Le palais municipal est en train de devenir un des « *must* » du « Tour de Paris ».

Coin du feu

Enfin, les expositions organisées dans l'Hôtel de Ville et les concerts pour la promotion des jeunes artistes qu'y donne Mme Chirac chaque trimestre attirent encore bon an mal an cent vingt mille curieux, amateurs de peinture et mélomanes. Certains soirs, il faut refuser du monde. Jamais la maison commune des Parisiens n'avait *été* aussi fréquentée.

Ces va-et-vient sont le cauchemar des services de sécurité qui viennent de renforcer leurs effectifs. Désormais, outre les vingt pompiers et les soixante sergents de ville affectés à l'Hôtel de Vville, cinquante-cinq « spéciaux » équipés d'émetteurs-récepteurs veillent jour et nuit. Car le soir venu, lorsque les derniers employés et les visiteurs ont décampé, les Chirac se retrouvent seuls dans leur immense demeure. Ils avouent qu'ils en sont tombés amoureux.

Pour eux comme pour un nombre croissant de Parisiens, l'Hôtel de Ville n'est plus seulement le siège du « Parlement » de Paris, le QG de la municipalité, le donjon d'où Chirac défie le « château » présidentiel, c'est surtout l'un des monuments les plus intéressants de la capitale, une véritable succursale du palais d'Orsay (futur musée du XIXe siècle), le témoin bientôt le plus resplendissant d'un style éclectique en pleine réhabilitation.

MARC AMBROISE-RENDU.

Sans nous vanter, nos hôtels se défendent.

Si vous aimez la vie de château, allez à l'hôtel, en Espagne. Ou plus exactement, dans l'un des innombrables Paradors dont le Secrétariat Général au Tourisme a pourvu l'ensemble du territoire.

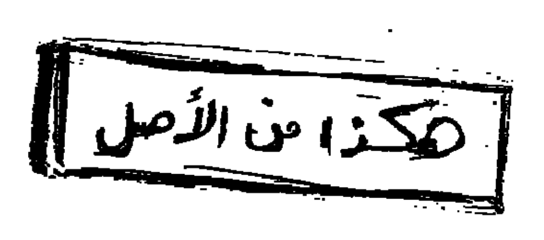
Avant de devenir un hôtel, le Parador était un château, un ancien palais ou un couvent désaffecté. Ces demeures ont donc été restaurées, puis transformées, pour répondre aux exigences hôtelières actuelles. Le luxe et le confort des Paradors sont en effet exceptionnels.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, de Burgos à Cadix, de Salamanque à Barcelone, vous découvrirez l'Espagne en visitant son histoire. De la demeure d'un Grand d'Espagne au palais d'un Conquistador, vous connaîtrez des lieux magiques, des endroits au charme et à l'environnement inoubliables. Toutes ces choses qui font qu'un jour ou l'autre, nous vous entendrons dire : on savait vivre en ce temps-là !

Pour obtenir des renseignements complémentaires, adressez-vous à l'Office National Espagnol du Tourisme : 43 ter Avenue Pierre 1er de Serbie 75381 Paris Cedex 08.



L'Espagne. Tout sous le soleil.



JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

La nomination de douze présidents de tribunal administratif est annulée

Le Conseil d'Etat a, par une décision en date du 21 mars 1986, annulé douze nominations dans le grade de président de tribunal administratif qui étaient intervenues sur la base de tableaux d'avancement illégaux.

Une illégalité est à l'origine des annulations en cascade prononcées par le Conseil d'Etat. Certains conseillers hors classe des tribunaux administratifs ayant vocation à être inscrits en 1981 sur le tableau d'avancement au grade de président de tribunal administratif avaient été écartés de la liste soumise à l'avis de la commission administrative paritaire en vue de l'inscription à ce tableau.

L'autorité administrative leur avait opposé une règle sans fondement juridique, excluant du bénéfice de l'avancement les agents en position de détachement. Or, en vertu du statut général des fonctionnaires, un fonctionnaire en détachement hors de son corps d'origine continue à bénéficier de ses droits à l'avancement.

L'annulation du tableau d'avancement pour 1981 et, par ricochet, de celui pour 1982, établi au vu du tableau de 1981, a entraîné l'annulation de quatre décrets du président de la République, des 13 mars 1981, 4 août 1981, 26 novembre 1981 et 3 février 1982, prononçant douze nominations dans le grade de président de tribunal administratif. Les personnes dont la nomination a ainsi été annulée, qui occupent en fait des fonctions de vice-président de tribunal administratif, sont : MM. Jacquin-Pentillon et Viargues (Grenoble), Jean et Bonifait (Marseille), Reinach (Versailles), Portes (Châlons-sur-Marne), Desalbres (Paris), Meyer-hoeffer (Montpellier), Le Bellec (Bordeaux), Marillia (Clermont-Ferrand), Maillet (Nice) et Davin.

Malgré leur nombre, les annulations prononcées par le Conseil d'Etat ne devraient entraîner que des perturbations limitées dans le fonctionnement des tribunaux administratifs. En effet, certains des présidents dont la nomination a été annulée ont accédé, dans l'intervalle, au grade de président hors classe de tribunal administratif, et leur nomination dans ce grade, faute d'avoir été attaquée en temps utile, est devenue définitive.

D'autre part, le jugement du Conseil d'Etat ne fait, en tout état de cause, pas obstacle à ce que, le cas échéant, l'administration reprenne les mêmes décisions de nomination en suivant, cette fois, une procédure régulière.

BIBLIOGRAPHIE

« Justices » de J.-C. Magendie et J.-J. Gomez

Misère de la justice, déchirement des magistrats, mise en cause de l'institution judiciaire. Comme beaucoup de leurs collègues, Jean-Claude Magendie et Jean-Jacques Gomez se sentent découragés. Mais ils ne veulent pas souffrir en silence. Pour autant le livre qu'ils viennent de publier n'est pas un pamphlet. Nourri de réflexions historiques, il se veut raisonnable même s'il est sans complaisance. Ceux qui connaissent mal l'institution judiciaire y liront un exposé clair et charpenté sur les questions les plus brûlantes : l'indépendance de la magistrature, le rôle de la presse, la délinquance et la justice sociale en particulier. Ceux déjà familiers avec cette institution y retrouveront certaines thèses de l'Union syndicale des magistrats (modérée), dont Jean-Jacques Gomez est le président depuis 1982.

Au total, un bilan d'amoureux déçus et de censeurs vigilants, bilan teinté d'optimisme quant au rôle futur de la justice. Dès lors que l'Etat relâche son emprise, le droit cesse d'être un instrument de tutelle pour devenir *« le moyen privilégié de l'autorégulation sociale »*, pronostiquent Jean-Claude Magendie et Jean-Jacques Gomez, non sans s'inquiéter des *« pesanteurs historiques, sociologiques et politiques »* qui risquent de faire obstacle à cette heureuse évolution.

B.L.G.

* Jean-Claude Magendie et Jean-Jacques Gomez, *Justices*, Editions Atlas, 144 pages, 78 F.

ENVIRONNEMENT

L'ÉRUPTION DU PITON DE LA FOURNAISE

Nouvelles fissures et coulées de lave

L'éruption du piton de la Fournaise, le volcan actif de la Réunion, a connu, au cours de la journée du 23 mars, une phase nouvelle. Vers 8 heures heure locale (5 heures à Paris) des fissures se sont ouvertes sur la route nationale nº 2 près de la pointe de la Table. Elles ont progressé sur quelque 800 mètres de long pour atteindre le rivage vers 18 heures. Jusqu'à 17 heures, seule la vapeur d'eau en sortait. Mais vers 17 heures des laves visqueuses sans gaz se sont mises à sortir en trois points de ces fissures.

Dans la nuit du 23 au 24, de 21 heures à 22 heures, une très forte crise sismique s'est produite, comme toutes celles qui l'ont précédée au cours de l'éruption actuelle, dans l'Enclos, c'est-à-dire dans la zone sommitale du piton de la Fournaise. Elle a été suivie d'un fort tremor (des secousses continues) sur le bord sud de l'Enclos, vers le Nez-Coupé du Tremblet.

MÉDECINE

Les dépenses médicales en 1985 : 7 130 francs par français

Les Français ont dépensé pour leur santé en 1985 394,05 milliards de francs, soit 7 130 F par personne.

L'augmentation du coût de cette « consommation médicale finale », par rapport à 1984, est de 10,9 % en valeur constante, inférieure d'un demi-point par rapport à celle de l'année précédente, mais encore très supérieure au taux d'inflation. Ce ralentissement du taux d'accroissement des dépenses de santé est dû essentiellement à un fléchissement sensible du rythme de progression des coûts de l'hospitalisation publique.

On note en revanche une nette accélération des dépenses de soins ambulatoires (consultations médicales ou d'auxiliaires) et de biens médicaux (pharmacie, etc.)

Les soins hospitaliers représentent 49,5 % des dépenses, les soins ambulatoires 30 % et les biens médicaux 20,5 %.

La part qu'occupe la consommation médicale finale dans le produit intérieur brut continue à croître, pour atteindre en 1985 8,6 % (et 13,3 % de la consommation totale des ménages). Cette évlolution, signale la commission des comptes de la Santé qui vient de remettre son rapport annuel au gouvernement, est révélatrice du développement des systèmes de soins de plus en plus ouverts aux avancées techniques et de l'apparition de nouveaux besoins liés aux politiques sanitaires et sociales (prévention notamment) et au vieillissement de la population.

Dr. E. L.

DÉFENSE

Accord entre Dassault et le Pérou sur une réduction du nombre de Mirage commandés

Lima. – Le Pérou est parvenu avec la firme française Marcel-Dassault à un accord sur la réduction du nombre d'avions de combat Mirage 2000 qu'il doit acheter. C'est ce qu'a annoncé, samedi 22 mars, à Lima, M. Hector Delgado, chef de la délégation péruvienne venue au début de mars à Paris pour négocier cette réduction.

L'accord *« total et définitif »* conclu avec Dassault *« après de longues et difficiles conversations »* doit encore être ratifié par le nouveau gouvernement français, ce qui devrait intervenir dans les dix prochains jours. Aux termes du nouvel accord, le gouvernement du président Alan Garcia achètera douze Mirage 2000 au lieu de vingt-six, avec une option sur deux autres appareils.

A son arrivée au pouvoir, le 28 juillet dernier, le président Garcia avait annoncé qu'il chercherait à obtenir la réduction du contrat conclu par le précédent gouvernement péruvien pour l'achat de vingt-six Mirage 2000, estimant qu'un nombre inférieur d'appareils suffirait aux besoins de la défense du Pérou. Lors de la signature du premier contrat, le Pérou avait versé un acompte de l'ordre de 32 millions de dollars. La négociation entre Paris et Lima a porté, notamment, sur le fait de savoir si la rupture du contrat initial devait entraîner ou non le versement d'indemnités à la France par le Pérou. Il semble que le Pérou ne versera pas d'indemnités.

La réduction du contrat permettra au Pérou d'économiser 570 millions de dollars, et elle *« montre au monde les idées pacifistes »* du président Garcia, a déclaré M. Delgado. Les premiers Mirage 2000 devraient arriver au Pérou en août prochain, a-t-il précisé. – *(AFP)*.

COMMUNICATION

Les dossiers chauds du gouvernement

Les ultra-libéraux devront composer

En s'installant rue de Valois, M. François Léotard récupère les attributions détenues pendant cinq ans par M. Georges Fillioud : voici culture et communication à nouveau rassemblées, comme avant 1981. Et ce n'est pas seulement une restauration symbolique de l'ordre ancien, qui ferait fi des évolutions considérables du secteur des médias.

Outre qu'un ministère unique donne plus de poids politique au secrétaire général du PR, il permettra d'apporter dans divers domaines – en particulier la production audiovisuelle – davantage de cohérence. C'était un souhait aussi bien des professionnels des industries culturelles que de l'ancien ministre de la culture, M. Jack Lang. M. Léotard l'a lui-même rappelé, déclarant qu'il prenait la tête du *« ministère de l'avenir »*.

En fait, l'ensemble du secteur de la communication échoit à l'équipe de M. Léotard. Son secrétaire d'Etat, M. Philippe de Villiers, a mené bataille sur son terrain des Pays de la Loire avec la radio régionale Alouette-FM, un projet de télévision et une école de la communication. C'est autant qu'un praticien, un idéologue, un combattant du libéralisme.

L'autre tandem est celui que vont former aux PTT MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, deux autres dirigeants du PR. Vieux complices depuis leurs années d'université et leur bouillant engagement dans les rangs d'Occident, les voici en charge des infrastructures et des réseaux de la communication qu'organisent la puissante direction générale des télécommunications et Télédiffusion de France.

M. Madelin est depuis plusieurs années le spécialiste de l'UDF pour la communication et a porté haut et fort la bonne parole de l'ultra-libéralisme. Même s'il est considéré, parfois même au sein de sa propre formation, comme le plus dogmatique, il n'en a pas moins participé largement, avec M. Xavier Gouyou-Beauchamps, à la rédaction de la plate-forme commune. Le quatuor Léotard-de Villiers-Madelin-Longuet apparaît comme une équipe « musclée », pas comme des gestionnaires tranquilles. S'il est un secteur où la droite veut s'imposer sur le plan idéologique, c'est bien celui de la culture et des médias. La privatisation de l'audiovisuel et la déréglementation des télécommunications sont à l'ordre du jour.

Trois urgences

Mais les dossiers de la communication sont désormais trop importants économiquement et politiquement pour qu'ils soient gérés au seul niveau des ministères concernés. Face à ce quatuor ultra-libéral, le premier ministre jouera, à n'en pas douter, les modérateurs, et l'hôtel Matignon constituera le second pôle de décision. M. Jacques Chirac, quelques semaines avant les élections, a clairement laissé entendre que rien ne se ferait dans la précipitation. Et M. Léotard a déclaré lui-même, dimanche soir 23 mars, à « 7 sur 7 » qu'il fallait *« écouter »* et ne pas *« brutaliser »*, que l'application du programme devait se faire *« progressivement »* en *« respectant l'évolution du temps et les capacités du marché »*. Les ultra-libéraux vont devoir composer. Ils commencent déjà à le faire.

Cette attitude permettra à l'équipe du ministre, dont l'entourage reconnaît avec franchise qu'il ne connaît pas les dossiers, de se mettre à l'ouvrage. On passe rapidement du discours électoral à la prise en main des affaires. Et rien n'est simple.

Comme il n'est pas prévu de légiférer par ordonnances sur l'audiovisuel, la loi du 29 juillet 1982 va continuer à s'appliquer. Donc, les chaînes de radiotélévison du secteur public restent sous tutelle de la Haute Autorité, qui a nommé leurs présidents. Ceux-ci ont, au minimum, quelques mois de répit et sont seuls juges des rapports qu'ils doivent entretenir avec le nouveau pouvoir. Celui-ci, par exemple, ne peut plus leur imposer le retour des « placardés » de l'après-mai 1981. M. Léotard a tenu d'emblée à préciser qu'*« il n'y aura pas de chasse aux sorcières »* et qu'il ne sera pas *« le ministre de l'information »*.

On peut d'ores et déjà prévoir trois phases de l'action gouvernementale : les urgences, la concertation, l'application du programme.

Il y a trois urgences. D'abord, la cinquième chaîne de télévision. La nouvelle majorité n'a jamais changé de cap : la concession à MM. Seydoux, Berlusconi et Riboud doit être au moins réexaminée, sinon cassée. L'hypothèse la plus favorable au gouvernement est que le Conseil d'Etat fasse le travail : il doit rendre son avis début avril sur les recours dont il a été saisi. S'il annule le contrat, le gouvernement pourra, comme il l'a prévu, remettre la concession en concurrence et choisir un nouvel opérateur. Dans le cas contraire, le gouvernement devra agir. Il pourra le faire d'autant plus facilement que – comme l'a dit M. Léotard – la « 5 » n'a pas obtenu encore la faveur de la grande masse des téléspectateurs.

La deuxième urgence est liée à cette affaire : le satellite de télévision directe TDF 1. M. Silvio Berlusconi et ses amis européens ont obtenu des conditions privilégiées et un quasi-monopole d'exploitation (trois canaux sur quatre), au détriment principalement de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion. Le nouveau gouvernement aura à cœur de revenir sur des attributions qu'il avait violemment critiquées et d'instaurer *« des règles de procédure qui permettent la transparence et la concurrence »*, selon l'expression de M. Madelin.

Troisième urgence : la loi sur la presse. Contrairement à l'audiovisuel, pour lequel n'est encore envisagé aucun calendrier – il faudra l'établir, a indiqué M. Léotard, – la plate-forme commune RPR-UDF prévoit que *« la loi du 23 octobre 1984 sur la presse écrite sera immédiatement abrogée »*. Cela n'empêchera pas les procédures judiciaires en cours, notamment à l'encontre de M. Robert Hersant, mais aurait une valeur symbolique après les durs combats menés sur ce thème par l'ancienne opposition.

Concertation

Dans le même temps que le gouvernement va traiter ces dossiers chauds, il va ouvrir une phase de concertation. M. Chirac l'a promis peu de temps avant les élections, en recevant les dirigeants de la presse écrite venus lui signifier leurs inquiétudes devant une déréglementation brutale dans l'audiovisuel. Il y aura donc – et l'entourage de M. Léotard le confirme – des « tables rondes » avec les professionnels du cinéma, de la presse et de la communication.

Ce n'est qu'après cette remise à plat (qui aura permis en même temps une expertise financière du secteur, en particulier des entreprises publiques) que l'application de la plate-forme serait envisagée. Serait alors mise en chantier une nouvelle loi-cadre, comme celle de 1982, mais inspirée de principes différents.

La plate-forme donne une orientation générale : substituer au rôle dominant de l'Etat celui du marché et de la concurrence. Mais son application sera sans doute plus souple que ne le souhaitaient certains. Deux exemples. La plate-forme prévoit que les stations décentralisées de Radio France seront privatisées : de nombreux hommes politiques de la nouvelle majorité, interrogés pendant la campagne, ont souhaité le contraire, et M. Chirac lui-même, le 3 mars (sur les antennes de Radio-France Limoges) a déclaré qu'il n'avait *« aucune espèce d'objection »* à ce qu'elles soient maintenues en concurrence avec les radios privées. Deuxième exemple : l'ex-opposition voulait, au départ, que les chaînes du service public qui seraient conservées soient à nouveau directement sous le contrôle du pouvoir et non d'une Haute Autorité remaniée ; il n'en est plus question aujourd'hui.

Les résultats du 16 mars ne permettent pas au gouvernement de détruire l'œuvre accomplie par les socialistes, qui est dans l'ensemble appréciée par l'opinion. M. Léotard a montré qu'il avait compris cette exigence.

La cure d'opposition a permis à la droite de passer, en théorie, du bouclage étatique à une conception américaine des médias audiovisuels. Entre-temps, le paysage s'est transformé sans elle et des progrès irréversibles ont été accomplis. Après la fébrilité de l'année 1985, il n'est peut-être pas inutile que le nouveau pouvoir se donne quelque temps de réflexion pour ajuster ses vues à la réalité.

YVES AGNÈS.

M. Léotard et les pièges du libéralisme

Comme il semble loin le temps où M.Raymond Barre, alors premier ministre, qualifiait les radios libres de *« puissant ferment d'anarchie »*, le temps où son ministre de la culture et de la communication affirmait que le magnétoscope n'avait aucun avenir en France. En cinq ans d'opposition, l'UDF a donc trouvé son chemin de Damas et compris qu'on ne gouverne pas la culture à rebours du mouvement des technologies. Il suffisait pour s'en convaincre d'écouter, dimanche 23 mars, M. François Léotard à « 7 sur 7 » marier dans un même élan *« la cathédrale de Chartres et le vidéodisque »* et faire de la culture et de la communication *« le ministère de la jeunesse et de l'avenir, la quatrième priorité du gouvernement »*, rendant un hommage indirect mais évident à son prédécesseur, M. Jack Lang.

On peut être sûr que, à son nouveau poste, M. Léotard ne restera pas inactif. Le secrétaire général du Parti républicain a trop le souci de son image politique pour ne pas tenter d'égaler la cote de popularité de M. Lang. On peut espérer qu'il s'efforcera d'effacer la mauvaise réputation de la droite dans ce domaine. M. Léotard n'a-t-il pas déjà, sur l'antenne de TF 1, banni tout autoritarisme, écarté l'idée d'une chasse aux sorcières, renvoyé aux oubliettes l'image du *« ministre de l'information »*, jugée trop *« ringarde »* ?

Reste à savoir si le nouveau ministre pourra conjuguer si aisément volontarisme et idéologie ultra-libérale. En étudiant de près ses dossiers, M. Léotard ne va pas tarder à s'apercevoir que, du prix du livre à l'industrie des programmes, en passant par la santé du cinéma français, le développement de la culture ne fait pas toujours bon ménage avec les lois du marché et que ce sont les professionnels eux-mêmes qui demandent réglementations, aides de l'Etat et protectionnisme aux frontières. Aux PTT et à l'industrie, son ami M. Alain Madelin va sans doute rencontrer des problèmes similaires. En confiant ces dossiers « sensibles » à ses partenaires les plus libéraux, M. Jacques Chirac leur a peut-être fait un cadeau empoisonné.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Léotard l'avenir et le passé

Communication, industrie, droits de l'homme, fonction publique, l'UDF tient *« tous les postes d'avenir du gouvernement »* : M. François Léotard l'a affirmé, sur TF 1.

Son ministère occupe la quatrième place dans la hiérarchie gouvernementale. M. Léotard s'en est félicité : *« C'est la première fois que la culture occupe un niveau aussi haut »*. Le nouveau ministre a précisé qu'il avait demandé lui-même ce *« secteur capital »*.

En réalité, ce n'est pas la *« première fois »* que la culture occupe un rang aussi élevé. André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, avait occupé le premier rang de la hiérarchie gouvernementale dans les divers cabinets Pompidou puis Couve de Murville entre le 15 avril 1962 et le 20 juin 1969.

M. K.

TDF BROUILLANT LA DIFFUSION SUR SATELLITE

M. Silvio Berlusconi ne reçoit plus la « 5 »

De notre envoyée spéciale

Milan. – Samedi 22 mars après-midi, M. Berlusconi rentre dans sa villa d'Arcore, non loin de Milan. Il allume la télévision, passe ses chaînes en revue. « Canale 5 », « Italia I », « Rete 4 », en Italie. Mais de « 5 » française, point. A la place du décor des présentatrices et des sourires de Mike Buongiorno, le présentateur vedette, une mosaïque passée à la moulinette.

La veille, pareille mésaventure était arrivée à M. Valerio Lazarov, directeur de Videotime, la société de production de M. Berlusconi, qui voulait fièrement prouver à un journaliste français, de passage à Milan, que du Palazzo dei Cigni, siège de « Canale 5 », on contrôlait aussi la dernière-née française de l'empire Berloscuni.

Dans les deux cas, la surprise est totale. Un problème de réception ? L'état-major de la télévision commerciale italienne « pirate », en effet, la cinquième chaîne française grâce à une grande parabole qui capte directement le signal que diffuse le satellite de télécommunications « Télécom I » en direction des réémetteurs de TDF.

Coup de téléphone aux techniciens italiens. Rien dans les paraboles. Pas le moindre orage dans le ciel – pour une fois bleu – de Milan. La vérité : la France crypte le signal. Un problème de concurrence entre le satellite de télécommunications Télécom 1, supposé à usage professionnel, et le futur TDF 1 conçu comme le seul satellite de diffusin directe devant être reçu par les particuliers (*le Monde* du 31 mars). Télédiffusion de France ne veut pas que se crée un marché des antennes pour les satellites de télécommunication qui diffusent déjà une quinzaine de chaînes en Europe, alors qu'il s'apprête à lancer celui des paraboles (plus petites, moins coûteuses) pour la réception de TDF 1.

M. Berlusconi ne devrait-il pas partager les craintes de Télédiffusion de France ? La « 5 » doit être en effet « embarquée » sur TDF 1. TDF le protégerait-il de lui-même ? *« Non »*, répond M. Berlusconi. La réception actuelle est trop marginale. Le désaccord est carrément philosophique. *« Je pense que c'est un malentendu, la richesse de la télévision, c'est de se faire voir. »*

Les dirigeants de France 5 ont donc demandé à TDF de rediffuser leur chaîne en clair. Non que le cryptage affecte les recettes publicitaires, assure M. Berlusconi, vu le nombre encore restreint des « pirates ». Mais, finalement, parce que... *« c'est très peu commode pour moi »*, conclut le patron de la première télévision commerciale italienne.

DOMINIQUE BAROUCH.

● *Une émission en direct sur TV6.* – Une émission en direct est diffusée depuis le samedi 22 mars sur TV6, de 17 h à 19 h, tous les jours sauf le dimanche. Son animatrice est Isabelle Duhamel, transfuge de TF 1, où elle présentait « Salut les petits loups », une émission pour les jeunes, le mercredi. Avec « Système 6 », les kids pourront appeler le standard de la sixième chaîne et demander des dessins animés, des clips, etc. Il y aura aussi des vedettes sur le plateau des studios VCF à Boulogne, où est réalisée l'émission.

● *Nouvelles manifestations contre M. Murdoch à Londres.* – Une cinquantaine de manifestants ont été interpellés et cinq personnes – dont deux policiers – blessées au cours de heurts le dimanche 23 mars, devant l'imprimerie de M. Rupert Murdoch, à Wapping, dans la banlieue de Londres, où le géant de la presse britannique a regroupé ses titres après le licenciement de quelque cinq mille ouvriers.

C'est le neuvième week-end consécutif que d'importantes manifestations ont lieu (plusieurs milliers de personnes), à l'appel des syndicats du Livre anglais.

SUCCESS/BLAD

Philippe Clément
Pdt du Comité de Soutien
Chagnaud et Fils.
Philippe André
Fruidam Orangina.
Raphaël Aris
Soletanche.
Bernard Arnault
Christian Dior.
Bernard Attali
GAN.
Paul Andrain
Comité Colbert
Christian Dior.
Michel Baroin
Garantie Mutuelle
des Fonctionnaires.
Raymond Beaudelet
Roux-Combaluzier Schindler.
Gilberte Beaux
Générale Occidentale.
Jean-Louis Beffa
Saint-Gobain.
Pierre Bellon
Sodexho.
Jean Bergeron
Comité Colbert.
Davis S. Bigelow
Poclain.
Alain Boucheron
Boucheron.
Philippe Bouriez
Groupe Cora Revillon.
Patrice Bourrut-lacouture
France Construction.
Francis Bouygues
Bouygues.
Robert Brouard
Sté Polyrey.
Georges De Buffévent
SPIE Batignolles.
René Augereau
SCREG.
Jean Calmon
Apple Computer France.
Jacques Calvet
Peugeot S.A.
Michel Caste
Loterie Nationale
Loto National
Yvette Chassagne
UAP.
André Chaufour
Dumez.
Jacques Chaumet
Comité Colbert - Chaumet.
Alain Chevalier
Moet Hennessy.
Alexandre Couvelaire
Euralair International.
Jean-Claude Decaux
JC Decaux.
Bernard Deconinck
Sommer Allibert.
Edouard Decoster
Legrand S.A.
Jean Deflassieux
Crédit Lyonnais.
Jean-Jacques Delort
Au Printemps.
Jacques Dermagne
C.N.C.
Jean-Louis Descours
Chaussures André.
André Doucet
S.T. Dupont.
Jean Dromer
Association Française
des Banques.
Paul Dubrule
et Gérard Pelisson
Accor.
François Dumas
Jacques Vabre.
Jean-Louis Dumas-Hermes
Comité Colbert - Hermes.
Jacques Dupuydauby
S.C.A.C.
Robert Duranthon
Martini & Rossi.
Pierre Eelsen
Air Inter.
Philippe Essig
S.N.C.F.
Jean-Martin Folz
Jeumont Schneider.
François Fournier
Nozal S.A.
Claude Foussier
Parisienne de Boissons
Gazeuses.
Jacques Friedmann
Caisse d'Epargne de Paris.
Cie Parisienne
de Chauffage Urbain.
Pierre Gauthier
Brasserie Mollard
Hôtel Anglo-Américain.
Jean-Louis Giral
Fédération Nationale
des Travaux Publics.
Jean-Jacques Guerlain
Comité Colbert - Guerlain.
Jacques Guggenheim
Locatel.
Antoine Guichard
Casino.
Pierre Guillem
La Mondiale.
Raymond Guitonneau
Campenon Bernard.
Jean-Yves Haberer
Banque Paribas.
Jean-Claude Jammes
Sté Auxilliaire d'Entreprises.
André Jarrosson
GTM Entrepose.
Christian Kerherno
Les Charpentiers de Paris.
Robert Labarre
SAGEM.
Bernard Lacoste
Chemise Lacoste.
Jean-Luc Lagardère
Matra.
Jacques Lallement
Fédération Française
des Sociétés d'Assurances.

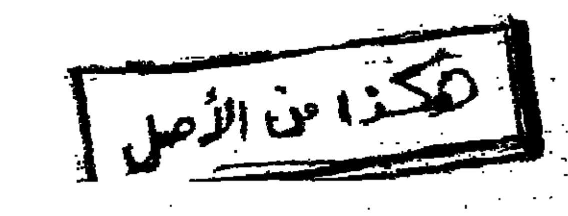
L'ESSENTIEL, C'EST DE PARTICIPER. L'IMPORTANT, C'EST DE GAGNER.

PARIS 1992

L'essentiel c'est de participer. Cette phrase le Baron Pierre de Coubertin l'a prononcée à Paris en 1892. L'important c'est de gagner.
C'est la volonté qui anime l'Association pour la Candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 1992 présidée par Jacques Chirac. Organiser les Jeux Olympiques à Paris représente une chance pour la France. Une chance que veut saisir le Comité de Soutien.
Autour de Philippe Clément, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris: Marcel Bleustein-Blanchet - Publicis, Francis Bouygues, Bouygues, Michel Caste - Loto. Alain Chevalier Moet Hennessy, Jean-Claude Decaux Affichages Decaux, Bernard Deconinck - Sommer Allibert, Guy Dejouany - Cie Générale des Eaux, Paul Dubrule et Gérard Pelisson - Accor, Jean-Yves Haberer - Paribas, Jean-Luc Lagardère Matra, René Lapautre - U.T.A., Jérome Monod Lyonnaise des Eaux, Jacques Stern - Bull, Gilbert Trigano - Club Méditerranée, soutiennent cette candidature. Ils ont déjà été rejoints par 140 autres entreprises. Ils savent tous que l'important c'est de gagner, mais que chaque victoire a son prix. Pour que Paris puisse montrer au monde sa volonté de gagner, Paris a besoin de vous. Pour gagner, il est donc essentiel que vous participiez. Maintenant.
Pour soutenir le Paris Olympique:
Comité de Soutien à la Candidature de Paris
27 avenue de Friedland, 75008 Paris.
APPEL GRATUIT 05 00 1992.

René Lapautre
U.T.A.
Bernard Lathiere
Aéroports de Paris.
Maurice Laure
Nouvelles Galeries
Réunies.
Olivier Lecerf
Lafarge-Coppée.
Patrick Lefeubvre
Estée Lauder S.A.
Loïk Le Floch Prigent
Rhône Poulenc S.A.
Jacques Lemonnier
IBM France.
Louis Lesne
Fougerolle.
Georges de Leusse
Primistères S.A.
Robert Lion
Caisse des Dépôts
et Consignations.
Marceau Long
Air France.
René Loubert
Usinor.
Jean Maincon
Akzo Coatings S.A.
Claude Mandel
S.P.R.
Henri Martre
Aérospatiale.
Michel Mauer
Cogedim.
Jacques Mayoux
Société Générale.
Georges Meyer
Galeries Lafayette.
Thierry Meyer
S.A. Philips.
Serge Michel
S.G.E.
Philippe Midy
Poulain Industries S.A.
François Missoffe
Fédération Nationale
des Syndicats des Sociétés
de Commerce Extérieur.
Jérôme Monod
Lyonnaise des eaux.
Victor Moritz
Treca.
Bertrand Mure
Comité Colbert
Moet & Chandon.
François-Xavier Ortoli
Total.
Osmane Aidi
Royal Monceau Hôtel S.A.
Roger Pagazani
LMT Radio Professionnelle.
Jean Panhard
Automobile Club de France.
Georges Pebereau
Cie Générale d'Electricité.
Michel Pecqueur
ELF Aquitaine.
Christian Pellerin
SARI.
Jean Peyrelevade
Cie Financière de Suez.
Didier Pineau - Valencienne
Schneider SA.
Patrick Pollet
La Redoute.
Antoine Riboud
B.S.N.
Patrick Ricard
Pernod Ricard.
Robert Ricci
Comité Colbert-Nina Ricci.
Georges Roques
Kodak Pathe.
Philippe Rousselle
Segece.
Jean-Pierre Rozan
Ste Commercial
de Métaux et Minerais.
Rofl Ruegg
Avis -
Location de Voitures.
Yves Sabouret
Hachette S.A.
Edouard Sakiz
Roussel Uclaf.
Herbert Schmitz
Procter & Gamble France.
Gérard Seul
Euromarché.
Didier Simond
C.C.I.I. Val d'Oise-Yvelines.
Jean-Louis Solal
Société de Centres
Commerciaux.
Jacques Stern
C.I.I. Honeywell Bull.
Jean-Michel Stetten
Boutet S.A.
René Thomas
BNP.
Gilbert Trapenard
Banque Petrofigaz.
Gilbert Trigano
Club Méditerranée.
Michel Vaillaud
Schlumberger Limited.
Pierre-Marie Valentin
Technip.
Benno - Claude Vallieres
Avions Marcel Dassault.
Antoine Veil
Wagons lits.
Jean-Marc Vernes
Beghin Say.
Philippe Veron
Nestlé France.
Jean-Louis Vilgrain
Grands Moulins de Paris.
Bernard de Villemejane
Imetal.
Jacques Vincent
Exor.
Jacques Wirz
Europcar International.
François Zannotti
S.C.O.A.
Charles Zviak
L'Oréal.

هكذا من الأصل



culture

CINÉMA

LE PRIX DU FILM D'HUMOUR A CHAMROUSSE

Encore un Monty Python

Le Festival de Chamrousse est né avec de la chance. Son premier palmarès, en 1976, devait récompenser *Nous nous sommes tant aimés*, d'Ettore Scola, et *l'Acrobate* de Jean-Daniel Pollet. D'emblée, le Festival international du film d'humour marquait ainsi ses distances avec la rigolade. Les jurys successifs allaient d'ailleurs continuer dans cette voie et primer, entre autres, *Brancaleone*, de Monicelli, *le Jeu de la pomme*, de Vera Chytilova, *les Folles Années du twist*, de Mahmoud Zemmouri, voire *le Rôti de Satan*, de Fassbinder. Mais sortirent aussi du chapeau, ces dernières années, de grands succès commerciaux comme *Les dieux sont tombés sur la tête* et *Y a-t-il enfin un pilote dans l'avion ?* Si bien que, les films les plus drôles n'étant pas toujours les meilleurs, on peut se demander si, à Chamrousse, la priorité va au rire ou au cinéma.

Le palmarès 86 consacre l'annexion du film comique anglo-saxon par la télévision. Jeune réalisateur venu du petit écran, Christopher Morahan raconte à l'économie (d'acteurs et surtout d'audaces formelles) la course hilarante d'un proviseur de collège contre le temps – d'où le titre : *Clockwise* – et la poisse. Malgré une très jolie scène de taxiphone récalcitrant, un argument aussi mince n'aurait pas emporté la décision si John Cleese, transfuge des Monty Python, n'incarnait, toute humiliation bue, jusqu'au délire masochiste, ce flegme pervers que l'on dit britannique. Ce grand prix aurait dû citer non le film mais l'acteur.

Fable très morale sur la récupération des surdoués par la CIA, sorte de *War games* format télé joué par des jeunes gens tous débutants, tous épatants, *Real Genius* d'une jeune cinéaste américaine inconnue (Martha Coolidge) a prouvé que les goûts du public vont inconditionnellement à tous les avatars du cinéma-spectacle. Plus que *Finders Keepers* de Richard Lester, enfilade fébrile de gags souvent très proches de la vulgarité, le prix spécial du jury (présidé cette année par le producteur Raymond Danon) aurait légitimement pu récompenser le Géorgien Eldar Changuelaia (frère du réalisateur de *Pirosmani*) et ses *Montagnes bleues* pour la sincérité des visages, le surréalisme du décor, la subtilité des cadrages...

A l'issue de ce onzième Festival, le producteur Jean-Claude Patrice a renoncé à ses fonctions de délégué général et a laissé à son président et complice, Jean-Claude Grospart, le soin d'apaiser les « tiraillements » du comité organisateur et d'assainir une situation financière précaire. Avec un budget de 500000 F (cinq fois moins qu'Avoriaz, 10000 F de moins que l'année dernière), une salle unique et minuscule, une infrastructure hôtelière insuffisante, une implantation à cheval sur deux communes, Chamrousse n'aurait pas eu lieu cette année sans le sauvetage *in extremis* du Conseil général. Mais, station familiale moyennement fréquentée, Chamrousse a-t-elle le besoin et les moyens d'un festival aux dents longues ?

ANNE REY.

LE PALMARES

Grand prix et prix de la critique : *Clockwise*, **de Christopher Morahan.**

Prix du public : *Real Genius*, **de Martha Coolidge.**

Prix spécial : *Finders Keepers*, **de Richard Lester.**

Courts métrages primés : *l'Objectif*, **de Jean-Pierre Roussin ;** *Bol de jour*, **d'Henri Gruvman ;** *l'Iguane*, **de Serge Meynard ;** *Canal blues*, **de Philippe Dorison.**

« Touki-Bouki » de Djibril Diop Mambety

Film-surprise, film-choc, qui nous parvient au moment où le cinéma africain semble plongé dans la plus profonde léthargie. *Touki-Bouki*, de Djibril Diop Mambety, Sénégal, a dû subir treize ans de purgatoire avant de réussir à percer nos écrans. Il trouve enfin son public, un public nombreux, surpris de rencontrer une œuvre si impertinente, si tonique.

Dakar hier et aujourd'hui, Dakar de toujours, Dakar de la colonisation toujours présente dans les esprits. Un jeune berger conduit son troupeau de zébus, à califourchon sur l'un d'eux. Saut dans le temps. Les animaux sont amenés à l'abattoir, Mory l'ancien berger rejoint la ville, enfourche sa motocyclette où des cornes de zébu ornent symboliquement le guidon. Il a une petite amie, Anta, garçon manquée. Le rêve pour les deux amoureux : carrément franchir l'océan, gagner la France et Paris, que ne cesse d'exalter une rengaine de Joséphine Baker, ultime symbole d'une aliénation partout présente. Chacun magouille, s'accroche à ses petits privilèges. Mack Sennett est au rendez-vous avec un cousin de Mory soudain promu flic et qui dirige la circulation comme s'il dansait le mambo. La politique guette, avec un parti officiel tout prêt à vous tabasser sans rime ni raison.

Il fait beau, la mer resplendit, il y a des moments d'harmonie, de passion physique, de beauté pure. Mais il faut bien se débrouiller pour partir, trouver l'argent. Alors, tous les moyens sont bons, à commencer par l'escroquerie infligée à un pédéraste noir rondouillard. Au passage, de braves Blancs de coopérants calculent au plus juste les avantages qu'ils retirent de leur travail dans l'ancienne colonie. Anta s'embarquera seule ; Mory erre comme une âme en peine.

Tout ce qui, entre d'autres mains, ressemblerait à un pensum, à une leçon de choses, n'est chez Djibril Diop Mambety qu'esquisse, allusion rapide. Tout le monde en prend un peu pour son grade. Mambety, qui n'avait guère plus de vingt-sept ans quand il nous racontait cette histoire insensée, attend toujours une carte blanche pour poursuivre sa mission de désintoxication.

LOUIS MARCORELLES.

ROCK

VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DES ROLLING STONES

« Dirty Work », avec plaisir

Le fond de la pochette est bleu roi. Autour d'un canapé vert, Charlie somnole à même le sol, Bill (tête appuyée sur le poing) attend que ça passe. Ron, mal fagotté, mangé en partie par le cadre, en équilibre sur le dossier. Par terre, adossé au mur, les chaussures panthères de Keith, le pantalon jaune canari de Mick, le satin maquereau ; s'ils ne sont plus ce qu'ils ont été, ils n'en sont pas l'opposé, plutôt la contrefaçon iconoclaste, l'ironie sublime. Pères de famille peut-être, mais toujours mauvais garçons. Businessmen sûrement, mais toujours détrousseurs de l'honnête homme.

Mick Jagger dans ses œuvres (Photo CLAUDE GASSIAN)

Mick étend négligemment une jambe sur le canapé que Keith occupe à lui seul, regard droit sur l'objectif. Chacun dans son rôle, en somme.

L'album a pour titre *Dirty Work*. Une fois de plus les cinq Stones se sont cognés le « sale boulot » et cette pochette tape-à-l'œil, éclaboussée de couleurs criardes, en dit autant que la circonférence en 33 tours qu'elle enveloppe. Cet insolent mauvais goût, volontaire et tapageur, c'est la griffe du rock ou plutôt la marque que, eux, les Rollings Stones, lui ont laissée. Bien sûr ils ont vieilli, tous passé la quarantaine, certains approchant la cinquantaine, les rides l'attestent et pourtant quelque chose en eux, quelque chose sur cette pochette le contredit. Leurs vestes roses et rouges obligées (sauf Charlie), les chaussettes vert rayé noir de Ron,

A Londres, le mois dernier, ils recevaient en direct de Los Angeles un Grammy Award pour vingt-cinq ans de rock'n roll. Un quart de siècle de bons et loyaux services rendus à une cause perdue depuis longtemps pour les rebelles. Soyons justes, personne n'attend plus des Rollings Stones autre chose qu'un disque des Rolling Stones. Simplement – et sans illusion – qu'il soit meilleur que le précédent et, autant que faire se peut, moins pire que le suivant.

Basique

Enregistré, comme ils en ont pris l'habitude, aux studios de Boulogne-Billancourt, celui-là est d'une santé dont on ne les croyait plus capables. *Back to the roots 66*, la verdeur retrouvée, la verve réanimée, c'est un disque de rock basique, fait d'un bloc, taillé d'une pièce dans la matière première du blues et du rhythm'n blues. Presque anachronique tant il est élémentaire. A l'exception du reggae (*Too Rude*, farci d'écho et plus vrai que nature) et du slow (*Sleep Tonight*) qui terminent chaque face, et, peut-être, du 45 tours (la reprise de *Harlem Shuffle*), le reste des morceaux a la même configuration à l'emporte-pièce, chaotique et très peu arrangée. Batterie marteau-piqueur, frappe éthylique, tempos saccadés pour mélodies expéditives et thèmes houleux.

Jagger n'a jamais autant mangé ses mots (qu'il ne mâche pas, par ailleurs) sur des textes définitivement gouailleurs et pleins de morgue sexiste. Tombeur de ces dames comme aux meilleurs jours, il éructe à l'envi, la bouche en cœur et la moue sur la lippe, sa voix canaille et gueularde retrouvant les aspérités perdues sur l'album solo, *She's the Boss*. Les duettistes Richards/Wood passant duellistes, le disque est farci de guitares, les solos chevauchés succédant aux riffs plaqués sec, tranchants sur *Fight*, en dérapage sur *Hold Back*, au bluesy sur *Had It With You*.

Les Stones ont, semble-t-il, accouché dans le plaisir. Par extraordinaire – même si les invités sont nombreux : Tom Waits, Jimmy Page, Bobby Womack, Jimmy Cliff, etc., – ils n'avaient pas donné l'impression d'un groupe aussi soudé depuis longtemps. Dépositaires à leur insu d'une conscience rock, de l'insouciance qui la balance, ils tiennent le choc. L'album est dédié à Ian Stewart, le sixième Stone de l'ombre, décédé en début d'année : « *Merci, Stu, pour vingt-cinq ans de boogie-woogie.* » Belle épitaphe.

ALAIN WAIS.

★ Dirty Work (CBS, 86321) : sortie mondiale le 24 mars.

THÉATRE

« UN CHAPEAU DE PAILLE D'ITALIE », à la Comédie-Française

Vaudeville-cauchemar

Bruno Bayen s'empare de la pièce d'Eugène Labiche et imagine une noce cauchemardesque menée à train d'enfer par un jeune pensionnaire, *Philippe Fretun*, aux côtés de Michel Aumont et de Denise Gence. Première ce lundi.

13 h 30, un jour de la semaine passée au Français. Sur la scène, les techniciens mettent la dernière main à l'installation des décors du premier acte de la pièce d'Eugène Labiche, *Un chapeau de paille d'Italie*. Dans la fosse d'orchestre ; les musiciens s'accordent leur chef, Michel Frantz, met de l'ordre dans ses partitions.

Dans la salle, une meute de photographes nourrit de pellicules une nuée d'appareils photo. Bruno Bayen, metteur en scène invité par Jean-Pierre Vincent, administrateur du Français, donne ses instructions et s'en va s'installer au balcon pour assister au « filage » de la pièce, c'est-à-dire à la répétition de la totalité du spectacle, scène après scène, acte après acte.

Un chapeau de paille d'Italie en compte cinq, mêlés de « couplets ». Cette pièce a été écrite en 1851, année incertaine où Napoléon III perçait déjà sous Charles Louis Bonaparte. Au théâtre, le vaudeville triomphe, sans gloire. La comédie attend *encore de s'enrichir d'une œuvre qui sera écrite* au peu plus tard, *la Dame aux camélias*.

Eugène Labiche livre, au mois d'août, sa nouvelle comédie écrite avec son confrère Marc-Michel, sans *y croire. Son hôte, le directeur du* Théâtre du *Palais-Royal, estime que* le texte est *stupide*. Labiche assiste le moins possible aux répétitions de son spectacle. Il obtiendra pourtant avec ce *Chapeau* son premier grand succès.

Peut-être moins pour ce qui est immédiatement lisible dans la pièce, une histoire *rocambolesque, mais pour son essence*, ressortit au rêve. *L'histoire* d'abord : le cheval d'un jeune bourgeois parisien dévore, le jour de ses noces, le chapeau de paille d'une épouse volage, retardant d'autant les noces du jeune fiancé, qui se doit de remplacer l'objet détérioré avant toute cérémonie.

Le rêve ensuite, ou plutôt le mauvais rêve, le cauchemar, si l'on en croit René Clair, qui a adapté la pièce pour le cinéma. Rêve d'amour, celui de Fadinard, *interprété* par *Philippe Fretun*, *jeune comédien* devenu pensionnaire de la Comédie-Française pour l'occasion, qui n'a de cesse que vienne la nuit pour retrouver sa belle ; cauchemar aussi puisque, pour un contretemps imbécile, on le rejoindra chez une ancienne maîtresse, Clara (Catherine Samie), une baronne excentrique (Denise Gence), *un mari trompé* (Roland Amstutz)... poursuivi par son beau-père (Michel Aumont) à la tête d'une noce impatiente.

C'est cette essence, ce rêve agité, qui a essentiellement convaincu Bruno Bayen de monter ce spectacle. Il n'est pourtant pas un « érudit labichéen » et n'avait jusqu'à présent travaillé que sur des textes contemporains. Au Français, il aurait dû continuer sur cette voie si les discussions engagées avec Marguerite Duras avaient abouti. Ce ne fut pas le cas.

Alors, il a choisi *Un chapeau de paille d'Italie*, dont il a, cela est manifeste dès les répétitions, voulu faire ressortir la grâce, ce qu'il appelle *« la vertu poétique, cristalline, qui ne repose presque sur eirn et qui touche pourtant à l'essentiel de la comédie »*.

Il est aidé pour cela par les vastes et blancs décors de Michel Millecamps, que les téléspectateurs d'Antenne 2 connaissent bien puisqu'il a réalisé ceux d'« Apostrophes », de l'« Heure de vérité », de *la soirée électorale*... Hauts et lisses, ils ajoutent encore à la dimension onirique de la mise en scène et font mieux apparaître les couleurs des beaux costumes créés par Rosalie Varda, à l'appui du parti pris surréaliste de Bruno Bayen.

Et puis il y a *l'orchestre*, la musique, les couplets de Labiche qui s'en viennent ponctuer, souligner l'action. Tous, à l'exception de deux, ont été respectés. Deux autres ont été écrits par le compositeur Jean-Marie Sénia pour permettre de longs et difficiles changements de décor. Citant les airs en vogue tout au long du dix-neuvième siècle, *empruntés* à *Mozart*, *Glück*, Beethoven et beaucoup d'autres, la partition est riche, ajoute tantôt au rêve, tantôt au cauchemar et crée un univers original qui fait un pont entre l'époque de la création de la pièce, les années trente et l'expressionnisme, et aujourd'hui... Belle performance !

Les comédiens ont dû beaucoup travailler pour *suivre ce parti*. Seul à *seul avec le compositeur, ils* ont, au piano, exercé leur voix. Jean-Marie Sénia a composé une musique qui tient compte de leur tessiture tout en leur indiquant une manière de chanter qui pourra surprendre. Pas de *concession au vaudeville, son propos est ailleurs. Tous ne semblent pas* avoir encore la même aisance. Difficile de jouer la comédie, respecter la mise en scène et suivre la baguette du chef d'orchestre...

C'est le tribut à payer pour offrir au public d'aujourd'hui un spectacle *qui devrait le surprendre*, le convaincre. Cette farandole, écrite sans conviction au milieu du siècle dernier, a trouvé, dans les mains d'une équipe très jeune – Bruno Bayen, Michel Millecamps, Rosalie Varda, *Jean-Marie Sénia* et *Philippe Fretun* ont tous moins de quarante ans, – une joie, une force surprenantes. Et puisqu'elle est servie par les grands comédiens que sont Michel Aumont, Guy Michel, Catherine Samie et Denise Gence, qui fait ici ses adieux à la Comédie Française, on peut déjà lui promettre de fort beaux jours.

OLIVIER SCHMITT.

★ *Un chapeau de paille d'Italie*, d'Eugène Labiche et Marc-Michel. Comédie-Française, à partir du 24 mars (en alternance jusqu'au mois de juin). Location : (1) 40-15-00-15.

CONCERTS

INDOCHINE, au Zénith

Rengaines et frimousses adolescentes

Derrière Téléphone, Indochine est, par les ventes, le second groupe de rock en France : leur troisième album (« 3 ») a dépassé les 250 000 exemplaires, le 45 tours *Troisième Sexe*, *classé en* cinquième position du Top 50, atteint les 400 000 *exemplaires*. Depuis la mi-janvier, leur tournée dans *les régions* fait un tabac. A Paris, il a fallu ajouter trois concerts à celui prévu au *Zénith* – on a même songé à louer le palais de Bercy ! Enfin, les quatre Parisiens ont détrôné Téléphone pour la catégorie *« meilleur groupe français »* dans *le référendum annuel de Best*.

Besogneux de la création

Incontestablement, il *existe* un phénomène Indochine. Le plus curieux – et c'est la première fois, – c'est qu'il sort des frontières de l'Hexagone : le groupe commence à vendre en Scandinavie, en Espagne, au Canada. Les Japonais, dit-on, *font mine de s'y intéresser*. Les raisons ? *L'habillage*, *surtout* et avant tout. Ils ont un style cohérent avec ce qu'ils font : bien mis façon jeunes gens modernes, belles frimousses, la séduction est au premier degré. Textes (néo-exotiques) et musiques (rengaines au ras des paquerettes) sont *sur* le même palier. Le public est, pour l'essentiel, adolescent.

Tout a commencé en 1982 avec une chanson *l'Aventurier*, gimmick entêtant, mélodie séduisante, fraîcheur de ton, un texte qui prônait l'aventure avec Bob Morane (héros adolescent par excellence) en vedette. Le groupe annonçait la couleur, *c'était bien joué*. *L'ennui*, c'est que, *depuis*, *Indochine se contente* de décliner à l'infini le même morceau. Jusqu'au chanteur qui se tient fermement à ses agaçantes manies d'accentuation et à ses tics de langage. Les limites sont négligeables si on sait en tirer une identité, mais ce *groupe qui se veut apôtre de l'aventure est le moins aventureux qui soit*.

Reste un produit de marketing bien ciblé. Plutôt gentils garçons, sûrement sincères, de bonne volonté (*ça n'excuse rien*), on avance qu'ils apprennent *sur* le tas. Le *moins* qu'on puisse dire, c'est après trois albums, qu'ils n'apprennent pas vite. Alors, on peut être content de ce qui leur arrive (ça fait au moins un groupe qui vit bien en France), mais, le succès aidant, ces besogneux de la création sont en train de faire école, avec dles *clones* (Partenaires particuliers, Vienna) qui suivent déjà leurs traces.

A. W.

★ Au Zénith du 24 au 27 mars, à 20 heures. Le concert du 27 mars sera retransmis en direct par satellite dans les salles de cinéma d'une centaine de villes françaises qui n'ont pas *été* visitées par la tournée.

★ Disques chez RCA-Ariola.



MUSIQUE

JESSYE NORMAN ET ERICH LEINSDORF

« Est-ce donc cela, la mort ? »

Curieuse alliance au dernier concert de l'Orchestre national, samedi : Jessye Norman, opulente déesse noire, fendant l'air majestueusement, soulevée par les vagues d'enthousiasme d'une foule conquise d'avance, suivie à distance par Erich Leinsdorf, petit, sec, pétillant derrière ses lunettes, autoritaire, le gabarit et la silhouette d'Igor Stravinsky à la fin de sa vie...

L'ancien chef du Boston Symphony se fait obéir au doigt et à l'œil, et l'Orchestre de Paris filait comme une machine bien réglée dans une *Huitième Symphonie*, de Beethoven, brillante et impeccable quoique sans grande saveur, et surtout les *Métamorphoses sur des thèmes de Weber*, de Hindemith, formidable concerto pour orchestre, débordant d'un sain optimisme, où les cuivres en particulier se couvrirent de gloire. Impossible de résister à ces mouvements de bras d'une précision quasi géométrique, en dépit d'un maniérisme des mains assez contourné parfois.

Cet éclat orchestral où Leinsdorf se complaît visiblement, il allait le mettre au service de l'immensité vocale de Jessye Norman ; dans la scène finale du *Capriccio*, de Strauss, ce n'était plus la délicieuse comtesse Madeleine se demandant si elle préfère Flamand le musicien ou Olivier le poète, mais bien les clameurs d'Ariane au comble de son ivresse désespérée ou les imprécations d'Elektra, évidemment démesurées, sur un orchestre walkyriesque !

Mais dans les *Quatre Derniers Lieder*, ce fut admirable, avec la grande dimension cosmique de cet adieu de Strauss à la vie, si calme, profond, abandonné aux limites de l'univers. La voix au sommet de sa courbe, planant en longues orbes, avec mille expressions miroitantes dans ce timbre de diamant jusqu'à l'azur profond de la nuit dans le grave. *« Est-ce donc cela, la mort ? »* Le beau visage, si jeune tout à coup, la tête un peu renversée, les yeux fermés, le corps statufié, comme un hymne au sommeil sur cette dernière page crépusculaire qui n'en finit pas de s'éteindre, bandes de nuages à l'horizon où le soleil disparaît.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Programme redonné ce lundi 24 mars, salle Pleyel, et qui sera transmis ultérieurement à la télévision.

LA 4e SYMPHONIE DE MAHLER, par Vaclav Neumann

Au bord du paradis

On attendait beaucoup de la *4e Symphonie* de Mahler, jouée par l'Orchestre national, sous la direction de Vaclav Neumann, qui en a gravé une admirable version (1), avec la Philharmonique tchèque, il y a six ans. Ce chef prestigieux aux gestes simples, plein d'allant, fait penser à un maître d'école qui entraîne ses élèves sur le chemin de la connaissance et de la beauté avec un enthousiasme irrésistible.

Pourtant, il semblait au début que nos musiciens avaient quelque mal à le *suivre* ; un certain manque d'homogénéité, des sonorités lourdes dans ce premier mouvement si lumineux, d'une gaieté sans ombre, rare chez Mahler, dont Neumann fait si bien ressortir le côté dru et rustique.

Mais peu à peu l'enchantement se produisit. A travers le scherzo, effleuré par le violon grinçant de la mort (où Michèle Boussinot fit merveille), on s'élevait peu à peu vers les cimes de l'adagio où l'orchestre retrouvait le poli, les transparences mystérieuses de la Philharmonique tchèque.

Sur le bercement des pizzicati, tombant comme une basse de passacaille rêveuse, se déployait la double série de variations alternées qui mène, comme dans la *9e Symphonie* de Beethoven, jusqu'à l'éclatante irruption de la lumière. Et l'on se livrait sans arrière-pensée à l'étincelante vision de la « vie céleste », fouettée par les grelots du mouvement initial, exquisement chantée par Kristina Laki, qui détaillait ce texte avec beaucoup de grâce, d'une voix d'enfant brodée d'harmoniques sombres, et nous laissait au bord du paradis.

J. L.

(1) Supraphon, 204 001 ; l'intégrale des symphonies de Mahler, par Neumann, vient de paraître chez le même éditeur en quinze disques (1110 4001/15).

MODE

Style marin en tricots

La style marin ressort dans les tricots de la vie quotidienne, souvent à rayures, et portés avec des bérets de marin russe, la calligraphie cyrillique apportant une note d'exotisme.

Les ensembles de Karl Lagerfeld sont seyants et pleins *d'humour* : de la redingote de dandy profilée et ceinturée, sous le mollet aux jolies blouses blanches élaborées sur jupes de velours noir, idéales pour soirs de fête.

Le luxe de Claude Montana incite au rêve : liquettes de vison gris flanelle, tuniques et pantalons en agneau *ou daim plongé de Millau*, beige rosé, vestes en A de zibeline dorée. Echarpes de fourrure qui serpentent autour du bras et du cou à partir d'une manche. Les redingotes ceinturées à la cheville sur *des pantalons-bottes alternent avec les vestes « baby doll » sur* des jupes étirées.

Beaucoup de sept-huitièmes, dans les *rendez-vous de voyage* d'Emmanuelle Khanh, dont une jolie série de tailleurs ajustés prince de Galles gris. Ses ensembles dépareillés jouent les tons sombres, éclairés de *notes parme, saumon ou citron*.

Chez Dorothée Bis, les nouveaux pantalons larges le disputent aux bermudas en jersey de laine et en tricot unis ou à côtes. Les robes marquent le corps, la fluidité apparaissant au crépuscule en crêpe viscose et dentelles noires.

Les panoplies d'Angelo Tarlazzi très *réussies*, sont *adaptées* à la vie quotidienne, habillent juste avec un brin d'humour, façon cosaque, en tricot gris. Merveilleuse Directoire en jersey de laine noire, en mousseline créponnée.

Enrico Coveri, c'est l'homme-orchestre *de la mode italienne*. On s'arrache *ses jeans*, ses tenues de ski et ses modèles pour enfants. On en fera autant pour ses maillots, ses corsages et ses robes pailletées à la main sur tricots particulièrement séduisants.

Tout est structuré chez Jin Abe, même *les robes drapées* bicolores s'enroulant *autour du corps* sous de grandes capes de laine ou de taffetas changeant, ces dernières mettant en valeur de nombreuses robes pailletées en tons fluo.

Maryll Lanvin se plonge avec bonheur dans les archives de Jeanne Lanvin, d'où de beaux bijoux du décorateur Rateau et des châtelaines arts déco sur de jolis ensembles moulants en couleurs *vives soulignées de noir*.

Cerruti raccourcit les vestes de ses tailleurs près *du corps* et croisés, sur jupes droites dans des laines et soies aux dessins inimitables. L'ivoire apporte une note précieuse aux grandes houppelandes à *manches arrondies*, et les rayures *tennis tricolores en tons sourds renouvellent le genre*.

Le grand art de Sonia Rykiel, c'est la façon dont elle marie l'uni et les rayures dans ses tricots, appuyés d'un nœud papillon à l'encolure *sous de gros manteaux* à panneaux *bicolores appuyés* à la taille. Les oppositions de couleurs gantent et affinent les bras. Les robes fuchsia western à volants sont absolument... parisiennes.

NATHALIE MONTSERVAN.



Isseye Myake, trompe-l'œil

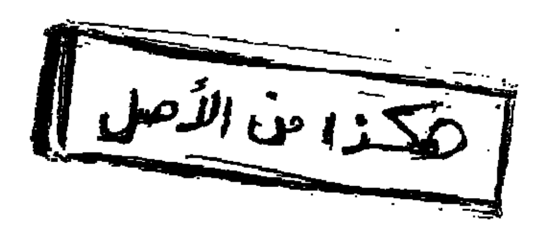
Chez Isseye Myake, l'œil s'ébahit, s'égare à la recherche d'un signe de reconnaissance. Mais *tout* est trompe-l'œil. Les drapés, *partant d'on ne sait où*, aboutissent *nulle part*, *s'enroulent*, *glissent*, *se glissent dans les* plis qui s'envolent en écharpes, en étoiles, et se plaquent en *biais*, écrasent les bustes avant de décoller et se gonflent autour des hanches avant de s'écouler en traînes qui se soulèvent, dévoilant des collants qui imitent les mailles filées, les déchirures.

Tout est *illusion*. Isseye Myake sculpte des formes souples en *incessantes métamorphoses*. Les *couleurs paraissent variables*, non *par le jeu des reflets mais par celui des juxtapositions* : art *subtil de disposer côte à côte* les teintes qui se fondent, se répondent – brique et moutarde, vert et noir, mauve et violet... Les grands carreaux, les fines rayures jouent à cache-cache, les vestes pied-de-poule se portent *sur* des *jupes* ballon *à carreaux madras*, et les hauts stricts *sur des jupes* courtes découpées en lamelles. Les jupes-culottes sont larges et s'arrêtent aux chevilles, les robes longues se relèvent, blousant, s'accrochent à une jarretelle retenant une jambière qui godaille.

Isseye Myake, virtuose reconnu d'étonnants assemblages agressifs, continue d'étonner en composant un passage de tuniques qui *font chatoyer les nuances de jaune*, *du* paille au safran, calme procession de bonzes.

COLETTE GODARD.





SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CASSANDRE, Café de la danse (43-57-05-37), 15 h 30.

UN CHAPEAU DE PAILLE, Comédie-Française (40-15-00-15), à 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), Danse : 20 h soirée M. Béjart : le Sacre du printemps ; Sonate à trois ; Arepo.

SALLE FAVART (42-96-06-11), à 19 h 30 : l'Ecume des jours.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), à 20 h 30 : Un chapeau de paille d'Italie.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer, Récitations/Conversations : 20 h 30 : poésie : J. Darras.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Débats-Rencontres : 18 h 30 : Vienne au tournant du siècle : objet historique ou d'actualité ; Cinéma-vidéo : Vidéo-information, 16 h, Conversation-rencontre avec G. Mendel, de G. Chouchan ; à 19 h, La vie à ses débuts, de D. Sawyer : Les trois cerveaux, de G. Thérien : Vidéo-Musique, 16 h, Manon, de J. Massenet ; à 19 h, Aïda, de Verdi ; Le cinéma italien, 1905-1945, 17 h 30, Quelli della montagna, de A. Vergano ; 20 h 30, Ossessione, de L. Visconti ; soirées théâtrales : Les derniers jours de l'humanité, de Karl Kraus (Au Café viennois).

Les autres salles

ARCANE (43-38-19-70), I : 20 h 30 : Jokko fête son anniversaire ; 15 h : Zoo Story (dern. le 23).

BATACLAN (47-00-30-12), 21 h : Ligue d'improvisation française.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : Richard Wagner ; 22 h : Interviouve.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

DIX HEURES (46-06-07-48), 18 h : Sentiments cruels ; 20 h 30 : la Femme assise ; 22 h : l'Homme de parenthèse.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : les Vieilles Dames.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) : I. 18 h : les Larmes amères de Petra von Kant ; 20 h : le Chien sous la minuterie ; 21 h 45 : le Complexe de Starsky. — II. 19 h : Stratégie pour deux jambons ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballybeg. Petite salle : 21 h 30 : Ceux qui vivent sont ceux qui luttent.

MAISON DE LA POÉSIE, 21 h : le Spleen de Paris, de Baudelaire (textes dits par J.-L. Phillippe) ; A. Kremski (Liszt, Wagner).

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (43-31-11-99), 20 h 30 : la Panthère repentie.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : De doux dingues.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81) ; Rencontres, 20 h 30 : Maupassant ou la passion des femmes.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79). I : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II : 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02). 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80). Grande Salle, 18 h 30 : Jacques le Fataliste.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Aviateurs.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : la Raison close de timbre-poste ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikaze de l'Oncle Sam ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux : 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

DEUX ANES (46-06-10-26) (*Mer.*) 21 h, la France au clair de l'urne.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 20h : L. Lesha.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Cuarteto del centenario.

Opérettes
Comédies musicales

CASINO DE PARIS (42-80-20-89), 20 h 30 : Black and Blue.

Les concerts

Radio-France, Grand Auditorium, 18 h 30 : Stockhausen, Maderna.

Salle Cortot, 20 h 30 : C. Laporte, M. Muller, F. Lengelle (Monteclair, Marin Marais, Haendel).

Basilique Ste-Clotilde, 20 h : Utrechts Barok Consort (Bach) ; 21 h : Academy of Ancient Music (Vivaldi).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. E. Leinsdorf (Beethoven, Strauss, Hindemith).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h : Orchestre national de France, dir. : Th. Fulton (Verdi).

T.M.P. Châtelet, 20 h 30 : Orchestre Colonne, L. Rysanek (Wagner).

Institut néerlandais, 20 h : Utrechts Barok Consort (Bach).

Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 20 h 30 : Orchestre baroque d'Ile-de-France (Telemann).

Salle Cortot, 20 h 30 : C. Laporte, F. Lengellé, M. Muller (Lambert, Marin Marais, Haendel).

Maison de Radio-France, Grand Auditorium, 18 h 30 : INA. GRM (Stockhausen, de Laubier) ; 20 h 30 : INA. GRM (Favre, Chion, Ascione).

Sainte-Chapelle, 20 h 30 : Pro Cantique Antiqua de Londres (Byrd, Tallis, Ockeghem, Dunstable).

Lundi 24 mars

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : S. Andrea.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : D. Doriz (dern.).

NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : H. Threadgill, F. Hopkins, A. Cyrille.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Jazz Bandar.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h 30 : J.-L. Longnon.

LA PINTE (43-26-26-15) : New Jazz Off.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Ch. Van der Trio.

En région parisienne

SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (42-43-00-59), 20 h 30 : Technique pour un coup d'Etat. II. 20 h 30 : Entretien avec M. Descartes.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

17 h, Il posto, de E. Olmi (v.o., s.-t.f.) ; 19 h, Hommage à R. Leenhardt : Pissarro ; Manet ; Renoir ou du plaisir à la joie ; etc.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06).

AGNÈS DE DIEU (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ALLAN QUATERMAIN ET LES MINES DU ROI SALOMON (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC-Normandie, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

AMADEUS, (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-18-03).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

LE BARBIER DE SÉVILLE (All., v.o.) : Reflet-Balzac-Opéra, 8e (45-61-10-60).

LE BATEAU-PHARE (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

BIRDY (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

LES BISOUNOURS (A., v.f.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

BLACKOUT (A., v.f.) (*) : Montmartre Ciné, 18e (46-06-63-35).

BLEU COMME L'ENFER (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

CHORUS LINE (A., v.o.) : UGC-Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40).

CHRONOS (Fr.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

COMMANDO (*) (A., v.o.) : City Triomphe (ex-Paramount), 8e (45-62-45-76). — V.f. : Gaîté Boulevard, 9e (45-08-96-45) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-47).

LES CONDORS NE MEURENT PAS TOUS LES JOURS (Colombien), (v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-89-17).

CONTES CRUELS DE LA JEUNESSE (Jap.), (v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet-Racine, 6e (43-26-19-68) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81).

LA DERNIÈRE LICORNE (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85), h. sp.

DEUX ENFOIRÉS A SAINT-TROPEZ (Fr.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86)) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : UGC-Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC-Boulevard, 9e (45-74-95-40).

ELENI (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

L'ELU (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94) ; Parnassien, 14e (43-35-21-21).

ENEMY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23). V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES FOLLES ANNÉES DU TWIST (franco-algérien) : Reflet-Logos, 5e (43-54-42-34) ; UGC-Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Studio 43, 9e (43-43-01-59).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES FEUX D'HIMATSURI (Jap., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LA GITANE (Fr.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

HEARTBREAKERS (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS LA TÉLÉ (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00).

INSPECTEUR LAVARDIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Parnassiens, 14e (32-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE JUSTICIER DE NEW-YORK (**) (v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LINK (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08). — V.f. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont-Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont-Sud, 14e (43-27-84-50).

LES LONGS MANTEAUX (Fr.) : Gaîté Boulevard, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Ambassade, 8e (43-50-19-08) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

MACARONI (It. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-72-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81). — V.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Gaumont-Parnasse (ex-Paramount), 6e (43-35-30-40).

LA MAIN DANS L'OMBRE (All., v.o.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33).

LE MÉDECIN DE GAFIRE (Malien-Nigérien, v.o.) ; République, 11e (48-05-51-33).

MON BEAU-FRÈRE A TUÉ MA SŒUR (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21), h. sp.

NATTY GANN (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). — V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

L'ORCHESTRE NOIR (Belge) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

PAULETTE (Fr.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

RE-ANIMATOR (A.) (*) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

LES FILMS NOUVEAUX

CONSEIL DE FAMILLE, film français de Costa-Gavras : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; St-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CONSTANCE, film néo-zélandais de Bruce Morrison (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

CREATURE (*), film américain de William Malone (v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

DOUCE FRANCE, film franco-allemand de François Chardeaux : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LIEN DE PARENTÉ, film français de Willy Rameau : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

REMO SANS ARME ET DANGEREUX, film américain de Guy Hamilton (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; (v.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Wepler, 18e (45-22-46-01).

SANS ISSUE (*), film américain de Harley Cokliss (v.o.) : Mercury, 8e (45-62-75-90) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-05-54-40) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

SWEET DREAMS, film américain de Karel Reisz (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; PLM St-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

TOUKI-BOUKI, film sénégalais de Djibril Diop Mambety (v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; (v.f.) : Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

VAUDEVILLE, film français de Jean Marbeuf : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'AVANT-GARDE DU FILM. (v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41). *(Voir rubrique Festivals.)*

RAMBO II (A., v.f.) : Agora, 18e (42-54-76-46).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Rialto, 19e (46-07-87-61). — V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.f.) : Capri, 2e (45-08-11-69).

LA REVANCHE DE FREDDY (A., v.o.) (*) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

RÉVOLUTION (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67). — V.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

ROCKY IV (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). —V.f. : Arcades, 2e (42-34-54-58) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Gaumont Parnasse, 6e (43-35-30-40).

ROMANCE CRUELLE, (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

ROSA LA ROSE, FILLE PUBLIQUE (Fr.) (*) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).

ROUGE BAISER (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

SILVERADO (A.) : V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46). — V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE SOULIER DE SATIN (franco-portugais, v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04), h. sp.

SUBWAY (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

TURTLE DIARY (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

TUTTI FRUTTI (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

UNE CRÉATURE DE RÊVE (A., v.o.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

L'UNIQUE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

VAMPIRE, VOUS AVEZ DIT VAMPIRE ? (A., v.o., v.f.) (*) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; (v.f.) : Arcades, 2e (42-33-45-07).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-77-07).

LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CETTE SACRÉE VÉRITÉ (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LE CIRQUE DES HORREURS (Brit., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

CLÉO DE 5 A 7 (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LE CRI (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

CUL DE SAC (A.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DON GIOVANNI (Angl., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LE FAUSSAIRE (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (46-22-44-21).

LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 5e (43-29-11-30).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

JEUX INTERDITS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Calypso, 17e (43-80-30-11) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (A., v.o.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (47-00-89-16) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

NEW-YORK MIAMI (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18 ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

LA NUIT (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE PAYS OÙ RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Studio Contrescarpe, 5e (43-25-78-87) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PETER PAN (A., v.f.) : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

PORTES DISPARUS II (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

REPO MAN (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

SÉRÉNADE A TROIS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

TIR GROUPÉ (Fr.) : Club, 9e (47-70-81-47).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Franco-algérien) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

THÉORÈME (It.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

THE ROSE (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

UNE HISTOIRE IMMORTELLE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

VOYAGE A PAIMPOL (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

Les festivals

BUSTER KEATON (v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44), 20 h 30 : la Croisière du Navigator ; 22 h : le Mécano de la Générale ; 19 h : les Lois de l'hospitalité.

50e ANNIVERSAIRE DE LA TWENTIETH CENTURY FOX (v.o.), Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) : On murmure dans la ville.

LA CULTURE COMMUNISTE — 3 films de Louis Daquin Olympic, 14e (45-43-99-41), en alternance : le Point du jour — Bel Ami — Patrie.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN - VIVE LA REPRISE (v.o.), Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 17 h 30 : le Voyage à Cythère ; 20 h 30 : Temps sans pitié ; 22 h 20 : Chien enragé.

FESTIVAL DE FILMS (v.o.), Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) : Ben-Hur ; mar. : Alien.

J. HAS (v.o.), 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) : Le manuscrit trouvé à Saragosse.

FESTIVAL IRANIEN (v.o.), Utopia, 5e (43-26-84-65), (voir détail à la salle).

RÉTROSPECTIVE MANUEL DE OLIVEIRA (v.o.), Bonaparte, 6e (43-26-12-12), en alternance ; Acte du printemps ; Francisca ; Benhilde ; Aniki Bobo.

OSHIMA (v.o.), Olympic, 14e (45-43-99-41) : la Pendaison.

IVe FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'AVANT-GARDE DU FILM ET DE L'AUDIOVISUEL (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41), 16 h : Allemagne années 80, 18 h : Aspects du cinéma indépendant contemporain, 18 h, 20 h, 22 h : Dwoskin.

TARKOVSKI (v.o.), Denfert, 14e (43-21-41-01), 16 h : Solaris ; 21 h : Stalker.

F. TRUFFAUT, Denfert, 14e (43-21-41-01), 19 h : Tirez sur le pianiste.

FESTIVAL DE FILMS DE FEMMES DE CRÉTEIL (v.o.), Olympic, 14e (45-43-99-41) (voir programme à la salle).

Les séances spéciales

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), 22 h.

CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 19 h 45.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 17 h 55.

LA LUNA (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 16 h 45.

METROPOLIS (All., muet) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85), 16 h.

LA NUIT PORTE JARRETELLES (*) (Fr.) Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 16 h.

PARIS, TEXAS (A, v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82), 19 h 50.

PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), 21 h.

RACING BULL (*) (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), 22 h.

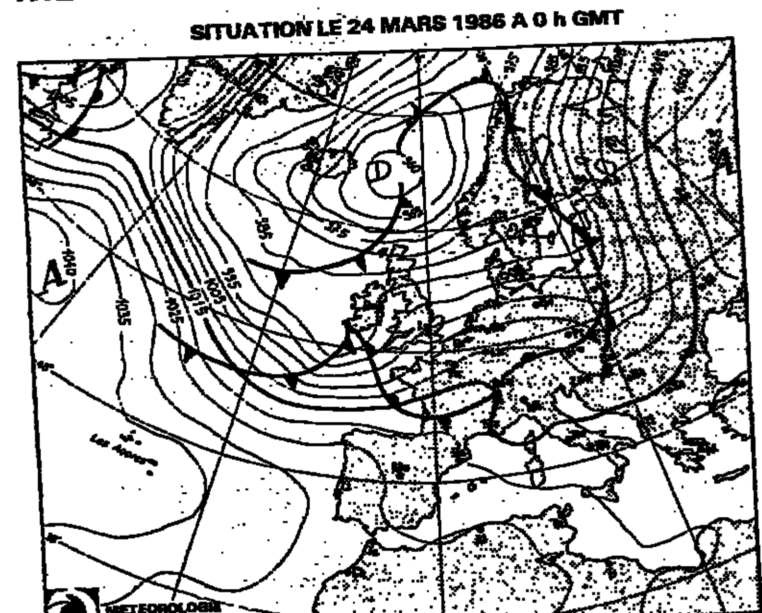
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 22 h 25.

STALKER (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), 21 h.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24 MARS 1986 A 0 h GMT



PRÉVISIONS POUR LE 26 MARS A 0 h GMT

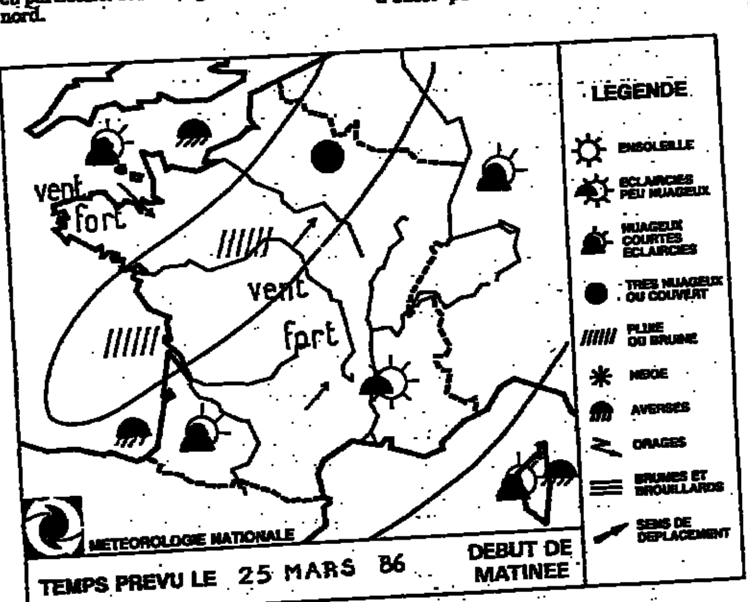
Evolution probable du temps en France entre le lundi 24 mars à 0 heure et le mardi 25 mars à minuit.

Un vaste système dépressionnaire centré sur la mer du Nord dirige sur la France des perturbations actives ; une forte instabilité se généralisera mardi, en particulier sur les régions de la moitié nord.

Mardi matin : Un temps instable et venteux prédominera sur une grande partie de la France, principalement au nord d'une ligne Bordeaux-Genève, où les passages d'averses seront fréquents ; ces averses souvent fortes pourront être de grêle ou même orageuses ; le vent d'ouest puis nord-ouest continuera de souffler fort ou très fort, en particulier près des côtes de la Manche.

Plus au sud, de l'Aquitaine à la Méditerranée, le temps sera plus calme avec même de belles éclaircies près du golfe du Lion, mais, au cours de la journée, les nuages deviendront abondants, en particulier sur les Pyrénées, où ils seront accompagnés de précipitations.

Il neigera en montagne au-dessus de 700 à 1000 mètres. En fin de journée, le vent et les précipitations s'atténueront relativement. Les températures, légèrement positives le matin dans l'intérieur, atteindront l'après-midi 6 à 13 degrés du Nord-Ouest au Sud-Est.



TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé

	maxima	minima	temps observé
FRANCE			
AJACCIO	15	10	C
BIARRITZ	14	10	P
BORDEAUX	12	10	P
BOURGES	12	7	C
BREST	11	8	P
CAEN	11	6	P
CHERBOURG	9	6	P
CLERMONT-FERR.	13	10	C
DIJON	10	6	C
GRENOBLE	9	6	B
GRENOBLE St-Geo.	7	6	P
LILLE	11	4	P
LYON	9	6	P
MARSEILLE-MAR.	17	10	C
NANCY	11	4	P
NANTES	13	8	P
NICE	14	7	N
PARIS-MONTS.	12	5	P
PARIS-ORLY	12	5	P
PAU	13	9	P
PERPIGNAN	11	10	C
RENNES	13	8	P
STRASBOURG	12	6	P
TOURS	12	7	P
TOULOUSE	14	11	C
POINTE-A-PITRE	29	19	A
ÉTRANGER			
ALGER	18	6	S
AMSTERDAM	8	4	P
ATHÈNES	16	7	S
BANGKOK	34	24	S
BARCELONE	17	8	N
BELGRADE	10	5	P
BERLIN	7	2	P
BRUXELLES	10	3	P
LE CAIRE	22	13	C
CANARIES	18	10	S
COPENHAGUE	6	1	C
DAKAR	30	6	S
DJERBA	17	11	S
GENÈVE	7	7	C
HONG-KONG	16	14	C
ISTANBUL	8	1	N
JÉRUSALEM	18	9	S
LISBONNE	16	12	C
LONDRES	10	5	P
LOS ANGELES	26	13	B
LUXEMBOURG	9	1	P
MADRID	23	5	S
MEXICO	20	1	B
MILAN	12	2	N
MONTRÉAL	6	-2	N
MOSCOU	9	-1	C
NAIROBI	25	11	B
NEW DELHI	28	16	S
NEW YORK	9	0	S
OSLO	8	-3	S
PALMA DE MAL.	17	8	C
PÉKIN	12	1	S
RIO DE JANEIRO	30	23	S
ROME	13	7	P
SINGAPOUR	31	25	C
STOCKHOLM	2	-1	S
SYDNEY	26	20	S
TOKYO	5	5	C
TUNIS	16	9	C
VARSOVIE	9	1	C
VENISE	9	2	S
VIENNE	10	4	P

A	B	C	N	O	P	S	T	•
averse	brume	couvert	nuageux	ouragan	pluie	soleil	tempête	neige

PARIS EN VISITES

MARDI 25 MARS

« Exposition Les eaux-fortes de Rembrandt », 14 h 30, Petit Palais.

« La IIIe République, peinture, sculpture, mobilier », 14 h 30, Petit Palais.

« Versailles : le potager du Roy et un jardin anglais, le parc de Balbi », 14 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Le Palais-Royal et la Révolution », 15 heures, grilles Conseil d'Etat (C.-A. Messer).

« Le vieux village de Charonne », 15 heures, métro Porte-de-Bagnolet, sortie Mortier (G. Botteau).

« La maison de Victor Hugo », 14 h 30, 6, place des Vosges (P.-Y. Jaslet).

Port-Royal et le jansénisme », 14 h 45, 123, bd de Port-Royal (M. Banassat).

« Traditions et souvenirs du compagnonnage dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, sortie métro Mabillon (Approche de l'art).

« Le Palais de justice en activité », 15 heures, 4, bd du Palais (AITC), ou 14 h 30, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (M. Pohyer).

« Tombeaux oubliés au cimetière-musée des Batignolles », 14 h 45, devant entrée (V. de Langlade).

« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau » ; et « La bibliothèque de l'Arsenal », 15 heures, 3, rue de Sully (Paris et son histoire).

« L'Opéra », 14 heures, hall (S. Rojon).

« Exposition Pierre Balmain au Musée du costume », 15 heures, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (M. Hager).

« L'île Saint-Louis, quartier de la noblesse de robe au XVIIe siècle », 15 heures, métro Pont-Marie (M.-C. Lasnier).

« Le Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtels du faubourg Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, métro Chambre-des-Députés (Les Flâneries).

« La Sainte Chapelle », 14 h 30, grilles Palais de justice.

CONFÉRENCES

26, rue Bergère, 19 h 30 : « Psychopathologie du pouvoir » (docteur Ph. Court-Payen).

62, rue Madame, 14 h 30 : « Le quinzième siècle, la fin de l'art gothique » ; 19 heures : « L'Inde avant le sixième siècle av. J.-C. : l'hindouisme ».

30, rue Cabanis, 18 h 30 : « Pharaon : rites et symboles des temples ; vie et mort de Pharaon » (film) ; 20 h 30 : « Film de la série télévisée « Architecture et géographie sacrée », réalisée par Paul Barba Negra et Fernand Schwarz, présenté par Fernand Schwarz.

ENVIRONNEMENT

HARLES HUPPES ET BRUANTS DES NEIGES. – L'Écosse est un lieu idéal pour observer les oiseaux : harles huppés et bièvres dans l'intérieur près des lochs, macareux guillemots, pétrels fulmars, labbes près des rivages marins, coqs de bruyère, tétras-lyre, aigles, faucons pèlerins dans les régions des Grampians et Caingorns, bruants des neiges, lagopèdes alpins, pluviers guignard dans les landes en altitude, grouses et pluviers dans l'extrême nord. La Ligue française pour la protection des oiseaux organise, du 1er au 13 juin, un voyage pour observer « les grandes colonies d'oiseaux marins en Ecosse ».

★ **Renseignements et inscriptions** : M. Michel Cramois, LOP Paris, 48, rue Sainte-Anne, 75002 Paris, tél. : 47-03-40-60.

TOURISME

BIENVENUE A PARIS ! – Paris dispose d'un parc hôtelier important, mais celui-ci se révèle néanmoins insuffisant durant les périodes de grande fréquentation touristique (vacances, salons, week-ends prolongés de Pâques, Ascension, Pentecôte, etc.). Il est vrai que la capitale reçoit environ quinze millions de visiteurs par an. C'est pourquoi l'Office de tourisme de Paris demande à tout Parisien qui a une chambre disponible qu'il souhaite louer pour de courtes périodes de s'inscrire le plus rapidement possible au 127, Champs-Elysées ou de téléphoner au 47-23-61-72. Les prix conseillés selon le confort et le nombre de lits vont de 80 F à 150 F pour une chambre dans l'appartement, de 90 F à 180 F pour une chambre indépendante. Si le revenu annuel, pour ce type de location, ne dépasse pas 5 000 F, il ne fait l'objet d'aucune déclaration fiscale.

TÉLÉVISION

VU

Cohabitation à risques

Avec l'industrie chimique, la cohabitation est une situation plus dangereuse qu'en politique. Les catastrophes de Bhopal (deux mille cinq cents morts) ou de Mexico (cinq cents morts) l'ont tragiquement montré en 1984 : lorsque des usines chimiques sont implantées en site urbain ou cernées par des constructions habitées, elles font courir à la population environnante des risques qu'on ne mesure pas, sinon après la catastrophe. Lorsqu'il est trop tard.

Bien souvent, en effet, les populations ne sont pas informées des risques qu'elles courent à cohabiter avec de véritables bombes. Et pas seulement en Inde ou au Mexique, mais aussi dans les pays dits « modernes », comme la France. En prenant l'exemple des entrepôts Primagaz de La Courneuve, près de Paris, l'équipe d'« Histoire d'un jour », de Philippe Alfonsi, a mis le doigt sur le danger industriel « ordinaire » : une école maternelle située à 150 mètres de milliers de mètres cubes de gaz liquéfiés !

On aurait pu aussi bien prendre le cas de la Littorale de Béziers, le « Bophal français », ou d'autres encore. Mais « Histoire d'un jour », comme fil conducteur, avait choisi le 19 mai 1983, lorsque toute la France était à la recherche des quarante et un fûts de déchets de Seveso, entrés clandestinement dans l'Hexagone. Bonne occasion pour faire le tour des décharges où s'entassent – souvent clandectinement aussi – des déchets toxiques. Et l'on rappelle à ce propos que tout camion-citerne, tout wagon chargé de produits inflammables, peut provoquer un drame n'importe où. Même les caves d'immeubles peuvent renfermer un transformateur dangereux.

Le danger chimique est omniprésent. Nous devons le savoir et nous en prémunir. L'émission de FR 3 l'a rappelé utilement, sans complaisance ni goût du sensationnel.

ROGER CANS.

Lundi 24 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 **L'avenir du futur : A mort l'arbitre !**
Film français de Jean-Pierre Mocky (1984), avec M. Serrault, E. Mitchell, C. Laure, L. Malet, C. Brosset.
Furieux de la défaite de son équipe de football favorite, un psychopathe entraîne une bande de supporters à la chasse à l'arbitre, responsable, selon lui. Caricature sociale, satire féroce de la bêtise des foules et de la contagion de la colère. Mocky ne fait pas de cadeau.

22 h 55 **Débat : Sommes-nous tous des violents ?**
Avec MM. David Canter, professeur de psychologie appliquée à l'université du Surrey, Yves Pélicier, psychiatre à la faculté de médecine de l'hôpital Necker, Serge Moscovici, sociologue, le professeur Jean-Didier Vincent, biologiste, et la candide Madeleine Biardeau, écrivain. Après le drame du Heysel, provoqué par des hooligans meurtriers, la question de la violence – non seulement sur les stades mais dans la vie de tous les jours – se pose plus que jamais.

22 h 55 **Journal.**
23 h 10 **C'est à lire.**
23 h 25 **RFE** : Quand l'entreprise fait du cinéma.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 **Les cinq dernières minutes : le Fil conducteur.**
Série de C. Loursais. Avec J. Debary (rediff.).
On retrouve le corps d'un directeur technique dans l'étuve d'une usine. Une bonne série française.

22 h 10 **Série documentaire : Nombre et lumière.**
De P. Queau, réal. INA, les images de la nature.
Dernière partie de ce documentaire remarquable sur les images de synthèse. A voir.

23 h **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : le Deuxième Souffle.**
Film français de Jean-Pierre Melville (1966), avec L. Ventura, P. Meurisse, R. Pellegrin, M. Bozzuffi (N.).
Un truand vieilli, évadé de prison, à nouveau mêlé aux rivalités du milieu, est obligé de se lancer dans une affaire dangereuse. D'après un roman de José Giovanni, mais c'est le regard objectif de Melville qui compte. Il a peint, à la manière de certains films noirs américains, une société et ses mœurs à l'intérieur de la société « normale ». Grande interprétation de Lino Ventura.

23 h 5 **Journal.**
23 h 30 **Tous en scène.**
Magazine du théâtre de Pierre Laville.
Avec les séquences : l'Avare, *avec M. Serrault* : la Répétition, *de J. Anouilh, avec A. Duperey, B. Giraudeau : Pinter avec M. Bouquet ; portrait de Nathalie Sarraute : Paris-Villette : Finalement quoi, avec Pachesnais : L'école du TNS* ; Jacques le Fataliste, *avec F. Huster.*

0 h 30 **Prélude à la nuit.**
« Filigranes », de J. Komives, par les Philharmonistes de Châteauroux.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h, Un homme est passé, film de J. Sturgess ; 17 h 25, Actualités de jadis ; 1949 ; 17 h 45, Loups, bars et Cie, la cuisine des marins ; 18 h, Magazine des sports ; 18 h 50, Quoi de neuf au Salon du livre ; 18 h 55, Dessin animé : Muppets Moments ; 19 h 5, Atout Pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Feuilleton : l'Homme au képi noir.

CANAL PLUS

20 h 35, Étoiles et buts ; 20 h 45, Boxe thaïlandaise, en direct du Palais des sports ; 22 h 30, Basket américain ; 0 h, Missiles d'octobre, film de A. Page ; 2 h 35, Superstars.

LA « 5 »

20 h 30 **Lundi superstars : l'Evadé d'Alcatraz**, film de Donald Siegel (et à 22 h 30).
22 h 30 **Série : la Cinquième Dimension** (et à 1 h 30).

TV 6

14 h **6 Tonic** (et à 22 h).
17 h **Système 6.**
19 h **NRJ 36.**
21 h **Concert sur la 6.**

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **« Les œufs fatidiques »**, de M. Boulgakov.
21 h 30 **Latitudes**, musiques traditionnelles ; un Français professeur de shakuhachi.
22 h 30 **La nuit sur un plateau** : spécial poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h **Concert**, (en direct du Théâtre des Champs-Elysées : « Aïda », de Verdi, par l'Orchestre national de France et les Chœurs de Radio-France, dir. T. Fulton, chef des chœurs J. Jouineau, sol. A. Miltcheva, S. Dunn, N. Martinucci, J. Pons, L. Roni, J.-P. Curtis.
0 h 00 **Les soirées de France-Musique.**

Mardi 25 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 30 **Les grands écrans de TF 1 : les Malheurs de Malou.**
Téléfilm de Jeanne Barbillon. Avec B. Lafont, J.-L. Bideau, P. Bruel...
La chronique d'une femme divorcée face aux jalousies des autres femmes, aux convoitises des hommes. Comment assumer le quotidien du travail et de sa fille, et lutter contre les soupçons d'un commissaire à propos de l'assassinat de son dernier amant ?...

22 h 5 **Document : Caryl Chessman.**
L'écriture contre la mort. Reportage de J.-C. Rosé.
L'exécution de Caryl Chessman aux Etats-Unis en 1970, douze ans après sa condamnation à mort pour violences sexuelles, à la suite de huit remises d'exécution, a eu un grand impact dans le monde entier. Il a écrit quatre livres dans son combat contre la mort, et ce film montre comment il s'est servi de l'écriture : une implacable partie d'échecs entre les mots et la mort.

23 h **Journal.**
23 h 15 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 **Cinéma : Vivement dimanche.**
Film français de François Truffaut (1983), avec F. Ardant, J.-L. Trintignant, J.-P. Kalfon (N.).
Une petite ville du midi de la France. La secrétaire d'un agent immobilier, soupçonné de plusieurs meurtres, mène une enquête pour découvrir la vérité. D'après Charles Williams, l'humoriste du roman noir américain, une comédie policière placée sous le signe de Jacques Becker, pétillante d'esprit, de fantaisie, d'amour de la vie, du cinéma, avec la rayonnante Fanny Ardant. Dernier film de Truffaut.

22 h 25 **Mardi cinéma.**
Pour ses jeux et pour commenter l'actualité cinématographique, Pierre Tchernia a invité Guy Marchand, Andréa Ferréol, Marie-Hélène Breillat et Roger Carel.

23 h 20 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : Tom Horn.**
Film américain de Williams Wiard (1980), avec S. McQueen, L. Evans.
La fin d'un personnage vrai du vieil Ouest, tireur d'élite qui vécut avec les Apaches, fut éclaireur dans l'armée américaine et détective de l'agence Pinkerton. Curieux portrait d'un homme perdu allant au-devant de sa mort. Sorte de pavane pour le mythe défunt de Steve McQueen (son dernier rôle).

22 h 15 **Journal.**
22 h 45 **Emissions régionales.**
L'Alsace au scanner et bagages accompagnés ; Aquitaine : Dick Rivers ; Bourgogne-Franche-Comté : Concert ; Bretagne-Pays de la Loire : Vent d'Ouest ; Limousin-Poitou-Charentes : la Bataille de l'Atlantique ; Lorraine-Champagne-Ardenne : Jean Cabu ; Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon : Triangles, Télescopes et les Jardins d'Esther ; Nord-Picardie : Allegro ; Normandie : Magazine de la mer ; Paris-Ile-de-France-Centre : Hervé Bazin ; Provence-Côte d'Azur-Corse : La bande à FM de J. Ordines ; Rhône-Alpes-Auvergne : Subjectif.

23 h 40 **Prélude à la nuit** (horaire variable en raison de la durée différente des émissions dans chaque région).
« Partita en mi majeur pour violon solo », de J.S. Bach, par Yehudi Menuhin.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 40, Cabou Cadin (et à 17 h 15) ; 8 h 30, Missiles d'octobre, film de A. Page ; 11 h 5, Série : La rançon de la gloire ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h, l'Anti-gang, film de B. Reynolds ; 16 h, He Walked by Night, film de A. Werker ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 15, Les affaires sont les affaires ; 18 h 55, Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h, Zénith ; 19 h 35, Tout s'achète ; 20 h 15, Jeu : Starquizz ; 20 h 35, Sac de nœuds, film de J. Balasko ; 22 h 5, Tranches de vie, film de F. Leterrier ; 23 h 35, Sexe fou, film de D. Risi ; 1 h 30, La colline a des yeux, film de W. Craven.

LA « 5 »

20 h 30. **Les Academy Awards**, retransmission de la cérémonie des oscars à Hollywood (et à 0 h).
22 h , **Jésus-Christ Superstar**, film de Norman Jewison (et à 1 h 30).

TV 6

14 h **6 Tonic** (et à 22 h).
17 h **Magic 6.**
18 h **Système 6.**
19 h **NRJ 6.**
21 h **Concert sur la 6.**

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Le journal du corps.**
21 h 30 **Diagonales**, l'actualité de la chanson.
22 h 30 **Nuits magnétiques.**
0 h 10 **Du jour au lendemain.**

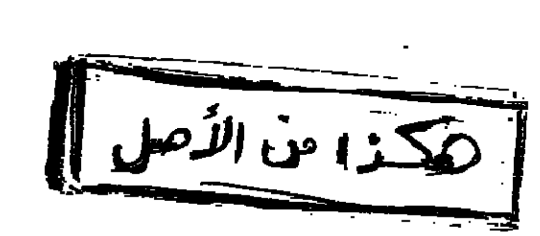
FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (donné le 22 novembre au palais des sports de Metz) : « Politophonie » de Bartholomée, « D'un chant perdu » de Bon, « Concerto pour alto et orchestre » de Penderecki, « Chronochromie » de Messiaen, par l'Orchestre philharmonique de Liège, dir. P. Bartholomée, sol. L. Hirst, soprano, D. Penkov, alto.
23 h **Les soirées de France-Musique** : Stéphane Mallarmé et ses musiciens.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 24 MARS

– *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du Parti socialiste, député de Paris, est reçu à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.



هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4189

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II							■		■
III					■				
IV								■	
V								■	
VI			■						
VII						■			
VIII		■							■
IX				■			■		
X					■				
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Se compose parfois de cordes et de bois. – II. Guide de navigation. – III. Va donc bien. Restaurant à étoiles. – IV. Certains y laissent toujours des plumes. – V. Travail qui consiste à réunir des morceaux. – VI. Entendu. N'a donc pas de fièvre. – VII. Peuvent se reposer durant l'exercice. Possessif. – VIII. Pièce dure. – IX. Abréviation universitaire. Bien roulé. Note. – X. Bordure de bois. Sert à unir. – XI. Peut se trouver à bonne enseigne. Divague.

VERTICALEMENT

1. Une manière de bien regarder ou de mal voir. – 2. N'est pas pour la liberté de mouvements. Vieille bête. – 3. Un homme qui a le goût des études. Travaille par tous les temps. – 4. Qui repoussent donc. Préposition. – 5. Manière d'être. Une femme divine. – 6. Répand le bon grain. Sa marche est soutenue par de nombreux membres. – 7. Ravi mais pas joyeux. Symbole. – 8. Court. Manière de chanter. – 9. Peuvent être petits et nous satisfaire grandement. N'a rien à déclarer au contrôle des bagages.

Solution du problème n° 4188

Horizontalement

I. Remplissage. Art. – II. Apériteur. Oscar. – III. Doge. Efrit. – IV. Inéligible. Lien. – V. Ogre. Inuit. Lots. – VI. Lee. Grange. On. – VII. SS. Oraison. Vé ! – VIII. Go. Etui. Inter. – IX. Ur. Lues. Serre. – X. Emplettes. Iris. – XI. Emeute. Peu. – XII. Tse. Alpes. – XIII. Protestations. – XIV. Tape. Tonne. Ru. – XV. Eté. Demi-mesures.

Verticalement

1. Radiologue. Apte. – 2. Eponge. Orme. Rat. – 3. Mégères. PM. Ope. – 4. Prèle. Sellette. – 5. Li. Tueuse. – 6. It. Girouettes. – 7. Séminariste. – 8. Su. Buns. Cati. – 9. Areligieuse. Tom. – 10. Fêtes. Aîné. – 11. EOR. Oisillons. – 12. Sillonner. Pneu. – 13. Action. Tripes. – 14. Râ. Et. Versés. Ré. – 15. Transféré. Jus.

GUY BROUTY.

LOTO SPORTIF N° 32 LISTE OFFICIELLE

VALIDATION DES BULLETINS Mercredi 26 et Jeudi 27 Mars

TIRAGE des "7 Numéros de la Chance" Vendredi 28 Mars 1986 à 20 h 30

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	THONON	RED-STAR	1 N 2	9	ORLÉANS	DUNKERQUE	1 N 2
2	MARTIGUES	ISTRES	1 N 2	10	QUIMPER	BESANÇON	1 N 2
3	SÈTE	MONTCEAU	1 N 2	11	NIORT	LIMOGES	1 N 2
4	NIMES	ALÈS	1 N 2	12	REIMS	SEDAN	1 N 2
5	GUEUGNON	MONTPELLIER	1 N 2	13	R.C. PARIS	GUINGAMP	1 N 2
6	CHAUMONT	BÉZIERS	1 N 2	14	CAEN	MULHOUSE	1 N 2
7	LYON	LE PUY	1 N 2	15	ANGERS	ABBEVILLE	1 N 2
8	ST-ÉTIENNE	CANNES	1 N 2	16	ROUEN	BEAUVAIS	1 N 2

1 à 16 FOOTBALL Championnat de France 2e Division

JEU GAGNANT N° 31 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	PARIS-S.G.	TOULON	X N 2	9	SOCHAUX	RENNES	1 X 2
2	NANCY	STRASBOURG	1 X 2	10	LENS	NANTES	1 X 2
3	BREST	MONACO	X N 2	11	ALÈS	SÈTE	X N 2
4	NICE	METZ	X N 2	12	MONTCEAU	MARTIGUES	X N 2
5	LAVAL	BASTIA	X N 2	13	ISTRES	THONON	X N 2
6	MARSEILLE	TOULOUSE	1 X 2	14	BESANÇON	ORLÉANS	X N 2
7	LE HAVRE	LILLE	1 X 2	15	DUNKERQUE	BEAUVAIS	X N 2
8	AUXERRE	BORDEAUX	1 X 2	16	ANGERS	ROUEN	X N 2

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Vendredi 21 Mars 1986 : 2 4 5 7 8 9 11

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RESULTATS DE LA COURSE :

Classée première : la série 1 (Marcinet II 1er)
Classée deuxième : la série 6 (Oanik 2ème)
Classée troisième : la série 2 (Once Again SF 3ème)

TERMINAISON	FINALES ET NUMEROS	SERIE 1	SERIE 6	SERIE 2	AUTRES SERIES
		F.	F.	F.	F.
1	1 6 921 9 741 13 631	250(1) 20 000 20 000 5 500 000	néant 10 000 10 000 500 000	néant 4 000 4 000 250 000	néant 2 000 2 000 70 000
2	2 92 2 682	250(1) 2 000 20 000	néant 1 000 10 000	néant 500 4 000	néant 250 2 000
3	3 4 493	250(1) 20 000	néant 10 000	néant 4 000	néant 2 000
4	4 2 394 3 704 4 124 7 244 7 874 8 624	250(1) 20 000 20 000 20 000 20 000 20 000 20 000	néant 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	néant 4 000 4 000 4 000 4 000 4 000 4 000	néant 2 000 2 000 2 000 2 000 2 000 2 000
5	5 15 95	250(1) 2 000 2 000	néant 1 000 1 000	néant 500 500	néant 250 250
6	6 4 866 5 886 11 126	250(1) 20 000 20 000 500 000	néant 10 000 10 000 250 000	néant 4 000 4 000 100 000	néant 2 000 2 000 40 000
7	7 807 3 017	250(1) 10 000 20 000	néant 4 000 10 000	néant 2 000 4 000	néant 1 000 2 000
8	8 38 18	250(1) 2 000 4 000	néant 1 000 2 000	néant 500 1 000	néant 250 400
9	9 59 639 869	250(1) 2 000 10 000 10 000	néant 1 000 4 000 4 000	néant 500 2 000 2 000	néant 250 1 000 1 000
0	0 380 16 040	250(1) 10 000 200 000	néant 4 000 100 000	néant 2 000 70 000	néant 1 000 20 000

(1) Les lots de 250 F sont attribués aux billets de la série 1 qui ne bénéficient d'aucun autre lot.

86 TRANCHE DU PRIX DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE 28e
TIRAGE DU SAMEDI 22 MARS 1986

EN BREF

EXPOSITION

ORCHIDOPHILIE. – Un château (celui de Béhoust dans les Yvelines) servira de cadre, les 30 et 31 mars, à l'exposition d'orchidées organisée par le Rotary Club de Montfort-l'Amaury. Les orchidées, qui ne comptent pas moins de trente mille espèces différentes répandues dans le monde entier, peuvent certainement être considérées comme l'une des familles de fleurs les plus belles, les plus vastes et les plus cosmopolites. Les amateurs d'art découvriront une lithographie originale sur le thème de l'orchidée spécialement créée par le peintre Carsuzan. Il sera possible d'acquérir des plantes ou la lithographie à l'issue de la visite.

★ **Château de Béhoust (entre Garancières et Orgerus, Yvelines), dimanche 30 et lundi 31 mars, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Gratuit pour les enfants de moins de quinze ans.**

SÉMINAIRE

L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL : RAPPORT DE FORCE OU DÉTENTE ? – L'Institut d'études politiques de Paris organise, à partir du 7 avril, douze conférences le lundi de 18 h 30 à 20 h 30. Le thème : « L'Environnement international, état actuel et perspectives d'évolution ». Au cours de ces séances seront examinés les relations Est-Ouest (confrontation ou détente ?), la France en Europe, les problèmes allemands l'Europe à douze, les tiers-mondes dans la crise économique et monétaire internationale, la politique commerciale des Etats-Unis à l'égard du tiers-monde, le modèle soviétique dans le tiers-monde, les nouveaux rapports de force en Asie du Sud et du Sud-Est, les conflits du monde arabe, la Chine et le Japon sur la scène internationale, etc.

★ **Renseignements et inscriptions, Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60. Inscription à titre individuel : 400 francs, collectif (entreprise ou organisme) 1 600 francs.**

SOLIDARITÉ

CHIFFONNIERS D'UN ÉTÉ. – Les jeunes de dix-huit ans et plus qui souhaitent, durant une partie de leurs vacances (entre juin et septembre), aider les plus démunis, peuvent découvrir le travail de chiffonniers dans les camps internationaux de travail « Emmaüs jeunesse », qui auront lieu à Saintes et sa région (Charente-Maritime). Ce travail de récupération est bénévole. Les bénéfices vont au soutien des projets sociaux des communautés Emmaüs en France et à l'étranger. Des camps sont proposés dans d'autres pays européens : Allemagne, Danemark, Finlande, Hollande et Italie.

★ **Renseignements et inscriptions : Emmaüs jeunesse, 52, rue Palu-de-la-Barrière, 17100 Saintes.**

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Le docteur Pierre SEIGNOT
et son épouse Danièle,
Jérôme et Alexis,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Hadrien,

à Dakar, le 21 mars 1986.

Dakar, BP 3006 Sénégal.

Décès

– Dorine Berdoy-Steglitz,
Mireille Bertrand,
Béatrice Bertrand,
Manuel Berdoy,
Manon Steglitz,
Professeur Edmond Bertrand,
Jean-Paul Bertrand,
Marie-Eve Rossi-Arnaud,
Michel et Sophie Laban,
ses filles, ses petits-enfants, son frère et ses neveux,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu à Cannes le 16 mars 1986, de

Raoul BERTRAND,
diplomate,
officier de la Légion d'honneur,

inhumé en mer selon son désir,

6, rue Eugène-Labiche,
75116 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel BONTEMPS,
professeur agrégé honoraire,

survenu le 19 mars 1986.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Perthes (Seine-et-Marne).

– Paris. Mâcon.

Mme Maurice Bonnet,
son épouse,
M. et Mme Gérard Bonnet
et leurs enfants,
Isabelle, Philippe et Jean,
Mme Georgette Michaud
et son fils, Gaston,
Ainsi que toute la famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Maurice BONNET,
président du directoire
Banque de la société financière européenne (BSFE),

survenu le 21 mars 1986 à Paris, dans sa soixantième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, 158, avenue Charles-de-Gaulle, où l'on se réunira.
Une bénédiction aura lieu le même jour, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Vincent de Mâcon (Saône-et-Loire), suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Brice de Mâcon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les membres du Conseil de surveillance,
Les membres du directoire et l'ensemble du personnel de la BSFE, Banque de la Société financière européenne,

ont la douleur de faire part de la disparition de

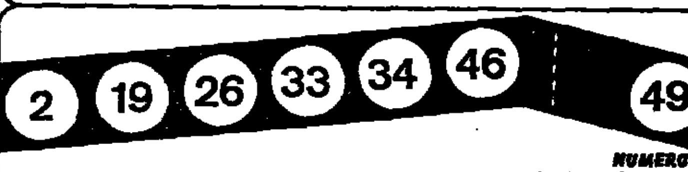
M. Maurice P. BONNET,
président du directoire.

20, rue de la Paix,
75002 Paris.



NATIONAL LOTO N° 12

TIRAGE DU SAMEDI 22 MARS 1986



PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 26 MARS 1986 ET SAMEDI 29 MARS 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	6	1 338 485,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	38	98 625,00 F
5 BONS Nos	1 574	7 480,00 F
4 BONS Nos	88 142	130,00 F
3 BONS Nos	1 683 631	10,00 F

SUPER BONUS DE MARS 125 287

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 10 F X 10 = 100,00 F

– Jean, Pierre et Isabelle Celnik,
Mme Berthe Dawny,
La famille Celnik,
La famille Habib,
Et leurs amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Monique CELNIK,

survenu le 15 mars 1986 des suites d'un cancer.

Ils remercient toute l'équipe médicale de l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif, pour son dévouement et sa gentillesse.

L'incinération aura lieu au cimetière des Joncherolles, à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le mardi 25 mars, à 13 h 30.

– M. et Mme G. Courrier-Minvielle,
M. et Mme F. Combescot
et leur fille,
M. et Mme G. Fezans
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père,

M. Robert COURRIER,
professeur honoraire
au Collège de France,
secrétaire perpétuel
de l'Académie des sciences,

membre de l'Académie de médecine,
grand officier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 14 mars 1986.
Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Mme G. Minvielle-Courrier,
2, rue Alfred-de-Musset,
92360 Meudon-la-Forêt.

– Mme Paulette Demoule,
son épouse,
Jean-Paul, Madeleine, Michel, Alexandre, Soazic,
ses enfants et petits-enfants,

font part du décès de

Jean DEMOULE,
ancien président
de la Société des professeurs de français et de langues anciennes,

survenu le 20 mars 1986 à Vanves.

L'incinération aura lieu le jeudi 27 mars, à 11 heures, au cimetière des Joncherolles à Villetaneuse.

8, rue Gabrielle-d'Estrées.

– M. et Mme Bernard Peuvrier,
Thierry, Chantal et Anne-Sophie,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Armand GABUTEAU,

survenu le 20 mars 1986 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 28 mars, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

79, quai André-Citroën
75015 Paris.

– M. Philippe de la Guéronnière
et ses enfants,
M. et Mme Claude Sauvage
et leurs enfants,
M. Auguste Duchêne,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Philippe de la GUÉRONNIÈRE,
née Thérèse Duchêne,

survenu le 18 mars 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

19, allée de la Meute,
78110 Le Vésinet.

– Stéphane Hessel,
Anne, Antoine, Michel, Nathalie, Philippe et Simon,

ont la vive tristesse de faire part du décès de

Vitia HESSEL,
née Mirkine-Guetzevitch,

survenu le 19 mars 1986, en son domicile, dans sa soixante-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Milon-la-Chapelle.
7, rue Bertholet,
75005 Paris.

(*Le Monde* daté 23-24 mars.)

– Jean Libmann,
Eliane et Philippe Gonthiez-Libmann,
leurs enfants et petite-fille,
Yvonne et Léon Libmann
et leurs enfants,
Monique et Jacques Libmann
et leurs filles,
Michèle et François Libmann,
Danièle et Pierre Libmann
et leur fille,
Marie-Louise Levy-Hamburger,
Denise et Robert Braunschweig-Hamburger,
Et toute la famille,

ont le chagrin de faire part du décès de

Madeleine LIBMANN,
née Hamburger,
survenu le 19 mars 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

31, boulevard Lefebvre,
75015 Paris.

– Mme Pierre Mattei,
son épouse,
M. Jean-Pierre Mattei,
juge au Tribunal de commerce de Paris,
et son fils,
M. Bertrand Van de Casteele,
et Mme, née Mattei,
et leurs enfants,
M. Hervé Le Bars,
et Mme, née Mattei,
et leurs enfants,
Les familles Silvani, Tiberi, Graziani, Benedetti,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MATTEI,
sous-préfet hors classe honoraire,
conseiller de Paris,
officier de la Légion d'honneur
(à titre militaire),
croix de guerre 1939-1945 avec Palmes,
croix du combattant volontaire,
croix de combattant volontaire
de la Résistance,
chevalier des Palmes académiques,

leur époux, père, grand-père et cousin, survenu le 20 mars 1986, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 mars 1986, à 10 heures, par Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de la Corse, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, 75016 Paris, suivie d'une cérémonie célébrée en la cathédrale d'Ajaccio, le mercredi 26 mars, à 10 heures.

Cartes à Mme Pierre Mattei,
16, rue de Belzunce,
75010 Paris.

– Mme Jacques Metehen,
son épouse,
M. et Mme Claude Maller-Trawinski,
M. et Mme Panon,
ses enfants,
M. et Mme Pierre Niego-Maller,
M. et Mme Félix Van Laethem-Maller,
ses petits-enfants,
Pierre, Pascal, Sandrine, Frédérika, Paul-André,
ses arrière-petits-enfants,
Mme Alice Vander-Straeten,
sa sœur,
MM. Marcel et Pierre Metehen,
ses frères,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques METEHEN,
sociétaire de la SACEM,
compositeur, orchestrateur,
chef d'orchestre,

survenu le 21 mars 1986, à Paris-17e, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Priez pour lui.

L'inhumation aura lieu le mardi 25 mars, à 8 h 30, au nouveau cimetière de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), dans le caveau de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

11, place de la Porte-de-Champerret,
75017 Paris.

– M. et Mme Alain Plessis,
M. et Mme Michel Massalski,
ses enfants,
Anne, Jean-Philippe, Vincent, Christine, Stéphane,
ses petits-enfants,
Et tous ses amis,

ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme veuve Jacques PLESSIS,
née Denise FERA,

en son domicile, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

42, rue Notre-Dame-des-Champs,
75006 Paris.

– Son épouse
et sa famille

font part du décès de

Jean SCHLISSINGER,
avocat au barreau de Paris,

survenu subitement le 20 mars 1986.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Anniversaires

– Le 18 mars 1986 rappellera aux amis fidèles de

Léon CELLIER

le dixième anniversaire de sa mort.

– Il y a cinq ans, le 25 mars,

Jean-François COURTILLET,
ingénieur ESPCI,

était enlevé à l'affection de sa famille.

Que ceux qui ont apprécié sa grande bonté lui dédient une pensée en ce triste anniversaire.

– Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu de

Mme Etienne DELLA-SUDDA,
née Geneviève Billon,

le dimanche 6 avril, en l'église Saint-Louis des Invalides, la messe de 11 heures sera célébrée pour le repos de son âme.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

POSSIBILITÉS DANS L'INDUSTRIE TECHNIQUE AUTOMOBILE

SIGNAL Automotive Products, une Division d'Allied-Signal, est actuellement à la recherche de spécialistes techniques pour notre nouvelle usine européenne qui doit être située en France. En tant que leader reconnu dans le monde entier pour la production de catalyseurs automobiles, nous attendons avec plaisir la réponse de ceux qui partagent nos aspirations de perfection technique et d'un meilleur environnement pour tous. Les trois possibilités stimulantes et intéressantes sont les suivantes :

DIRECTEURS TECHNIQUES

Un poste fera la liaison entre les services d'ingénierie des fabricants automobiles français et les groupes européen et américain Signal. L'autre poste fera la liaison entre les services d'ingénierie des fabricants automobiles allemands et les groupes européen et américain Signal. Ces deux postes joueront également un rôle prépondérant pour maintenir et améliorer notre réputation technique auprès des clients européens.

La préférence sera donnée à ceux qui possèdent un diplôme d'ingénierie ou de chimie et une expérience dans le secteur automobile. Un diplôme supérieur assorti d'une bonne expérience de la catalyse hétérogène sera très apprécié.

DIRECTEUR DE LABORATOIRE AUTOMOBILE

Le candidat retenu sera responsable du fonctionnement quotidien d'un laboratoire automobile complet comportant des dynamomètres montés sur châssis et un équipement d'analyse des gaz d'échappement. Il devra également s'occuper du développement et de la mise en place des procédés et estimations de vieillissement des catalyseurs ordinaires et spécialisés. Il devra parler couramment le français et l'anglais et posséder une expérience suffisante dans l'industrie ainsi qu'un diplôme d'ingénieur.

Si vous désirez appliquer votre expérience professionnelle à l'un de ces postes, nous vous invitons à nous répondre rapidement (en anglais) afin de fixer une entrevue en avril. Veuillez joindre vos références de travail et votre curriculum vitae.

Ecrire à :
Mr Dave Crawford
Employee Relations Mgr.
SIGNAL Automotive Products
P.O. Box 580970
Tulsa, Oklahoma
74158-0970
U.S.A.



Signal Automotive Products
One of The Signal Companies, Inc.

Très important Editeur français recherche son

Directeur(trice) du scolaire et parascolaire

Le titulaire définit avec le Directeur de l'Edition la politique éditoriale dans ces domaines en s'appuyant sur une grande connaissance des besoins et des marchés. Il assure la mise en œuvre de cette politique par une étude précise des projets d'édition et l'établissement des budgets correspondants. Il organise, suit et contrôle la réalisation des ouvrages et anime l'équipe de ses collaborateurs. Il participe à la politique de promotion des ouvrages de son secteur et à l'analyse des résultats.

Les candidats doivent avoir acquis une expérience d'au moins cinq ans dans une position similaire. Une bonne connaissance du monde de l'enseignement, si possible acquise par une expérience préalable d'enseignant, est nécessaire. Anglais utile mais non indispensable. Larges perspectives d'avenir pour ce poste à pourvoir à Paris.

Confidentialité totale garantie. Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 2077 à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra confidentiellement.

Vous avez une bonne formation de gestion, vous avez dirigé du personnel, nous vous offrons un poste de DIRECTEUR d'un centre de loisirs avec hébergement et restauration. Renseignements et c.v. avant le 30 mars. Ecrire à P. Tournemire FOL 31, 31, rue des Amidonniers, 31000 Toulouse.

Ecole privée mixte hors contrat banlieue-sud Paris recherche DIRECTEUR D'INTERNAT Ecrire avec c.v. à I.H.G. B.P. 17, 94320 THIAIS.

Recrute

DIRECTEUR(TRICE)

d'un CENTRE PERMANENT D'ACCUEIL dans les Vosges capacité 120 lits groupes et individuels enfants, jeunes, adultes EXPÉRIENCE EXIGÉE

Envoyer candidature avec C.V. sous n° 7.127 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

Filiale d'un grand groupe industriel français, nous sommes nous-mêmes leader dans notre secteur. Notre métier est d'étudier, de mettre en œuvre, d'exploiter et de gérer des Equipements Publics. Nous souhaitons intégrer un

directeur général adjoint

PARIS - 400.000 F

Vos fonctions essentielles durant la phase d'intégration seront liées à l'Exploitation. Par rapport à la gestion quotidienne très décentralisée sur tout le territoire (quelques filiales étrangères) vous serez "au second degré" l'animateur, l'informateur, le coordinateur, le chef d'orchestre, d'un ensemble de contrats (concessions, fermages, régies...) à négocier, à gérer, à reconduire, à modifier.. Après un diplôme G.E. (type X, HEC) vous avez exercé des responsabilités dans le domaine des services publics proposés par des collectivités territoriales : transport urbain, eaux, assainissement, collecte d'ordures ménagères, circulation, stationnement, péage autoroutier, etc. Votre atout majeur est de bien connaître la gestion déléguée de ces services. Votre travail sera d'optimiser l'exploitation en conciliant les impératifs des décideurs et vos propres contraintes de rentabilité. Si vous correspondez à ce profil, prenez contact avec notre Conseil, il vous garantit la confidentialité de votre démarche.

Adressez votre dossier (lettre man., C.V. détaillé, sal., tél. pers.) sous référence 60 A :

Hervé Le Baut Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 42 65 38 39

AFCOREM

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

Rejoignez une équipe qui gagne !

Nous existons depuis 5 ans et déjà nous formons un groupe (6 filiales dans le monde, 150 MF de CA et 120 personnes). Nous importons et fabriquons des logiciels et matériels informatiques que nous installons tant en France qu'à l'étranger. Nos objectifs sont ambitieux et pour nous aider à les atteindre, nous renforçons notre structure administrative et financière en recrutant un

Directeur Administratif et Financier

à fort potentiel

qui, basé à Paris, et assisté d'une équipe jeune, aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité, de la fiscalité, de la finance et du contrôle de gestion. A terme, la consolidation et le suivi des filiales étrangères lui seront confiés.

Ce poste sera pourvu par un candidat diplômé ESC + DECS, justifiant d'une expérience professionnelle réussie d'au moins 5 ans en cabinet d'audit ou à un poste similaire au sein d'une entreprise en forte expansion. Le dynamisme, le sens des contacts et de réelles qualités de Manager sont indispensables, ainsi que la pratique courante de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, (CV et prétentions) sous réf. CO501 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

BANQUE PARISIENNE RECHERCHE

Chef comptable HF

STATUT CADRE AFB

Missions : Entouré d'une équipe de 20 personnes, il aura la responsabilité, sous l'autorité du Directeur Financier :
- d'établir et valider les documents comptables ainsi que les rapports réglementaires,
- de proposer tous aménagements du système et de l'organisation comptable,
- d'informer la Direction des modifications légales et réglementaires et d'en évaluer les conséquences sur l'activité de l'entreprise.

Profil :
- Formation supérieure comptable (DECS minimum).
- Expérience de plusieurs années dans une fonction similaire, si possible dans une banque de taille moyenne.
- Connaissance de l'informatique indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscr., C.V., photo et prét. en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact, s/réf. 4055/LM, à

MÉDIA PA 9, bd des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra.

MÉDIA PA

VOTRE DÉSIR : ETRE DANS UN SECTEUR EN MOUVEMENT.

Notre métier : la communication audiovisuelle par diffusion de films d'information éducatifs et culturels. Nous sommes une société à dimension humaine et en pleine expansion et cherchons un Cadre rattaché à la Direction Générale.

DIRECTEUR DES RELATIONS CLIENTELE HF

Vos missions :
- diriger et animer une équipe de 5 personnes,
- gérer le portefeuille existant et le développer,
- mettre en œuvre la politique commerciale en accord avec les objectifs de l'entreprise.

Vous avez une formation universitaire et une expérience professionnelle de direction commerciale, vous connaissez les métiers de la Communication et mieux de l'Audiovisuel. Vous savez "vendre du service" aux grandes entreprises et administrations.

Envoyer dossier de candidature, photo et rémunération actuelle sous réf. C3 à

MICHEL GHAZAL
CONSEIL D'ENTREPRISE
15, rue Vieille du Temple
75004 Paris

Contrôleur de gestion

NOUS sommes un organisme d'assurances de premier plan. Nous voulons intégrer dans notre équipe, UN HOMME DE CHALLENGE afin de participer à la création et au développement d'un système de contrôle de gestion performant, en milieu très informatisé.

Au sein d'une petite équipe DYNAMIQUE, il devra faire preuve d'une grande maîtrise, sur les plans technique et relationnel.

Très autonome, il prendra rapidement en charge d'importantes responsabilités.

VOUS êtes un candidat de valeur ? Nous désirons vous rencontrer.

Votre profil ?

La trentaine dynamique, vous êtes titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, type école de gestion ou universitaire.

Vous avez su valoriser cet acquis théorique, au cours d'une première expérience réussie, de 2 à 4 ans maximum dans le même type de poste.

La rémunération sera fonction de la valeur du candidat.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous référence 9934 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

L'EUROPENNE DE BANQUE

recherche pour son Département de l'Exploitation Financière un(e)

JEUNE CADRE FINANCIER

CLASSE V - VI

chargé(e) des relations avec les investisseurs institutionnels français et étrangers.

- Formation supérieure (Ecole Commerciale, IEP, etc.).
- Anglais courant indispensable. Deuxième langue étrangère appréciée.
- Il (elle) devra accroître et entretenir l'activité traditionnelle de la banque avec cette clientèle.

Ce poste nécessitera la connaissance des marchés financiers et nouveaux instruments monétaires (billets de trésorerie...) et des nouvelles techniques financières (Matif).

Une expérience professionnelle dans le même secteur serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, s/réf. CF/LM, à la Direction des Relations Humaines - EUROPEENNE DE BANQUE - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.

MÉDIA PA

EB
L'Européenne de Banque

HOPITAL PRIVE PARISIEN
recherche son

DIRECTEUR

Répondant directement de son activité au conseil d'administration et à son Président, il administre et gère cet établissement médical de 130 lits, anime un personnel administratif et hospitalier de 130 personnes, mène les actions de développement et de relations publiques indispensables.

Ce poste conviendrait à un gestionnaire rigoureux, de quarante ans minimum, très attentif à la qualité de l'accueil et des relations humaines, ayant déjà exercé des tâches de direction dans une activité similaire, éventuellement dans l'hotellerie ou le tourisme.

Rémunération de l'ordre de 220 000 F +

Merci d'écrire avec C.V. détaillé à
Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines



هكذا من الأصل



DIRECTIONS
Nationales et Internationales

Directeur du marketing

Une société renommée qui fabrique et commercialise des produits industriels (CA 1 milliard) recherche son Directeur du Marketing.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé :
- d'effectuer une analyse approfondie des ventes, marges, réseaux de distribution,
- d'étudier les marchés (France et exportation),
- de collaborer à l'élaboration de la politique commerciale et à la définition de nouveaux produits,
- de participer activement au lancement de ceux-ci.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une école de commerce ou ingénieur, ayant environ 5 ans d'expérience en marketing de produits industriels, rigoureux, créatif et ouvert au dialogue.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. WD 407 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris



X, ECP, Mines, HEC
Futur directeur financier

Nous sommes une société industrielle de 2.000 personnes, CA supérieur à 1 milliard de F., en bonne santé économique et financière. Nous faisons partie d'un très grand groupe européen avec lequel nous intervenons dans le monde entier.

Notre Directeur Financier, qui occupe également des fonctions de Direction Générale, va être appelé à des fonctions plus importantes. Il recherche son successeur, qui devra être opérationnel dans les trois ans.

Ce poste de premier plan conviendrait à un candidat, impérativement diplômé d'une grande école, qui aura une première expérience professionnelle d'environ 8 ans, acquise en milieu industriel et lui ayant donné de bonnes connaissances dans au moins un des secteurs de la Direction Financière (contrôle de gestion, audit, études d'investissements...).
Son envergure personnelle lui permettra de s'affirmer progressivement tant à l'intérieur de la société que vis-à-vis du groupe et des partenaires extérieurs : banques, pouvoirs publics...
Anglais courant impératif.
Poste : banlieue ouest Paris.

Ecrire sous réf. KD 414 CM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris



Directeur technique
gérer un parc de 10.000 véhicules industriels

Groupe français, leader dans la location longue durée de véhicules industriels recherche son Directeur Technique.

Membre actif du Comité de Direction, il sera chargé :
- de la gestion technique et économique du parc,
- de la gestion du personnel d'entretien (recrutement, formation...),
- de superviser les achats hors véhicules ainsi que le service infrastructures.

Ce poste clé conviendrait à un ingénieur grande école ou niveau équivalent, ayant 10 à 15 ans de vie professionnelle et une très solide expérience de la maintenance de parcs importants de matériels (poids lourds ou TP).
Ses solides connaissances techniques, son sens aigu de la gestion, ses capacités d'intervention sur le terrain et ses qualités de contact en feront l'interlocuteur avisé de la Direction Générale et des directions opérationnelles et fonctionnelles de la société.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. JC 413 CM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris



groupe
école supérieure
de commerce de lyon

DIVISION FORMATION PERMANENTE
recherche son
directeur des programmes

chargé de :
- l'étude de la concurrence et de l'analyse des produits,
- la coordination des programmes inter-entreprises et des actions "sur mesure" en liaison avec les départements pédagogiques,
- la qualité de la logistique et de l'organisation des programmes.

Le candidat idéal a un diplôme d'enseignement supérieur, une expérience en formation continue et une pratique du marketing (en particulier des services aux entreprises).

Envoyer C.V. détaillé et prétentions
à L. COTTIN, Groupe ESC Lyon,
B.P. 174 - 69132 ECULLY CEDEX.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer) (et départements d'Outre-Mer)

IBM

recherche pour ses AGENCES COMMERCIALES
de TUNISIE, du CAMEROUN, du GABON et du SENEGAL
des candidats ayant la nationalité de ces pays pour occuper des postes

D'INGENIEURS COMMERCIAUX ET TECHNICO-COMMERCIAUX.

- Ces postes de haut niveau sont proposés à de jeunes diplômé(e)s de cycles longs scientifiques ou de grandes écoles.
- Après une formation de base, la Compagnie leur confiera la responsabilité du développement d'une part importante de ses affaires locales.
- Les candidats devront pouvoir prétendre à une activité de premier plan, alliant, dans un rôle de Conseil auprès des administrations et des entreprises, une excellente technicité à des qualités de contact à haut niveau.

Ils enverront lettre et curriculum vitae à l'une des adresses ci-après, selon leur résidence actuelle.

— Agences IBM :
- CAMEROUN, BP 792 DOUALA
- GABON, BP 1079 LIBREVILLE
- SENEGAL, BP 878 DAKAR
- TUNISIE, BP 66 TUNIS

ou à Madame G. WINTER - Compagnie IBM FRANCE, Division des Opérations Extérieures, 68/76, quai de la Rapée 75592 PARIS Cedex 12.

MASH



L'aventure vous attend au Nigéria dans notre usine de montage de véhicules. L'accroissement de la production y va de pair avec celui de la qualité.

Pour diriger cette usine, vous avez une formation d'ingénieur, 5 ans d'expérience et parlez couramment l'Anglais. Vous saurez avec votre famille vous adapter à la vie au Nigéria.

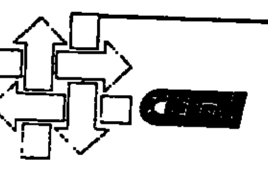
Notre groupe international (10 000 personnes dans 40 pays) vous apporte un soutien logistique important. La rémunération et les avantages liés à l'expatriation rendent ce poste très attrayant financièrement.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 5645 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system



emplois régionaux emplois régionaux



un arbre de communication.

Ses fruits essentiels sont le transfert des technologies de pointe vers les professionnels et les entreprises de l'habillement.

UN RESPONSABLE RÉGIONAL TOULOUSE

A trente cinq ans, vous avez une solide culture technique et une expérience de production ou de conseil orientée vers des produits liés à la mode. Responsable et animateur d'une équipe de consultants, vous aurez pour mission de développer notre présence dans les entreprises au travers d'actions de conseil et d'expertise. Vous bénéficiez, pour cela, d'une large autonomie et de la collaboration permanente des services techniques du siège.
Réf. FC/7 M

TROIS INGÉNIEURS CONSULTANTS
PARIS - NANCY - LILLE

Vous avez à votre actif un minimum de cinq ans d'expérience en production ou bureau des méthodes. Votre rôle est d'assurer la conduite de projets d'assistance technique, de formation et de conseil en organisation au sein des PMI adhérentes. Réf. FC/8 M

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions) à notre conseil en précisant la référence et l'affectation choisie : INFRAPLAN, 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS. Dès le premier entretien, un film vous présentera le C.E.T.I.H. et une documentation complète vous sera remise.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN

Centre d'action culturelle recherche ADMINISTRATEUR, rég. nancéienne. 83-49-29-34.

Cabinet Beau de Loménie
Conseils en Brevets d'Invention
recherche
pour son agence de LYON

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Ayant expérience électronique et/ou électrotechnique
Anglais indispensable
Allemand souhaité
Perspectives d'avenir
Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, 99, rue de la Guillotière, 69007 LYON.

ESC ou équivalent

Groupement de professionnels cherche un ou une jeune cadre chargé (e) du

MARKETING ET DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

SERVICES
GRAND PUBLIC

POITOU
CHARENTE

Conseiller et négociateur auprès des collectivités locales, ce cadre organise et développe les prestations en liaison avec les responsables locaux. Ce poste requiert une capacité d'initiative et d'innovation, de la disponibilité et un sens aigu des contacts.
De réelles perspectives de carrière sont offertes en cas de réussite.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 6320 à notre Conseil, B. CHESNE - 57, rue Charles Monselet - 44000 NANTES.

Lille · Paris · Nantes · Strasbourg · Lyon · Marseille

MEDIA PA



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Une énergie nouvelle en Auvergne



Banque Populaire Auvergne et Corrèze

recherche pour son siège de Clermont-Ferrand

un(e) RESPONSABLE DU SERVICE CONTENTIEUX et ACTES JURIDIQUES

Profil :
- diplôme d'études juridiques supérieures ;
- expérience professionnelle minimum 5 ans ;
- pratique de la procédure et du recouvrement ;
- sens de la relation et la négociation ;
- rigueur, ordre, méthode, efficacité ;
- capacité d'animer une équipe.

Candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à adresser à :

Direction des Relations Humaines
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE ET CORRÈZE
18, bd Jean-Moulin - 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

Ingénieur animateur de l'information scientifique et technique

CREALIS

Centre de Recherche et d'Analyses de la Branche Produits Secs : une équipe de 50 spécialistes qui participent activement au développement de 6 sociétés représentant une très grande variété de produits : farines infantiles, aliments en pots, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, moutardes, condiments, confiseries, pâtisseries...

Ingénieur INA, ENSIA, ENSAIA, ... vous avez acquis 5 à 10 années d'expérience en industrie agro-alimentaire. Esprit de synthèse, rigueur scientifique, ouverture intellectuelle, excellentes aptitudes à la communication orale et écrite et une bonne maîtrise de l'anglais, sont vos atouts.
Nous vous proposons de rejoindre l'équipe de notre Centre de Recherche à Brive-la-Gaillarde en qualité d'ingénieur animateur de l'information scientifique et technique.
Rattaché au Directeur du Centre, vous aurez à rechercher, actualiser et gérer les informations concernent la totalité des produits de la Branche (matières premières, process, emballages, produits finis). Vous ferez des synthèses bibliographiques, des études critiques, des recommandations. Vous saurez être à l'affût de tout produit et techniques nouvelles, y compris les matériaux de conditionnement et leurs technologies de mise en oeuvre. Vous suivrez l'évolution des réglementations françaises et internationales liées à notre secteur d'activité.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. R 32 M en précisant votre rémunération actuelle, à B S.N , Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cédex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

350.000 F +

ANIMEZ NOS VENDEURS A L'EXPORT

NOUS NE RECHERCHONS, NI un spécialiste de l'exportation et de sa logistique, NI un stratège de la vente à partir d'un fauteuil, NI un homme qui veut un titre, MAIS

UN HOMME DE CHALLENGE, D'ACTION COMMERCIALE

qui assume aujourd'hui, des responsabilités opérationnelles, qui dynamise lui-même ses troupes et dont les résultats sont probants.
NOTRE SOCIETE fabrique et commercialise des biens d'équipements légers durables, réputés pour leur fiabilité, vers des utilisateurs professionnels.
Bien sûr, ce poste est un POSTE DE DIRECTION, il se situe en BOURGOGNE à CHALON SUR SAONE.
Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous la Réf. 2387.

RESULTATS •
CONSEIL EN RECRUTEMENT
7 place Darcy - BP 1382 - 21051 DIJON Cedex

Le Conseil Général de la Haute-Vienne

recrute
pour sa direction des interventions sociales et de la solidarité départementale.

• PAR VOIE DE DÉTACHEMENT

Un inspecteur des affaires sanitaires et sociales responsable informatique et organisation (DDAS, DRASS, services départementaux d'action sociale et de santé).

OU

• PAR VOIE DE MUTATION

Un cadre « A » des collectivités territoriales (attaché, directeur des services administratifs)

ayant une bonne connaissance de la législation sociale et une expérience informatique.
Il sera chargé de la préparation de l'informatisation des services prévue à l'échéance 1987 et occupera le poste de correspondant informatique de cette direction.
Les candidatures devront être adressées avant le 30 AVRIL 1986 à : Monsieur le Président du conseil général de la Haute-Vienne, 43, avenue de la Libération, 87031 LIMOGES Cedex. Tél. : 55-77-42-81.

Ingénieur mécanicien

Futur responsable méthodes - Cette société, filiale d'un important groupe industriel français, est spécialisée dans la fabrication de produits de grande consommation. Elle recherche, pour son usine (1.800 personnes) située à proximité de Lille, un ingénieur mécanicien appelé à prendre en charge le service méthodes d'une unité de montage. Après une période de formation et d'intégration, il se verra confier la mise au point de nouveaux procédés de fabrication, le suivi du lancement des nouveaux produits ainsi que l'organisation des postes et l'amélioration des conditions de travail. Cette fonction s'adresse à un ingénieur mécanicien de type AM possédant une première expérience industrielle de deux à trois ans acquise dans un service méthodes, contrôle, fabrication ou entretien. Le sens concret, la créativité et le goût de la relation seront prépondérants. A plus long terme, d'autres perspectives d'évolution sont possibles dans cet établissement ou dans le groupe. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et au potentiel du candidat. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4795M.

MEMBRE DE SYNTEC



19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

BEI EIB

institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les pays membres de la CEE et dans plus de soixante-dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes.
Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent en équipes multinationales.
Actuellement la Banque recherche

un Chef de Projet (h/f) (entre 35 et 40 ans) Réf. AG 8603

Responsable de:
☐ l'équipe «Info-Centre» regroupant le support numérique, textuel et «help-desk»;
☐ l'étude et la promotion d'outils destinés aux utilisateurs non-informaticiens dans le domaine numérique (APL, APLDI, QMF, etc.) et textuel (SCRIPT, PROFS, DISPLAY-WRITE 370 ou 3, STAIRS, etc.) sur ordinateur central et sur PC. Aide aux utilisateurs dans la mise en route d'applications dans l'environnement VM/CMS/APL et sur PC's.
Une bonne connaissance des outils «Info-Centre» tels que APL, APLDI, ADRS, SQL,DCF, STAIRS, EXEC 2, etc. et une expérience professionnelle de 5 à 10 ans en informatique, si possible en tant que chef d'une équipe d'analystes «Info-Centre», sont indispensables.
Il serait également souhaitable de connaître un langage classique de programmation (COBOL, ASSEMBLEUR, outils DB/DC) et une méthodologie d'analyse.
L'ordinateur utilisé est un IBM 4381 32MB fonctionnant sous VM/CMS et DOS/VSE.
Le poste requiert une bonne connaissance du français et de l'anglais.

et un Analyste Système (h/f) (entre 35 et 40 ans) Réf. AG 8604

Rattaché au chef de division, chargé:
☐ de l'analyse préalable de tous les projets informatiques comprenant notamment: • l'évolution économique (coûts et rendement) des projets; • l'analyse des besoins des utilisateurs; • la prise en compte des questions organisationnelles en liaison avec «organisation et méthodes»; ☐ de l'établissement d'un cahier des charges; ☐ de la planification des projets; ☐ de la conception de systèmes informatiques en liaison avec les équipes de développement et le DB Manager.
Formation universitaire ou expérience équivalente. Sens et expérience de l'organisation.
Expérience: ☐ de 5 à 10 ans en informatique dont 3 années au moins dans les fonctions d'analyste ou de chef de projet; ☐ de quelques années en programmation et bonne connaissance technique de l'environnement VM/CMS, DOS/VSE; ☐ approfondie en DB/DC de préférence en bases de données relationnelles (SQL).
Bonne connaissance du français et de l'anglais indispensable.
Pour chaque poste, le traitement initial se situera pour une personne mariée, en fonction de la qualification, entre FB 126.000 et FB 144.000 par mois net d'impôt et de contributions sociales. Il sera complété, le cas échéant, par des allocations pour enfants à charge. La Banque offre par ailleurs des avantages sociaux intéressants (régime de pension et caisse de maladie autonomes, allocations scolaires, etc.).
Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, et une photographie, en indiquant la référence adéquate, à la:

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement-Formation
100, Bd. Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

JAKARTA

spécialiste du transfert de technologies

Mission : Conseiller du Ministre Indonésien de la recherche et de la technologie. Chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique de coopération industrielle.

Profil : 40 ans min. - Ingénieur Grande Ecole. Forte crédibilité industrielle (expérience professionnelle de l'entreprise). Excellent contact. Motivation claire pour les problèmes du développement. Bonne connaissance des circuits financiers internationaux - ayant résidé dans un pays du Tiers Monde.
Anglais courant écrit, parlé.
Références en Asie souhaitées.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et rémunération actuelle) sous réf. **162 à C.K.**
22, rue de l'Assomption 75016 Paris

LEVI TOURNAY/ASSCOM



Chantal Kenvyn

UNA DE LAS PRIMERAS SOCIEDADES CONSULTORAS EUROPEAS

BOSSARD CONSULTANTS

Busca, para su FILIAL ESPANOLA
(Madrid - Barcelona)

JEFES DE PROYECTO
INFORMATICA E ORGANIZACION

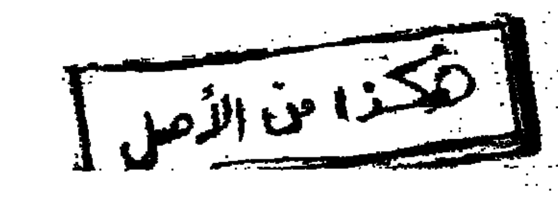
- De 3 a 6 años de experiencia en la direccion de proyectos informaticos.
- Bilingüe Frances-Español (Español lengua materna).

Recibira una formacion complementaria en Paris durante un año despues de la cual se integrara en el equipo de Bossard consultants España para desarollar su actividad de consultoria informatica.

DIRIGIR LAS CANDIDATURAS A
Ph. GIRAUD
BOSSARD CONSULTANTS
12 bis rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX
Téléphone 47.76.42.01




X. SOLE MALLOL
BOSSARD CONSULTANTS España
Conde de Peñalve 38 MADRID 28006
TEL 4.02.26.97





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



AEROPORT INTERNATIONAL DE LYON

Concession de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

Recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR POUR LE POSTE DE CHEF DU SERVICE MAINTENANCE AÉROGARE

Sous l'autorité du responsable de la Division Technique le titulaire du poste aura pour mission d'assurer la maintenance, la disponibilité et la sécurité permanentes des moyens d'exploitation des installations terminales mises à disposition des compagnies aériennes et de veiller à la conservation du patrimoine aéroportuaire.

De formation Ingénieur Généraliste AM, ECAM, ICAM ou école équivalente, les candidats devront justifier.

- d'une expérience professionnelle significative de 5 ans notamment en matière d'électrotechnique et d'automatisme,
- d'une capacité importante en management humain et en organisation.

Une bonne pratique de l'Anglais et une connaissance de la réglementation des locaux recevant du public, seront appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae et prétentions sous réf. A.I.L. 3.03;M à HAVAS-CONTACT, 11, rue Président-Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Responsable de la Formation et des Ressources Humaines

220 KF

Nous sommes un Etablissement Financier Régional dont le siège est à Poitiers, lié à un réseau national de premier plan.

En liaison permanente avec notre réseau vous concevez et coordonnez les actions de formation, vous assurez le fonctionnement du dispositif régional et l'animation du comité de formation. Vous apportez à l'ensemble des établissements une assistance attentive pour optimiser la gestion des ressources humaines : définition de postes, recrutements, mobilité, promotion, prévision des effectifs, développement des carrières.

A 30 ans environ, de formation supérieure universitaire ou grande école, vous avez une expérience de la formation et de la gestion des ressources humaines de quelques années, acquise dans le milieu bancaire ou financier de préférence. Vous possédez un réel sens de l'écoute, une approche humaine rigoureuse et bien sûr le goût des contacts.

Ce nouveau champ professionnel à larges responsabilités vous ouvre une évolution de carrière d'envergure dans une société de forte notoriété.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous référence 26 M 040 à notre Conseil : Edith GIACCHETTI – CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.



MEMBRE DE SYNTEC

ANNE PERRU CONSEIL

LA ROSE DES VENTS
centre d'action culturelle
boulevard Van-Gogh
59650 Villeneuve-d'Ascq,
recherche

UN(E) SECRÉTAIRE GÉNÉRAL(E)

Envoyer lettre avec c.v.

AGENCE DE PUBLICITÉ (150 km de Paris) souhaite travailler avec graphistes free-lance (rough-maquette, exécution, montage, documents). ALBERT BÉALU, AXIS CONSEIL, 1, r. Joubert 89000 AUXERRE. Tél. : (16) 86-51-02-51.

MISSION LOCALE

recrute

COORDINATEUR (H./F.)

à/c. du 1-6-86.

Licence ou maîtrise Sc. Eco. de préférence. Connaissance problèmes insertion sociale et professionnelle jeunes. Salaire annuel 110 000 net.

C.V. détaillé + lettre manus. + renseignements. Maire adjoint formation professionnelle 26100 Romans av. le 13-4-86.

Participez à l'envolée du VAR !

Devenez le

Responsable

du



Centre Informatique et Télématique du VAR

nouvellement créé par le Conseil Général et le Groupe IOS

Sous la responsabilité du Directeur Général, vous aurez à :

- piloter et animer les activités découlant du plan informatique ;
- étudier, mettre en place et exploiter les moyens.

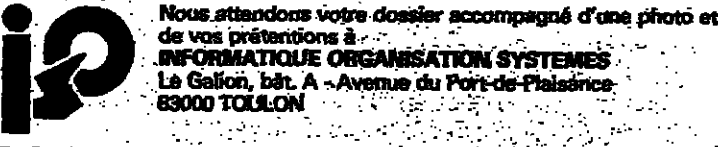
Vous réussirez dans ce poste si vous êtes :

- ingénieur Grandes Ecoles ouvert aux nouvelles techniques de la communication ;
- responsable d'un service informatique ou chef de projet grands systèmes ;
- homme de contact et de dialogue connaissant le domaine des collectivités territoriales et prêt à vous investir dans l'ambitieux projet du VAR.

GROUPE IO

Nous attendons votre dossier accompagné d'une photo et de vos prétentions à :
INFORMATIQUE ORGANISATION SYSTEMES
Le Galion, bât. A - Avenue du Port-de-Plaisance
83000 TOULON

MEDIA BA



INGÉNIEURS COMMERCIAUX : GRANDS COMPTES BANCAIRES A "CHASSER"



Nous sommes l'un des premiers constructeurs. Nos résultats ont connu en 1985 une très nette progression par la synergie de notre approche très professionnelle du marché, notre politique d'annonces, notre souplesse de structures et nos commerciaux de qualité.

• Si vous avez une mentalité de "chasseur". • Si vous êtes un homme ou une femme de stratégie. • Si vous avez la pratique et l'art de la négociation à haut niveau, nous vous proposons de rejoindre nos équipes commerciales.

Notre offre s'adresse à :
Des ingénieurs commerciaux ayant une expérience de 4 ans minimum en milieu bancaire, acquise soit chez un constructeur soit au sein d'une SSII.

Elle peut également intéresser des professionnels de la Banque ; de l'Inspection générale ou de l'Informatique interne. Dans ces spécialités ils ont acquis une très bonne connaissance des rouages et des techniques bancaires et souhaitent évoluer vers une fonction commerciale dans l'informatique.
Nous leurs proposons une formation sur nos produits et nos services.

Les postes sont à pourvoir à BORDEAUX et ANGERS.

Merci d'adresser sous référence AM.39 : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre conseil STANDARDATA 128, Bd Haussmann 75008 Paris.

STANDARDATA

ANNE PERRU CONSEIL

GROUPE LUCHAIRE

5.000 PERSONNES - 2,6 MILLIARDS F
recrute pour sa DIVISION
ARMEMENT usine de BOURGES

INGÉNIEUR «QUALITÉ»
Responsable de la ligne de produits MISSILES

RESPONSABLE DU SUIVI QUALITÉ DE LA LIGNE DE PRODUITS DEPUIS LA PHASE «ÉTUDES» JUSQU'A LA PRODUCTION DE SÉRIE.

Indispensable

Un «professionnel» de la qualité

- **INGÉNIEUR diplômé MÉCANICIEN**
- **Moins de 40 ans : 5 à 10 ans D'EXPÉRIENCE**

Contrôle Qualité
D'UNE PRODUCTION DE SÉRIE. Connaissance PYROTECHNIE et MISSILES appréciées

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8398 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

PATRON DE PROJET POUR JEUNE ESC

Nous sommes une jeune société, filiale régionale d'un groupe puissant réputé dans le monde pour son dynamisme commercial et son sens pointu de la gestion.
Pour faire face à notre développement rapide nous cherchons dès maintenant un jeune ESC de moins de 28 ans même débutant, de tempérament commercial.
Après un bref passage à la vente, nous vous confierons la gestion complète d'un véritable Centre de Profit.
Votre rémunération de départ sera de l'ordre de 110.000 + frais et verra une évolution très rapide qui sera fonction de votre réussite.
Si ce challenge vous attire, envoyez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à **FYM-Conseil**, *Z.I. Lann Sévelin*, **56850 CAUDAN, en précisant bien la référence EP 502 sur l'enveloppe et le courrier.**

FYM

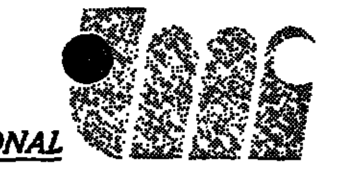
Val de Saône

Responsable Communication externe

Notre organisme consulaire de 80 personnes intervient dans des actions de conseil aux agriculteurs.
Nous recherchons pour développer nos relations extérieures un (une) Responsable Communication.
Sa mission :

- concevoir et diffuser avec l'aide des cadres et techniciens des documents de formation et d'information,
- faire connaître l'activité de notre organisme par l'intermédiaire des médias et des manifestations régionales,
- créer des liens privilégiés avec les décideurs de la région.

Pour ce poste, une formation supérieure et une expérience identique sont nécessaires. La curiosité, le sens du contact et une bonne rédaction indispensables.
Jacques VUARIER traite confidentiellement votre candidature, il vous remercie de lui écrire s/réf. 4006 LM



CONSEIL EN RECRUTEMENT
Immeuble « Le Galaxie »
89, rue de la Villette - 69003 LYON
Tél. : 72.34.59.39
PARIS - LYON - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

ALSTHOM

DIVISION MATÉRIELS FERROVIAIRES

recherche pour son unité d'études et de production de matériels électroniques complexes, située à Villeurbanne
(500 personnes dont 100 ingénieurs)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN SUPÉLEC ou TÉLÉCOM

pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes de haute fiabilité.

Notre activité nécessite des déplacements parfois importants, en France ou à l'étranger.

Envoyer c.v., photo et lettre manuscrite à :
ALSTHOM, service du personnel,
11-13, avenue du Bel-Air,
69627 Villeurbanne Cedex.

TECHNOMED INTERNATIONAL

Notre société de constitution récente étudie, développe et commercialise internationalement des systèmes sophistiqués de thérapie électromédicale. Dans le cadre du développement international de ses activités

nous recherchons :

un chef de service après-vente Réf. C.A.V.

Ce technicien possédant une forte expérience de service après-vente sur site et d'installation devra pouvoir gérer la totalité des actions d'un groupe de techniciens dans le cadre d'un budget et sur la base d'objectifs de rentabilité.
Parfaitement bilingue, anglais, français, il pourra être conduit à effectuer lui-même des missions de formation et d'expertise.
Poste basé à Lyon.

Un technicien de service après-vente Réf. T.A.V.

Ce technicien devra allier les qualités suivantes :

- grande disponibilité (déplacement de longue durée prévu aux U.S.A. ;
- bonne compétence dans les domaines de micro-informatique et de robotique ;
- bonne connaissance de la langue anglaise.

Poste basé à Lyon.

Transmettre C.V., photographie et prétentions à :
TECHNOMED INTERNATIONAL
52, rue de la Fédération, 75015 PARIS.

Ingénieur assurance qualité

Vous êtes ingénieur débutant ou ayant quelques années d'expérience. Nous vous proposons d'assurer une fonction d'assurance de la qualité pour un des départements de notre branche composants industriels (techniques dominantes : micromécanique - électrotechnique...).
Vos missions essentielles seront :

- la participation au développement dès la conception des produits;
- les études prévisionnelles de fiabilité;
- la qualification des produits;
- le pilotage de l'Inspection Produits Finis et la mise en place des moyens de contrôle;
- la participation aux discussions techniques avec nos principaux clients exigeant un très haut niveau de qualité (aéronautique - nucléaire...).

Pour un ingénieur débutant, une formation dans le domaine de la qualité est nécessaire (formations appréciées : U.T.C. Compiègne - Angers ou ENSAM - ENSI...).
Ce poste est à pourvoir à Valence

Crouzet

Envoyez votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A. 25, rue Jules-Védrines 26027 Valence Cédex en précisant la référence IAQ/LM.

TIOXIDE FRANCE

Filiale de TIOXIDE Group PLC (G.B.)
1er producteur européen d'oxyde de titane, recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Pour son service entretien travaux neufs.
Dans un premier temps, affecté au bureau des méthodes, il participera à d'importants projets de modernisation des équipements, tant au niveau des études que des réalisations. Ce poste peut convenir à un jeune généraliste (A.M. - IDN...) ayant le sens de l'organisation et le goût des contacts humains.
La pratique de l'anglais est souhaitable.

Adressez votre candidature manuscrite avec CV et prétentions à TIOXIDE FRANCE - Direction des Relations Sociales - B.P. 89 - 62102 Calais Cedex.

CONTESSE

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS





HATIER

Responsable Éditorial HF secteur Sciences

Rattaché à la **Direction des Éditions Scolaires**, véritable homme-produit de son secteur, il assurera la réalisation d'une gamme d'ouvrages principalement destinés à l'enseignement secondaire.

Le candidat doit posséder **une formation scientifique de niveau universitaire** ou équivalent.

Une première expérience professionnelle d'environ 5 ans est souhaitée, de préférence dans le secteur de l'édition ou dans un secteur apparenté.

Rigueur et esprit pratique sont indispensables, mais c'est la créativité et le sens de l'animation qui conditionnent la réussite dans ce poste passionnant et évolutif.

Adresser CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à : Éditions HATIER, Direction du Personnel 8, rue d'Assas 75006 Paris qui garantit la plus totale discrétion.

PUBLICITÉ

INGÉNIEURS LOGICIELS

DECISION INTERNATIONAL S.A., implantée en France et aux Etats-Unis, recherche pour ses Directions Opérationnelles de PARIS, TOULOUSE, MARSEILLE-AIX, des Ingénieurs Informaticiens ayant au moins deux ans d'expérience en logiciel de base et en applications CAO, Scientifique, Temps Réel dans les environnements:

VAX.VMS - FORTRAN | MITRA MMT2-LTR
UNIX, C, PASCAL | MINI 6 GECOS

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :
DECISION INTERNATIONAL
Direction du Personnel
112, rue de Paris
92100 BOULOGNE



Des hommes au cœur de l'intelligence informatique.

Stag

Entreprise d'importance nationale exploitante de services PUBLICS D'EAU, D'ASSAINISSEMENT, et assurant les TRAVAUX PUBLICS CONNEXES, recherche

Ingénieurs Confirmés

Diplômés Grandes Ecoles

ayant de 5 à 10 ans d'expérience sur le terrain, dans la DISTRIBUTION D'EAU, L'ASSAINISSEMENT ou les TRAVAUX PUBLICS.

Ils devront être motivés pour assurer à terme des responsabilités importantes.

Les postes à pourvoir sont basés dans des villes moyennes de Province.

Mobilité pour une mutation dans toutes les régions de Métropole, éventuellement à l'étranger souhaitée. Une disponibilité rapide sera un avantage.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétention sous réf. 880 à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 PARIS.

AVON MAGAZINE :



UN CATALOGUE POUR VENDRE EN BEAUTE.

***AVON** propose l'aventure : pour faire partie d'une équipe décidée à bien communiquer pour mieux vendre et prête à diffuser une nouvelle culture créative au service du marketing.*
***AVON MAGAZINE**, c'est la vitrine N° 1 du N° 1 mondial des cosmétiques. En France, nous avons bien l'intention de profiter du know-how du groupe en matière d'édition et d'y mettre «the french touch».*

DIRECTEUR DE LA CREATION ET DE LA COMMUNICATION

Habile technicien et créatif averti, il est responsable au premier chef de l'élaboration et de la mise en place des stratégies de communication : un job sur mesure pour un homme ou une femme qui a de l'étoffe. (Réf. DC).

DIRECTEUR ARTISTIQUE

La trentaine, c'est une «personnalité» : un professionnel de la mise en page, à l'écoute de la création et de l'édition publicitaire, sensible au concept produit/marché. Il allie à chaque instant rigueur et créativité, en harmonie avec le Directeur de la Création. (Réf. DA).

REDACTEURS

Capables de s'imprégner de la copy-strategy anglo-saxonne pour mieux l'adapter aux mentalités françaises, ils travaillent «serré» pour que le mot soit phare... et le produit star. Rédacteurs juniors : à vos plumes !
Si vous aimez les techniques de Direct Marketing vous serez vite des pros. (Réf. R).

CHEF DE FABRICATION-PRODUCTION

C'est l'homme-clef de la production et de l'édition des documents promotionnels, le négociateur habile, le lien entre la création et les fournisseurs. Passé maître en arts graphiques, il bénéficie du savoir-faire européen du groupe en matière d'édition et deviendra à terme le Directeur de Fabrication. (Réf. FP).

MAQUETTISTE-METTEUR EN PAGE

Typo, photo, repro, il connaît bien ! Et met ainsi son talent au service des créatifs. Passionné de qualité, il épouse scrupuleusement les délais du planning de fabrication. Avec lui, toutes les trois semaines, les mots et les produits deviennent des images. (Réf. MM).

CHEFS DE PRODUITS JUNIORS

ESC, Sciences Po, anglophones et «vendeurs». Ils gèrent les campagnes de promo. Leur ambition : devenir des surdoués du Direct Marketing. La compétition sera rude, les budgets en jeu considérables ; ensemble, ils gagneront leurs galons sur le champ de bataille des ventes. (Réf. CP).

PUBLICISTE

Toutes ces fonctions sont porteuses d'avenir. Pour plus d'informations, écrivez-moi, en précisant votre rémunération actuelle. Je garantis la plus stricte confidentialité. Aymar d'Humières, Directeur du Marketing, AVON S.A. 60290 Rantigny.





emplois régionaux

SOCIETE DE SERVICES ET D'INGENIERIE INFORMATIQUE
(820 personnes, C.A. 300 M.F.)

PARTENAIRE D'UN GROUPE INDUSTRIEL DE TAILLE INTERNATIONALE

recherche pour

LA BRETAGNE

INGENIEURS-INFORMATICIENS

- débutants ou ayant quelques années d'expérience
- compétences *souhaitées en microprocesseur* INTEL 8088 et en langages Assembleur, PLM ou C.
- Lieu de travail *QUIMPER*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à N. 5188 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

RESPONSABLE PERSONNEL et ADMINISTRATION

Cet établissement de 500 personnes doit entretenir et développer une bonne symbiose avec les services centraux du siège, tout en assumant sur place une *autonomie* de fait dans sa gestion interne, notamment sociale, administrative et budgétaire.
Pour y atteindre, et maintenir haute la fonction Personnel, nous recherchons un cadre de vive-eau et *d'absolue probité qui, dans le domaine confié,* sera le point d'appui exigeant et sûr de sa Direction.
Une formation supérieure (Droit, Sup de Co, ou équivalent), plusieurs années d'expérience, et une motivation de *granit sont indispensables.*

Merci d'adresser sous identification C 931, un dossier d'emblée très complet (C.V., *références*, photo, indication de salaire) au





CEIP Conseil d'Entreprises
56270 PLOEMEUR

Société produisant des biens d'équipement
recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

pour conception et développement de la partie électronique de nouveaux matériels.

- *Formation Ecole d'Ingénieurs en Electronique.*
- *Expérience industrielle de quelques années.*
- *Connaissance circuits imprimés souhaitée.*
- *Possibilité d'évolution.*
- *Résidence ville agréable de province.*

Adresser C.V. détaillé sous réf. 59213 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS

IMPORTANTE BANQUE NATIONALE

recherche

UN SECOND POUR SON AGENCE DU HAVRE
CLASSE V OU VI

- Titulaire d'un diplôme universitaire, école de commerce, I.T.B. ou C.E.S.B.
- Expérience réussie d'au *moins* 5 ans acquise dans un établissement bancaire sur une clientèle industrielle et commerciale.
- Evolution de carrière assurée.

Prière d'adresser votre candidature (lettre, c.v., photo et rémunération actuelle) s/n° 7 124 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.



CAE International.

General Electric CAE International Inc
31, boulevard des Bouvets, 92000 Nanterre France.
Tél. : (33-1) 47-78-14-45.

SDRC

RECHERCHENT UN

INGÉNIEUR SUPPORT LOGICIELS ÉLÉMENTS FINIS (SUPERTAB)

Nous sommes chargés du marketing, de la vente, de la formation et du support des logiciels d'ingénierie assistée par ordinateur SDRC qui incluent :

- La conception volumique 3 D ;
- Le calcul de structures ;
- L'analyse modale ;
- Le dessin 2 D.

Pour faire face à la croissance exceptionnelle de notre marché (industries automobile, aéronautique et de l'énergie) en France, Italie et Espagne, nous recherchons :

- 1 ingénieur support éléments finis.

Vous avez une formation d'ingénieur complétée d'une solide expérience dans le domaine du calcul des structures.
Nous vous offrons de travailler sur des produits de pointe, pour une rémunération motivante, et dans la perspective d'un développement de carrière en France et à l'étranger.
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Contactez-nous rapidement à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Débutants, réussissez dans l'informatique



Filiale informatique des Assurances Générales de France, nous organisons un

stage de formation

intensif et rémunéré de cinq mois, aux techniques de l'informatique (langage de programmation, bases de données,...) débutant mi-mai 1986.

Vous êtes diplômés

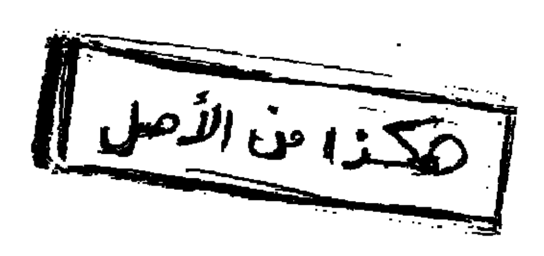
maîtrise ou DEA scientifique

Vous êtes fermement décidé à devenir un professionnel de l'informatique, réalisez cet objectif avec nous.

A l'issue de ce stage, vous participerez activement dans l'une de nos équipes, au développement de projets importants et variés sur un matériel IBM haut de gamme (3300 terminaux répartis en France), dans un environnement jeune, motivant et offrant de réelles perspectives d'évolution.



Pour rejoindre nos équipes, adressez votre candidature (CV + photo) sous la réf. M 406 à
GIE - Service du Recrutement
Tour Franklin - 92081 Paris La Défense Cedex 11



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes un grand groupe français leader (prestations de services destinés au grand public) composé de plusieurs filiales performantes et à taille humaine.

Nous recherchons :

• Le Chef de service marketing et ventes d'une de ses filiales - banlieue nord-ouest

Rattaché au Directeur de celle-ci, il aura une activité complète impliquant réflexion et action sur le terrain :
- étude des marchés,
- élaboration des produits,
- promotion des ventes,
- communication, image de marque, relations extérieures, négociation avec les collectivités locales.

Ce poste conviendrait à un ESC désireux de valoriser une première expérience en marketing de 2 à 3 ans et capable d'assumer une responsabilité globale. Dynamisme, capacités de contact, rigueur et imagination lui permettront de s'affirmer dans ce poste.

référ. ZS 426 CM

• L'Adjoint du chef de service marketing et ventes d'une autre filiale - Yvelines

Il collaborera étroitement à toutes les activités du service : études, élaboration des produits, communication, promotion, relations extérieures, négociation avec les collectivités locales.
Ce poste conviendrait à un ESC ou équivalent, débutant ou ayant une première expérience dans le marketing. Dynamique, rigoureux et de bon contact.

référ. AT 427 CM

Ces deux postes ouvrent de réelles perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

PUBLIPANEL

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



Au sein de l'équipe de direction

Diriger la production

La filiale emballage d'un groupe important recherche le Responsable de Production de l'une de ses unités régionales (275 personnes) située à 100 km au nord de Paris, chaque unité ayant la vocation et la structure d'un centre de profit.

Il aura fait la preuve de ses qualités d'animateur dans une expérience réussie de direction d'équipes importantes en production (5 ans environ). Il saura à la fois être présent sur le terrain, réfléchir aux évolutions techniques et sociales dans le moyen terme et les mettre en œuvre.

Il sera en effet étroitement associé à l'élaboration de la politique générale de l'unité au sein de l'équipe de direction qui regroupe également la fonction commerciale et relations sociales.

Une formation d'ingénieur, des qualités de battant et d'ascendant personnel, la volonté de s'impliquer fortement dans la vie de l'entreprise ouvriront dans l'avenir au candidat retenu une évolution intéressante dans le groupe.

PUBLIPANEL

Écrire sous référ. FM 354 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



Société de forte notoriété et leader dans son domaine : systèmes électroniques et électrotechniques, rattachée à une société internationale recherche un

Ingénieur production
AM, INSA, ESME...
4/5 ans d'expérience

Dans le cadre du développement de sa production, il prendra en charge sous la responsabilité du directeur industriel les ateliers de fabrication, la sous-traitance et le contrôle d'équipements sophistiqués.
La gestion et la planification de la production, l'animation des équipes et l'optimisation de l'organisation et des moyens seront les objectifs essentiels de la fonction.
Ingénieur diplômé en électronique ou électrotechnique, le candidat aura 4 à 5 ans d'expérience méthodes, fabrication dans l'industrie électronique, des capacités réelles d'animation et d'initiative.

Poste : banlieue ouest Paris.
Rémunération : 240.000 + selon expérience.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. GV 323 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



INDUSTRIE PAPETIÈRE
Chef de fabrication

Un groupe papetier français solidement implanté, recherche le Chef de Fabrication de l'une de ses usines.

Rattaché au Directeur d'une unité à taille humaine (200 personnes), il gérera la production d'une machine rapide et animera un effectif de 70 personnes travaillant en continu.
Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, ayant une très solide expérience de l'industrie papetière, témoignant de qualités marquées d'organisation et d'animation et d'un goût réel pour le commandement.

Poste : région Midi-Pyrénées.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. MF 416 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



ECP, Mines, AM... débutants

Plâtres Lafarge (CA 1,2 milliard, 1.300 personnes) importante branche de Lafarge Coppée et représentant un ensemble industriel de douze usines très automatisées, offre un début de carrière en usine.

Nous recherchons un **ingénieur débutant de fort potentiel,** dynamique et réalisateur, qui, intégré à l'une des usines et rattaché au Directeur de celle-ci, sera formé en vue de se voir confier à terme des responsabilités opérationnelles.

Ce poste comporte de nombreux aspects relationnels et permet de connaître l'ensemble des activités d'une unité à taille humaine (140 personnes).
Les perspectives d'évolution sont réelles dans les différentes branches du Groupe.
Une connaissance de l'anglais, une familiarisation avec l'informatique ainsi qu'une mobilité géographique sont nécessaires.

Premier poste : ville de province.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. UN 422 CM
Discrétion absolue



SSII en forte expansion

recherche

CHEFS DE PROJETS

+ 4 ans d'expérience grandes écoles

ANALYSTES PROGRAMMEURS

+ 2 ans d'expérience – bac + 4

pour mener des missions auprès de clients importants.
- Expérience milieu bancaire.
- IBM/BULL/VAX/HP.
- Expérience des SGBD : ADABAS/IDMS/IDS/DL 1.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

pour commercialiser des prestations de conseils, d'ingénierie et d'assistance.
- 1re expérience réussie en SSII.
- Salaire motivant.

Capable d'assurer à terme une direction d'agence.

Ecrire avec c.v. et photo I.P.I. 26, rue du Renard, 75004 Paris.

Direction Informatique

PEUGEOT S.A.

recherche spécialiste

RÉSEAUX LOCAUX INDUSTRIELS

Ingénieur ou universitaire bénéficiant d'une spécialisation en informatique industrielle, il devra connaître les nouvelles techniques d'interconnection d'équipements programmables hétérogènes.

Il est indispensable qu'il parle couramment anglais.

Il participera à l'étude des besoins correspondants aux projets du Groupe, à l'étude de l'offre, aux tests menés dans un centre de validation des réseaux locaux, à des projets internationaux.

L'expérience acquise chez un constructeur ou dans une société de service sera appréciée.

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae et photo à PEUGEOT S.A. – Gestion du Personnel 75, avenue de la Grande-Armée – 75116 PARIS.

DISCRÉTION ASSURÉE.

FACTOFRANCE HELLER

recrute

ATTACHÉ (E) DE CLIENTÈLE

Etablissement financier leader sur son marché (financement, assurance et gestion de créances commerciales), offre à un jeune cadre AMBITIEUX ET VOLONTAIRE l'opportunité de se joindre à son Département exploitation.
Au sein d'une équipe jeune et dynamique, nous vous confierons le suivi et le développement d'un portefeuille très varié de PME-PMI tant sur le plan des relations commerciales que sous l'aspect analyse du risque. Vous devrez assurer l'animation d'une équipe ainsi que la responsabilité d'un centre de profits.
Ce poste exigeant mais PASSIONNANT, basé à Paris, requiert, outre une formation supérieure de type SUP de CO, MAITRISE DE GESTION, une expérience professionnelle réussie de 2 à 3 ans orientée vers la finance comptabilité.
Nous recherchons une personnalité affirmée :
- sens commercial et aptitude à la négociation à tous niveaux ;
- esprit d'analyse et de synthèse ;
- faculté d'adaptation ;
- rigueur et diplomatie.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France.
La rémunération ne sera pas inférieure à 140.000 F +/an + intéressement et participation.
Envoyez C.V., photo et prétentions sous nº 7.125 M, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Paris - Ile-de-France

CITRA

Ingénieurs études de prix T.C.E.

Si vous êtes un vrai professionnel, vous nous connaissez, car vous nous rencontrer.
Filiale du groupe SPIE BATIGNOLLES, nous réalisons 2 Milliards de CA en France avec une progression particulièrement significative ces dernières années. Vous connaissez aussi notre niveau d'exigence, nos moyens, nos réalisations et notre conception de l'entreprise. C'est dans cet esprit que nous voulons étoffer notre structure étude de prix.

Votre fonction :

Manager ou réaliser personnellement les études T.C.E. de tous ouvrages Bâtiment en relation constante avec des services travaux et commercial.
Négocier dans un souci du meilleur rapport prestation/prix en proposant des variantes adaptées.
Entretenir et développer les contacts privilégiés nécessaires à des relations durables avec les interlocuteurs concernés (clients, BET, architectes, entreprises sous-traitantes...).
Si votre formation d'ingénieur, votre expérience travaux ont été un 1er support à votre fonction Études actuelle
Si votre pratique aujourd'hui aux plans technique et financier de l'entreprise générale est réelle.
Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si votre polyvalence est étayée par vos études actuelles, si enfin vous possédez de très solides bases techniques (gros oeuvre et second oeuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

AFCOREM

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M/1116 G à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

PARIS LYON

Société d'expertise comptable Paris-Est recherche

ASSISTANT

confirmé DECS complet expérience cabinet indispensable, poste évolutif pour élément dynamique. Adresser c.v. manuel photo et prétentions AMP nº 1 330/MS 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15e, qui tr.

Pour septembre 1986

ÉCOLE DE COMMERCE préparant au BTS de commerce international recherche

PROFESSEURS

- Economie et organisation des entreprises.
- Géographie économique, produits et marchés.
- Techniques du commerce international.

Impérativement exp. de 5 ans de préparation aux BTS.

Vacataire, qq heures semaine.

Envoyer c.v. et prétentions à : Publicité Claude Michel, 82, bd de Sébastopol, 75003 Paris qui transmettra.

GENIOUS SYSTEMES rech.

3 INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R.
PDP, VAX, SOLAR,
68000, 80/86...
Tél. : 46-05-35-80.

Important installateur en téléphonie privée recherche 1 technicien supérieur de maintenance, grande capacité, pour région Provence.
Ecrire sous le nº 7 117 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Assoc. rech. RESPONSABLES séjours linguistiques, Angleterre, Pâques zone 1, anglais courant. Tél. 45-00-13-41.

Jeunes diplômés HF

(enseignement supérieur commercial ou de gestion).
Une première expérience professionnelle (2 ans maxi) a révélé votre sens du contact et vous permet, maintenant, d'aborder avec ambition le monde des affaires et de la finance.
Notre Groupe Bancaire vous propose, après formation à nos produits et méthodes d'être rattachés à une direction d'agence et de prendre en charge le développement de nos activités auprès des clientèles **« privée »** et **« entreprises ».**
Votre volonté de réussir alliée à un bon potentiel de développement vous ouvrira d'intéressantes perspectives de carrière au sein de notre réseau commercial (implantation nationale).
Ecrire, en précisant votre degré de mobilité (Paris, province) avec C.V., photo et salaire actuel sous réf. **4819** à **PIERRE LICHAU S.A.** 10, rue de Louvois - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

Pierre Lichau S.A.

GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL recherche pour renforcer l'infrastructure de son réseau :

Cadre Cl. VII, VIII

maîtrisant les volets administration et opérations d'une unité de grande taille *(500 agents).*

Véritable « patron », le cadre retenu hâtera la modernisation des procédures informatiques et de contrôle, et pilotera tous les projets tendant à l'accroissement de la productivité.

Adresser curriculum-vitae détaillé à :
M. BRY - 12, rue de Dantzig - 75015 PARIS
(qui transmettra)

Le Conseil Général du Val-d'Oise

RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS

DES ATTACHÉS (H./F.)

LES 26 ET 27 MAI 1986

La clôture des inscriptions est fixée au 27 avril 1986 délai de rigueur (le cachet de la poste faisant foi).
Nombre de postes : 2 au concours externe.
1 au concours interne.
Tout candidat doit être titulaire d'un diplôme national de 1er ou de 2e cycle.

Pour tous renseignements, s'adresser au :
CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE
Direction du personnel et de l'action sociale
Bureau des statuts, du recrutement et de la formation.
2, le Campus, 95032 Cergy-Pontoise.
Tél. : 34-43-31-32, 34-43-31-33.

Grande Ville du littoral méditerranéen

Responsable organisation informatique

- Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire Maîtrise Scientifique/Informatique -

Entreprise BTP Innovante
Leader sur son marché
800 personnes en France
CA = 500 Millions

Rattaché à la Direction Générale,
• Il assurera
- la mise en œuvre du nouveau plan informatique lié à des objectifs d'amélioration de la gestion au siège, dans les agences et les installations techniques.
Cette mise en œuvre comporte la prise en charge des problèmes d'organisation liés aux développements informatiques.
- l'évolution permanente du plan informatique en liaison avec les utilisateurs.
• Il dirige une équipe informatique d'environ 10 personnes.
• Il a un rôle de coordinateur/animateur pour les moyens informatiques décentralisés.
Cette fonction implique une expérience de 5 ans environ comme chef de projet ou la responsabilité d'un service organisation informatique ; elle convient à une personnalité bien affirmée et rigoureuse, possédant une vision large des problèmes et ayant d'excellentes qualités de contacts en vue d'établir un dialogue constructif avec les divers utilisateurs. La connaissance du matériel DEC et l'expérience BTP sont appréciées.

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous réf. 71715/M à R. VERDET,
Sélé-CEGOS Informatique Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

séié CEGOS INFORMATIQUE

PUBLIVAL

ALIMENTAIRE

Le meilleur chef de groupe produits pour la meilleure marque mondiale

Groupe international de tout premier plan recherche pour développer et gérer une gamme de produits correspondant aux marques les plus prestigieuses, un jeune Chef de Groupe Marketing de haut niveau et de fort potentiel.

HEC, ESSEC, ESCP + MBA apprécié, il aura 5 ans à 8 ans d'expérience marketing produits grand public acquise chez un des "grands" de la profession et impliquant la gestion de budgets importants, l'animation d'équipe de chefs de produits, et la motivation des forces de vente.

L'ensemble des techniques publi-promotionnelles sera bien maîtrisé : publicité (liaison avec agences renommées), sponsoring... et les qualités de rigueur dans la précision et dans la gestion, ainsi que celles de créativité pour le développement de nouveaux produits auront été solidement prouvées.

La réussite dans ce poste stratégique constituera la première étape d'une carrière brillante dans le groupe.

Poste : ville côte méditerranéenne
Ordre de grandeur de rémunération : 350.000 F. +

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. BU 428 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris



Des logiciels pour de grands projets

CHEFS DE PROJETS ET INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Nous sommes une importante société de systèmes informatiques, filiale d'un grand groupe de notoriété internationale.
Nous avons la responsabilité du développement des logiciels dans nos systèmes d'informatique du commandement, de réseaux intégrés de communication, de téléconduite et de supervision.
La croissance de nos activités nous amène à renforcer nos équipes et à recruter des INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE.
Nous vous offrons un environnement de travail mettant en œuvre les méthodes les plus modernes en conception, réalisation et qualification des logiciels.
Nous apprécierons des compétences en logiciel temps réel, en visualisation, en communications et en bases de données.
Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature sous référence 857 M à l'agence CURRICULUM, 4, rue Tronchet 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

CURRICULUM

Ingénieurs chefs de projets études et développement

chez un leader mondial

SAFT leader mondial dans le domaine de l'énergie autonome, recherche deux Chefs de Projets pour travailler sur des produits de haute fiabilité destinés à l'industrie de l'armement.

Ils seront chargés d'animer, contrôler, coordonner toutes activités permettant le bon déroulement et l'aboutissement de projets de développement, en liaison étroite avec les clients et avec tous les services internes participant à la réalisation de ces projets.

Deux postes sont à pourvoir :

• PILES - ARGENT - ZINC
Ingénieur ECP, AM, ENSI..., ayant environ 5 ans d'expérience dans le développement de matériels d'armement de haute technologie. **réf. WP 424 AM**

• PILES THERMIQUES
Ingénieur ECP, AM, ENSI..., ayant 1 an d'expérience professionnelle ou débutant. **réf. YR 425 AM**

Ces deux postes impliquent capacités d'adaptation à la mise en œuvre de techniques variées, rigueur, dynamisme et excellentes qualités de contact. Ils nécessitent également la connaissance de l'anglais.

Ces deux postes se situent en proche banlieue est de Paris.

PUBLIPANEL

CGE

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

CHEFS DE PRODUITS

PARIS
Produits de consommation durable et d'équipements intermédiaires.

Une Société française (C.A. 2,5 Milliards F - Effectif 2.900 personnes), filiale d'un groupe industriel allemand, leader mondial sur plusieurs lignes de produits techniques de haut de gamme, et qui accorde une extrême importance à sa politique Marketing, recherche DEUX CHEFS DE PRODUITS. Ils seront responsables, chacun pour sa ligne de produits, de la détermination de la stratégie en fonction des données du marché, du plan marketing, de l'établissement des prix de vente, de leur chiffre d'affaires et de leurs marges. Ils proposeront des mesures susceptibles d'améliorer le positionnement et les parts de marché de leurs produits. Ils se tiendront au courant de l'évolution du marché et de la concurrence et ils garderont un contact constant avec les différents types de distribution (GMS, grossistes, détaillants). Ils auront un rôle de proposition en matière d'évolution des gammes, de fixation des prix, de conditionnement,... en fonction des spécificités du marché français. Les candidats retenus, âgés d'environ 30 ans, de formation Ingénieur ou Grande Ecole de Commerce, connaîtront si possible la langue allemande et ils posséderont plusieurs années d'expérience acquise dans le marketing de distribution de produits de consommation durable ou d'équipements intermédiaires.
Ecrire sous référence 827/M à :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

SILEC

Importante Société de Construction Electrique, recherche

INGENIEUR ELECTRO-TECHNICIEN

pour son équipe chargée des études techniques en relation avec la clientèle sur les problèmes d'énergie (BT - MT - THT) et des télécommunications (en particulier des liaisons à fibres optiques).
Lieu de travail : Région FONTAINEBLEAU
Ce poste permet d'envisager un avenir professionnel rapidement évolutif au sein de la société et conviendrait donc à un Ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.
Quelques années d'expérience industrielle seront appréciées.
Adresser C.V. et lettre manuscrite au Service du Personnel - SILEC
64 bis, rue Monceau - 75008 PARIS



Adjoint du secrétaire général

Une société industrielle de 1500 personnes leader mondial dans son domaine filiale d'un des premiers groupes français recherche l'Adjoint de son Secrétaire Général.

Le secrétaire général traite l'ensemble des problèmes économiques, juridiques, financiers et comptables de la société et de ses filiales.
Il déléguera à son collaborateur des responsabilités qu'il assumera avec autonomie dans les domaines :
- préparation et suivi des délibérations des conseils d'administration de la société et de ses filiales,
- préparation et suivi des contrats faits par la société avec les différentes administrations et organismes publics,
- préparation et suivi des accords entre la société et ses partenaires français et étrangers, y compris des opérations juridiques et financières impliquées par la politique de croissance externe de la société.

La réussite dans ce poste important nécessite :
- une formation HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po...,
- 5 ans d'expérience au sein des services centraux d'une banque, d'un grand groupe international ou d'un organisme public,
- le goût de la négociation, le sens des contacts, la capacité de maîtriser des disciplines différentes,
- la connaissance de l'anglais et éventuellement de l'espagnol.

Poste : Paris-La Défense.

Ecrire sous réf. CV 429 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

Ingénieur commercial

Secteur aéronautique

Vente de composants - Notre société, filiale française d'un groupe multinational en expansion distribue des composants plastiques utilisés dans l'industrie électrique et électronique. Nous recherchons pour notre équipe de vente basée au sud-ouest de la région parisienne, un ingénieur commercial. Rattaché à notre direction, il aura la responsabilité d'un chiffre d'affaires et devra faire progresser nos ventes et l'homologation de nos produits auprès d'une clientèle technique, principalement en bureaux d'études. Le secteur confié sera celui de l'aéronautique et de l'électronique professionnelle. Il aura à en analyser les besoins et à proposer, si nécessaire, une adaptation de nos produits à des applications spécifiques. Cette fonction implique à la fois une formation supérieure technique (BTS ou de préférence école d'ingénieur) et une première expérience réussie de 3 à 5 ans de la vente de biens industriels. L'anglais est souhaité. Le poste est basé au sud-ouest de la région parisienne. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience et comprend une voiture. Ecrire à PA en précisant la référence S/8073M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

the YankeeGroup europe

Nous Sommes:
- Leader mondial d'études et de conseils dans les domaines télécom, informatique, télématique, et productique;
- En forte croissance aux Etats-Unis, au Japon, en Australie, et en Europe;
- A la recherche d'un responsable commercial confirmé pour la France.

Si Vous Etes:
- Fort d'une expérience réussie de commercialisation dans notre secteur;
- Capable de prouver sans délai votre potentiel;

Nous devrions nous en entretenir.
Adresser lettre, C.V., et pretentions à:
the Yankee Group Europe
The Old Free School, George Street,
Watford, Herts. WD1 8BX, Grande Bretagne.
Anglais indispensable

Ville de plus de 40 000 habitants banlieue NORD-EST recrute

UN CADRE

pour diriger son secteur social. Adr. candidature + c.v. au : nº M 5 385 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

Cabinet Beau de Loménie 55, rue d'Amsterdam, Paris-8e, recherche

JURISTE

AYANT EXPÉRIENCE EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.
Adresser c.v. et prétentions au service du personnel.

Société d'expertise comptable

recherche d'urgence

2 SPÉCIALISTES

Consolidation groupes multinationaux et commissariats.
Déplacements province à prévoir.

Adresser candidature sous nº 7.121 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

هكذا من الأصل

مكرر من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

directeur commercial

FRANCE

350/400.000 F

Important Département (C.A. de l'ordre de 2 milliards de francs), d'une ENTREPRISE INDUSTRIELLE FRANÇAISE réputée – tant pour la progression et les résultats en France et à l'Export que la politique de haute qualité poursuivie à tous niveaux – renforce sa structure Produits/marchés et crée une DIRECTION COMMERCIALE FRANCE.

Dépendant du Directeur de Département et en liaison avec une structure spécialisée par ligne de produits, il prendra personnellement en charge la négociation des contrats avec les Clients importants. Il animera sur le terrain une petite équipe de Collaborateurs Commerciaux de haut niveau et performants auxquels il apportera ses connaissances en technique moderne de gestion des ventes. Il gèrera son budget.

Ce poste – essentiellement de contact et d'action – conviendrait à un DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESCP... âgé de 35/38 ans, ayant appliqué avec succès des techniques de gestion commerciale acquises dans une Société de Biens de Consommation durables. Il possèdera une expérience réussie de la négociation de grands contrats de fournitures industrielles par exemple, avec des Grossistes ou des Clients Transformateurs. Son professionnalisme ira de pair avec un rayonnement personnel qui lui permettra de s'imposer.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 3171 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

LE GROUPE

Casino

l'un des tout premiers

GROUPE FRANÇAIS DE LA DISTRIBUTION

(près de 40.000 personnes)
recherche

spécialiste sélection

JEUNES CADRES

Directement rattaché au Responsable de la Gestion des Cadres, il sera le CONSEIL des Directions opérationnelles dans le choix des collaborateurs à haut potentiel devant représenter l'encadrement futur du Groupe.

Ce poste – basé à Saint-Etienne – conviendrait à PSYCHOLOGUE CLINICIEN, âgé de 30 ans minimum, possédant une première expérience de 5 ans environ de la SÉLECTION de CADRES (interviews approfondies, tests métriques et projectifs) acquise au sein d'une grande Entreprise réputée notamment par la qualité de ses méthodes et procédures en matière de Gestion du Personnel. Ses compétences professionnelles iront de pair avec des qualités de contact, de bon sens et de rigueur, indispensables pour réussir dans cette fonction.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 3170 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Société industrielle : production grandes séries (3.000 personnes – 950 millions de C.A.) filiale d'un groupe en pleine expansion réalisant un C.A. de 2,7 milliards

recherche

SON CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au directeur de la gestion, le candidat retenu aura la responsabilité :

- de participer à l'élaboration des budgets et d'en effectuer le suivi ;
- d'assurer pour l'ensemble de la société la coordination de toutes les tâches relevant de la fonction en exerçant à ce titre une autorité fonctionnelle sur les contrôleurs de gestion en place dans les usines et au siège ;
- d'assurer les liaisons avec la gestion informatisée de la production.

Pour mener à bien ces différentes missions, il bénéficiera du concours d'une équipe de collaborateurs - comptabilité analytique - qu'il lui appartiendra d'encadrer.

Le poste convient à une personnalité dynamique, de formation supérieure et de fort potentiel, ayant au moins 5 années d'expérience dans les activités similaires, acquise sur le terrain en milieu industriel.

Le poste est à pourvoir au siège de la société située aux confins de la banlieue sud de Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo sous nº 7.122
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7ᵉ.



LION
Pour rugir de plaisir

REVE NOIR
REVE DORE
Le Rêve !

FOLKY
C'est plein de vie

LANVIN...

ROWNTREE MACKINTOSH

LEADER FRANCAIS DU CHOCOLAT...
...et à deux pas de PARIS, recherche

ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

HEC, ESSEC, ESCP... DEBUTANT

Considéré comme un véritable Chef de Produits en formation, vous vous familiariserez tout d'abord avec notre marché et nos méthodes de travail.
Vous serez associé à toutes les phases de la gestion et du développement d'un produit pendant 1 an environ. Après une expérience vente (6 mois sur le terrain) vous serez en mesure d'assumer les responsabilités complètes d'un Chef de Produits.
Si vous êtes attiré par ce projet et les perspectives qu'il vous ouvre, merci d'envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à Michel DASSE,
ROWNTREE MACKINTOSH SA, Noisiel,
77422 Marne-La-Vallée cedex 2.

CONTESSE

COMMERCIALISER NOS PROGICIELS

• De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans dans l'un des domaines suivants :

informatique - gestion commerciale
comptabilité - gestion du personnel

• Vous savez
ECOUTER, COMPRENDRE, CONSEILLER, GUIDER.

• Vous recherchez une entreprise moderne en pleine expansion qui vous confiera rapidement des responsabilités.

Alors vous devez nous rencontrer d'urgence car vous êtes l'un de nos futurs

ingénieurs d'affaires



"SPI, Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, filiale de PECHINEY, c'est aujourd'hui près de 500 personnes.
La Division Progiciels connait une très forte progression de CA en France et à l'Etranger car nos progiciels intéressent les plus grandes entreprises nationales et internationales.
En 1986, nos perspectives sont ambitieuses, et je souhaite étoffer nos équipes commerciales et informatiques d'hommes et de femmes de qualité".

Daniel Pelletier
directeur division progiciels.

"Responsable Commercial de la Division Progiciels, ma conception de la vente est résolument tournée vers le dialogue, le conseil et l'accompagnement à la décision. Voici donc le projet que je vous propose : après une formation intensive et complète (technique et commerciale), je vous confierai un portefeuille d'entreprises que vous prendrez en charge au sein de notre équipe.
Par votre expérience d'informaticien, ou de gestionnaire ouvert à l'informatique, vous saurez conduire avec succès les négociations commerciales avec les Directions utilisatrices de ces entreprises.
Ce que j'attends de vous : le sens du dialogue et des capacités de synthèse qui vous permettront d'instaurer un climat de confiance et de coopération. Pensez toujours que, pour le prospect, vous êtes celui qui sait rassurer, conforter, et apporter la réponse la plus adéquate à toute question soulevée".



Olivier Chastenet de Géry
chef du département commercial



Services et Progiciels Informatiques

Si ce projet vous intéresse, adressez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, en précisant la référence AM, à notre Responsable de ce Recrutement Jean-Pierre LEMONNIER
SPI - 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY




MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

Organisation et Publicité

SVP, GROUPE INTERNATIONAL DE CONSEIL EN INFORMATION,

leader de son marché, existant depuis 50 ans, implanté dans 18 pays, vend à ses clients, dirigeants, cadres d'entreprises, professions libérales, le savoir-faire de 500 experts et spécialistes avec lesquels ils peuvent dialoguer pour résoudre leurs problèmes dans les meilleurs délais.

SVP France recherche

un délégué commercial

PARIS

Le poste à pourvoir nécessite une bonne culture générale socio-économique, une expérience réussie de 3 à 5 ans.

Vous êtes intéressé, envoyez votre C.V. détaillé à SVP Madame LIPUSCEK
54, rue de Monceau - 75008 PARIS.



GROUPE SYSECA

Vous êtes issus d'une grande école, titulaires d'un Doctorat, d'un DEA, ou d'une maîtrise. Vous êtes débutants ou vous avez 5 ans d'expérience. SYSECA vous propose, dans le cadre de sa stratégie d'expansion, de devenir

ingénieurs informaticiens

Vous exercerez votre activité dans les domaines suivants : systèmes temps réel – informatique industrielle – logiciel de base – systèmes de gestion – systèmes de communication – systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M243 A à GROUPE SYSECA - Direction du personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (300 MF de CA, 820 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

F.F.F.

GROUPE IMMOBILIER, S.A. D'HLM D'IMPORTANCE NATIONALE, 1 300 PERSONNES CHERCHE POUR SON SIEGE A PARIS:

DES PROSPECTEURS FONCIERS H/F

- Sous l'autorité du Chef d'Agence, ils seront chargés de la recherche de terrains sur PARIS et la région parisienne.
- Formation supérieure + expérience indispensable.

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES H/F

- Chargé de la maîtrise d'ouvrages dans tous ses aspects juridiques, financiers et techniques, sa mission sera d'en assumer la responsabilité entière.
- Il sera diplômé de l'enseignement supérieur et aura acquis pendant plusieurs années une expérience effective dans ce domaine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et salaire actuel à :



F.F.F.
159, rue Nationale
75013 PARIS

Pierre Lichau S.A.

Jeune Chef de Projet



Dans le cadre de la mise en place de notre nouveau Schéma Directeur lié à la refonte complète de nos circuits et systèmes d'information, nous souhaitons intégrer à l'équipe existante (50 personnes) un Chef de Projet «junior» connaissant bien la comptabilité.
Vous avez impérativement une formation supérieure (Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion + DECS) et avez acquis une expérience de deux ans au sein d'une Direction Comptable ou d'un Cabinet d'Audit.

Nous n'attendons pas de vous de fortes compétences techniques en informatique mais plutôt la compréhension de nos mécanismes comptables. Celle-ci vous permettra de développer et de superviser la mise en œuvre des applications «comptabilité clients» et «gestion de trésorerie» ainsi que la formation des utilisateurs qui vous seront confiées.

Vos aptitudes à l'organisation et à la communication, ainsi que votre capacité à gérer vos projets en animant une équipe de 6 personnes vous permettront d'être l'interlocuteur privilégié de l'ensemble du service comptable.
La dimension de notre groupe vous donne la possibilité d'évoluer ultérieurement vers des fonctions plus diversifiées.
Ce poste est situé à ST-CLOUD.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'écrire à notre conseil, sous réf. 1491,
INFORAMA
7, rue Pasquier 75008 Paris.

INFORAMA *carrières*
la technologie par les hommes
MEMBRE DE SYNTEC

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

Gilbert Raynaud

15 ans de Conseil de Direction, Senior-consultant chez PA, puis Directeur d'ARGOS Paris, s'associe au

Groupe Antoine Benoit

Ses activités : l'organisation prospective, l'aménagement d'espace architectural, le génie informatique.

POUR CREER

GILBERT RAYNAUD PARTNERS : Conseil de Direction, recrutement des Cadres et Dirigeants, 18 avenue des Champs-Elysées 75008 Paris. Tél. (1) 47 23 78 20.

GRP& Gilbert Raynaud & Partners – CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

médio-system

Les consultants d'Actiman ont le plaisir de vous communiquer la nouvelle adresse à laquelle vous pourrez les joindre à partir du 2 avril 1986

20 rue Pergolèse 75116 Paris

Téléphone 45.01.27.27 – Télécopieur 45.00.97.00

Actiman

Rédacteur juridique

aux Editions DALLOZ

Nous recherchons, pour nos **Codes DALLOZ** un jeune juriste à qui nous confierons la responsabilité d'un ou de plusieurs de nos Codes.

Cette fonction nécessite un grand sens de la rigueur, l'esprit de méthode, des qualités d'application et le souci du détail.

Vous avez un DEA de Droit Privé et une première expérience professionnelle, si possible dans la documentation juridique: vous souhaitez maintenant intégrer une équipe hautement spécialisée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV + prétentions) à notre conseiller Roland CHABRIER sous réf. M 1Π.

ornicar 13, rue Royale 75008 Paris

PARIS SUD

La holding d'un Groupe de 40 sociétés régionales cherche un

CHARGE DE MISSIONS

Au sein d'une petite équipe il participera à la mise en place et au suivi de la

GESTION INFORMATISEE

dans les Centres Régionaux.

Il aura ensuite la responsabilité de l'adaptation et de l'évolution des applications.

28 ans environ, **Maîtrise de Gestion, Sup de Co** ou équivalent, son expérience professionnelle lui a permis d'affirmer son sens de l'**organisation** et son goût du **dialogue** et de la **formation**.

Nombreux déplacements de courte durée en Province. Formation technique assurée.

Envoyer dossier de candidature sous référence 427 M

Elisabeth FRENCH CONSEIL D'ENTREPRISE 17 rue Mirabeau, 75016 Paris. Discrétion assurée.

Chef de ventes export département feuilles

ONO – Société française en expansion, un des grands de l'emballage plastique, cherche dans le cadre du développement de ses structures un Responsable Export.

Rattaché au Directeur Commercial, le Responsable de ce poste aura pour missions :

- de développer la pénétration de la société à l'étranger, à l'échelon mondial,
- d'organiser dans différents pays l'activité commerciale d'agents, de les animer et de coordonner leur action suivant la stratégie de l'entreprise et l'environnement économique,
- d'animer au siège une équipe commerciale et administrative.

Ce poste implique une formation supérieure, école de commerce ou équivalent et une expérience commerciale à l'export d'environ 8 ans, acquise dans la vente auprès des industries alimentaires.

Perspectives d'évolution pour candidat dynamique, organisateur, disposant de qualités d'animateur et possédant le goût des voyages et une parfaite pratique de l'anglais et de l'allemand.

Rémunération motivante pour candidat de valeur.

Poste basé à 60 km sud-ouest de Paris.

Ecrire sous réf. TA 405 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec – **etap** – 4, rue Massenet 75116 Paris

PUBLIPANEL

Responsable des ressources humaines

siplast – Filiale d'un des premiers groupes industriels français leader européen dans les produits d'étanchéité (500 personnes - 2 usines, implantation Allemagne - U.S.A.).

Cette société performante qui poursuit son expansion en France et à l'étranger souhaite donner une nouvelle dimension à la fonction personnel, et offre un poste intéressant et motivant à un gestionnaire des Ressources Humaines.

Le titulaire du poste:

- aura la responsabilité du Service du Personnel,
- travaillera en relation étroite avec la Direction Générale, participera aux choix stratégiques dans le cadre d'une politique visant à développer conjointement la performance de l'entreprise et la motivation de ses équipes,
- sera chargé de poursuivre les actions déjà engagées, mais aussi initier de nouvelles opérations, de jouer un rôle déterminant dans le maintien d'un bon climat social et un rôle moteur dans la gestion dynamique des ressources humaines: évolution des carrières - formation - information - relations sociales - assistance aux directions opérationnelles.

Ce poste attractif et réellement évolutif conviendrait à un candidat de formation supérieure HEC, ESSEC, Sciences Po, Droit... ayant environ 5 ans d'expérience "terrain" dans la fonction personnel, ouvert, imaginatif et réaliste, organisateur, animateur et négociateur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. VO 423 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec – **etap** – 4, rue Massenet 75116 Paris

PUBLIPANEL

Importante société française de produits industriels, leader dans sa branche, offre un poste de

Chef de zone exportation

à un candidat disposant d'une formation supérieure (ESC ou Ingénieur) ainsi que d'une expérience de 3 à 5 ans de vente à l'exportation de biens de consommation ou d'équipements industriels, si possible dans le domaine TP ou minier.

Il sera chargé de suivre, de développer et de gérer une clientèle, d'apporter une assistance aux filiales.

Ce poste s'adresse à un candidat fortement motivé par l'Exportation, ayant le goût des déplacements, des qualités de dynamisme, d'autonomie, alliées à l'esprit d'équipe.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. UB 406 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec – **etap** – 4, rue Massenet 75116 Paris

PUBLIPANEL

Chef des ventes FRANCE emballage plastique alimentaire

Société française, transformation matière plastique, recherche dans le cadre de son expansion et pour développer sa principale ligne de produits, un Chef des Ventes France.

Ce responsable aura pour mission d'accroître la vente des feuilles extrudées et complexes auprès des industries alimentaires (secteur produits laitiers, viande, surgelés...). Il s'appuiera au départ sur une équipe qui pourra évoluer et se développer en fonction de la pénétration des produits.

Le poste implique une formation supérieure, Ecole de Commerce ou équivalent, une expérience de vente, 8 ans environ auprès des entreprises industrielles et aussi des qualités de dynamisme, de contact, d'excellent négociateur et d'animateur.

Possibilités d'évolution pour candidat de valeur.

Poste basé : 60 km sud-ouest de Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F. +

Ecrire sous réf. LE 415 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec – **etap** – 4, rue Massenet 75116 Paris

PUBLIPANEL

Jeune ingénieur responsable recherche et développement

Une société française à taille humaine (130 personnes) - faisant partie d'un groupe bien implanté - qui étudie, réalise et installe des systèmes automatisés et de haute performance de manutention et de tri, recherche un jeune ingénieur généraliste (AM - ENSI - ENI - INSA) ayant de bonnes connaissances en automatismes.

Rattaché directement au directeur Technique, il sera chargé:

- d'améliorer les produits existants,
- de développer des produits nouveaux.

Moteur des progrès techniques de la société, il se tiendra systématiquement informé de tout ce qui existe, à l'échelon international, dans le domaine d'activité concerné et il fera preuve de créativité, de réalisme et de bonnes capacités d'adaptation à des types de clientèle très diversifiés. Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste banlieue immédiate sud Paris.

Ecrire sous réf. PI 419 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec – **etap** – 4, rue Massenet 75116 Paris

PUBLIPANEL

Chefs services comptables et financiers

Un groupe industriel français de tout premier plan recherche les Chefs de Services Financiers et Comptables de deux de ses filiales.

Une de celles-ci à un CA de 400 millions, l'autre de 250 millions.

Ces postes conviendraient à des candidats ESC, DECS ou équivalent, ayant une solide expérience professionnelle, capables d'assumer la responsabilité:

- de la comptabilité générale et analytique,
- de la gestion de la trésorerie,
- de l'animation d'une équipe.

Les postes sont à pourvoir:

- **en Normandie** – **référence RK 420 AM**
- **dans le Pas-de-Calais** – **référence TM 421 AM**

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec – **etap** – 4, rue Massenet 75116 Paris

PUBLIPANEL

DSM France

INGENIEURS COMMERCIAUX

Paris réf. M6/142F – **Lyon** réf. M16/142 G

Filiale française de l'un des premiers groupes européens de l'industrie chimique, DSM France commercialise et distribue des matières plastiques. Elle dispose d'une structure nationale avec une agence à Paris et une agence à Lyon. C'est au sein de chacune de ces agences qu'un poste d'Ingénieur Commercial est à pourvoir.

Rattaché au directeur de l'agence et en liaison fonctionnelle avec le chef de produit concerné, l'ingénieur commercial est chargé de suivre, d'optimiser et de développer un courant d'affaires auprès d'une clientèle d'industriels et de transformateurs pour la gamme des produits polyéthylènes HD, LD et linéaires.

Nous souhaitons rencontrer un candidat possédant une formation technique et/ou commerciale et ayant acquis une expérience (3/5 ans) de la vente et de la commercialisation de produits, en milieu industriel.

La connaissance des matières plastiques, des techniques et du milieu professionnel qui y sont liées, sera considérée comme un atout important.

Les postes sont basés respectivement à Lyon et à Paris, avec, bien évidemment, des déplacements sur les secteurs géographiques dont les ingénieurs commerciaux auront la charge.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie, à :

EGOR RHONE ALPES Tour Crédit Lyonnais 129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 3 ou **EGOR S.A.** 8, rue de Berri 75008 PARIS

egor – PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Importante Entreprise de Travaux Publics Spécialisés Activité Internationale recherche

adjoint au chef du service juridique

Il aura pour mission d'assister celui-ci principalement dans les domaines suivants :

- contentieux contractuel,
- suivi de filiales principalement en France et occasionnellement à l'étranger,
- assurances brevets.

Une formation supérieure en Droit des Sociétés (Maîtrise - DESS), complétée par une première expérience professionnelle (T.P. apprécié). Son rôle nécessite en outre une certaine aptitude à assimiler les techniques particulières de l'Entreprise.

Anglais indispensable.

Lieu de travail : Nanterre.

Cabinet Leconte – *nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.*

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS – Réf. 50288

Pierre Lichau S.A.

GROUPE SYSECA

Dans le cadre de l'expansion de son activité SYSTÈMES DE COMMUNICATIONS nous recherchons

ingénieurs informaticiens

confirmés (3 à 5 ans d'expérience)

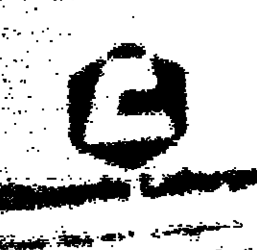
Spécialistes : Solar, Mini 6, Vax, Intel 80186, 80286.
Domaines : Télécommunications, Réseaux de données, Télématique, Micro-informatique.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M243 à GROUPE SYSECA - Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (300 MF de C.A., 820 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises



هكذا من الأصل

Ingénieurs Ensia - Ensaia

des usines du futur pour l'Agro-Alimentaire

Serete (800 personnes) est leader sur le marché de l'Ingénierie Agro-Alimentaire en France. Nos équipes conseillent et assistent nos clients dans la conception et la réalisation de leurs projets les plus diversifiés et les plus ambitieux :

études d'optimisation, plans directeurs industriels, restructurations ou constructions d'unités...

Pour consolider son avance, Serete renforce son potentiel de Technologues Agro-Alimentaires ayant acquis une première expérience de la production ou de la modernisation d'unités industrielles dans les domaines suivants :

boissons, laiteries, plats cuisinés...

Vous aspirez aujourd'hui à prendre en charge des missions plus globales de diagnostics, confirmer vos compétences et valoriser un savoir-faire en découvrant des horizons technologiques nouveaux. Le poste que nous vous proposons correspond à vos aspirations. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 83.60-M à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



La Direction Financière d'une importante banque française

recherche

RESPONSABLE DE SA CLIENTÈLE DES ASSOCIATIONS H/F

pour assurer au sein d'une équipe des missions se développant autour des quatre axes suivants :
- l'assistance technique auprès du réseau,
- la démarche directe auprès de la clientèle,
- l'animation des campagnes,
- le montage de produits.

Son expérience de plusieurs années dans la fonction ou au sein d'une institution (caisse de retraite, compagnie d'assurances, ...) lui a permis d'acquérir une bonne technicité dans le domaine des marchés financiers et de prouver ses qualités d'animation et de créativité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1572 à PLAIN-CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

jeune ingénieur d'affaires

Serete, leader sur son marché, recrute pour consolider son avance, un jeune Ingénieur d'Affaires motivé par les négociations de projets industriels complexes dans un ou plusieurs des domaines suivants :

Economies d'énergies, réseaux de distribution d'unités, centrales thermiques, ...

Vous avez acquis une première expérience dans l'un de ces domaines. Vous êtes attiré par le marché des économies ou substitutions d'énergie : charbon, électricité, déchets,... Vous aspirez maintenant à prendre en charge des missions plus globales de diagnostics, confirmer vos compétences et évoluer au sein d'une direction commerciale dynamique. Merci d'envoyer votre candidature à SERETE, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75013 Paris en précisant la référence 86.16-M



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Importante organisation professionnelle recherche pour son Département

DROIT DU TRAVAIL ET DES RELATIONS SOCIALES

un cadre spécialiste expérimenté

Formation : doctorat de droit ou équivalent avec orientation souhaitée droit du travail.

Le poste : le candidat dépendra directement du Directeur du Département. Il sera chargé :
• d'études de jurisprudence • de la rédaction de documents concernant l'évolution du droit du travail et de la jurisprudence. Il devra organiser et animer des réunions d'information des professionnels dans les domaines de sa compétence.

Profil : • expérience du droit du travail acquise en entreprise ou dans un organisme professionnel • ouvert aux contacts et à la communication • homme de dossiers et de relations publiques également.

Le poste est basé à PARIS 17e.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 86-114 M à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion.

nicole outin
15 rue marcel renault, 75017 paris.

Organisation et Publicité

UNITED AIRLINES

recherche pour poursuivre l'implantation en Europe du système informatique "Apollo Services" à destination des utilisateurs (tours operators, compagnies aériennes, agences de voyages, etc.).

Automation Manager Europe

Rattaché au Directeur des Ventes, basé à Paris, il aura à animer et gérer une équipe dont la mission porte sur :
- l'adaptation, la mise en place, l'assistance technique des systèmes vendus par les commerciaux.
- la formation et la réactualisation des connaissances des utilisateurs.
- la maintenance technique.

Expérience exigée de 5 ans minimum dans la vente ou le suivi de systèmes informatiques de haute technologie. La connaissance du secteur voyage - tourisme serait un plus.
Formation supérieure commerciale ou informatique, et parfaite maîtrise de l'anglais.

De 35 ans environ, le candidat devra justifier de qualités de communication alliées aux compétences techniques. Des déplacements sont à prévoir.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous réf. 26006 M à Danièle Chapuis

MRI conseil 13, rue Madeleine-Michelis, 92522 Neuilly

CURRICULUM



Leader sur le marché européen des soufflets métalliques. C.A. 100 M.F. DOURDAN (91).

Futur Directeur Technique

Rattaché à la Direction, son rôle consistera à superviser, animer et coordonner le bureau d'études, les services techniques, le contrôle-qualité, les laboratoires, et gérer une équipe d'environ 15 personnes.

Expérience réussie de 8 à 10 ans dans une fonction technique, si possible dans une entreprise de mesure et régulation.

Très bonnes connaissances de la technologie de transformations des métaux en feuilles et de la production en petites séries.

Ingénieur diplômé Arts et Métiers, ICAM, ECAM ou équivalent (spécialisation métallurgie). Anglais apprécié.

De 35 ans environ, le candidat devra justifier de ses compétences d'homme de terrain et de communication. La rémunération sera liée à son acquis professionnel.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 26007 M à Danièle Chapuis

MRI conseil 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

CURRICULUM

Linguistique et informatique

ERLI, première société de Conseil et d'Etudes en Linguistique et Informatique. Sa forte croissance (CA x 2 en 85) l'amène à recruter un

INGENIEUR COMMERCIAL

Sa mission consistera en priorité à développer les ventes et à renforcer la présence d'ERLI auprès des grands comptes.
Ce poste très évolutif s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou ESC), passionné de l'intelligence artificielle et de la linguistique. Il a acquis une expérience de quelques années dans la vente de logiciels sophistiqués et il a l'habitude des négociations à haut niveau. L'anglais est indispensable.
Lieu de travail : proche banlieue Sud-Est.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 602 136 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK

groupe carnaud
agir ensemble

Le Groupe CARNAUD, un des leaders européens de l'emballage métallique et plastique (7 milliards de C.A.) renforce le potentiel de sa fonction LOGISTIQUE-ACHATS au sein de son Entité Carnaud Afrique Orient - 6 sociétés implantées en Afrique, à Madagascar et au Liban - et crée le poste de

Responsable de la logistique et des achats

Rattaché au Président, vous aurez à rationnaliser et optimiser les achats effectués en Europe et à mettre en œuvre les méthodes et outils appropriés de la Logistique et des Achats dans les filiales.

Diplômé Ingénieur ou Sup de Co, avec si possible une formation type MAI Bordeaux et parlant couramment l'anglais, vous voulez valoriser une première expérience de 3 ans mini en milieu industriel.

Le poste basé à Paris entraine d'étroits contacts avec les usines et de fréquentes missions (50% du temps à l'étranger).

Il permettra au titulaire qui aura su créer cette fonction-clef – les consommations représentent 70% du C.A. – d'évoluer au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS, s/réf. 47.1191.

Mercuri Urval



PRÉSIDENT

Directeur Régional

Rattaché au Directeur Commercial du Département " vente à la coupe ", il devra développer les ventes des différentes marques, animer et gérer une équipe de " spécialistes " sur le secteur Paris et Région Parisienne.

Expérience réussie de quelques années dans la vente ou les achats de produits similaires, et très bonne connaissance des réseaux de distribution GMS et spécifiques exigées. Bonne formation commerciale.

De 30 ans minimum, le candidat devra justifier d'une excellente présentation, de dynamisme et de rigueur.

Rémunération motivante liée à l'expérience professionnelle du candidat.

Ecrire avec C.V. detaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 26008 M à Danièle Chapuis

MRI conseil 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

CURRICULUM



recrute

TROIS RÉALISATEURS

de radiodiffusion par voie de concours destiné à sélectionner des professionnels de haut niveau conjuguant technicité, créativité et aptitude à animer des équipes de production et à diriger des artistes interprètes.

Ce concours est ouvert aux titulaires d'un diplôme d'études supérieures (maîtrise ou équivalent) ou justifiant de quatre années au moins de références professionnelles dans le domaine de l'audiovisuel ou du spectacle.

Les renseignements ou le dossier d'inscription peuvent être obtenus en écrivant avant le 28 MARS 1986 à la Direction de la Formation Professionnelle Service Sélection - INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL 4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex.

ÉDITEUR SPÉCIALISÉ DANS LA PUBLICATION DE LIVRES PRATIQUES

RECHERCHE EN FREE-LANCE

ATTACHÉ(E) DE PRESSE CONFIRMÉ(E)

POUR OPÉRATIONS PROMOTIONNELLES PONCTUELLES.
EXPÉRIENCE DE L'ÉDITION INDISPENSABLE.

Prière d'envoyer lettre de candidature C.V. et photo sous nº 7.098
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE de foyers d'hébergement pour travailleurs immigrés, recherche pour ses foyers, des

GESTIONNAIRES

ayant le sens du contact. Gestion informatisée.

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable. Envoyer c.v. détaillé, lettre manuscrite et photo ainsi que prétentions à : A.D.E.F., 16, rue du Plâtre, 75004 Paris.

Editeur cherche traducteurs chevronnés pour ouvrages de gestion grand public, parfaite connaissance de l'américain et du français d'entreprise. Tél. Mme Ness 43-27-74-50.

PARIS. Petite école privée laïque, sous contrat simple, cherche pour rentrée 86-87 instit. dipl. d'Etat, pouvant enseigner l'anglais. Travail d'équipe. Expérience demandée. Téléphoner le soir : 48-24-03-31 ou 46-60-78-01.

Ingénieur d'Application Télé maintenance

NIXDORF COMPUTER

Si vous êtes un professionnel de l'informatique vous connaissez sans doute le sérieux de notre société.

Nous vous proposons d'intégrer notre division basée au Vésinet, spécialisée dans la vente de matériels informatiques à la Grande Distribution.

Rattaché au Directeur Logiciel, vous êtes l'interlocuteur privilégié des clients qui nous appellent pour tous problèmes d'applications nécessitant un conseil standard ou spécifique. Vous intervenez également pour suivre un certain nombre d'applications, soit par téléphone, soit chez nos clients ; pour ce faire, il vous faut bien connaître l'informatique et dans l'idéal, les applications adaptées à la Grande Distribution.

Votre rémunération tiendra bien sûr compte de votre expérience.

Si vous avez déjà l'expérience de cette fonction ou si vous venez des services informatiques d'un grand de la Distribution, si vous avez 25/35 ans environ, le goût de l'assistance technique et l'envie de participer à notre expansion et à nos réels succès, adressez votre CV à notre Conseil qui vous donnera toutes les informations complémentaires.
Merci d'écrire à Mina UGUEN.

Cabinet YELLOW'S, 70, rue de Ponthieu, 75008 PARIS.





PLURIAL, Agence-Conseil en communication publicité de recrutement, y est née le 10 mars 86.

42, rue Camille-Desmoulins
94230 CACHAN
☎ (1) 47 40 06 36 +

103, avenue de Crimée
35100 RENNES
☎ (16) 99 53 65 55

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

MERRELL DOW RESEARCH INSTITUTE
Strasbourg Research Centre

Pharmacologues confirmés

Venez rejoindre une équipe multidisciplinaire dans un environnement international de haut niveau

Créé en 1972, notre Centre de Recherche fondamentale a su acquérir une excellente réputation au sein de la communauté scientifique internationale. Nous cherchons aujourd'hui à compléter nos équipes de pharmacologie, de neuropharmacologie et de pharmacologie moléculaire.

Nous souhaitons rencontrer des candidats expérimentés et fortement motivés par la recherche fondamentale. La créativité et l'originalité qu'ils auront su démontrer dans leur carrière scientifique seront des atouts importants dans notre sélection.

Nos principaux axes de recherche actuels incluent les maladies cardiovasculaires et le CNS ainsi que le cancer, mais nous invitons les candidats ayant d'autres centres d'intérêts à nous écrire également.

Des qualités de supervision et d'animation des hommes sont indispensables pour réussir dans ces postes. Une bonne connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser C.V. + 3 références à Mme M.J. BILDSTEIN, Service du Personnel, Centre de Recherche Merrell Dow, 16, rue d'Ankara, 67084 Strasbourg Cédex.

DOW

Négocier nos achats de services

Nous sommes un important groupe international.
Pour notre siège européen, basé à Paris, nous recherchons un

ACHETEUR CONTRATS DE SERVICES

Vous aurez pour mission d'acquérir un ensemble de prestations auxquelles nous consacrons d'importants budgets :
Etudes marketing, formation, communications, programmation...
Vous serez ainsi responsable, sur un plan international :
- de la recherche et de l'évaluation des fournisseurs potentiels,
- du lancement des appels d'offres et de l'analyse de leurs résultats,
- de la conduite de l'ensemble des négociations commerciales et contractuelles,
- de la gestion informatisée des commandes.

Vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce, vous avez une expérience réussie dans les achats, d'environ 5 ans.
Votre formation spécifique (type E.S.A., I.N.A., M.A.I.) sera un atout supplémentaire.
Notre environnement de travail implique l'utilisation permanente de l'anglais parlé et écrit.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo récente) à Jacques Giuliano - Conseil en Achats - 38, bis bd du Château - 92200 Neuilly sur Seine

Organisation et Publicité

EUREST

Décentraliser notre système de gestion

Paris

Nous sommes l'une des premières sociétés européennes de restauration filiale de la Compagnie Internationale de Wagons-Lits et du Tourisme. Notre forte expansion en France + 20% par an doit s'accompagner d'une décentralisation de notre système de gestion.

Chef de Projet «utilisateurs» rattaché au Directeur Financier, vous avez un rôle de conception, d'animation et de coordination ; en collaboration avec le Chef de Projet Informatique et les équipes comptables, vous établissez les cahiers des charges, contrôlez la réalisation du projet et participez à sa mise en oeuvre.

Une mission à votre mesure si, diplômé d'une grande école, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans le contrôle de gestion ou l'audit et si possible dans la mise en place de systèmes informatiques.

Adressez votre lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à EUREST, Service Recrutement et Développement, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

DESSEIN

Directeur du personnel

GEO Ca prima Femme Actuelle Télé Loisirs

Paris - Filiale d'un groupe de renommée internationale, PRISMA PRESSE est devenue en sept ans l'un des leaders de la presse magazine en France, grâce à la réussite commerciale de ses titres et à ses méthodes de gestion.

A ce jour elle cherche à consolider ses acquis en **développant une politique active de gestion du Personnel.**
Rendant compte au Directeur Administratif et des Relations Humaines, vous :
- participez étroitement à la définition des objectifs humains et sociaux de l'entreprise et veillez à leur mise en oeuvre ;
- apportez des solutions **originales et créatives**, dans le **recrutement, l'animation** et la **formation** des hommes ainsi que dans les méthodes de gestion du personnel ;
- **conseillez** les responsables opérationnels dans l'application de la législation sociale spécifique à cette profession.

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (juridique ou de gestion), vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction, de préférence au sein d'une entreprise prestataire de services, où vous avez pu mettre en valeur vos compétences de gestionnaire, votre coefficient personnel et votre ouverture d'esprit. Vous parlez couramment **l'anglais** ou **l'allemand.** Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, sous la référence 8602, au

GRP& Gilbert Raynaud & Partners — CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES — 18 Avenue des Champs-Elysées 75008 Paris Tél. : (1) 47 23 78 20.

média-system

Jeune chargé d'études

Homme d'interface : commercial, finance, informatique 140-160 000 F

Paris

ALLIANCE VIDEO

GIE de création récente, nous distribuons pour le compte de deux **Editeurs** de renom international des **Produits VIDEO**, et réalisons un C.A. de 100 MF. La maîtrise de notre développement, une meilleure **connaissance prospective du marché**, nous font rechercher un **Jeune Chargé d'Etudes.**
Rattaché au Directeur Général, en liaison permanente avec le commercial, la finance et l'informatique, vous :
- assurez la maintenance d'un **programme informatique de segmentation de la clientèle**, le faites vivre, et prévoyez son évolution ;
- produisez des synthèses mensuelles, à partir des statistiques commerciales, et procédez à toute analyse destinée à la D.A.F. ;
- effectuez des **études croisées de marché**, des analyses de coût à la demande de la Direction Générale.

Agé d'au moins 25 ans, vous avez une formation commerciale ou de gestion (DUT, ESCAE...). Vous justifiez d'une première expérience d'un à trois ans d'études ou d'organisation en **gestion commerciale informatisée.**
Votre réussite à ce poste est liée à votre fibre d'organisateur et à la qualité de vos contacts humains.
Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, sous la référence 8602, au

GRP& Gilbert Raynaud & Partners — CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES — 18, Avenue des Champs-Elysées 75008 Paris Tél. (1) 47 23 78 20.

média-system

Notre laboratoire de produits cosmétiques, filiale d'un groupe français à vocation internationale, recherche pour son département Marketing, un(e) :

Chef de produit senior

Il sera responsable de deux lignes de produits représentant 30 % du CA FRANCE.
Il aura pour mission d'assurer la profitabilité des produits, de lancer des produits nouveaux, et ce en accord avec la stratégie générale de la marque. Il couvrira le marché Français mais suivra également ses produits sur les marchés export.
Le candidat, diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESC...) dispose d'au moins 5 ans d'expérience réussie dans le Marketing de produits cosmétiques. La connaissance de l'Anglais est indispensable.
Ce poste est à pourvoir dans la proche banlieue Nord Ouest de Paris.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 5695 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

média-system

MARKETING DIRECT

Groupe réalisant plus de 18 milliards de C.A., nous renforçons notre service marketing et créons le poste de

Responsable de la cellule analyse commerciale en marketing direct

Paris

Sous la responsabilité du Directeur Marketing et Développement, en liaison étroite avec les services informatique, publicité, promotion, vous serez chargé de tous les travaux statistiques permettant de construire notre plan de développement et d'en assurer sa mise en œuvre.
Vous disposerez d'une fichier clients déjà très important (un million d'adresses) et vous le ferez évoluer en fonction d'objectifs stratégiques que nous élaborerons ensemble.
De formation supérieure scientifique avec option statistiques, ISUP, ENSAE..., vous avez acquis une première expérience de 3 ans au moins dans une fonction de ce type, soit dans la VPC, soit dans un service utilisant le marketing direct.
Votre créativité, vos motivations vous permettront de bâtir pour et avec nous un service de première importance pour notre entreprise.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 521 M à A.L. CONSEIL 102, Bd. Malesherbes 75017 PARIS, chargé de cette mission, et qui vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Curriculum



H. S. D. JURIDIQUE ET FISCAL

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

recherche des

JURISTES FISCALISTES

Les candidats, diplômés de grandes écoles de commerce ou de troisième cycle universitaire, auront une expérience de trois ans, en cabinet ou en entreprise, dans le domaine du droit ou de la fiscalité des affaires. Un diplômé complémentaire (DECS, CAPA) serait apprécié. Une très bonne connaissance de l'Anglais est indispensable. Les perspectives d'évolution sont particulièrement intéressantes pour les personnes motivées par le conseil opérationnel de haut niveau.

Envoyer C.V. avec numéro de téléphone à Pierre-Alain MOLINIER, H.S.D. Juridique et Fiscal, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

ORGANISME DE FORMATION recherche

INTERVENANTS VACATAIRES

dans les domaines suivants :
- Comptabilité ;
- Finances ;
- Gestion ;
- Droit des sociétés, droit du travail ;
- Marketing, technique des ventes ;
- Relations humaines ;
- Informatique.

Merci d'envoyer c.v. + photo à : ISEF FORMATION, B.F.I., 19, bd Malesherbes, 75008 PARIS.

Ecole privée mixte hors contrat banlieue sud Paris recherche MAITRE D'INTERNAT
Libre immédiatement.
Ecrire avec c.v. à I.H.G. B.P. 17, 94320 THIAIS.

L'OFFICE DE LA JEUNESSE D'AUBERGENVILLE, recrute

- **1 DIRECTEUR POUR M.J.C.**
- **1 ANIMATEUR POUR SECTEUR ENFANCE**

Adresser en mairie 78410 Aubergenville, lettre manuscrite + c.v. + photo, préciser exigences.

Groupe Sociétés Paris-4e recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

avec expérience en secteur privé.
Carrière évolutive pour BTS comptabilité ou ECCIP.
Ecrire n° M 5 933 BLEU 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

OFFICE COMPTABLE

recrute pour
Montigny-Beauchamp 95
3 COMPTABLES II
pour OPÉRA :
1 CHEF COMPTABLE
(expérience informatique)
pour LE BLANC-MESNIL
1 CHEF COMPTABLE
1 AGENT DE MAITRISE
(gestion clients)
pour Paris et déplacements
à TOULOUSE :
1 CADRE COMPTABLE
pour Paris et banlieues :
5 COMPTABLES DE CABINET
(1re et 2e assistants).

Vous présenter munis de vos références professionnelles ainsi qu'une photo d'identité 1, cité Paradis, PARIS-10e. 7, rue de Rome, PARIS-8e. TOUR CIT, 3, r. de l'Arrivée (15e), 6e étage, bureau 618.

Important installateur en téléphone privé recherche 1 technicien supérieur de maintenance. Grande capacité : pour région Provence.
Ecrire sous le n° 7.117
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Filiale française d'une société allemande

nous recherchons pour PARIS notre

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Il devra dans un premier temps assurer la tenue de la comptabilité générale et analytique, et faire appel à son expérience réussie d'utilisateur d'un système informatique.

Il sera ensuite responsable des autres services administratifs (gestion clientèle, stocks et statistiques)

Ce poste nécessite une grande pratique du reporting et le respect des délais est un impératif absolu.

La connaissance de l'allemand ou de l'anglais serait appréciée.

Nous offrons un salaire motivant et de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier, sous n° 7.123 M.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

L'immobilier

NOTRE MISSION : L'ENTREPRISE



AGEFOS PME Ile de France

se développe et recherche

conseillers en formation

ESCAE, SC. ECO, I.A.E., ...

Vous avez la réputation d'être curieux et votre ouverture, vos qualités d'écoute, vous ont déjà façonné aux dialogues constructifs et à la négociation.

Cadre Diplômé de 25 à 35 ans, votre expérience de l'entreprise et votre ambition vous portent à rechercher un poste évolutif au sein d'une équipe dynamique. Notre mission est de promouvoir la formation et l'emploi des Jeunes auprès de plus de 20.000 PME et de leur apporter les solutions nécessaires à leur développement économique.
Le terrain des Entreprises d'Ile-de-France vous permettra de mesurer vos capacités, et vos performances seront reconnues.

Envoyer, en précisant vos motivations, lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à AGEFOS/FORMADIS-SELECTION - 11, rue Hélène 75017 PARIS

Organisation et Publicité

THOMSON-CSF

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

recherche

UN CADRE COMMERCIAL

- *Homme de contact, vous possédez le sens des responsabilités.*
- *De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de quelques années dans une fonction commerciale.*
- *Vous êtes intéressé par la gestion des contrats export.*
- *Vous avez une bonne expérience des pays du Moyen-Orient.*
- *Vous parlez l'anglais.*

Si vous souhaitez participer à la gestion de nos grands contrats, rejoignez-nous. Vous animerez une petite équipe de commerciaux.

De larges possibilités d'évolution au sein de notre Division ou du Groupe vous seront offertes en fonction de vos résultats.

Merci d'adresser lettre manuscriste + photo + C.V. sous réf. 90842/M, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

RECHERCHE DE CADRES

Professionnel de notre métier (femme ou homme) et gestionnaire au sens plein du terme, d'un portefeuille de clients captifs, vous souhaitez intégrer une structure où votre investissement tant sur le plan personnel que financier (participation au capital) trouvera ses motivations dans notre développement commun.
Nous vous proposons de nous rejoindre comme

CONSULTANT et PARTENAIRE

Nous existons depuis 8 ans et appartenons depuis 5 ans à Syntec-Recrutement.
Nous utilisons pour nos missions, les méthodes appropriées au besoin de nos commettants et en fonction du marché (annonces, recherche multiple et approche directe) et nous intervenons dans le domaine des ressources humaines (dont les évaluations) chez nos clients avec une philosophie de conseils de direction.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 5941 M à Roland Gardeux - Sérifo - 47 bis, avenue Bosquet, 75007 Paris.

SERIFO
Membre de Syntec

REJOIGNEZ UNE

CHARGE D'AGENTS DE CHANGE A PARIS

comme **gestionnaire de portefeuilles** et **attaché(e) de clientèle**

L'ENTREPRISE :
Un des leaders de la profession, c'est une P.M.E. très dynamique, en forte croissance dans un marché en évolution rapide, reconnue pour la qualité de ses analyses et de ses produits de gestion collective.

LE POSTE :
Au sein d'une équipe, votre mission sera de gérer des comptes sous mandat et d'entretenir et de développer une clientèle de particuliers.
Le poste est évolutif en fonction de votre réussite et du développement de l'entreprise.

LE CANDIDAT :
Agé(e) de 30 ans environ, vous avez un esprit précis et rapide.
Le sens de la décision et un goût prononcé des contacts humains.
Vous avez une bonne connaissance des valeurs mobilières françaises et étrangères, acquise de préférence dans une fonction similaire.
Vous possédez, de plus, une formation supérieure (Ecole de Commerce...) ou équivalente.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée sous n° 7.120
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Chargé de mission export

Nous sommes un important organisme de coordination et de promotion du secteur de la construction.

Le Chargé de Mission occupe chez nous une fonction clé.
Il anime un club d'industriels exportateurs : prospection de nouveaux adhérents, organisation de missions à l'étranger, participation à la publication d'un bulletin export, préparation des «journées export» pour les industriels du secteur...

Si vous avez une quarantaine d'années, si vous parlez parfaitement l'anglais, si vous avez une solide expérience de l'exportation, de préférence dans le secteur industriel, alors répondez vite avec CV et rémunération sous référence 105/01 à :

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES — CERA
33, rue Galilée 75116 Paris.

média-system

RADIAL
recherche
ADJOINT AU RESPONSABLE
ADMINISTRATION DES VENTES EXPORTATION
- Formation BTS commerce international.
- 1re expérience souhaitée dans service exportation.
- Anglais courant.

Adresser c.v. et prét. 101, rue Philibert-Hoffmann, 93116 Rosny-sous-Bois Cedex.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES EN ÉLECTRONIQUE
recherche
UNE SECRÉTAIRE ASSISTANTE TECHNIQUE
ayant une formation BTS ou équivalent et une de secrétariat technique.

Ecrire sous le n° 7 115
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

travail à domicile

Artisans effectue tous travx de traitement de texte et dactylographie. Tél. 34-61-14-22.

secrétaires

Bur. d'études économiques Boulogne (92) cherche
DACTYLO TRÈS CONFIRMÉE
Contrat durée déterminée. Fin mars/mi-octobre 1986. Envoyer c.v. sous n° 7 119
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Société Biotechnologies pour Paris 7 recherche à mi-temps. Libre immédiatement
SECRÉTAIRE DE DIRECTION ANGLAIS
Adr. C.V., lettre manuscr. à : ORGANIBIO. Tour Roussel-Nobel Cedex 3, 92080 Paris La Défense.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291.09, PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien *rémunérés*, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée. FRANCE CARRIÈRES (C 16). B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

capitaux propositions commerciales

IRAN
Société de services, établie à Genève, connaissant bien le marché iranien offre son assistance pour la négociation, la relance d'affaires ou la résolution de contentieux en souffrance.
Ecrire sous chiffre Q 18-115102, PUBLICITAS, CH 1211 Genève 3.

NOUVEAUTÉ POUR PRODUITS DOMESTIQUES. COMMERCE D'ALIMENTATION. Import. excl. bien introduit dans les prod. san., quinc., marchés imm., supermarchés, chaînes d'alim., st. service. International Novelties, D-4000 Dusseldorf 30, Hoferhofstr. 2. Télex : 8588320, telefax : 377248.

représentation offres

Petite société dynamique Perpignan, cherche
V.R.P. EXCLUSIF
pour création nouvelle activité, exp. signalétique souhaitée, départements : 66, 11, 34, 30. Si battant et motivé, 240 000 F assurés. Lettre manuscrite + CV + photo. ROBERT, BP 611, Perpignan 66.

appartements ventes

6e arrdt
JARDIN DU LUXEMBOURG
5 pièces, vue agréable, 185 m² sans vis-à-vis. 4.850.000 F
SERGE KAYSER (1) 43-29-60-60.

15e arrdt
Mo FÉLIX-FAURE
2/3 P., 40 m², cuis. américaine s. de bns, w.-c., 4e ét. sur rue 425.000 F. Vis. mardi, 15/18 h 25, RUE MADEMOISELLE.

92 Hauts-de-Seine
MONTROUGE 3e PARIS
bel imm. récent, 100 m² séj., 2 chbres, 2 bains, terrasse park. GARBI - 45-67-22-88.

appartements achats

ORPI
1re force de vente à PARIS rech. tous appartements. RÉALISATION RAPIDE
ORPI - 45-89-79-73.

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE-GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

A LA DEMANDE DE CLIENTS EXIGEANTS MAIS SOLVABLES DÉSIRANT ACHETER A PARIS.
JE RECHERCHE
APPARTEMENTS AGRÉABLES ORIGINAUX A PARTIR DE 100 m² ÉCHANGES ENVISAGÉS DANS QUARTIERS IDENTIQUES 4, 5, 6, 7, 14e arrond. SERGE KAYSER (1) 43-29-60-60.

AGENCE LITTRÉ
Rech. pour clientèle française et étrangère, appts et hôtels part. dans quartiers résid., paiement compt. chez notaire Téléphone : 45-44-44-45.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château propriété, terrain, commerce sur toute la France. INDICATEUR LAGRANGE Fondé en 1876 5, rue Greffulhe, 75008 Paris APPEL GRATUIT : 05-07-09-11.

DEMANDES D'EMPLOIS

DESSINATEUR INDUSTRIEL
Exécution sérieux, compétent. Attend toutes propositions. Téléphonez-moi 48-60-31-78.

RHONE-ALPES
Un professionnel de l'EAO spécialiste de DUO arrive dans votre région. C. Martin-Moynot/Taflasien 01510 VIRIEU-LE-GRAND.

Maîtrise de chinois : J.F. 22 a., ch. travail interp. trad. auprès entrep. export. France, étranger. Tél. 45-55-27-07 le vend.

Monsieur 43 ans, commercial, bonne présentation, bilingue français-allemand cherche
REPRÉSENTATION
sérieuse et intéressante pour couvrir marché belge ou belgo-allemand. Correspondance Robert OGER rue de Romune, 11 4800 VERVIERS (Belgique).

Chef d'entreprise second œuvre bâtiment, décoration, Sup. de Co., 36 ans, généraliste et négociateur, célibataire, mobile, cherche reconversion direction centre de profit. Tél. : 42-71-64-84.

Trésorier adjoint international quadrilingue, formation bancaire et financière, cherche poste trésorier ou directeur financier. Etudie ttes proposit. Libre rapidement.
Ecrire sous le n° 7 126
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS.
Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE, pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps dipl. et cadres de stés multinationales.
45-62-78-99

Pour Employés et Dirigeants IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉLECTRONIQUE rech. appts 2 à 8 p. Studios villas. Libres de suite ou juillet août. Assurance, loyer. Téléphone : 45-04-48-21.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 45-26-18-95.

bureaux

Locations

ÉTOILE - GEORGE V
Loue directement 1 bureau ou + dans imm. stand. 45-63-17-27.

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE - 43-59-77-55

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS DOMICILIATIONS SECRÉTARIAT-TÉLEX TÉL. (1) 47-27-15-59.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs Démarches R.C. et R.M. SODEC SERVICE Champs-Elysées : 47-23-55-47 Nation : 43-41-81-81.

fonds de commerce

Ventes

A vendre, AGENCE IMMOBILIÈRE, STATION de SKI des PYRÉNÉES dans très beaux locaux, pied des pistes. Locations saisonnières et transactions Ecr. HAVAS-PAU D 143.611 Pl. Clemenceau, qui transmet.

A céder Aix-les-Bains Fonds de commerce, bar à champagne, IMPORTANTE RENTABILITÉ. Ecr. Sudem. n° 853 B.P. 387 73003 CHAMBERY CEDEX.

propriétés

AIX, BANLIEUE - EXCEPT. De bastide absolue, appt de gde classe, 200 m². PRIX S/VALEUR. 1.500.000 F. Téléphone : 91-37-05-21.

formation professionnelle formation professionnelle formation professionnelle formation professionnelle

JEUNES INGÉNIEURS !

QUE SAVEZ-VOUS DE L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ?

Venez nous rejoindre à BREST à l'INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

TÉL. : 98-41-64-46

- UNE ANNÉE DE FORMATION INTENSIVE DE HAUT NIVEAU
- UNE PROMOTION DE 30 ÉLÈVES
- Frais de scolarité pris en charge, étude personnalisée du financement.

Renseignements et dossiers :
INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
6, boulevard de l'Europe, 29200 BREST.



Demandeurs d'emploi
L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
vous propose un stage gratuit de huit mois
INFORMATIQUE ET CONTROLE DE GESTION
participants : BAC + 3 minimum - 21 ans et +
habitant Paris depuis plus d'un an - Connaissances de base en comptabilité générale
Cette formation vous apportera une compétence double en informatique et gestion



Début du stage 14 Avril 1986 - recrutement immédiat
Renseignements : Tél. : 47.66.84.22 poste 25
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
63, Avenue de Villiers, 75017 PARIS

BC

DEMANDEURS D'EMPLOI
ADIP vous propose UN STAGE GRATUIT
Responsables Technico-Commerciaux en micro-informatique
participants : niveau bac + 2 (21 ans et +) durée 7 mois
Habitant Paris depuis plus d'un an
Début du stage : Avril 1986
recrutement immédiat.
Renseignements : 45.72.02.08 - Michèle ZILBERMAN

BC

Le Monde

ECONOMIE

SPIE-BATIGNOLLES EN INDONÉSIE

Le chantier du bout du monde

Construire un laminoir à Java, c'était réunir 5 milliards de francs et cinq mille travailleurs.

CILEGON. On croirait entendre le nom d'une cité du Texas où poussent les derricks. C'est en réalité celui d'une ville de Java, en Indonésie, dont le renom reste éclipsé par son encombrant voisin, le Krakatau. Il y a un peu plus d'un siècle que ce volcan est entré dans l'histoire en explosant littéralement, projetant jusque dans la stratosphère des tourbillons de cendres qui gravitèrent plusieurs années autour de la terre (1).

Comme pour apaiser la fureur de Vulcain, les Indonésiens ont planté leur unique forge en face de ce monstre assoupi, sur la côte ouest de Java à 120 kilomètres de Djarkarta ; en l'espèce, un laminoir à chaud capable de produire 950 000 tonnes d'acier par an, et qu'ils ont évidemment baptisé Krakatau Steel. Cela dans les années 70.

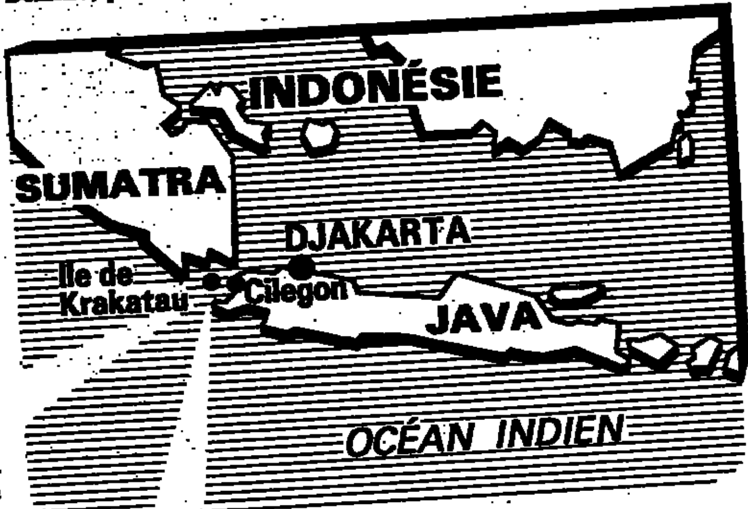
Dans le cadre d'une politique d'intérêt national, le gouvernement indonésien décida d'assurer lui-même la finition de ce produit en faisant construire à proximité de l'usine un atelier de laminage à froid, d'une capacité de 850 000 tonnes par an et dont l'ouverture est prévue pour l'année prochaine. Mais, alors que Krakatau Steel est entièrement la propriété de l'Etat, le nouveau complexe est revenu en majorité à des intérêts privés, prenant le nom de PT Cold Rolling Mill of Indonesia Utama, ce qui, en langage courant, se résume à CRMI.

Restait à réaliser ce projet « clés en main » de 600 millions de dollars (à l'époque près de 5 milliards de francs) que se partagèrent finalement, après deux ans de négociations, Français et Espagnols réunis dans un consortium, avec pour la partie française SPIE-Batignolles et sa nouvelle filiale, Clecim, et pour la partie espagnole Tecnicas Reunidas et Centunion.

SPIE-Batignolles, responsable de ce consortium, disposait de sérieuses références dans la région puisque, présent depuis vingt-huit ans en Indonésie, il avait déjà livré entre autres la plus grande usine de trisuperphosphate du monde à Grésik, et le complexe hydroélectrique de Saguling. Mais, au dire de son président, M. Georges de Buffévent, tout cela n'aurait pas suffi.

Une opération de cette importance dans un pays en voie de développement ne peut se réussir que si, en plus du savoir-faire, on peut également assurer le meilleur montage financier. Exemple type de ce que représente un grand contrat à l'étranger et comment on le gagne, l'opération CRMI mérite d'être regardée quelque peu dans le détail.

En fait, explique M. Louis Delattre, président de Clecim, il faut toujours partir de loin. Dès l'installation du train à chaud de Krakatau, en 1978-1979, Clecim comprit qu'on n'en resterait pas là et se mit à tourner autour du projet. Il se rendit compte que des études de faisabilité étaient en cours pour la construction d'une usine à froid, de toute évidence, une unité capable d'absorber la production du laminoire à chaud, c'est-à-dire au moins 800 000 tonnes.



Peu d'entreprises peuvent réaliser des chantiers de cette envergure. Clecim se sentait capable d'assurer la partie sidérurgique, mais évidemment pas le gros œuvre. Il s'est alors tourné vers SPIE-Batignolles, dont il est devenu par la suite une filiale.

Les Espagnols de Tecnicas Reunidas et de Centunion apportaient de leur côté leur savoir-faire dans la production des fluides énergétiques, pour les premiers, et dans les charpentes de bâtiment, pour les seconds. Ainsi pouvait-on lutter à armes égales contre les Japonais, qui font pourtant du Sud-Est asiatique presque une chasse gardée. Il est vrai que les Indonésiens les trouvent parfois trop envahissants et peu habiles à manier la main-d'œuvre locale.

Ce n'est cependant pas sur ces considérations que se décide principalement la signature d'un contrat. A compétence égale, ce qui fait la différence, c'est le financement, affirme M. de Buffévent, rappelant que pour le métro de Caracas les Français n'étaient pas les moins-disants, mais qu'ils l'ont emporté grâce à un meilleur montage financier en jouant sur le déport du dollar à long terme.

Pour le projet indonésien, les promoteurs français ont pu régler une partie du problème grâce à un crédit acheteur garanti par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), au taux de 7,75 %, fourni par le Crédit lyonnais et Paribas. L'Espagne, de son côté, assurait par la Banco Exterior de Espana 600 millions de francs au taux de 8,5 %, les deux crédits acheteurs valant pour une durée de dix ans après la mise en service de l'atelier. Pour compléter la mise, SPIE-Batignolles a pu obtenir un eurocrédit, de 218 millions de dollars, piloté par la Citibank à New-York.

« Il fallait des compétences professionnelles internationales pour réussir cette opération, affirme M. de Buffévent, *car il n'y a pas eu moins de dix-neuf banques pour participer à cet eurocrédit. Il était difficile de les persuader toutes, alors que chacune voulait connaître le détail du montage des garanties. La Citibank a su mettre au point un dispositif très sophistiqué. Qui plus est, la BFCE (Banque française du commerce extérieur) a accepté d'être « security adjoint » et donc de reprendre le projet en cas de défaillance du client. »*

Pour un groupe comme SPIE-Batignolles, qui réalise près de 60 % de son chiffre d'affaires (18 milliards de francs en 1985) à l'étranger, les problèmes financiers ne cessent de prendre de l'importance.

La visite du chantier de Cilegon, aujourd'hui en voie d'achèvement, ne laisse pas d'impressionner. En chiffres, cela donne 1,5 million de mètres cubes de terrassement, 16 000 tonnes de charpentes métalliques, 150 000 mètres cubes de béton, 33 000 tonnes de matériel et 1 000 kilomètres de câbles répartis sur 30 hectares.

Mais les chiffres, évidemment, ne disent rien sur les difficultés rencontrées ni sur l'énorme effort de ces hommes qui, au plus fort de la construction, se croisaient à au moins cinq mille sur le chantier. Terrassiers, charpentiers, électriciens, sidérurgistes, soudeurs, ont dû jouer des coudes pour gagner contre la montre dans un pays où le climat n'est pas toujours apprécié à sa valeur touristique. Les pluies de la mousson ont vite fait de transformer la moindre excavation en piscine dont il fallait pomper l'eau, les premiers mois, presque avec les moyens du bord.

Crûment

« C'est un projet pluridisciplinaire que nous avons su mener à bien, et nous ne nous sommes pas plantés », a pu dire, tout crûment, le président de SPIE-Batignolles devant l'ensemble du personnel réuni pour un chaleureux banquet à l'occasion de la visite de quelques journalistes parisiens.

Cette autosatisfaction s'explique par le fait que nombreux étaient ceux qui voyaient SPIE-Batignolles perdre pied dans les rizières javanaises en se lançant, pour la première fois, dans la fabrication d'un complexe sidérurgique. Ou à tout le moins perdre de l'argent. C'est le contraire qui va se produire, si l'on en croit ses dirigeants, car non seulement les délais ont été tenus – ce qui est l'essentiel si l'on ne veut pas perdre en quelques jours tout le bénéfice de l'opération, – mais l'entreprise française, grâce à une organisation originale *(voir encadré)* a pris de l'avance sur le planning.

Dans un an, les premières bobines de 20 tonnes arriveront aux portes de l'usine. On saura alors si le pari aura été définitivement gagné, et si les sidérurgistes français, qui auront fait vivre au laminoir de Cilegon ses premières semaines, pourront laisser sans remord aux Taiwanais de China Steel le soin de maintenir les cadences.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Les 26 et 27 août 1883, l'éruption du Krakatau, volcan d'une petite île située entre Java et Sumatra, provoqua la mort de plus de trente-six mille personnes, des vagues de 30 à 40 mètres de haut ayant balayé les côtes.

Des soucis et des hommes

MENER à bien un chantier aussi important que celui de CILEGON, à plus de 10 000 kilomètres de la mère patrie, n'est pas une petite affaire. Le comportement des « expatriés » y joue un rôle primordial. Aussi le président de SPIE-Batignolles avait-il pris grand soin d'analyser en détail ce qui avait contribué au succès ou aux échecs des grands travaux entrepris auparavant. Au vu des conclusions qu'il a tirées de cette analyse, M. Georges de Buffévent a pris la décision radicale autant qu'originale de déléguer complètement les pouvoirs.

Un chef de projet, M. Raymond Durand, a eu en charge de constituer une équipe, qui a elle-même défini le projet qu'elle aurait à réaliser. Avec la maîtrise du budget à la clé. Une autonomie complète qui se répercute d'échelon en échelon, chaque ingénieur, chef de zone, recevant lui aussi, parfois avec effroi, sa part de délégation et devenant responsable de ses coûts et de ses délais. Titulaire de l'ensemble des pouvoirs, le chef de projet sait qu'il sera jugé sur ses résultats.

« Cela perturbe un peu les structures permanentes de l'entreprise, reconnaît M. de Buffevent, *mais c'est tout à fait efficace. »* Sur place, on a tendance à l'admettre, en constatant les efforts qui sont faits pour que la participation se réalise (il existe notamment des séminaires de cohésion de groupe). On est un peu surpris par l'ambiance « commando » qui règne parfois. Selon le chef de site, adjoint direct de M. Georges Durand, il ne peut en être autrement.

Bachelier et ancien parachutiste, M. René Miramont a un faux air de Lino Ventura jouant les colonels de la légion. Sorti du rang, il connaît toutes les petites misères de la « troupe » et tient à s'assurer que chacun vit bien à son rythme. *« Sans lui, il y a des moments où on ne s'en sortirait pas »*, nous confie un ingénieur en évoquant ces heures passées en sous-sol à faire courir tout à la fois les câbles électriques, les tuyaux d'aération et les conduits de toutes sortes.

Le chantier a fonctionné avec quelque deux cents expatriés franco-espagnols, trois cent vingt ingénieurs et superviseurs taiwanais et coréens, et, aux plus beaux jours, cinq mille ouvriers indonésiens. Une formation est fournie sur place à deux cent soixante-dix stagiaires et, en Europe, à cent soixante-dix autres, afin de fournir l'encadrement des mille deux cents personnes qui assureront l'exploitation du laminoir.

Une attention particulière a été donnée à cette formation, les stagiaires opérant « en grandeur nature » grâce au matériel installé sur place. Selon le responsable de l'enseignement à CILEGON, les Indonésiens font preuve d'une grande capacité d'apprentissage. Là aussi, les délais seront facilement respectés.

F. S.

OU EN SONT LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ?

Le glas des accords de stabilisation

Café, cacao, étain... l'instabilité des matières premières est la règle dix ans après Nairobi.

par PHILIPPE CHALMIN (*)

VINGT-TROIS octobre 1985, 9 décembre 1985, 19 février 1986, 7 mars 1986, quatre dates qui ont sonné le glas de bien des espoirs nés dans les années 70 sur les marchés internationaux des matières premières.

● Le 23 octobre 1985, le directeur du stock régulateur de l'accord international de l'étain faisait défaut pour plus de 70 000 tonnes de *« papier »* achetées sur le London Metal Exchange. Cela précipitait une crise qui n'est toujours pas résolue, mais qui a fait au moins une victime, l'accord lui-même – considéré jusque-là comme un modèle de stabilisation, – étouffé par la surproduction mondiale et l'apparition de nouveaux fournisseurs.

● Le 9 décembre 1985, les pays membres de l'OPEP décidaient d'adopter une nouvelle politique fondée non sur le soutien d'un prix, mais sur la défense de leurs parts de marché. En clair, l'OPEP abandonnait le marché à lui-même, refusant un rôle de gendarme, de plus en plus contourné et marginalisé par les « voleurs ». Depuis, le prix du pétrole n'a cessé de diminuer, passant, en janvier, en dessous de la barre des 20 dollars le baril ; et le 19 février, en dessous de celle des 15 dollars.

● Le 19 février 1986, justement, le Conseil international du café se voyait contraint de lever toutes les mesures de contrôle de l'offre sur le marché mondial, les quotas, qui avaient fait son succès depuis 1980. L'accord du café disparaissait pour des raisons inverses de celles évoquées pour le pétrole ou l'étain ; la sécheresse de l'été et de l'automne 1985, au Brésil, a en effet provoqué une flambée des cours, qui, depuis le mois de novembre 1985, se sont largement maintenus au-dessus du niveau supérieur de la fourchette de stabilisation de cet accord. Il est en quelque sorte mort d'une « overdose », car on imagine mal, une fois l'excitation passée, les consommateurs et, au premier rang les Etats-Unis, revenir à la table de négociation.

● Le 7 mars 1986, enfin, les négociateurs de l'ultime conférence internationale sur le cacao, se séparaient sur un constat d'échec : il avait été impossible d'accorder producteurs et consommateurs, même sur un programme minimal de stabilisation. L'accord international sur le cacao a vécu.

Pétrole, café, étain, cacao, quel lien y a-t-il entre ces quatre produits ? C'est que chacun était en 1985 l'ultime symbole d'une période désormais révolue, celle où l'on pensait qu'il était possible, de manière multilatérale ou unilatérale, de stabiliser les cours des grands marchés internationaux, tout en améliorant le sort des producteurs.

On se souvient encore un peu de 1973 et du premier choc pétrolier, de la prise de conscience que des producteurs unis pouvaient imposer leur loi au marché. Toutes les matières premières connurent à cette époque, souvent en sympathie avec le pétrole, des crises brutales mais brèves.

(Lire la suite page 40.)

(*) Directeur du Centre de recherche sur les marchés des matières premières (CREMMAP) au Conservatoire national des arts et métiers.

Une offensive commerciale forcée

Dette oblige, le tiers-monde accroît ses ventes de produits manufacturés.

par JEAN LEMPERIÈRE (*)

UNE nouvelle répartition des marchés mondiaux était en cours depuis longtemps avec l'expansion japonaise, puis le développement d'industries compétitives au Sud. Sous la pression de la dette qui entraîne des fermetures de marchés dans les pays du tiers-monde, mais joue comme aiguillon pour les exportateurs de ces pays, ce mouvement s'est encore accentué depuis 1980, en prenant toutefois en même temps un tour nouveau.

Très net pour l'ensemble des produits manufacturés, il touche maintenant des secteurs qui paraissaient jusqu'ici plutôt réservés, comme l'équipement industriel. Progressivement les positions dominantes sont menacées.

Pendant douze ans, se retrouvait la même hiérarchie des grands pays exportateurs mondiaux de produits manufacturés : Allemagne, Etats-Unis, Japon. Mais les écarts se sont amenuisés. Les Etats-Unis ont pris la première place en 1981. Après une reprise de l'Allemagne, c'est le Japon qui occupe nettement la tête en 1984 avec 14,3 % des ventes et conserve cette position en 1985, selon les chiffres de l'OCDE.

Une autre modification plus lourde de conséquences pour l'avenir : les pays exportateurs du tiers-monde ont doublé leur part en neuf ans. Ils fournissent maintenant 13 % des exportations mondiales de produits manufacturés et ont pris en 1984 la deuxième place devant l'Allemagne et les Etats-Unis. Leur position a sans doute légèrement fléchi en 1985.

Cette progression spectaculaire s'inscrit dans une restructuration générale des échanges correspondant à une nouvelle répartition de la production ; mais il faut y voir aussi pour certains le reflet tragique de leur difficultés de développement.

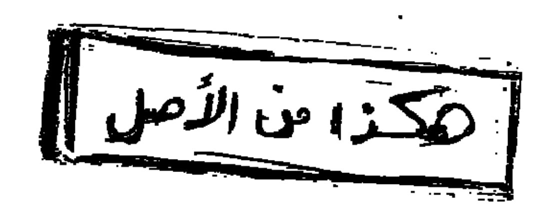
La percée de ces pays sur le marché mondial a été suivie d'une diversification très rapide de leurs ventes : après les vêtements et les chaussures, l'audiovisuel et les télécommunications, l'acier et les navires, puis les montres et une partie de l'informatique. Maintenant pour les machines-outils, Taiwan est devenu le quatrième fournisseur des Etats-Unis, au niveau de la Suisse, second exportateur européen.

Aux Etats-Unis, en Asie, en Amérique latine et même au Moyen-Orient, les reculs sensibles des pays européens pour les produits manufacturés depuis 1980, et singulièrement ceux de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, apparaissent bien plus liés aux progrès des exportateurs du Sud qu'à la concurrence du Japon. La France trouve évidemment là des rivaux directs.

Cette nouvelle répartition des marchés est précaire : elle s'effectue en une période de stagnation économique, alors que les producteurs et exportateurs du Sud se trouvent dans une situation intenable, pris entre l'effondrement de leurs marchés intérieurs et la pression de la dette.

(Lire la suite page 40.)

(*) Conseiller commercial.



ÉCONOMIE

Le sort des pays en développement

Une offensive commerciale forcée

(Suite de la page 39.)

1984 a pu faire illusion, mais les échanges mondiaux n'auraient pas dépassé leur chiffre de 1981 sans l'accroissement de 36 % des importations américaines de produits manufacturés, revenu en 1985 aux environs de 11 %.

Les économies des pays exportateurs du tiers-monde ne parviendront à un meilleur équilibre que progressivement, par l'orientation de leur production vers une consommation de masse. Mais cela exige une volonté politique et une mentalité nouvelle qui n'apparaissent guère dans les classes dirigeantes.

Ces pays demeurent donc à la merci des fluctuations de la demande, de plus en plus acculés à l'offensive sur les marchés étrangers. En deux ans, ils ont accru de 28 milliards de dollars leurs livraisons de produits manufacturés au monde industriel (+ 45 %). Mais il leur faut bien payer !

Selon la même logique, la part du tiers-monde comme acheteur de produits manufacturés s'est réduite de 5 % en trois ans et sans doute de près de 1 % en 1985. La perte de ces marchés (– 43 milliards de dollars) aura porté aux économies industrielles un coup plus sensible que la concurrence directe des nouveaux pays exportateurs et n'a pas été compensée par une reprise générale.

Sur ces marchés en repli le fait majeur a été la progression continue jusqu'en 1984 de la part des échanges Sud-Sud (17,6 % des importations du tiers-monde), malgré les handicaps que représentent la supériorité technique et les moyens financiers beaucoup plus puissants des pays concurrents. Confirmation d'une compétitivité industrielle et commerciale : jusqu'en 1984, seuls les échanges Sud-Sud sont, en valeur, nettement supérieurs à leur chiffre de 1981, tandis que même les livraisons du Japon au tiers-monde sont inférieures de 6 milliards de dollars.

A part entière

Pour l'organisation de leur production et l'orientation des ventes, les pays industriels doivent tenir pleinement compte de cette nouvelle production ainsi que de sa dynamique, qui rend les analyses vite périmées (1). Conscients ou inconscients, les prétextes sont multiples pour ne pas considérer les nouveaux pays exportateurs comme des concurrents à part entière : gamme supposée limitée de leurs produits compétitifs, maîtrise insuffisante des techniques, pénuries de capitaux, étroite dépendance à l'égard des économies industrielles, contrôle des multinationales et, à présent, fragilité devant la stagnation de la demande et poids croissant de la dette.

Sur quinze ans pourtant, l'évolution a été telle, avec la diversification étonnante de leurs productions compétitives, qu'elle devrait frapper ceux qui doutaient d'un décollage industriel du tiers-monde. Le rôle des multinationales, considérable également en Europe, ne signifie pas que l'économie de ces pays dépende entièrement de décisions extérieures. L'édification d'industries complètes et leur diversification se sont effectuées contre le désir des pays industriels.

PRODUITS MANUFACTURÉS
LE SUD COMME LE JAPON

ALLEMAGNE FÉDÉRALE – ÉTATS-UNIS – GDE-BRETAGNE – JAPON – FRANCE – TIERS-MONDE

% : 0 – 5 – 10 – 15 ; 16,4 % – 15,2 % – 17 % – 13,8 % – 14,3 % – 13,2 % – 11,5 % – 11,2 % – 10,5 % – 8,5 % – 7,5 % – 7,9 % – 7,5 % – 7,3 % – 6,9 % – 4,1 % – 14,3 % – 13 % – 12,7 % – 12,6 % – 8 % – 5,3 %

1966 1968 1970 1972 1974 1976 1978 1980 1982 1984

Sources : ONU - OCDE — *En pourcentage des exportations mondiales*

Du poids de la dette certains attendent maintenant confusément non pas un retard, mais un arrêt de l'expansion des nouveaux producteurs du tiers-monde. Courte vue, car les exportateurs les plus dynamiques ne sont pas justement parmi les pays les plus endettés. Il ne faut pas surtout se dissimuler que les pays industriels sont au centre de cette économie d'endettement organisée par leurs banques et leurs exportateurs, qu'ils en souffrent actuellement et sont menacés directement par ses retombées redoutables : un ébranlement du système de crédit qui n'éviterait pas la récession.

Certes, les versements fortement majorés par l'augmentation des taux d'intérêt et la hausse du dollar ont contribué à l'élimination de concurrents gênants. Il s'agit de milliers de fermetures d'usines et d'arrêts de chantiers, de millions d'hommes privés de travail, d'une chute des revenus par habitant de 10 % en trois ans en Amérique latine. Une longue souffrance et un recul économique !

Il faut pourtant démythifier le spectre de la dette, en évitant de la globaliser par pays comme il est fait généralement, et en distinguant au contraire les diverses sources d'endettement. La question n'est pas du volume des dettes, mais de savoir à quoi l'argent a servi, car l'endettement n'est pas toujours malsain. Mais, à côté d'emprunts productifs, d'autres ont été dépensés sans discernement, d'autres dilapidés, d'autres enfin sont à si court terme qu'il s'agit plutôt d'artifices comptables, extorquant au passage une commission non négligeable au pays concerné.

Bien qu'inscrites presque religieusement à l'actif des banques, les créances sur les pays en développement présentent en grande partie un caractère de capital fictif. Pour deux raisons : d'abord elles excèdent de très loin les capacités de production et d'exportation du tiers-monde ; de plus, leur remboursement complet ou même le versement des seuls intérêts échelonné sur dix ans seraient irrecevables pour les pays créanciers eux-mêmes. Comme il a été rappelé souvent depuis 1980, ces sommes énormes devraient être tirées par les pays endettés de leur solde commercial, évidemment par déficit correspondant des pays industriels...

Du temps

Pris sous cet angle, qui ramène au possible, le débat sur la dette prend un sens différent ! Il n'y a pas de réel service de la dette sans une activité de production et d'échanges, dans l'ensemble prospère des pays endettés, qui représente justement la mise en valeur du capital prêté. Et pour cela il faut du temps ! Dans l'immédiat, les versements exigés ne peuvent être assurés que par une offensive commerciale désespérée des pays endettés, et la fermeture de leurs marchés. Avec toutes les suites et contradictions pour les économies industrielles.

La somme prêtée est couverte en sept ans et trois mois par des intérêts cumulés à 10 %, en cinq ans par des intérêts à 15 %. Cela éclaire sur le profit des banques, même lorsque le capital initial n'est pas intégralement remboursé. Les banques effectuent leurs prélèvements sur les pays débiteurs qui ont réussi à dégager un solde bénéficiaire. Elles font pression pour que leur soit ouvert le marché américain. Et c'est en partie aux dépens d'industriels, d'exportateurs, de travailleurs des Etats-Unis qu'est assuré ce service provisoire de la dette.

Aux niveaux atteints maintenant, qui tient l'autre des créanciers ou des gros débiteurs ? Avec sept grandes banques américaines engagées dans des pays à risques pour plusieurs fois leurs fonds propres, les pays industriels sont les premiers intéressés à des refinancements où quelques milliards de dollars sont avancés, qui seront reversés dans les mois qui suivent avec commission intéressante, afin que les bilans paraissent positifs, que les pays débiteurs apparaissent tous solvables et que la confiance ne soit pas ébranlée.

Politique de l'apparence, mais qui, malgré les protestations, rencontre l'accord tacite de la plupart des dirigeants du tiers-monde. La décision péruvienne n'a pas été suivie jusqu'ici, et d'ailleurs elle ne propose pas d'arrêter les paiements, mais de les limiter à 10 % des exportations. En tout état de cause, l'interdépendance entre pays industriels et tiers-monde ne peut être contournée et transparaît dans les recherches d'aménagement de la dette.

Le débat ne se situe plus aujourd'hui sur le plan financier entre débiteurs et créanciers. Après la grande peur de 1982, il revient, non sans conflit, à l'économique avec le souci de relancer l'activité ou d'éviter la récession au niveau mondial. Mais les points de vue ne sont pas les mêmes pour aménager le financement indispensable des économies du Sud.

Objectif irréalisable toutefois tant que les sommes prêtées sont considérées comme porteuses d'intérêt avant même d'être productives ! Parviendra-t-on à traiter les pays du tiers-monde sur pied d'égalité, autrement que comme sources naturelles de profit ? L'importance des transferts nets de ressources du Sud au Nord menace la stabilité des pays en développement. Les risques d'explosion sociale ont été d'ailleurs soulignés avec une force exceptionnelle par la plupart des pays intervenants à la dernière réunion de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) en septembre 1985, à Genève.

En cette situation d'urgence, il faut briser un silence maintenu au Sud comme au Nord. Des deux côtés, la course aux armements engloutit des moyens énormes qui pourraient servir le développement : plus de 800 milliards de dollars par an, 170 dollars pour chaque homme, femme ou enfant de la planète ; l'équivalent de la dette du tiers-monde.

JEAN LEMPERIÈRE.

(1) Juger, comme on le fait souvent dans les services officiels, les résultats de la France par rapport à ceux de l'OCDE ou même seulement aux sept principaux pays industriels donne une image fausse, myope sur les perspectives, puisqu'elle écarte certains des concurrents directs avec qui il faudra le plus compter.

Le glas des accords de stabilisation

(Suite de la page 39.)

Mais la dynamique de l'OPEP provoqua une onde de choc entraînant deux types de réaction : les producteurs cherchèrent à s'organiser en cartels, tandis que les consommateurs étaient amenés à faire des concessions et à adopter des attitudes positives dans les différentes négociations.

La première réaction, celle de la cartellisation, tourna assez vite court : après de premiers succès (phosphates, bauxite, café même avec le groupe de Bogota), les organisations de producteurs (CIPEC pour le cuivre, IBA pour la bauxite...) devinrent d'aimables clubs de discussions et de concertations statistiques. Ils souffraient déjà, dans leurs velléités d'action économique, du mal dont allait mourir l'OPEP : l'absence de certains producteurs qui préféraient jouer leur propre jeu, ou bien qui se trouvaient déjà dans un état de dépendance trop avancé.

Toutefois, c'est la deuxième réaction, celle de la négociation, qui suscita le plus d'espoir. Les objectifs mêmes de la négociation étaient assez ambivalents : d'un côté, l'on parlait de stabiliser les marchés ; de l'autre, d'améliorer les termes de l'échange en faveur des producteurs. On faisait d'ailleurs un amalgame erroné entre les producteurs de matières premières et le tiers-monde, les consommateurs et les pays du Nord. Cela était vrai pour certains produits (café, cacao, étain, caoutchouc), mais ne l'était pas pour d'autres où des pays du Nord jouaient un rôle non négligeable : les Etats-Unis pour le cuivre, la CEE pour le sucre, la Grande-Bretagne pour le pétrole, sans bien sûr parler du cas des céréales.

Un échec

Mais ces contradictions n'apparaissaient pas encore clairement, alors que dans le cadre des négociations Nord-Sud, le problème des matières premières était l'une des principales revendications des pays du Sud. On crut d'ailleurs que cette revendication avait enfin trouvé une solution avec l'adoption par la quatrième CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), tenue à Nairobi en 1976, de sa célèbre résolution 93.IV. Celle-ci prévoyait la mise en place d'un programme intégré sur les produits de base consistant en un Fonds commun de stabilisation des marchés, organisme central autour duquel s'articuleraient des accords internationaux, visant à stabililiser les marchés des produits les plus importants pour le développement des pays du Sud.

Ce programme fut un gigantesque échec : l'accord sur le fonds commun, dont le volume a diminué de 6 milliards à 400 millions de dollars – ce qui en soi est ridicule, – n'a toujours pas été ratifié ni par les Etats-Unis ni par l'URSS, et n'entrera probablement jamais en vigueur. Des innombrables négociations qui se sont déroulées à Genève ne sont sortis que deux accords ne comportant pas de clauses économiques (jute et bois tropicaux) et un seul accord de stabilisation (caoutchouc). Par contre, des accords qui existaient déjà (blé, sucre et, aujourd'hui, cacao) n'ont pu être renouvelés. Seuls les accords du café et de l'étain donnaient encore, début 1985, satisfaction.

L'ensemble de la communauté internationale porte les responsabilités de cet échec : les consommateurs d'abord, qui sont vite revenus de leurs promesses initiales lorsqu'ils ont vu l'état de faiblesse et de dépendance de nombreux producteurs. Après les années de grâce de la présidence Carter, les Etats-Unis, soutenus par le clan des « *faucons* » (Japon, Grande-Bretagne, RFA), ont été le principal obstacle aux négociations.

Le vent du marché

Les producteurs portent aussi de lourdes responsabilités : par la politisation de leur discours, sur le modèle du pétrole, au début, par leur désunion et même leurs conflits, ensuite. En voulant trop obtenir, sous forme de revalorisation des termes de l'échange, dans les premières années de négociation, ils ont même échoué, plus tard, sur l'objectif minimal de la stabilisation.

Depuis longtemps, le « modèle » de l'OPEP n'en était plus un pour les producteurs d'autres matières premières, et son effondrement n'a été une surprise pour personne. Mais on voulait encore croire aux vertus de négociations multilatérales, et le café comme l'étain étaient là pour en rappeler les bienfaits. L'accord international sur le café apparaissait notamment comme un modèle d'équilibre et de gestion concertée d'un marché. En quelques mois, ces derniers témoins d'une concertation révolue ont été balayés par le vent du marché. Aujourd'hui, seul demeure l'accord du caoutchouc, bien menacé lui aussi.

Une constatation s'impose : dans le cadre conceptuel imaginé dans les années 70 (et remontant en fait aux écrits de Keynes), il est désormais impossible d'orienter et de stabiliser durablement un marché. L'instabilité est devenue la règle. C'est là un premier problème que les matières premières partagent d'ailleurs avec les systèmes financiers et monétaires : la nouveauté est de voir cette instabilité s'étendre au marché du pétrole, soit au quart – en valeur – du commerce mondial. Car il ne faut pas se leurrer : si le pétrole a pu, en deux mois, tomber de 30 à 15 dollars le baril, rien ne l'empêchera de remonter aussi soudainement à 40 dollars.

Peut-on imaginer ce que seront les conséquences de tels « à-coups » sur la croissance économique mondiale ? Mais ne disait-on pas la même chose, au début des années 70, du système des changes flottants et n'a-t-on pas supporté les errements du dollar de 4 à 10 francs aller et retour ! Le dossier de la stabilité reste largement ouvert et force est de constater qu'il a peu de chance d'évoluer positivement dans les années à venir.

Le seul espoir réside dans la proposition récente du gouvernement Reagan de tenir une conférence sur le système monétaire international, car, il ne faut pas se leurrer, la stabilisation des marchés des matières premières passe par celle des marchés des changes. N'est-il pas futile de chercher à stabiliser le prix d'un produit exprimé en une monnaie qui, elle, est instable ?

Toutefois, il reste un second problème, celui des termes de l'échange et de la dépendance dans laquelle se trouvent de nombreux pays en voie de développement vis-à-vis des matières premières, alors que ces produits sont entrés, pour une période assez longue, qui devrait au moins durer jusqu'à la fin de la décennie, dans une phase de dépression. L'exemple de l'OPEP montre que les producteurs ont bien peu de chance de s'en sortir par eux-mêmes.

Libéralisme

Au niveau multilatéral, on avait beaucoup parlé de facilités de financements compensatoires, d'une sorte de « Stabex » élargi à l'échelle mondiale. Là aussi l'impasse est complète, les projets trop flous et les pays développés réticents, voire hostiles. En cette année 1986, où tombent les dernières barrières qui protégeaient encore les marchés et les revenus des pays producteurs, force est de constater la faillite des projets hérités des années 70, et plus grave l'absence de pensée nouvelle qui pourrait être à l'origine d'autres solutions.

Les grands pays développés, capitalistes ou socialistes, ont choisi la voie du bilatéralisme, celle du clientélisme et de l'aide directe. Mais pourront-ils régler de cette manière les faillites qui se profilent à l'horizon pour tant de pays du tiers-monde producteurs de matières premières ?

L'objectif le plus urgent est incontestablement de « stabiliser en tendance » les marchés internationaux, tous les marchés, afin de mieux gérer ce que l'on appelle désormais « l'après-crise ». La plupart des responsables économiques internationaux s'accordent pour dire que l'instabilité a aujourd'hui dépassé le stade du supportable. Mais un accord international çà ou là n'est qu'une reprise dans une étoffe complètement mitée.

Imaginer un nouveau Bretton Woods, uniquement monétaire sans tenir compte des matières premières – qui représentent la moitié en valeur du commerce international – est aussi erroné que de chercher à stabiliser les marchés du pétrole ou de l'étain sans tenir compte des fluctuations monétaires. Plus que jamais l'heure est à une négociation globale portant sur l'ensemble des marchés et des échanges.

Peu à peu les plus farouches tenants du libéralisme semblent s'y rallier. Parallèlement aux négociations du GATT qui se dérouleront à partir de l'automne, n'est-ce pas l'occasion de mettre sur la table, une bonne fois pour toutes, le lourd dossier de l'instabilité mondiale ?

PHILIPPE CHALMIN.

sports

AUTOMOBILISME

PIQUET (WILLIAMS-HONDA) VAINQUEUR DU GRAND PRIX DU BRÉSIL

Nelson et son second

Le Grand Prix du Brésil, première épreuve du championnat du monde de formule 1 automobile 1986, a été remporté, dimanche 23 mars, par le Brésilien Nelson Piquet (Williams-Honda), grand favori de la compétition. L'écurie britannique et le motoriste japonais, qui avaient gagné les trois derniers grands prix de la saison 1985, ont, semble-t-il, bien maîtrisé la nouvelle réglementation limitant de 220 litres à 195 litres la consommation maximale de carburant (*le Monde* du 22 mars).

L'autre confirmation de ce premier grand prix concerne la fiabilité du nouveau moteur Renault. Le Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault), meilleur temps des essais, a terminé deuxième devant les deux Ligier-Renault de Jacques Laffite et de René Arnoux et la Tyrrell-Renault du Britannique Martin Brundel. En revanche, les deux McLaren-Tag-Porsche ont connu des problèmes de moteur, contraignant à l'abandon le Finlandais Keke Rosberg (septième tour) et le champion du monde en titre, le Français Alain Prost (trentième tour).

Nelson Piquet n'avait sans doute jamais en autant à cœur de gagner le Grand Prix du Présil. Pour Frank Williams, d'abord. *« Ne vous inquiétez pas, Frank, on s'occupe de la boutique. »* Cette pancarte placée devant la voiture du Brésilien peu de temps avant le départ s'adressait à son directeur d'écurie, immobilisé à Londres sur un lit d'hôpital. Accidenté le 9 mars dernier en quittant Le Castellet (Var) après une séance d'essais avec Piquet et le Britannique Nigel Mansell, Frank Williams, victime d'une fracture à la colonne vertébrale, risque de rester paralysé à vie des membres inférieurs.

Sa deuxième source de motivation était plus personnelle : au moment où les sondages indiquent qu'au Brésil le sport automobile est en passe de rejoindre le football dans le cœur des foules, il tenait à dominer son compatriote, Ayrton Senna, devant les spectateurs cariocas. Déjà champion du monde en 1981 et 1983 avec Brabham et vainqueur de treize grands prix, Piquet, à trente-trois ans, supporte de plus en plus mal la popularité croissante de son jeune rival, benjamin de la Formule 1 à vingt-six ans et déjà qualifié de nouveau prodige après ses deux victoires de la saison dernière au Portugal et en Belgique. La rivalité entre les deux hommes est tellement exacerbée qu'ils évitent désormais de se rencontrer et que Piquet ne parle plus que de *« l'autre »* lorsqu'il évoque son compatriote.

Dès le départ, Ayrton Senna, qui avait réussi *in extremis* le meilleur temps des essais, avait montré toute sa détermination. Sous la poussée des chevaux brusquement libérés, la Lotus-Renault avait esquissé un mouvement de travers. Attaqué par Mansell dès le premier tour, le Brésilien lui avait « fermé la porte » dans un virage. Le Britannique avait fini prématurément sa course contre le rail de sécurité.

Dans des gerbes d'étincelles provoquées par le frottement au sol des deux monoplaces alourdies par le plein de carburant, les deux Brésiliens, roues dans roues, semblaient devoir se livrer à un *mano a mano* dans la course. Mais, dans ce bras de fer, Ayrton Senna n'a résisté que trois tours. Plus puissante, la Williams-Honda le passait dans la grande ligne droite avant de se détacher inexorablement. Nelson Piquet ne cèdera plus que très provisoirement la première place à Senna (19e tour), puis à Prost (du 20e au 27e tour) et encore à Senna (42e tour), à l'occasion de ses deux changements de pneumatiques.

Bonne affaire

Après huit années passées chez Brabham, Nelson Piquet a sans doute réussi la meilleure affaire de l'intersaison en venant remplacer le Finlandais Keke Rosberg chez Williams-Honda. Et pas seulement au plan financier avec un salaire annuel qui atteindrait 4 millions de dollars. De tous les motoristes, Honda est sans doute celui qui a le plus investi – quarante millions de dollars, dit-on – pour développer son moteur.

Désormais, le V 6 Honda, suralimenté par deux turbo-compresseurs, n'est pas seulement le plus puissant, mais il est devenu l'un des plus fiables. *« J'ai déjà couvert plus de 5 000 kilomètres à l'entraînement,* disait Piquet. *Et la voiture roule, roule toujours jusqu'à l'épuisement de son pilote. Jusqu'à ce que l'on ne sente plus ni ses pieds ni ses mains. »* Comme, de son côté, l'ingénieur britannique Patrick Head a considérablement amélioré l'aérodynamisme de la nouvelle Williams, notamment en surbaissant d'une quinzaine de centimètres les pontons latéraux qui recouvrent des radiateurs réduits en volume, la limitation de la consommation a, semble-t-il été bien maîtrisée.

Il faudra bien sûr attendre pour mesurer toutes les conséquences de l'accident de Frank Williams, animateur jusque-là omniprésent et principal actionnaire de la Williams Grand Prix engineering Ltd. Dans l'immédiat, Patrick Head continue de s'occuper de la voiture de Piquet tandis que Franck Dernie, un autre ingénieur de l'écurie, a remplacé son directeur auprès de Mansell. Même si la plupart des écuries – à l'exception de celles équipées par Renault – connaissent encore des problèmes de fiabilité pour s'adapter à la nouvelle réglementation, la marge de sécurité des Williams-Honda a fait forte impression. Le Grand Prix du Brésil a d'ailleurs souvent été un bon test pour la suite de la saison, puisque Nelson Piquet l'avait gagné en 1983 avant de remporter son deuxième titre mondial, tout comme Alain Prost y avait triomphé l'an dernier au seuil d'une campagne mémorable pour le sport automobile français.

GÉRARD ALBOUY.

JUDO

Plus de muscles que d'imagination

Une semaine après le triomphe européen des Françaises à Londres (3 médailles d'or et 5 d'argent), les garçons passaient leur revue de détail au stade Coubertin en vue des championnats d'Europe de Belgrade.

Pas de surprise : Roux (moins de 60 kg), Mellilo (moins de 71 kg), Nowak (moins de 78 kg), Canu (moins de 86 kg), Roger Vachon (moins de 95 kg) et Christian Vachon (plus de 95 kg), vainqueurs logiques devraient être du voyage. Hésitation en revanche des sélectionneurs pour la catégorie des moins de 65 kg entre Hansen, le vainqueur, et Alexandre, plus expérimenté au niveau international. Mais une ombre au tableau : le judo français masculin a paru manquer singulièrement d'inspiration ce week-end.

Pendant quelques minutes, dimanche après-midi, Angelo Parisi a jonglé avec quatre adversaires. Boum et badaboum ! Un vrai feu d'artifice. Certes, il ne s'agissait que d'une exhibition, entr'acte aux championnats de France. L'ancien champion olympique a bel et bien renoncé à la compétition. Mais en le voyant culbuter ainsi ses adversaires, le public du stade Coubertin a applaudi à tout rompre, comme naguère, quand Parisi était à l'apogée de sa carrière. Le charme de ses projections spectaculaires opérait toujours. Nostalgie ?

« Je ne veux pas avoir l'air de jouer les anciens combattants, mais je n'ai pas souvent été enthousiasmé par les assauts au cours de ces championnats », nous a dit l'ancien champion du monde et des Jeux olympiques, Thierry Rey, en quittant le stade de la Porte de Saint-Cloud. Et voilà bien tout le problème du judo français, à l'heure actuelle. Panache, où es-tu ?

La génération des champions romantiques a pris sa retraite. Il reste sur les tatamis des garçons qui ont un potentiel physique extraordinaire. Du plus léger au plus lourd, ils font la démonstration, à chacun de leurs combats, d'une puissance et d'une endurance hors du commun.

Mais on se demande parfois s'ils ne se sont pas trompés de sport, s'ils n'ont pas passé un kimono par inadvertance en sortant d'un tapis de lutte. Le judo est un art du combat où la subtilité des sensations et des réactions doivent être extrêmes. Or, combien sont montés sur le podium à force d'user, de malaxer, de broyer leurs adversaires ? Cela a souvent tenu des jeux de la force basque où il s'agit d'arracher du sol des charges considérables. Mais cela n'a eu qu'un vague rapport avec l'art enseigné jadis par Gigoro Kano.

Ne parlons même pas de Michel Nowak ou de Roger Vachon qui s'imposent chacun à la force du biceps, depuis si longtemps, qu'il faut s'incliner devant leurs performances. Mais le cas de Richard Mellilo mérite qu'on s'y arrête. Voilà un garçon qui avait époustouflé tout le monde en devenant champion d'Europe en 1983 alors qu'il n'était que remplaçant. Formé à Marseille par l'ancien médaillé olympique Jean-Paul Coche, c'était un petit Mozart en kimono. Il interprétait toute la gamme du judo avec une facilité déconcertante.

Toutefois, le succès ne devait guère lui réussir. Pendant deux ans, il est resté en panne d'inspiration. Le petit Marseillais s'est alors décidé à entrer dans un grand club de la région parisienne. Il n'y a pas retrouvé l'étincelle qui avait fait de lui un champion fulgurant. Mais il y a gagné en puissance et en réalisme. Résultat : le titre national – et la sélection européenne qui va avec – après lequel il courait depuis deux ans, ne lui a pas échappé. Mais dans quelles conditions ? L'artiste est devenu un exécutant robuste qui construit ses victoires comme on s'échappe de prison en limant les barreaux.

Pour les responsables de l'équipe nationale, une telle situation est à la fois rassurante et inquiétante. Rassurante parce qu'à l'exception de Hansen (moins de 65 kilos), trop feu follet au goût des sélectionneurs, ils disposent d'une équipe de grognards capable de relever le défi physique de toutes les formations européennes. Inquiétante parce que cette phalange voit ses résultats internationaux décliner inexorablement depuis les jeux de Los Angeles. La qualité des hommes et de l'environnement a certes été mise en cause. Sans grand résultat toutefois. Les champions nationaux sont comparables à des moteurs Diesel incapables d'accélération brutale. Or, le judoka moderne idéal, comme il se dessine au Japon et en URSS, doit être capable d'une vitesse d'exécution foudroyante pour dépasser techniquement les problèmes de force pure. En conservant les schémas d'entraînement qui ont fait leurs preuves au cours des années 70 mais qui ne correspondent manifestement plus au standard des années 80, les techniciens de la fédération française risquent de conduire le judo masculin dans une impasse.

ALAIN GIRAUDO.

TENNIS

Navratilova en quatre manches



L'Américaine Martina Navratilova a gagné pour la troisième année consécutive le masters féminin de tennis doté de 500 000 dollars en battant la Tchécoslovaquie Hana Mandlikova en quatre manches (6-2, 6-0, 3-6, 6-1) lors de la finale disputée le 23 mars au Madison Square Garden de New-York. Depuis que cette finale est disputée au meilleur des cinq sets, c'est la première fois que Navratilova est contrainte de disputer quatre manches.

ESCRIME

Jean-Michel Oprendeck ira au terme de son contrat de directeur technique

Un compromis est intervenu dans le conflit qui opposait le président de la Fédération française d'escrime, Pierre Abric, et son directeur technique national. Après arbitrage du nouveau secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Christian Bergelin, Jean-Michel Oprendek, dont le président de la FFE avait demandé la cessation des fonctions le 9 février dernier, a été maintenu à son poste de DTN jusqu'au 15 septembre 1986, terme de son contrat.

Dans un communiqué lu en ouverture de l'assemblée générale qui s'est tenue le 23 mars à Paris, le président Abric a tenu à « apporter un démenti solennel aux déclarations qui ont mis en cause l'intégrité et l'honneur de Jean-Michel Oprendek et qui ont gravement détérioré le climat de *[sa]* fédération ».

Le communiqué a précisé : « Un programme d'action permettant de préparer la succession de Jean-Michel Oprendek sera mis en œuvre avec le président de la fédération. Ainsi, la nouvelle organisation souhaitée pourra être mise en place progressivement et sera opérationnelle dès le début de la prochaine saison sportive, date à laquelle sera nommé le nouveau DTN ».

● FOOTBALL : *forfaits de Platini et de Papin.* – Déjà privé d'Alain Giresse et de José Touré blessés, Henri Michel, le directeur de l'équipe de France de football a enregistré, dimanche 23 mars, les forfaits de Michel Platini et de Jean-Pierre Papin pour le match contre l'Argentine, mercredi 26 mars au Parc des Princes. Le capitaine de l'équipe de France souffre d'une inflammation au talon d'Achille gauche, tandis que le nouvel avant-centre de la sélection ne sera pas libéré par le Football club de Bruges, qui doit disputer mercredi un match important en Coupe de Belgique.

ATHLÉTISME

Le cross-country au rythme africain

De notre envoyé spécial

Neûchatel. – L'inattendu Kényan John Ngugi a remporté, dimanche 23 mars, à Colombier, près de Neûchatel (Suisse), le quatorzième championnat du monde de cross-country devant l'Ethiopien Abebe Mekkonen et un autre Kényan, Joseph Kiptum. Auteurs d'une course d'ensemble courageuse, les Français ont obtenu une méritoire quatrième place par équipes derrière le Kénya, l'Ethiopie et les Etats-Unis.

Dans l'épreuve féminine, dominée de bout en bout par l'Anglaise aux pieds nus, Zola Budd, les Françaises ont également causé une agréable surprise. La Lyonnaise Annette Sergent, double championne de France de la spécialité, a obtenu la troisième place, dépassant, dans les derniers hectomètres, sa compatriote Martine Fays (4e). Par équipes, la France réalise un exploit en terminant troisième derrière l'Angleterre et la Nouvelle-Zélande, mais devant les Etats-Unis, vainqueurs l'an dernier.

Colombier, petit village africain près de Neûchatel. Une fois de plus, les coureurs africains ont écrasé de leur supériorité le mondial de cross-country. Non contents de s'adjuger – comme à l'accoutumée – des titres par équipes, ils n'ont laissé cette année aucun Européen ni aucun Américain s'approcher des podiums. Dans le classement de la course des juniors, il faut descendre à la huitième place pour découvrir le premier Européen : un Espagnol. Tandis que chez les seniors seul le quadruple champion des Etats-Unis de cross-country, Pat Porter (6e), et le champion olympique du 10 000 mètres, l'Italien Alberto Cova (9e), ont pu s'accrocher aux trousses des cinq Kényans et des deux Ethiopiens.

Il faisait pourtant un temps idéal sur la Suisse. Les rafales glaciales qui balayaient la campagne neûchatelloise promettaient une course dans la pure tradition britannique. La pluie, la boue, le vent, le froid : tout souriait aux héritiers des « inventeurs » (1876) de la course à travers champs. La cote de l'Anglais Tim Hutchings était au plus haut. On ne l'a jamais vu. Englouti par un déferlement de noms nouveaux.

Le Kényan John Ngugi, vainqueur à l'énergie après une hallucinante chevauchée solitaire, est un inconnu. A vingt et un ans, cet athlète à l'ample foulée courait sa première compétition internationale. On attendait plutôt un compatriote, Paul Kipkoech (5e) ou Somé Mugé (8e). Son second, l'Ethiopien Abebe Mekkonen, vingt et un ans, est lui aussi un néophyte du cross-country, préférant le marathon, sur lequel il a réussi à Tokyo, en février dernier, 2 h 8 mn 39 s. Avant le départ, les favoris éthiopiens s'appelaient Mohamed Kedir (27e) et Bekelé Debele (4e), champions du monde de cross en 1982 et 1983.

Richesse et fragilité

La victoire de ces « seconds couteaux » illustre à la fois la richesse et la fragilité de l'athlétisme africain : ces prodigieux athlètes éclaboussant de leur classe les courses de cross-country ont du mal à confirmer dans les stades. Le Kényan Henry Ronno et l'Ethiopien Myrus Yifter demeurent sans succession.

« Dans le cross-country, nos athlètes retrouvent les conditions qu'ils connaissent depuis leur plus jeune âge. Sur les hauts plateaux, d'où viennent 70 % de nos coureurs, les gens donnent l'impression de toujours courir, comme s'ils n'avaient pas appris à marcher », remarque avec une pointe d'humour Negussi Roba, patron de l'athlétisme éthiopien depuis vingt ans. La boutade est reprise à son compte par l'entraîneur de John Ngugi : quand il était petit, il habitait à 5 kilomètres de l'école. Il faisait le trajet tous les jours en courant.

Tout se complique lorsqu'il faut dépasser les qualités naturelles hors du commun de ces athlètes. *« C'est un problème de moyens,* dit Negussi Roba. *D'une part, nous n'avons que des pistes en cendrée pour nous entraîner. D'autre part, nous manquons d'expérience internationale parce que nous sommes trop pauvres pour nous déplacer dans les meetings. Je souhaite que nous soyons invités plus souvent par les clubs européens. »*

Cependant, la situation évolue. Les travaux de construction d'une piste en matériau synthétique devrait commencer *« dans les prochains mois »* à Addis-Abeba. Et depuis cinq ou six ans la Fédération éthiopienne d'athlétisme met en place des structures décentralisées dans les quinze provinces du pays pour détecter et encadrer les meilleurs athlètes. *« Actuellement, quatre-vingt-un athlètes sont pris en charge par la Fédération,* indique Negussi Roba, *et un plan de développement spécifique au marathon vient d'être mis en place sous ma responsabilité. »*

L'Ethiopie compte actuellement six marathoniens sous les 2 h 11 min. *« Dans peu d'années, nous en aurons quarante »*, affirme M. Nagussi Roba, qui travaille actuellement sur un « échantillon » de soixante-dix coureurs chronométrés en 2 h 15 mn sans préparation spécifique.

Soucieux de progresser lui aussi sur piste, le Kenya a choisi, depuis quelques années, d'envoyer ses meilleurs représentants aux Etats-Unis. Dans la tourmente de Neûchatel, John Ngugi a sans doute gagné son visa.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX DU BRÉSIL FORMULE I

A. Nelson Piquet (Bré., Williams-Honda), les soixante et un tours, soit 306,891 km en 1 h 39 mn 32 s (moyenne 184,980 km/h) ; 2. Senna (Bré., Lotus-Renault), à 34 s ; 3. Laffite (Fra., Ligier-Renault), à 59 s ; 4. Arnoux (Fra., Ligier-Renault), à 1 mn 28 s ; 5. Brundle (G-B, Tyrrell-Renault), à 1 tour ; 6. Berger (Aut., Benetton-BMW), à 2 tours ; 7. Streiff (Fra., Tyrrell-Renault), à 2 tours, etc.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Phase finale, sixième journée)

*Limoges b. Villeurbanne	101-100
Orthez b. *Monaco	80- 78
*Saint-Etienne b. Challans	86- 85
*Antibes b. Tours	77- 71

Classement. – 1. Orthez, 11 pts ; 2. Villeurbanne, 10 ; 3. Antibes, Monaco, Challans, Limoges et Saint-Etienne, 9 ; 8. Tours, 6, etc.

Cyclisme

CRITÉRIUM INTERNATIONAL DE LA ROUTE
(A Antibes-Juan-les-Pins)

Le Suisse Urs Zimmermann, vainqueur de la course de côtes s'est imposé devant l'Irlandais Sean Kelly qui a triomphé dans l'étape en ligne et dans le contre la montre.

Classement. – 1. Zimmermann (Sui.), 7 h 13 mn 38 s ; 2. Kelly (Irl.), à 35 s ; 3. Lemond (E-U), à 57 s ; 4. Mottet (Fra.), à 1 mn 4 s ; 5. Bernard (Fra.), à 1 mn 5 s ; 6. P. Simon (Fra.), à 1 mn 6 s, etc.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Trente-quatrième journée)

*Brest b. Monaco	2-1
*Nice b. Metz	2-0
*Le Havre et Lille	0-0
*Nancy et Strasbourg	1-1
*Paris-SG b. Toulon	1-0
*Lens et Nantes	0-0
*Auxerre et Bordeaux	2-2
*Marseille et Toulouse	1-1
*Laval b. Bastia	1-0
*Sochaux et Rennes	0-0

Classement. – 1. Paris-SG, 51 pts ; 2. Nantes, 44 ; 3. Bordeaux, 43 ; 4. Toulouse, Lens et Auxerre, 37, etc.

Deuxième division
(Trente et unième journée)

GROUPE A

*Red Star et Saint-Etienne	0-0
*Alès b. Sète	3-2
*Montpellier et Nîmes	4-4
*Lyon b. Chaumont	3-0
*Le Puy b. Grenoble	1-0
*Tours b. Cannes	3-0
*Montceau b. Martigues	2-0
*Béziers b. Gueugnon	3-0
*Istres b. Thonon	2-0

Classement. – 1. Saint-Etienne, 42 pts ; 2. Alès, 38 ; 3. Lyon, 37, etc.

GROUPE B

*Lorient et RC Paris	0-0
*Guingamp et Reims	1-1
*Mulhouse b. Valenciennes	3-1
*Abbeville et Caen	0-0
*Sedan b. Niort	1-0
*Limoges b. Quimper	1-0
*Besançon b. Orléans	1-0
*Angers b. Rouen	3-0

Classement. – 1. RC Paris, 51 pts ; 2. Guingamp et Mulhouse, 43, etc.

(Le Racing Club de Paris est amené à terminer en tête de son groupe et de jouer en première division la saison prochaine.)

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DU MONDE B
(A Eindhoven, Pays-Bas)

Après la troisième journée, la France compte une victoire contre les Pays-Bas (4-3) et deux défaites contre le Japon (2-1) et la Suisse (8-2).

Patinage artistique

CHAMPIONNAT DU MONDE
(A Genève)

Danse. – 1. Bestemianova-Bukin (URSS) ; 2. Klimova-Ponomarenko (URSS) ; 3. Wilson-McCall (Canada), etc.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Matches de barrage)

A Dax	
Bayonne b. Pau	6- 3
A Toulouse	
Béziers b. Hagetmau	10- 6
A Biarritz	
Racing b. Oloron	4- 3
A Vichy	
Brive b. Le Creusot	30- 6
A Perpignan	
Nice b. tarbes	15-14
A Castres	
Graulhet b. Valence	15- 4
A Clermont-Ferrand	
Grenoble b. Aurillac	9- 6
A Carcassonne	
Lourdes b. Romans	16-10

(Les huitièmes de finale, en matchs aller (30 mars) et retour (6 avril) seront les suivants : Bayonne-Agen ; Béziers-Nîmes ; Racing-Perpignan ; Brive-Toulon ; Nice-Montferrand ; Graulhet-Narbonne ; Grenoble-Biarritz ; Lourdes-Toulouse.

CHALLENGE DU MANOIR
(Quarts de finale)

A Brive	
Montferrand b. Agen	24- 9
A Narbonne	
Toulouse b. Perpignan	12-10

(Les demi-finales opposeront Béziers à Montferrand et Grenoble à Toulouse, le 13 avril.)

Tennis

TOURNOI DE FORT MYERS
(315 000 dollars)

Demi-finales. – Lendl (Tch.) b. Gomez (Equ.), 6-3, 6-3 ; Connors (E-U) b. Mayotte (E-U), 7-5, 3-6, 6-3.

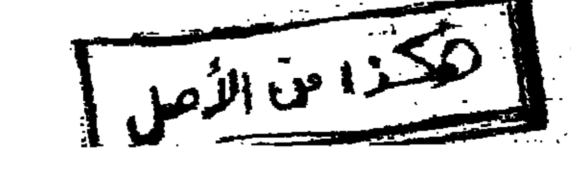
Finale. – Lendl b. Connors, 6-2, 6-0.

TOURNOI DE BRUXELLES
(250 000 dollars)

Demi-finales. – Wilander (Suè.) b. Nyström (Suè.), 2-6, 6-4, 6-2 ; Dyke (Aus.) b. Mecir (Tch.), 6-2, 6-3.

Finale. – Wilander b. Dyke, 6-2, 6-3.





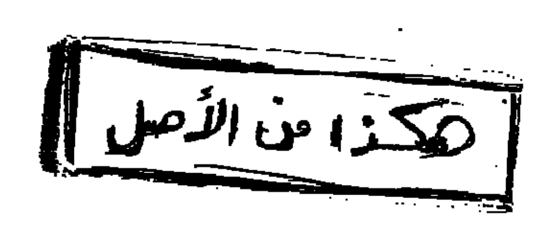
Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

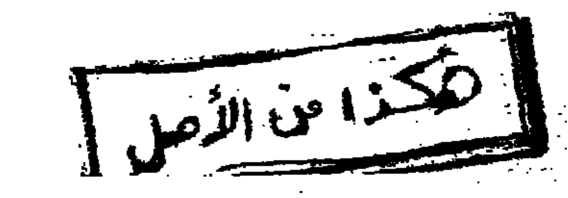
Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde





Data General

Siège Européen du 3ᵉ constructeur mondial de mini-informatique, + 1,2 milliard de $ de C.A., présent dans 58 pays dans le monde, nous recherchons pour renforcer notre Direction financière, un

ANALYSTE FINANCIER

A 28 ans environ, vous avez une formation supérieure complétée par une expérience de 2 à 3 ans en analyse financière.

Naturellement, vous maîtrisez l'anglais qui sera votre langue de travail.

Rattaché au Directeur des Opérations européennes, vous serez responsable des budgets consolidés ainsi que de divers projets financiers de nos filiales européennes (14). Vous aurez également un rôle d'assistance et de conseil auprès de ces filiales.

Merci d'adresser, C.V., photo et prétentions, à **DATA GENERAL EUROPE**
Tour Manhattan - 56, place de l'Iris
92095 PARIS-LA-DEFENSE Cedex 21.

Data General
a Generation ahead.

MEDIA PA

La BANQUE HERVET
recherche pour l'équipe
gestion diversifiée
de sa filiale chargée de la gestion
de portefeuilles de valeurs mobilières

GÉRANT DE PORTEFEUILLES H/F

pour participer à la gestion sous mandat de portefeuilles de clients particuliers et fonds communs de placement et, dans le cadre de l'équipe, à l'élaboration de la politique de gestion.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur:
– bénéficiant d'une première expérience d'un à deux ans dans le domaine de la gestion de portefeuilles ou de l'analyse financière,
– ou débutant animé d'une forte motivation pour les marchés boursiers.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Monsieur MARCADET, Direction des Relations Sociales et du Personnel - BANQUE HERVET - 127, avenue Charles-de-Gaulle - 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.



Plein Champs



Lambert Frères et Cie - Société Mère d'un groupe spécialisé dans les composants industrialisés pour le Bâtiment (CA : 1,6 milliard de francs) recherche pour son siège parisien et pour la région lyonnaise

2 JEUNES INGENIEURS GESTIONNAIRES

de formation ingénieurs Grandes Ecoles (A&M, INSA, ENSI,...) + Gestion (ISA, IAE,...).

La double formation des candidats retenus devrait leur donner les moyens, au sein d'un service de contrôle de gestion, d'analyser les exploitations sous l'angle industriel afin de permettre la mise en oeuvre d'actions d'amélioration de productivité et de rentabilité.

Ces postes prédisposent à un développement attractif de carrière pour des candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (c.v., photo et prétentions) sous référence 2084 à Madame Lerède LAMBERT FRERES & CIE, 5, rue Vernet 75008 Paris.

AVAL Publicité

RESEAU INTERNATIONAL D'AGENCES DE VOYAGES
700 points de vente - 34 pays - 3.750 agents
recherche

Pour son service de contrôle de gestion international :

UN ADJOINT

(Référence 1987 A)

Le poste s'adresse à un candidat français ou étranger, de formation supérieure, ayant une expérience dans la fonction de plusieurs années.

Il participera à l'élaboration des plans et budgets, assurera le contrôle des réalisations de chaque pays ainsi que la tenue des tableaux de bord.

La pratique de l'anglais est impérative.

Pour son secteur France :

UN RESPONSABLE COMPTABLE

(Référence 1987 B)

Le candidat devra élaborer, mettre en place et assurer le suivi de la comptabilité de plusieurs filiales françaises.

Ce poste évolutif requiert un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, type ESC + DECS, ayant une première expérience réussie.

Ces deux postes sont à pourvoir à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo
en précisant la référence du poste choisi à :
Levi-Tournay/Asscom
31, Bd. Bonne-Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

LEVI-TOURNAY / ASSCOM

Moisand & Associés

Cabinet national et international de conseils juridiques et fiscaux développe son implantation dans les grandes villes de France

Membres de
Price Waterhouse

présents dans le monde entier, nous connaissons un très fort développement de nos activités.
A l'heure de la décentralisation, nous renforçons notre impact dans les grandes villes de France : **Paris, Nantes, Lyon, Aix en Provence, Strasbourg, Toulouse.**
Nous avons donc plusieurs opportunités à proposer à des

Fiscalistes, Juristes, Spécialistes Droit des Affaires

Après une formation supérieure (Grandes Ecoles ou Université), vous avez développé une expérience significative dans l'une des spécialités pendant au moins cinq ans, en cabinet ou dans une entreprise d'envergure internationale.

La diversité des missions qui vous seront confiées saura motiver les véritables professionnels que vous êtes.

Si vous êtes directement concerné, n'hésitez pas à prendre contact avec nous en indiquant la ville qui vous intéresse.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence 52803 M à Paula Mauran, 18 Place Henri Bergson, 75008 PARIS.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

P.M.I. Ville moyenne de Charente-Maritime

FABRICATION MÉCANIQUE DE 110 PERSONNES
50 MILLIONS DE C.A.
FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Chargé de :

– contrôle de gestion ;
– administration de personnel ;
– organisation générale informatique ;
– trésorerie ;
– administration des achats ;

Le candidat :

– diplômé d'une école de commerce ou équivalent, expérience de 3 à 5 ans ;
– possède des qualités d'initiative et de dynamisme.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
FABRICATIONS ATLAS
B.P. 123 - 17105 SAINTES.

P.M.I. Ville moyenne de Charente-Maritime

FABRICATION MÉCANIQUE DE 110 PERSONNES
50 MILLIONS DE C.A.
FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Chargé de :

– contrôle de gestion ;
– administration de personnel ;
– organisation générale informatique ;
– trésorerie ;
– administration des achats ;

Le candidat :

– diplômé d'une école de commerce ou équivalent, expérience de 3 à 5 ans ;
– possède des qualités d'initiative et de dynamisme.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
FABRICATIONS ATLAS
B.P. 123 - 17105 SAINTES.

CABINET D'AUDIT FRANÇAIS
VOCATION INTERNATIONALE
recherche

Auditeurs, 2 à 5 ans d'expérience

pour postes de

Premiers Assistants, Seniors ou Chefs de Mission.

Adresser C.V. manuscrit, photo, souhaits de carrière et prétentions s/réf. 9850 M à l'Agence Affluents 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

UN PROJET EXCEPTIONNEL POUR UN CONTROLEUR DE GESTION AMBITIEUX

Notre importante entreprise de transport et de transit internationale crée le poste de

CONTROLEUR DE GESTION HF

De formation supérieure, votre expérience réussie dans la mise en place d'opérations de gestion et la maîtrise complète de l'outil informatique (IBM 43-41 et 43-81) vous permettront de donner la pleine dimension à cette fonction.

Après une phase d'étude et de diagnostic vous serez chargé de :
- *mettre en place les tableaux de bord, les systèmes d'information et les procédures pour une gestion budgétaire efficace,*
- *assurer le suivi des applications informatiques de gestion,*
- *assurer le fonctionnement du système d'information et l'expliquer au personnel concerné,*
- *contrôler les réalisations par rapport aux prévisions,*
- *analyser les écarts et les expliquer*
- *proposer des solutions déterminant les actions correctives.*

Vos qualités réelles de relations humaines, de contact, et vos facultés d'adaptation constitueront le moteur de votre réussite.

Lieu de travail : Paris Nord Est.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité, sous référence 435 M à notre conseil : Nicole ANCESSI.

SODERHU
22 rue Saint Augustin,
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Nous sommes une importante société de CONSTRUCTION et de GESTION IMMOBILIERE à caractère décentralisé. Notre développement et notre souci d'améliorer notre gestion nous conduisent à créer un poste (H/F) d'

AUDITEUR INTERNE

De formation supérieure Grande Ecole de Gestion ou Université + DECS, vous avez 3 à 4 ans d'expérience en cabinet et/ou en entreprise en qualité d'Audit.

Sous l'autorité du Directeur Financier – membre du Comité de Direction – vous mettrez en place le dispositif de contrôle interne pour l'ensemble des services administratifs, opérationnels, fonctionnels et financiers : Audit de régularité, d'amélioration des performances, de diagnostic.

Il s'agit d'un poste évolutif pour un élément de valeur.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser sous référence M/3102/A, un CV complet à notre Conseil qui vous adressera plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM

Responsable des systèmes comptables

Futur "corporate controller". La holding financière d'un important groupe industriel français, leader dans son domaine et menant une politique active de diversification internationale, recherche le responsable de ses systèmes comptables. Rapportant au secrétaire général, il sera chargé dans un premier temps d'organiser et de superviser l'activité comptable au siège. A terme, dans le cadre des missions d'assitance et de contrôle de la holding, il assurera le suivi opérationnel et la mise en place des procédures comptables et financières au sein des différentes filiales - Le groupe a lancé un très important plan d'investissements - Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (type ESC plus DECS) justifiant d'une expérience d'au moins cinq années acquise soit dans une fonction comptable, soit dans le contrôle de gestion, familiarisé avec l'outil informatique et capable d'évoluer au sein d'une petite équipe de professionnels. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Le poste est basé à Neuilly-sur-Seine. Ecrire en précisant la référence S 8075M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse.

MEMBRE DE SYNTEC

La chronique de Paul Fabra

L'avenir de l'OPEP

OUTRE la question de savoir quel sera, au-delà des clichés faciles sur la « manne pétrolière », l'effet le plus probable sur les économies occidentales de la baisse vertigineuse du prix des hydrocarbures liquides, l'ampleur et la rapidité dont a fait preuve depuis quelques mois le mouvement de retour du balancier conduisent à se demander s'il ne prépare pas, pour un avenir encore indéterminé, non seulement un nouveau renchérissement de l'or noir (il finira bien par se produire un jour ou l'autre), mais un renchérissement du même ordre de grandeur, et donc potentiellement aussi dévastateur que ceux de la fin 1973 et du printemps 1979.

Les observateurs attentifs n'auront pas manqué de remarquer que les deux précédents « chocs » ont chacun eu lieu à la suite d'un affaiblissement prolongé et plus ou moins chaotique du dollar, comme si l'OPEP, entre autres motifs pour agir, avait chaque fois cherché de compenser, et au-delà, ses pertes de recettes liées à la dévalorisation de la monnaie de règlement.

Miracle de la « communication », le président Reagan et ses ministres, qui voyaient naguère dans un dollar fort à la fois le symbole et la conséquence du redressement de l'Amérique, se vantent aujourd'hui de sa chute. Après un recul de 30 % environ obtenu en cinq mois, le secrétaire au Trésor, James Baker, en réclame encore : c'est comme si le ministre français de l'économie et des finances plaidait publiquement en faveur d'une dévaluation du franc.

Ces circonstances pour le moins extraordinaires, même si elles ne sont pas toujours perçues comme telles, ne sont-elles pas une raison supplémentaire de s'interroger sur les chances de l'histoire de se répéter. Autrement dit, la baisse du dollar de Ronald Reagan, dont on peut penser qu'elle n'est pas encore au bout de sa course, pourrait-elle être suivie – et pour ainsi dire sanctionnée – par une remontée spectaculaire du prix du pétrole (et d'autres matières premières) comme ce fut le cas après la baisse (1971/1973) du dollar de Richard Nixon et après celle (1977-1978) du dollar de Jimmy Carter ?

La tentative (risquée) de prévision à laquelle on se livre ici ne porte, il convient d'insister sur ce point, que sur l'éventualité d'un nouveau et très fort relèvement du prix du pétrole d'ici, disons, la fin de la présente décennie et au-delà. S'il n'y a guère de raisons – je vais essayer d'expliquer pourquoi – de redouter au cours des prochaines années, après l'actuelle dépression du marché du pétrole, une initiative provoquant un troisième « choc », il est au contraire à peu près certain qu'on assistera à d'importantes variations de cours. Il serait du plus haut intérêt de déterminer autour de quel prix moyen ces fluctuations ont le plus de chances d'avoir lieu : 7 dollars, 10 dollars, 15 dollars, 18 ou 20 dollars ?

Tant dans le secteur pétrolier que dans celui des énergies concurrentes, les projets d'investissements en cours d'examen dépendent de l'idée que l'on se fera de ce niveau ; s'il est trop bas, c'est à des milliards de dollars de dépenses d'équipements divers que l'on renoncera de par le monde. Selon des calculs très approximatifs, un pétrole à 10 dollars permettrait aux installations nucléaires françaises de continuer à fonctionner sans perte. A l'approche de 5 dollars, il faudrait revenir à la production d'électricité par des centrales alimentées au mazout (à condition bien sûr que l'on croie à la durée du phénomène).

L'évolution normale des cours du marché sera fonction de nombreux facteurs qu'on ne se hasardera pas à évaluer ici : volume de la demande, continuation ou arrêt des efforts entrepris pour économiser l'énergie, mise en exploitation de nouvelles réserves compte tenu du fait que le rythme de l'exploration va se ralentir, et sans doute très sérieusement, etc.

IL est au contraire moins difficile de supputer la probabilité d'un nouveau coup de force de la part de producteurs cartellisés. Pour que ces derniers aient la possibilité d'en tenter un avec un espoir raisonnable de succès, il conviendrait en effet que fussent réunies au moins deux conditions, et non pas, comme on le croit généralement, une seule. La question consisterait alors à se demander s'il est ou non probable qu'elles se trouvent remplies l'une et l'autre, et simultanément.

La première de ces conditions est de nature économico-politique. Il s'agit de savoir si l'on peut escompter que l'OPEP retrouve la cohésion nécessaire pour définir clairement des objectifs de prix et s'y tenir. Cela ne serait possible que si les forces du marché étaient déjà, par elles-mêmes, orientées à la hausse, faute de quoi on continuerait à voir les pays producteurs, membres et non-membres de l'OPEP, faire passer en priorité le souci de conserver leur part des débouchés, et si possible de l'élargir, aux dépens des concurrents-partenaires d'un cartel de plus en plus mythique.

Supposons que, la demande mondiale s'accroissant sensiblement, il devienne plus facile aux pays membres de l'OPEP à la fois d'aplanir leurs divergences d'intérêt et, ce qui serait presque indispensable, de convaincre plusieurs des pays restés en dehors de l'« entente », de rejoindre leurs rangs. Dans ces circonstances favorables pour eux, il faudrait, pour qu'ils puissent songer à imposer à nouveau leur loi au marché, qu'intervienne un autre facteur, de nature financière. Impossible pour eux de profiter d'un très fort relèvement de prix arbitrairement imposé à leurs clients si ceux-ci sont dans l'incapacité de payer. Cette deuxième condition est si évidente qu'on a tendance à l'oublier.

Tant en 1973 qu'en 1979, l'OPEP n'a été en mesure d'augmenter impunément ses prix dans les proportions que l'on sait qu'à cause de la permissivité du système financier international. C'est là un point sur lequel on n'insistera jamais assez. On a parlé à n'en plus finir du recyclage des revenus soudainement enflés des pays producteurs à travers les banques, celles-ci accueillant les dépôts de ceux-là et les prêtant aux pays acheteurs. Schéma ultra-simplifié, qui laisse sans explication l'essentiel, à savoir l'amorçage du processus. Ce qui, logiquement et pratiquement, est intervenu en premier lieu, c'est le prêt bancaire consenti aux acheteurs soudainement confrontés avec un quadruplement de leur facture. En l'absence de quoi, la décision de l'OPEP aurait fait long feu.

LES acheteurs auraient été obligés de réduire brutalement leur demande, ce qui aurait eu l'une des deux conséquences suivantes, ou les deux successivement : une crise économique immédiate et beaucoup plus brutale que tout ce que nous avons connu, ou bien une capitulation en rase campagne du cartel obligé d'annuler l'augmentation de prix. Tout le reste est littérature, et de mauvaise qualité.

Pour en revenir au dollar, et essayer de montrer à quels points tous les éléments du drame sont liés les uns aux autres, la relance de l'inflation mondiale sur une grande échelle, et partant une nouvelle frénésie de crédit, ne pourrait vraisemblablement provenir que d'un véritable effondrement du dollar auquel les instituts d'émission d'Europe et du Japon s'opposeraient en rachetant des quantités massives (contre émission de leurs propres monnaies), comme elles le firent précisément en 1971/73, puis de nouveau en 1977/78. Cette éventualité qu'il ne faut pas écarter tout à fait est peu probable.

Le temps est révolu, sans doute pour une bonne dizaine d'années, sinon pour une génération entière, où les banques étaient prêtes à répondre pratiquement sans limite à l'appétit d'endettement des emprunteurs potentiels. Cela a les plus grandes conséquences, sur les prix en général, et sur ceux du pétrole en particulier.

A travers les revues étrangères

Le bœuf et les marchés à terme

Une protection classique aux Etats-Unis contre la baisse des cours agricoles.

par DANIEL VITRY (*)

L'OUVERTURE, le mois dernier, du Marché à terme d'instruments financiers, le MATIF, exprime l'intérêt des opérateurs boursiers. Les Américains ont une très grande expérience des marchés à terme de marchandises, puisque ceux-ci existent depuis 1865 à Chicago. C'est aussi à Chicago que, depuis une quinzaine d'années, les MATIF se sont considérablement développés. La littérature financière, les analyses théoriques et les études économétriques ont accompagné ce développement.

Dans *The Journal of Finance*, K. Ramaswamy et S. Sundaresan ont publié une étude sur « L'évaluation des options sur les contrats à terme » (1). Les Américains disposent en effet maintenant d'options sur des contrats d'indices boursiers ou de taux de change cotés à terme. Les options sur contrats financiers ne sont pas fondamentalement différentes, dans leurs principes, des options sur marchandises, puisque, dans les deux cas, elles donnent à leur porteur le droit d'acheter (ou de vendre) des valeurs ou des actifs financiers à un prix prédéterminé, le prix d'exercice. Une option d'achat (ou de vente) sur un contrat financier peut être levée avant la date d'exercice.

L'intérêt de cette étude est qu'elle montre clairement les difficultés d'évaluation des options sur les contrats du fait de la nature aléatoire des taux d'intérêt. L'option d'achat présente une limite supérieure que l'on peut exprimer en fonction de l'option de vente. En outre, l'auteur montre bien qu'il faut d'abord évaluer le contrat à terme, puis utiliser cette valeur pour déterminer la valeur de l'option.

Les opérations sur les options se sont très rapidement développées au cours de ces dernières années. M. Brenner, G. Courtadon et M. Subrahmanyam, se sont penchés sur « Les options sur les marchés au comptant et les options sur les marchés à terme d'instruments financiers » (2). L'idée de l'article est de comparer l'évaluation de deux types d'options relatives à la même valeur, car on trouve maintenant de plus en plus de produits financiers cotés au comptant et à terme et qui sont dotés d'options sur ces deux marchés. Les bons du Trésor américain sont maintenant dans ce cas.

Les auteurs démontrent que pour des marchandises telles que l'or ou l'argent, cotées à la fois au comptant et à terme, les options d'achat du marché à terme valent plus que celles du comptant, alors que pour les options de vente c'est le contraire. Lorsqu'il s'agit d'actions avec versement de dividendes avant l'échéance du contrat, l'écart entre la valeur de l'option d'achat et celle de l'option de vente est d'autant plus faible que le montant du versement est élevé.

Dans *The Journal of Futures Markets*, Charles M. Oellermann et Paul L. Farris se posent la question suivante : « Entre le marché à terme et le marché au comptant, lequel des deux détermine le prix du bœuf sur pied ? » (3). La question est très délicate. En effet, l'existence d'une corrélation entre les prix au comptant et les prix à terme ne permet pas de conclure sur le sens de la causalité. Les auteurs cherchent à préciser le sens de la causalité en utilisant des tests qui ont fait leurs preuves depuis une quinzaine d'années en macro économie.

On dira que, compte tenu de l'ensemble des informations disponibles, le prix au comptant est la cause du prix à terme, si le prix à terme est mieux prévu en utilisant les prix au comptant relevés dans le passé qu'en ne les utilisant pas. Dans les cas simples, la causalité ainsi définie ne s'exerce que dans un seul sens, des prix au comptant vers les prix à terme ou l'inverse. Mais il peut arriver que la causalité se produise dans les deux sens à la fois, du fait d'effets en retour.

Les auteurs analysent la période 1966-1982 divisée en trois sous-périodes : 1966-1972, années au cours desquelles se développe le marché à terme ; 1973-1977, années marquées par une très grande instabilité des cours du bœuf ; 1978-1982, années plus calmes. Les échéances des contrats à terme se produisent tous les deux mois : février, avril... Mis à part deux échéances, les prix au comptant sont significativement déterminés par les prix des contrats à terme antérieurs.

Les auteurs décèlent aussi un certain nombre de cas où la causalité inverse s'est produite du fait d'effets en retour. Cependant ces cas sont de moins en moins nombreux. La détermination des prix sur les marchés au comptant par ceux des marchés à terme passés peut s'expliquer par le fait que, au moment où un contrat au comptant est négocié, les marchés à terme passés permettent aux opérateurs d'avoir des informations claires et gratuites sur les conditions de l'offre et de la demande.

L'une des fonctions des marchés à terme est de se protéger contre les fluctuations de prix : l'agriculteur qui vend dès l'hiver sa récolte de septembre – pratique normale aux Etats-Unis – se protège contre la baisse des cours. Anthony F. Herbst s'interroge sur « La couverture contre l'inflation avec des contrats à terme » (4). Un entrepreneur se couvre bien lorsque le prix du produit qu'il achète ou qu'il vend varie de la même façon sur le marché au comptant et sur le marché à terme, car alors le gain sur le marché à terme annule la perte sur le marché au comptant, ou l'inverse.

Il s'agit, dans l'étude citée, de savoir si une entreprise dont les contrats de travail sont indexés sur le coût de la vie ne pourrait pas se protéger grâce à un petit nombre de contrats à terme qui varieraient comme l'indice des prix des biens de consommation. L'auteur utilise des données de trente-cinq contrats à terme, portant sur une période de cinquante-neuf mois, de janvier 1980 à novembre 1984.

Aucune des méthodes statistiques les plus sophistiquées utilisées ne donne des résultats bien convaincants. Il ne semble malheureusement pas possible de bien se couvrir contre l'évolution de l'indice des prix des biens de consommation en utilisant un petit nombre de contrats à terme : les marchés à terme ne peuvent pas tout faire.

(*) Professeur à l'université Paris-II.

(1) Krisna Ramaswamy et Suresh Sundaresan, « The Valuation of Options on Futures Contracts », *The Journal of Finance*, Décembre 1985.

(2) Menachem Brenner, Georges Courtadon et Marti Subrahmanyam, « Options on the Spot and Options on Futures », *The Journal of Finance*, décembre 1985.

(3) Charles M. Oellermann et Paul L. Farris : « Futures or Cash : Which Market Leads Beef Cattle Prices ? », *The Journal of Futures Markets*, vol. 5, n° 4, 1985.

(4) Anthony F. Herbst, « Hedging Against Price Index Inflation with Futures Contracts », *The Journal of Futures Markets*, vol. 5, n° 4, 1985.

Keynes et l'effet d'éviction

LA revue *Economic Policy, a European Forum* vient de publier son premier numéro. Par le sous-titre, A European Forum, les créateurs de la revue ont voulu dire que la diffusion était européenne, mais le champ couvert par les articles n'est en rien limité à l'Europe. Il s'agit de mettre à la disposition des décideurs de la politique économique le fruit des réflexions des meilleurs spécialistes. En outre, tous les articles sont soumis, avant publication, à la critique d'un comité d'experts au cours d'un bref colloque. Cette pratique élargit considérablement le système traditionnel des *referees*.

Dans son article, Willem H. Buitter tente un « Guide de la dette et des déficits publics » (1). L'auteur présente une décomposition de l'évolution du rapport endettement public/produit intérieur brut de la Grande-Bretagne entre 1948 et 1981 en trois parties : l'accroissement de l'endettement du fait des déficits du secteur public, la baisse due à l'inflation de la valeur réelle de la dette et enfin les variations de la croissance réelle du produit intérieur.

Il apparaît que l'effet de l'accroissement de l'endettement est du même ordre de grandeur, mais de signe opposé naturellement, que la croissance réelle du produit intérieur. De ce fait, l'évolution du rapport endettement/produit intérieur peut être presque entièrement imputée à l'impact de l'inflation sur la valeur réelle de l'endettement public.

L'auteur se demande si l'accroissement du déficit budgétaire entraîne à terme une inflation. La crainte est en effet que le déficit public ne soit monétisé et générateur d'inflation. L'Etat se heurte en effet à une contrainte : le déficit peut être financé soit par création monétaire, soit par endettement, soit par diminution des réserves de change.

W. H. Buitter montre qu'un accroissement donné du ratio endettement/produit intérieur financé par émission monétaire conduirait à une inflation de 4 % de plus, alors que, financé par l'impôt, il obligerait à augmenter le rapport impôt/produit intérieur de 0,20 % seulement. Il est donc déraisonnable de monétiser le financement de la dette britannique. Cela s'explique en particulier par la qualité de son système financier et par une large assiette fiscale.

L'auteur examine aussi le fameux effet d'éviction que Keynes avait mis en évidence. Il s'agit de mesurer l'impact d'un accroissement des dépenses de l'Etat, ou au contraire d'une diminution de la fiscalité sur la décomposition du produit intérieur, en particulier sur l'investissement privé. Les keynésiens ont largement traité de ce problème. Buitter montre comment l'intégration d'anticipations rationnelles dans cette problématique permet de mieux comprendre les effets de la politique fiscale sur la demande.

Les anticipations rationnelles font que les seules mesures de politique économique efficaces sont les mesures inattendues. L'auteur suppose que l'investissement dépend du taux d'intérêt à long terme plutôt que du taux à court terme. Cependant les taux courts et les taux longs sont liés par une anticipation sur la structure des termes : le taux à long terme d'aujourd'hui dépend du taux à court terme immédiat et des taux à court terme anticipés. Dans le cas d'une politique de chocs inattendus, un abattement fiscal avec effet immédiat a les mêmes effets à court terme que dans le modèle keynésien traditionnel.

L'originalité de l'article est de présenter l'évolution de l'économie dans la période transitoire qui sépare l'annonce inattendue d'une mesure fiscale de sa mise en place. Pour fixer les idées, imaginons une mesure très inattendue pour l'année prochaine : l'annonce d'un abattement fiscal à venir. Celui-ci aura un effet paradoxalement défavorable à court terme. En effet, entre l'annonce et la mise en place, il n'y a rien pour soutenir la demande ; celle-ci va fléchir. Elle ne se redressera qu'au moment où la mesure annoncée sera effective.

Les investisseurs vont immédiatement tenir compte de cette relance de la demande à venir. Ils vont prévoir que les taux d'intérêt à court terme seront plus élevés, une fois les mesures en place. Mais, en attendant, les taux à long terme vont s'élever, et de ce fait faire baisser l'investissement, la production, ainsi que le taux à court terme immédiat. Une fois la période transitoire passée, on retrouvera les effets favorables décrits par le modèle keynésien.

(1) Willem Buitter : « A guide to public sector debt and deficits », *Economic Policy, a European Forum*, n° 1, novembre 1985. Publié à Paris par la Maison des sciences de l'homme.



économie

REPÈRES

Dollar : un bond à plus de 7 F

Initialement un peu plus ferme lundi 24 mars sur les marchés des changes, à 2,26 DM contre 2,25 DM et 6,96 F contre 6,92 F, le dollar a fait un véritable bond à 2,29 DM et 7,04 F (après 7,07 F). Motif : une dépêche en provenance de Tokyo suivant laquelle le Japon et les Etats-Unis seraient d'accord pour estimer que le dollar avait assez baissé. Source : un haut responsable de la Banque du Japon qui, récemment, est intervenu pour freiner le recul du billet vert, ajoutant même que la Réserve fédérale américaine était devenue favorable à un coup d'arrêt au glissement du dollar. Les milieux financiers internationaux ont immédiatement fait le lien avec le départ du vice-président de la Réserve fédérale, M. Martin, partisan d'une dépréciation supplémentaire du dollar, alors que le président, M. Paul Volcker, juge *« dangereuse »* cette dépréciation.

Automobile : augmentation moyenne des prix de 2 %

Le prix des voitures de marque française augmente d'environ 2 % à partir du 24 mars. Renault augmentera ses prix de 2 % *« en moyenne »*, Citroën de 1,9 % et Peugeot de 1,8 % indiquent les constructeurs. La dernière augmentation, qui était comprise entre 1,5 % et 2 %, remonte à décembre dernier. Les prix des automobiles ont été libérés en juillet dernier, et une hausse de 4,5 % environ avait été décidée à cette époque par Renault et Peugeot pour rattraper un retard accumulé les années passées.

FINANCES

LA THÉORIE DES ANTICIPATIONS RATIONNELLES

Une clé pour interpréter Wall Street

Correspondance

Washington. — La théorie économique des anticipations rationnelles, qui domine Wall Street depuis un certain nombre de mois, est l'une des clés des événements financiers qui se déroulent actuellement aux Etats-Unis. Les autorités monétaires et les agents financiers jouent au chat et à la souris. Les opérateurs, que flatte le vocable de *rational expectations*, se livrent en réalité à des réactions plus que jamais émotives au vu... de leurs propres réactions collectives. Cela explique les soubresauts spectaculaires des marchés financiers. A l'heure où la France semble vouloir s'engager plus avant dans la voie du libéralisme économique, il n'est pas sans intérêt de prendre en compte certaines des objections qui s'élèvent déjà outre-Atlantique devant cette théorie hyperlibérale, qui ne saurait tarder à franchir l'Océan.

En résumé, poussée à son extrême logique, cette théorie professe que, si le gouvernement ou la banque centrale veulent par leur action provoquer un résultat, ils obtiennent exactement le contraire parce que les opérateurs, prévoyant ce qui va se passer, cherchent à se protéger et font l'opposé de ce qu'on attend d'eux. Deux exemples sont désormais classiques, dont l'un est particulièrement évident en France et l'autre aux Etats-Unis. Si le gouvernement prend des mesures dirigistes pour freiner la montée du chômage, les chefs d'entreprise, se prémunissant contre l'interdiction de licencier, cessent d'embaucher, ce qui produit l'effet contraire au résultat escompté. De même, si les autorités monétaires cherchent à faire diminuer les taux d'intérêt en laissant croître la masse monétaire, les opérateurs, prévoyant une augmentation de l'inflation, commencent à vendre leurs obligations pour acheter des actions. Le résultat est que les nouvelles émissions d'obligations doivent se faire à des taux plus hauts, ce qui est l'inverse de l'objectif recherché.

L'enterrement du monétarisme

Considérée comme l'enterrement du monétarisme, qui a dominé la pensée économique américaine pendant toutes les années 70, la théorie des rational expectations est en réalité le reflet d'une inspiration politique. Alors que le keynésianisme en vigueur dans l'après-guerre était plutôt démocrate de gauche, le monétarisme plutôt dirigiste conservateur, cette nouvelle philosophie, arrivant à la suite de l'économie de la demande de l'administration Reagan et montrant les limites mêmes de celle-ci, débouche sur un libéralisme politiquement neutre, mais non moins tyrannique : celui du marché. Il est ainsi admis que le comportement des décideurs, donc du marché, ne dépend pas de ce qui a été fait, de ce qui a été décidé, mais de ce que l'ensemble des opérateurs pensent qui va arriver, chaque individu agissant en fonction de son seul intérêt personnel.

Dérivée des études conduites il y a vingt ans par un jeune chercheur du Carnegie Institute of Technology, qui avait étudié les comportements des fermiers par rapport aux fluctuations des prix agricoles, la théorie des anticipations rationnelles comporte des branches multiples. Le marché « fait son shopping » à la recherche d'idées qui lui paraissent plus sensées que les autres et détermine lui-même son comportement. Qui est le plus rationnel, du public ou des économistes ?

Le fait est que les fameux gourous de Wall Street que furent le docteur Wojnilower, de la First Boston, et Henry Kaufman, de chez Salomon Brothers, surnommés respectivement « Mister Doom » et « Mister Death » (la ruine et la mort), ne sont plus en odeur de sainteté. Les prévisions qu'ils établissaient dans un système financier relativement organisé et réglementé, en période de hausse des taux d'intérêt, ne fonctionnent plus depuis que ce marché s'est libéré et que les nouveaux moyens de communication lui ont donné une dimension réellement planétaire. Cette déréglementation et cette mondialisation, qui ont transformé Wall Street en une demi-décennie, sont en train d'intervenir aussi sur les autres grands marchés financiers internationaux.

La théorie des anticipations rationnelles met en lumière l'avantage qu'il y a, dans de telles conditions, à avoir une société démocratique plutôt qu'un régime totalitaire, car elle permet une adaptation spontanée plus rapide et meilleure du corps social aux changements. Elle met également en valeur l'importance de la décentralisation de l'information et de la multiplication des centres de décision.

« Nous ne disons pas que les politiques économiques sont sans importance, précise Robert Lucas, de l'université de Chicago. *Mais à la question de savoir si le gouvernement peut utiliser le budget et la fiscalité pour rétablir l'emploi, notre réponse est non. »* De quoi perturber tous les acquis des étudiants de tous les instituts de sciences politiques de France et de Navarre... Au lieu de chercher à réglementer, stimuler ou freiner l'économie, le gouvernement a pour rôle, dans une telle perspective, de réduire la réglementation qui empêche les forces du marché de fonctionner et de s'assurer particulièrement de la fluidité des salaires et des prix, surtout en période de désinflation.

Le paradoxe est que la critique de la théorie des anticipations rationnelles, qui s'annonce déjà, débouche directement sur... un retour au dirigisme.

Cette théorie s'est en effet bâtie sur les ruines du monétarisme. Selon celui-ci, l'inflation était toujours et partout un phénomène monétaire, et la croissance de la masse monétaire était plus ou moins parallèle à la croissance du produit national brut en termes réels. D'où, pour les banques centrales, la responsabilité de maintenir une évolution économique stable, en calculant une progression régulière non inflationniste de la masse monétaire, plutôt que de chercher à ajuster les taux d'intérêt. Mais, au cours des dernières années, non seulement la masse monétaire américaine a constamment outrepassé les normes fixées sans entraîner une reprise de l'inflation, mais les agrégats monétaires ont semblé mener leur propre vie sans beaucoup de rapports avec les autres. Une partie des fluctuations inexpliquées de la masse monétaire américaine semble refléter des changements de stratégies financières des banquiers, qui peuvent désormais offrir des conditions différentes à leurs clients en fonction de leurs propres anticipations.

Vers un néo-dirigisme ?

Conclusion : la monnaie n'est plus une matière première qui peut être facilement distillée par les banques centrales, et si elle reflète le comportement des agents économiques, la Banque centrale en est réduite à chercher à contrôler plutôt la croissance du produit national brut et à utiliser les taux d'intérêt comme instruments de politique économique. C'est exactement ce que fait, sans le dire, la Banque de réserve fédérale des Etats-Unis, qui, après avoir embrassé publiquement la théorie monétariste en 1979, l'a ostensiblement abandonnée depuis 1982.

L'interprétation couramment admise est qu'elle s'est gardée de faire l'annonce officielle de ces changements de manière à pouvoir revenir à des explications traditionnelles le jour où il faudra assener à l'économie une nouvelle potion déflationniste. En attendant, ce sont bien les marchés qui déterminent les variations des agrégats financiers et dictent les taux d'intérêt.

Devant l'échec du monétarisme, les économistes universitaires, avec un incontestable instinct de survie, sont en train de se diviser. La déréglementation, visant à améliorer le fonctionnement des forces du marché pour renforcer l'efficacité industrielle, reste généralement appréciée, mais nombre de théoriciens se détournent déjà des *rational expectations* en démontrant qu'elles aboutissent à des réactions émotives présentant trop d'inconvénients. Puisqu'en économie l'incertitude, aussi, est néfaste, ils cherchent à démontrer que le laisser faire n'est pas la meilleure des politiques et qu'en dépit même des *« anticipations rationnelles »*, les politiques gouvernementales peuvent produire des effets appréciables.

Les jeunes chercheurs des grandes universités, notamment à Harvard, s'orientent massivement vers la recherche de formules prenant en compte des actions dirigistes efficaces. Mais, de même que les peintres néofiguratifs ont intégré fût-ce à leur corps défendant, l'art abstrait, l'optique de ces nouveaux dirigistes est bien différente de celle de leurs ancêtres d'avant-guerre. La souplesse d'adaptation de la collectivité économique reste pour eux une donnée fondamentale. Comme le déclarait froidement à un journal l'un de ces jeunes du Massachusetts Insitute of Technology : *« Les keynesiens étaient, au fond de leur cœur, des idéologues de gauche qui croyaient que le plus faible niveau de chômage possible était le mieux. Ce n'est plus du tout notre cas. »*

JACQUELINE GRAPIN.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Premières passes d'armes sur l'allégement du coût de l'assainissement de l'Amérique latine

L'assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui s'ouvre ce lundi 24 mars à San-José, au Costa-Rica, pourrait marquer une étape dans la laborieuse élaboration d'une nouvelle stratégie à l'égard des pays endettés. Une étape discrète, dans la mesure où nul n'ose espérer voir résolus les différends qui opposent toujours de façon feutrée l'administration américaine aux responsables de la Banque : Washington se déclare désormais favorable à un renforcement du rôle des banques régionales comme la BID, mais contre l'assurance, jugée inacceptable par les dirigeants de l'institution comme par les pays bénéficiaires et nombre de donateurs, d'une sévérité accrue dans l'attribution des prêts, une plus grande « conditionnalité », pour utiliser le jargon en cours. Une première passe d'armes, à la veille de l'ouverture officielle de l'assemblée, a prouvé la détermination des Latino-Américains d'empêcher les Américains d'obtenir un quasi-droit de veto. La proposition de Washington d'élever à 65 % la majorité nécessaire à l'approbation des prêts de la BID a été repoussée à l'unanimité.

Deux facteurs devraient pourtant permettre d'avancer quelque peu, notamment dans l'évaluation des ressources dont la BID disposera, au titre de la septième reconstitution de ses fonds pour la période 1987-1990, étant donné qu'elle avait eu 15,7 milliard de dollars pour la période 1983-1986 : la nécessité pour elle de suivre le mouvement que doit lancer, le 25 mars, la Banque mondiale en entérinant un programme de prêts de 1 milliard de dollars pour quatre pays latino-américains, dont l'Argentine et le Mexique ; la réponse urgente à apporter aux problèmes créés au sein de la région la plus endettée du tiers-monde. A elle seule, l'Amérique latine représente près de 400 milliards de dollars de dettes, dont les trois quarts sont le fait de quatre pays, l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela. Ces États sont jugés, à des titres divers, aussi dangereux pour leurs créanciers en cas de cessation de paiement qu'attrayants compte tenu de leur potentiel économique pour les investisseurs ; chacun à sa façon, ils se sont engagés ces derniers mois dans la voie d'un assainissement économique l'accord, avec ou sans préalable du Fonds monétaire international.

Participer à la recherche d'un retour à la croissance dans les pays latino-américains exige des moyens financiers supplémentaires. Les responsables de la BID ne manqueront pas de le souligner. Même si le bilan de l'année 1985, contenu dans le rapport annuel, prouve que l'institution a contribué à l'effort général en accélérant les décaissements de ses prêts, ces derniers ne peuvent être à la mesure des besoins : soixante dix-huit prêts totalisant 3,061 milliards de dollars ont été accordés en 1985 pour l'exécution de programmes et de projets d'un coût global de 106 milliards. Il suffit de rappeler que le seul service de la dette des quatre surendettés latino-américains devrait tourner autour de 40 milliards de dollars par an jusqu'en 1988 pour mesurer le chemin qui reste à parcourir.

Transferts nets de capitaux

Le tableau des tendances du développement latino-américain brossé dans le rapport annuel ne fait d'ailleurs que le confirmer. Si la croissance du produit intérieur brut a sans doute dépassé la barre des 3 % comme en 1984, ce résultat est largement dû à la croissance impressionnante du Brésil (7 %), qui contribue pour plus d'un tiers au PIB de la région. Les autres pays se sont partagé une expansion nettement plus modeste, de près de 2 % en moyenne, soit moins que la poussée démographique.

Pour la troisième année consécutive, l'excédent commercial régional, qui avait représenté 37,73 milliards de dollars en 1984, aura constitué la principale source de devises permettant de rembourser le service de la dette. Mais, là encore, le Brésil intervient pour près du tiers dans ce solde positif. Et les auteurs du rapport citant les estimations préliminaires de la commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) soulignent que les pays de la région auront remboursé 30 milliards de dollars de plus qu'ils n'ont reçu de capitaux en 1985. Ce transfert négatif aurait ainsi représenté plus de 100 milliards de dollars en quatre ans, soit plus que la totalité des flux nets de fonds dont la région a bénéficié durant les huit années précédentes.

Ces premières évaluations ne plaident pas en faveur de l'abandon des politiques de restructuration économique dans les pays latino-américains. Mais elles en illustrent les limites et donnent une idée de l'effort effectué ces dernières années, au prix d'un faible investissement productif et d'une forte poussée du chômage. Autant d'arguments qui seront repris à San-José pour prôner une plus large mobilisation des ressources internationales et un accroissement des ressources de la Banque interaméricaine de développement au-delà de la diversification de ses types d'intervention : dès qu'un nombre suffisant de pays l'aura ratifiée, la création de la Société interaméricaine d'investissement (SII), chargée, à l'instar de la Société financière d'investissement de la Banque mondiale, de promouvoir le secteur privé en Amérique latine, deviendra effective.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

LES SALAIRES DANS LA BANQUE INTERNATIONALE

Les métiers qui montent

Trésorier, cambiste, spécialiste du marché monétaire, responsable de l'informatique..., ce sont là quelques-uns des nouveaux métiers nés de l'ingénierie financière et de la déréglementation des grands marchés qui sont les plus recherchés dans le secteur bancaire international. A New-York et à Londres, à Paris et Hong Kong mais également dans des cités financières beaucoup plus modestes comme Caracas et Sydney, ces métiers qui montent sont tout naturellement ceux qui paient le plus, reléguant au second rang les responsables d'exploitation.

Pour le cabinet Korn-Ferry International, un chasseur de têtes qui étend ses ramifications dans le monde entier, cette nouvelle hiérarchie des fonctions et des rémunérations dans la banque s'explique par deux raisons :

- Plus la place financière est importante, plus le nombre de spécialistes recherchés est grand et plus le niveau de leurs compétences doit être à la hauteur ; il s'ensuit que les salaires pratiqués sur ces places sont plus élevés qu'ailleurs.
- A l'inverse, le faible nombre de postulants de qualité recensés sur des places financières encore modestes (par exemple le poste de trésorier dans une banque de Sydney) se traduit par une hausse un peu artificielle des salaires sur ces marchés.

En ce qui concerne Paris, on peut constater *(voir tableau)* que les salaires pratiqués dans notre pays sont bien inférieurs à ceux des grands marchés anglo-saxons mais plus élevés qu'à Hongkong. Ce qui peut sembler assez paradoxal compte tenu de l'importance généralement attribuée à cette place d'Extrême-Orient. La base de référence retenue, précisent les auteurs de cette étude (laquelle ne comprend pas Tokyo, et on peut le regretter), est celle d'un *« salaire de marché »*. Celui-ci ne correspond ni au salaire versé par une banque au cadre qui s'expatrie à l'étranger ni au salaire déterminé par une grille bancaire interne. Il s'agit de salaires bruts ne tenant pas compte des avantages en nature consentis par les banques tels que la voiture de fonction à Londres, l'octroi d'un prêt à taux privilégié à Paris ou encore les primes de fin d'année à New-York. Par contre, les chiffres retenus tiennent compte du coût de la vie, de la fiscalité en vigueur dans le pays concerné et de la rareté relative de la fonction, précise-t-on.

S. M.

SALAIRES ANNUELS (EN FRANCS)

FONCTIONS	PARIS	LONDRES	NEW-YORK	HONGKONG	BRUXELLES	CARACAS	SYDNEY
Directeur général	650 000	1 006 000	1 515 000	530 000	452 000	532 000	1 219 000
Directeur gl adjoint	625 000	731 000	1 190 000	362 000	–	–	1 219 000
Dr de l'exploitation	450 000	853 000	974 000	335 000	603 000	367 000	1 524 000
Gestion de fortune	350 000	579 000	692 000	362 000	–	–	1 219 000
Analyste de crédit	300 000	365 000	433 000	167 000	339 000	232 000	975 000
Trésorier	525 000	1 066 000	1 623 000	419 000	980 000	299 000	1 524 000
Opérat. marché monétaire	425 000	670 000	1 082 000	335 000	414 000	265 000	1 158 000
Cambiste	425 000	713 000	1 082 000	335 000	452 000	–	1 341 000
Opérat. marché titres	425 000	670 000	1 299 000	419 000	369 000	232 000	1 341 000
Chef des opérations	300 000	609 000	801 000	387 000	445 000	–	975 000
Resp. crédits document.	300 000	426 000	841 000	223 000	–	–	–
Chef du personnel	375 000	396 000	649 000	251 000	339 000	199 000	975 000
Contrôleur	400 000	457 000	866 000	251 000	373 000	299 000	975 000
Resp. informatique	425 000	579 000	889 000	278 000	384 000	199 000	–

Source : Korn-Ferry.

AFFAIRES

Les défaillances d'entreprises

- **ILE-DE-FRANCE ET LA PROVENCE LES PLUS TOUCHÉES**
- **FRAGILITÉ DES SECTEURS « COMMERCE » ET « BATIMENT »**

Selon l'INSEE, la tendance des défaillances d'entreprises reste *« orientée vers la croissance »*. L'Institut estime que le nombre des défaillances nouvelles avait atteint 3 012 sociétés en février (3 045 en décembre 1985, 1 976 en janvier 1986).

D'autre part, pour la première fois, l'INSEE publie une ventilation par départements et régions des défaillances d'entreprises par grands secteurs économiques (1). Sur les 26 425 entreprises déclarées défaillantes en France en 1985, presque la moitié (45,6 %) avaient leur siège dans les trois régions les plus importantes tant par leur population que par le nombre de leurs entreprises : Ile-de-France (24,9 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (10,8 %) et Rhône-Alpes (9,9 %). Les sept régions suivantes ont enregistré chacune plus de 1 000 défaillances, tandis que onze autres régions connaissaient entre 300 et 850 défaillances. Enfin, c'est dans les DOM-TOM et en Corse qu'il y a le moins de défaillances.

L'analyse des taux de défaillance (c'est-à-dire le nombre d'entreprises touchées par rapport au total d'entreprises dans la région) aboutit au classement suivant (la moyenne nationale étant 1,6 %) :

– Ile-de-France (2,3 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (2,1 %), Lorraine (2 %), Alsace et Languedoc-Roussillon (1,8 %) viennent en tête ;

– Basse-Normandie et Poitou-Charentes (1,2 %), Limousin (1,1 %), Franche-Comté et Auvergne (1 %) sont les plus « résistantes ».

Pour les régions d'outre-mer, le pourcentage est de 0,6 %.

Ce sont les secteurs du commerce, du bâtiment-génie civil et de l'industrie qui enregistrent le plus de défaillances et les transports et télécommunications le moins.

(1) Est « qualifiée défaillante » toute entreprise ayant fait l'objet d'un jugement de règlement judiciaire ou de liquidation de biens. L'INSEE rappelle qu'une nouvelle législation (loi Badinter) est en vigueur depuis le 1er janvier 1986. Elle prévoit pour chaque entreprise défaillante un *« jugement d'ouverture de la procédure »* ou *« jugement de redressement judiciaire »*, suivi, en principe, d'une période d'observation.

ENTREPRISES

General Motors rompt les négociations avec British Leyland

Le groupe américain General Motors, en négociation avec Londres pour le rachat de British Trucks et de Land Rover, a rompu brutalement les pourparlers dimanche 23 mars. Voilà dix-huit mois que des conversations étaient engagées entre GM, British Leyland et le gouvernement de Mme Thatcher pour la reprise de la filiale British Trucks (camions), activité qui a perdu 61 millions de livres en 1984 (750 millions de francs) et 23,5 millions au 1er trimestre 1985. GM souhaitait acheter également Land Rover, filiale bénéficiaire. Selon plusieurs journaux britanniques le gouvernement, sous la presion de députés conservateurs, aurait fait connaître son refus de céder Land Rover au groupe américain, ce qui aurait motivé son retrait. Mme Thatcher avait dû déjà faire marche arrière en janvier dernier en rompant la négociation entamée pour la reprise par Ford des automobiles Austin Rover, la plus grande filiale de British Leyland également déficitaire.

Nativelle passe dans le groupe Procter and Gamble

Le laboratoire pharmaceutique français Nativelle (140 millions de francs de chiffre d'affaires, 200 personnes) passe sous contrôle américain. Norwich Eaton, filiale du puissant groupe Procter and Gamble, vient d'en racheter le contrôle à la famille Langlumé pour un prix resté confidentiel. Nativelle est spécialisé dans la fabrication de médicaments destinés à l'appareil respiratoire (anti-aryhmiques, cardiotoniques, anti-coagulants...). Ce rachat va permettre à Norwich Eaton (environ 1,4 milliard de francs de chiffre d'affaires) de disposer d'une tête de pont en France, mais également en Belgique et en Grande-Bretagne où Nativelle possède des filiales.

Air France baisse ses tarifs vers les DOM

Sous la pression des pouvoirs publics, Air France vient de remodeler et de baisser – de 10 % parfois – les tarifs de ses liaisons vers les départements d'outre-mer. A partir du 22 mars, ceux-ci seront établis aux niveaux suivants :

– *Antilles.* – Le tarif « vert » est ramené de 3 800 à 3 600 F l'aller-retour ; le tarif vacances « basse saison » (21 avril-19 juin et 16 septembre-14 décembre), de 4 435 à 3 995 F.

– *Guyane.* – Le tarif « vert » est ramené de 4 475 à 4 200 F l'aller-retour ; le tarif vacances « basse saison » (15 janvier-19 juin et 11 novembre-9 décembre), de 5 115 à 4 740 F.

Réunion. – Le tarif « vert » est ramené de 5 590 à 5 200 F ; le tarif « basse saison » (1er mai-14 juin et 27 septembre-14 décembre), de 6 920 à 6 420 F.

Accord pour la reprise de Distillers par Guiness

Le gouvernement britannique a donné son accord à la reprise par le brasseur Guiness des whiskys Distillers (Dewar's et Johnnie Walker) pour 2,5 milliards de livres. Pour ne pas tomber sous le coup des lois antitrust, les deux entreprises ont décidé que leur sufion s'accompagnerait d'une vente de plusieurs marques de wisky. Cela a suffi pour que le gouvernement afin d'accélerer l'opération, donne son avis sans consulter la commission antitrust comme traditionnellement.

M. Pierre Moussa et France-développement : une nouvelle société d'investissements

M. Pierre Moussa, l'ancien patron du groupe Paribas, qui préside actuellement le groupe financier international Pallas, vient de constituer une nouvelle société d'investissements : France-Développement. Celle-ci est créée avec le concours direct de Group, de Finance Développement, la ramification française des activités de M. Moussa, et la charge d'agents de change Nivard-Flornoy. Les fonds nécessaires au fonctionnement de cette société d'investissements, dont le capital a été fixé à 807 millions de francs, seraient réunis par un certain nombre d'établissements bancaires et de sociétés d'assurance.

ÉNERGIE

APRÈS SEPT MOIS DE CONTENTIEUX

Occidental Petroleum va reprendre la prospection pétrolière au Pérou

De notre correspondante

Lima. – La levée des boucliers de l'opposition – conservatrice, libérale et marxiste – contre l'avant-projet de contrat pétrolier souscrit, le 29 décembre dernier, avec la compagnie américaine occidental Company, « OXY », n'a pas empêché le régime social-démocrate présidé par M. Alan Garcia se signer le texte définitif de l'accord, samedi 22 mars, mettant ainsi un terme à l'incertitude qui régnait depuis le 27 août dernier, date à laquelle les précédents contrats avaient été résiliés par le gouvernement.

2 millions d'hectares ont été attribués dans la forêt amazonienne à l'Occidental, qui s'est engagée à investir en prospection 267,5 millions de dollars sur six ans. Si les opérations de recherche sont fructueuses, OXY financera le coût d'un oléoduc et associera à l'exploitation du cru de l'entreprise nationale Petroperu. Le contrat est valable pour trente ans.

La compagnie américaine a aussi accepté d'élever le taux imposable de ses recettes de 41 % à 68,5 %, et de réduire la marge bénéficiaire par baril. En effet, lorsque le coût du baril était à 30 dollars, elle obtenait un gain de 4 dollars par baril avec le précédent contrat. Désormais, et en estimant le prix du baril à 20 dollars, elle ne percevra que 0,9 dollar par baril (en effet, OXY perçoit 11 dollars par baril, mais elle doit déduire 8,71 dollars de coût de production. Restent 2,8 dollars, sur lesquels est prélevé l'impôt).

La résiliation des contrats pétroliers, le 29 août, avait été applaudie par la majorité des forces vives du pays (*le Monde* du 30 août 1985). La renégociation du contrat avec OXY a duré près de sept mois. L'accord de base souscrit le 29 décembre a été critiqué par les porte-parole de la Gauche unie, la deuxième force politique du pays, dirigée par le maire marxiste de Lima, M. Alfonso Barrantes, et par les libéraux au pouvoir pendant le précédent régime. Pour mettre fin à la polémique, le président Garcia a déclaré prendre la *« totale responsabilité de l'accord avec l'OXY, car finalement les contrats ne sont jamais parfaits »*... Marxistes et libéraux estiment que les nouveaux contrats, loin d'être avantageux pour le pays, favorisent au contraire la compagnie américaine.

Petroperu a réfuté point par point les objections de l'opposition. L'examen minutieux des six cents pages que comportent les deux contrats – publiés le 24 mars par le journal officiel – ouvriront sans doute une nouvelle étape du débat pétrolier, d'autant plus que le contrat a été signé pendant les vacances parlementaires, et que le Congrès rouvre ses portes le 1er avril.

Le ministre des hydrocarbures, M. Wilfredo Hayta, a pris à partie *« la philosophie marxiste totalitaire, qui prétend tout étatiser. Si l'on nationalise l'OXY, comme le réclame la Gauche unie, nous devons disposer immédiatement de 320 millions de dollars pour l'indemniser, et de 422 millions pour investir en exploration. Pourquoi devrait-on reporter au siècle prochain l'exploration des trente-cinq champs de pétrole de la forêt amazonienne et les vingt-cinq de la plate-forme continentale ?*

» Si le champ « 36 » confié à l'OXY contient du pétrole, le Pérou peut espérer un gain de 2 milliards de dollars. Nous ne considérons ni révolutionnaire ni populaire d'utiliser nos maigres ressources fiscales pour d'éventuelles découvertes de cru, au lieu de les diriger à la santé, à l'alimentation et à l'éducation. Le capital étranger est indispensable au développement de la patrie. C'est grâce à lui que nous échapperons au sous-développement. »

NICOLE BONNET.

LA RÉUNION DE L'OPEP A GENÈVE

Difficile répartition des quotas de production

De notre envoyée spéciale

Genève. – Tandis qu'à Paris on réfléchit au meilleur usage de la « manne pétrolière », se joue encore à Genève l'avenir des prix du pétrole. Une partie vitale. L'OPEP, quoi qu'on en dise, a toujours les moyens, si elle le veut, de redresser la situation. Les prix du brut, en cas d'accord, peuvent remonter aussi vite qu'ils ont chuté il y a trois mois. On l'a bien vu vendredi. Il a suffi d'un accord de principe entre l'Organisation et cinq autres pays producteurs (*le Monde* daté 23-24 mars) pour qu'aussitôt les cours du brut reprennent 2 dollars en quelques heures sur le marché de New-York.

Mais c'est un pari difficile. Après huit jours de négociations laborieuses, les treize pays membres de l'OPEP n'étaient toujours pas parvenus, dimanche soir, à surmonter leurs dissensions. Seul point d'accord : la stratégie de défense des parts de marché, adoptée en décembre dernier, responsable de l'effondrement des prix, est un échec.

Les treize pays membres sont donc convenus de revenir à leur politique traditionnelle, et de compter sur leur propre extraction pour rééquilibrer le marché, sans attendre la participation, de plus en plus incertaine, des autres producteurs de brut. Un plafond de production pour les prochains mois a été fixé : 14,4 millions de barils par jour, soit 20 % de moins que la production du premier trimestre et 12,5 % de moins que l'ancien plafond de 16 millions.

Reste à répartir les sacrifices. Et c'est là que le bât blesse. Car, dimanche, huit pays seulement sur treize ont peu ou prou accepté les nouveaux quotas proposés, après moult consultations menées par le ministre indonésien du pétrole, médiateur improvisé de la conférence.

L'Arabie saoudite, à qui est demandé le plus gros sacrifice, a réservé sa réponse, attendant que tout le monde se prononce.

Les Emirats arabes unis n'ont accepté que pour ce qui concerne l'Emirat d'Abu-Dhabi. Le délégué de l'Equateur a annoncé qu'il devait consulter son gouvernement. L'Irak, à qui il est demandé de revenir au niveau de l'an passé, a réclamé son ancien quota.

Enfin, le représentant du Venezuela, à la surprise générale, a été le plus dur, assurant qu'il avait reçu consigne de son gouvernement de ne pas accepter un seul baril de baisse. Lundi matin, un nouveau round de négociations devait avoir lieu, dans une atmosphère où l'espoir laisse place, de plus en plus, à la lassitude et au doute.

VÉRONIQUE MAURUS.

AU SIXIÈME SALON DU LIVRE

Arléa : la tradition du libraire-éditeur

Dans la cohue du week-end, au Grand Palais, délaissant les files qui se formaient devant les « signataires » – de Paul Guth et la comtesse de Paris (Flammarion), à Claude Hagège (Fayard) et Alain Minc (Le Seuil) en passant par Nicole Avril (Flammarion), Michel Polac (Balland), Yann Queffélec (Gallimard) et Régine Deforges (Albin Michel) – nous avons rendu visite à l'un des « petits derniers » de l'édition, Arléa, sur le stand du Seuil.

Dans la foulée de leur librairie, Les fruits du Congo (1), Jean-Claude Guillebaud, Catherine Guillebaud, Claude Pinganaud et Pierre Veilletet viennent de créer avec l'aide du Seuil – qui les diffuse – les éditions Arléa (2). Cette petite maison, qui affirme sa volonté de *« ne pas croître »*, souhaite *« renouer avec la tradition du libraire-éditeur »* et publier *« en toute liberté »* une quinzaine d'ouvrages par an.

« L'idée nous est venue en lisant les souvenirs de José Corti », explique Jean-Claude Guillebaud. Etant lui-même directeur littéraire au Seuil, il sait que *« dans un comité de lecture, lorsqu'on pense ne pas vendre huit mille exemplaires d'un livre, on hésite »*. A partir de deux mille exemplaires escomptés, Arléa publie *« et*, ajoute Jean-Claude Guillebaud, *entre deux et huit mille exemplaires nous estimons qu'il y a des livres à défendre, à ne pas laisser passer »*.

Chez Arléa on veut soutenir les ouvrages de fiction. Environ la moitié de la production, ou un peu plus, leur sera consacrée. Parmi les premiers titres, récemment parus, on remarque le premier roman de Pierre Veilletet, journaliste à *Sud-Ouest*, *la Pension des nonnes*, un roman de Mireille Prigent, *le Sourire d'un roi*, *Orient-extrême*, de Robert Guillain, qui vécut quarante ans en Asie – surtout au Japon et en Chine – (1937-1977), où il fut le correspondant du *Monde* (voir la critique de ce fabuleux témoignage dans le *Monde* daté 2-3 mars).

Pour sa première livraison, Arléa a aussi voulu défendre le dernier texte autobiographique de Gabrielle Roy, la romancière canadienne morte en 1983, *la Détresse et l'Enchantement*. Cinq cents pages d'une très belle prose pour dire une enfance pauvre dans l'immensité nord-américaine, une petite fille francophone perdue dans un univers anglo-saxon, puis l'Europe et les premiers pas d'écrivain. *« L'œuvre de Gabrielle Roy aura connu, chez nous, un destin paradoxal* précise Jean-Claude Guillebaud dans sa préface. *Honorée dès 1947 à Paris avec l'attribution du prix Femina au* Bonheur d'occasion, *elle y fut progressivement oubliée. »* Les éditions Arléa ont été bien inspirées de mettre fin à cette injustice. Pour l'avenir proche, elles annoncent plusieurs publications alléchantes. En avril, un essai-pamphlet d'Etiemble sur le racisme et l'antisémitisme ; à la fin mai, un inédit d'Alexandre Vialatte, *la Maison du joueur de flûte*, un texte retrouvé par Pierre Vialatte dans les archives de son père et probablement écrit juste après la guerre, au moment où Vialatte traduisait *Kafka*. Enfin, pour la rentrée, Jean-Claude Guillebaud promet notamment un essai de Jean Lacouture sur la presse et, à l'occasion de l'attribution du quarantième prix Albert-Londres, un ouvrage rassemblant les quarante reportages primés.

Une petite structure qui s'est donné les moyens d'exister et se tient à égale distance du misérabilisme et de la mégalomanie : Arléa, un éditeur pour le plaisir, pour satisfaire les goûts littéraires de son équipe et les faire partager. Un éditeur auquel on ne peut qu'avoir envie de souhaiter réussite et longue vie.

JOSYANE SAVIGNEAU.

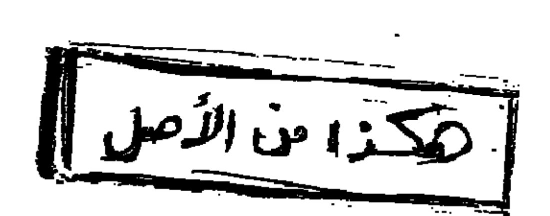
(1) 8, rue de l'Odéon, 75006 Paris (tél. : 43-26-98-18).

(2) Le capital de la SARL, qui gère également la librairie – la Société nouvelle de librairie et d'édition – est réparti à égalité entre neuf porteurs de parts : Claude Albert, Louis Gardel, Catherine Guillebaud, Jean-Claude Guillebaud, Claude Pinganaud, les Editions du Seuil, Jean-Claude Touya, Christiane Touya, Pierre Veilletet.

● *Mazars Pavie et associés.* – Les associés des cabinets Mazars & Pavie ont constitué, sous la dénomination sociale Mazars Pavie & associés, une société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à conseil de surveillance et directoire qui détiendra les actions de leurs cabinets et des cabinets indépendants qui se joindront à eux.

Le capital de cette société ainsi constituée se trouvera réparti par parts égales entre une trentaine d'associés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS





LA POPULATION ACTIVE AUGMENTE, LE CHOMAGE ET LES EFFECTIFS SALARIÉS DIMINUENT

La situation de l'emploi ne se résume pas à des statistiques

Il y a des moments où les informations, données en vrac, paraissent se contredire. Ainsi peut-on apprendre successivement que le niveau du chômage baisse légèrement, que les effectifs salariés diminuent et, plus préoccupant pour l'avenir, que la population active augmente et continuera de le faire jusqu'en 2003.

Qu'elles proviennent de l'ANPE, du ministère du travail ou de l'INSEE, toutes ces statistiques sont pourtant bien réelles. Mais il se trouve aussi que chacune, par un éclairage particulier, fait ressortir tel ou tel aspect d'une réalité extrêmement complexe. En fait, les mécanismes du marché du travail, qui font l'objet de tant d'attentions, échappent à un jugement global ou péremptoire. Ils ne se réduisent ni à l'observation du chômage ni à l'évaluation de l'emploi.

Qu'on en juge en regardant d'un peu plus près ce que contiennent les notions les plus courantes, celles de population active, d'effectifs salariés et de chômeurs.

Pour commencer, la notion de population active se révèle d'un maniement délicat. Une série d'approximations l'entoure. La première définition, qui tient compte des générations théoriquement susceptibles de travailler, ne suffit pas. Il faut déjà évoquer une population active disponible aux contours plus imprécis puisque l'on sait, d'expérience, que tout le monde ne sera pas nécessairement actif.

Pour l'évaluer, les statistiques se basent donc sur des taux d'activité constatés selon les catégories. Or, qu'il s'agisse des femmes, des jeunes ou des plus âgés, la propension à se déclarer candidat à une occupation dépend de plusieurs facteurs, variables dans le temps et l'espace. Il y entre une part de psychologie, d'évolution des mentalités, quand ce ne sont pas des habitudes nouvelles qui se créent. Les femmes sont de plus en plus présentes sur le marché du travail. Les jeunes choisissent de rester plus longtemps dans le système scolaire, ou y sont invités. Les anciens guignent la retraite ou sont condamnés à la préretraite.

Même le contexte économique vient modifier des frontières incertaines. Persuadées de ne pas trouver d'emploi, des personnes ne se manifestent pas en cas de crise. A l'inverse, elles sont plus nombreuses à rechercher et à obtenir un poste, en période de croissance. Les chômeurs découragés, comme on les appelle, disparaissent, inexplicablement, au rythme de 25 000 à 30 000 par an...

Au stade suivant, la population active disponible comprend donc les personnes exerçant une activité professionnelle, les chômeurs et les jeunes effectuant leur service militaire (plus de 200 000). Si elle peut croître, en raison essentiellement de la croissance démographique, comme l'estime l'INSEE (*le Monde* du 18 février 1986), cette masse indistincte ne doit cependant pas être confondue avec la population active occupée qui, elle, regroupe les personnes effectivement au travail.

Savoir prendre la mesure

Mais, là encore, les critères sont peu opérants et ne permettent pas de distinguer entre toutes les formes d'activité professionnelle. Les nuances encombrent le jugement dès lors qu'il faut classer le travail au noir ou clandestin, le travail à domicile, l'activité des conjoints ou des enfants d'âge adulte, le rôle des aides familiales, ou encore de définir la position des non-salariés, sans parler du temps partiel, du mi-temps et de tant d'autres variétés d'occupations, temporaires ou saisonnières. Cela est tellement vrai que la treizième conférence internationale des statisticiens du travail, réunie à Genève en octobre 1982, a établi des définitions de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi qui donnent encore lieu à des interprétations prudentes.

Selon une fâcheuse tendance, il serait pratique de croire que la mesure mensuelle du chômage fournit *a contrario* une photographie réelle de l'emploi. Or rien n'est moins vrai, et cela pour de multiples raisons.

Ainsi, l'ANPE comptabilise des demandeurs d'emploi en fin de mois qui correspondent, en même temps, aux personnes ayant droit à un certain nombre de prestations. Pour certaines catégories, peut-être surévaluées – les jeunes à la recherche d'un premier emploi, les femmes qui souhaitent revenir sur le marché du travail – cette nomenclature amène à considérer comme chômeurs des gens qui figurent sur les listes parce qu'ils peuvent escompter des indemnités versées au titre d'une politique sociale. En revanche, d'autres populations, sans doute sous-estimées, ne s'inscrivent plus – les chômeurs de longue durée, les plus âgés dispensés de la recherche d'un emploi, – soit parce qu'elles n'espèrent plus une allocation, soit parce que celle-ci leur est accordée automatiquement.

On constate d'ailleurs que l'INSEE, comme le BIT (Bureau international du travail), aboutit à des calculs sensiblement différents et, fréquemment, à des résultats inférieurs à ceux de l'ANPE.

En outre, les statistiques du chômage n'intègrent pas toutes les personnes qui ont effectivement perdu un emploi car, loin d'être un indice neutre, elles mesurent également l'effet des dispositions sociales prises et donc l'efficacité d'une politique donnée. Tout gouvernement a le légitime souci de rendre plus supportable la privation d'une activité. Ce que l'on nomme le traitement social. Il y aura des anciens chômeurs qui bénéficieront de préretraites, de contrats de solidarité, de stages de formation ou de congés de conversion. Il y aura d'éventuels futurs chômeurs qui pourront être accueillis dans des dispositifs particuliers tels que, pour les jeunes, les stages seize-dix-huit ans, dix-huit-vingt-cinq ans, les formations en alternance dans les entreprises et, bien sûr, les travaux d'utilité collective.

La catégorie du sous-emploi

Certes, on pourra toujours envisager, comme le préconise le BIT pour l'ensemble des pays qui ont recours à de telles dispositions, de répertorier ces centaines de milliers de personnes dans la catégorie du sous-emploi, il n'en restera pas moins vrai que le nombre de demandeurs d'emploi diminue (*le Monde* du 15 mars 1986) ou, du moins, se maintient sous l'effet conjugué des interventions politiques et de l'évolution économique.

Dernier mode d'appréciation, la statistique trimestrielle des effectifs salariés paraît, à première vue, la plus fiable. N'est-ce pas elle qui permet de constater que, au cours de l'année 1985, le nombre d'emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles n'a diminué que de 0,6 % (contre 1,8 % en 1983 et 1,5 % en 1984) et donc de conclure à une moindre régression de l'emploi ?

Là encore, les données ne garantissent pas tout. L'enquête ne comptabilise que les renseignements fournis par les établissements de plus de dix salariés. Elle ne tient pas compte, de surcroît, des effectifs du secteur tertiaire non marchand, de l'agriculture et des non-salariés, qui représentent 35 % de l'ensemble. Enfin, elle ne concerne pas les effectifs de la fonction publique et ceux, plus difficiles à saisir, des collectivités locales et territoriales.

Retenir les tendances

Or, si l'emploi salarié « privé » diminue (– 75 000 en un an), on imagine que, en tendance, les non-salariés reculent de 1,7 % tandis que les secteurs non marchands connaissent un accroissement de 1,5 %. Les associations, l'ensemble du domaine para-social, semblent avoir augmenté leur poids en emplois, ne serait-ce que pour répondre à une demande collective qui se traduirait par un mouvement d'embauche. Parallèlement, la régionalisation aurait entraîné une forte progression en postes de travail dans les administrations décentralisées.

Quand on sait que l'emploi total représente 20 millions d'actifs occupés, et que la baisse est estimée globalement à 85 000 emplois en 1985, il convient d'être circonspect, face à de telles zones d'ombre. Si un déplacement du travail se produisait vers des lieux imprévus, pourrait-on le mesurer immédiatement ?

Quoi qu'il en soit, et puisque les données générales – population active, chômage, effectifs salariés – ne peuvent faire croire à une cohérence d'ensemble, il faut seulement retenir les tendances. A long terme, la population active disponible progressera de 190 000 par an jusqu'en 1991, de moins de 100 000 par an entre 1995 et 2000. Cela aura nécessairement un effet sur l'évolution du chômage, qui ne pourra se résorber, même en cas de croissance économique. Au mieux peut-on espérer voir les dispositifs sociaux en limiter les conséquences, comme cela est actuellement le cas avec 2,3 millions de chômeurs.

Quant aux effectifs employés, ils évoluent d'une façon plus satisfaisante depuis trop peu de temps pour qu'on puisse en tirer des conclusions. Toutefois, si les pertes d'emplois dans les secteurs marchands étaient compensées par des créations, ailleurs, comme cela paraît se dessiner, on pourrait voir se dégager un nouvel équilibre, précaire. Mais tout dépend de la situation économique. De mi-1981 à fin 1984, 436 000 emplois ont été perdus en France quand, entre 1980 à 1984, la Grande-Bretagne en perdait 1,3 million, la RFA 1,1 million et la CEE 3 millions. A Londres et à Bonn, on enregistre maintenant une reprise des créations d'emplois. A Paris, où la politique a été différente, on retrouve péniblement une certaine stabilité.

ALAIN LEBAUBE.

SOCIAL

Quand Peugeot favorise l'insertion professionnelle des handicapés

De notre envoyée spéciale

Montbéliard. – C'est en 1962, dans le pays de Montbéliard, qu'est née l'UNAPEI (Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés), lorsque quelques parents décidèrent de créer pour les handicapés des structures que l'Etat n'avait pas mises en place. Aujourd'hui, entre les efforts pour aider les enfants à entrer dans le système scolaire et les centres d'accueil pour handicapés profonds, l'association est fière de la réussite économique de ses activités permettant aux débiles moyens et légers de s'insérer dans une structure spécialisée et même, pour certains d'entre eux, d'entrer en entreprise.

Dès le départ, l'UNAPEI a créé un « atelier protégé », où travaillent soixante-quinze personnes, et un Centre d'aide par le travail (CAT) (1), qui fait des travaux de sous-traitance (conditionnement de pièces détachées, petite mécanique) pour l'usine toute proche de Peugeot-Sochaux.

Mais elle considère ces deux PME comme des établissements de production et non comme des ghettos sociaux. *« Pour qu'ils fonctionnent bien,* affirme leur directeur, *il faut qu'on y travaille effectivement, sur des machines classiques. Nous devons livrer un produit réellement commercialisable (délais de livraison, qualité, prix).* » L'association a néanmoins été obligée d'organiser les tâches afin d'équilibrer les efforts des plus rapides et des moins productifs et d'obtenir un meilleur rendement. L'UNAPEI a voulu aussi que ses établissements soient insérés dans le tissu industriel local. Ils sont situés dans une zone industrielle et sont construits dans le même style que les PME voisines.

La chance de l'UNAPEI a été que l'usine Peugeot lui confie les travaux répétitifs qu'elle renonçait à faire faire par ses ouvriers. En prime, Peugeot livra purement et simplement ses propres machines (diminuant d'autant les investissements de l'association). Aujourd'hui, l'UNAPEI affiche fièrement son bilan financier : *« Le chiffre d'affaires a atteint 32 millions de francs pour les deux établissements »,* affirme M. Pierre Clerc, président de l'association dans le pays de Montbéliard. Elle offre du travail à ses salariés, mais leur propose également des activités de soutien afin de préparer leur insertion dans le monde du travail. Dans la région de Montbéliard, 40 % des handicapés adultes qui ne sont pas pris en charge ont été embauchés dans des PME (deux cent un), et cent dix-huit chez Peugeot.

Dans cette entreprise, les handicapés n'ont pas rencontré de difficultés d'insertion : les contremaîtres se félicitent en général d'avoir des ouvriers qui ne rechignent pas aux tâches répétitives et ne se font pas remarquer par leur absentéisme. Quant aux handicapés, ils affirment seulement que *« le travail n'est pas trop dur »* et qu'ils *« ont des copains ».*

L'usine de Sochaux, qui a entrepris un vaste plan de modernisation (5 milliards de francs sur dix ans) et a déjà perdu treize mille salariés depuis 1979, pourra-t-elle conserver le personnel *« à capacités restreintes »* ? (ouvriers fatigués, accidentés, handicapés), ainsi que l'appelle la direction. *« Les nouvelles technologies se mettront en place sur plusieurs années. Nous aurons encore besoin de personnel non qualifié pour les secteurs non automatisés »,* remarque M. André Raby, du service des relations sociales.

Il reste que l'UNAPEI ne cache pas ses craintes pour l'avenir de ses établissements : *« Les handicapés vivent de plus en plus vieux »,* affirme M. Clerc. *« Chaque année, dix nouveaux adultes entrent dans les ateliers mais personne n'en sort, à ce rythme ils seront rapidement cinq cents. »* L'UNAPEI va donc ouvrir un troisième atelier. Seconde préoccupation : Peugeot, après sa modernisation, confiera de moins en moins de travaux de sous-traitance.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Les salariés d'un CAT sont payés sur la base du SMIC en fonction de leur productivité. Ils touchent de 70 % à 110 % du SMIC. L'Etat verse une garantie de ressources en fonction du handicap. Pour un salarié qui gagnerait 70 % du SMIC, l'association paye 15 % et l'Etat 55 %. Les salariés des ateliers protégés ont un revenu qui varie de 90 % à 130 % du SMIC. Pour un salarié qui gagne 90 % du SMIC, l'association verse 33 % et l'Etat 57 %.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **L'Argentine dans Eurêka.** – L'Argentine participera au programme européen de recherche Eurêka, a indiqué à Buenos-Aires M. Dante Caputo, ministre des affaires étrangères, de retour d'une tournée en Europe. La France a accepté que des entreprises argentines sous-traitent des recherches en robotique, communication, informatique et biotechnologie, selon le ministre qui a précisé qu'un accord entre les gouvernements sera signé pour formaliser cette coopération. – (*AFP.*)

Agriculture

● *« La FNSEA est une incomparable pépinière de ministres »,* estime M. Henri Gaulandeau, président de la Fédération française de l'agriculture, commentant la nomination de M. François Guillaume au ministère de l'agriculture. *« Il serait de très mauvais goût que le ministère, abusant de ses pouvoirs, en profite pour balayer de l'échiquier syndical des gens qui ne sont pas obligatoirement d'accord avec lui. La FFA ne changera en rien sa façon d'envisager le devenir du monde rural et espère trouver auprès de M. Guillaume un ministre sachant faire la part de ce qui est bon pour le redressement du revenu des agriculteurs. Nous n'aurons pas à attendre pour juger de son efficacité puisque Bruxelles lui donnera l'occasion de prouver sa valeur »,* a-t-il conclu.

Social

● **Création d'un fonds salarial à la Compagnie financière de Suez.** – M. Jean Peyrelevade, président de la Compagnie financière de Suez, et les syndicats CFDT, CGC et FO ont signé un accord créant un fonds salarial. Ce fonds, précise la Compagnie, *« fonctionnera dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise, les versements des salariés devant être affectés au fonds commun de placement de la Compagnie financière de Suez créé à cet effet ».* Un comité paritaire – direction et syndicats signataires – sera chargé de *« déterminer l'orientation des placements du fonds commun et d'assurer le suivi des opérations réalisées ».*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	7,0250	7,0250	+ 30	+ 45	+ 65	+ 95	+ 200	+ 300
$ can.	5,0250	5,0286	– 147	– 129	– 243	– 212	– 508	– 414
Yen (100)	3,9378	3,9422	+ 57	+ 70	+ 154	+ 178	+ 528	+ 593
DM	3,0731	3,0757	+ 89	+ 102	+ 177	+ 197	+ 535	+ 594
Florin	2,7202	2,7223	+ 60	+ 68	+ 116	+ 132	+ 340	+ 388
F.B. (100)	15,0203	15,0267	– 464	– 353	– 708	– 533	– 1071	– 639
F.S.	3,6665	3,6722	+ 117	+ 135	+ 240	+ 266	+ 749	+ 824
L. (1 000)	4,5177	4,5235	– 298	– 261	– 539	– 479	– 1439	– 1327
£	10,5867	10,5972	– 348	– 305	– 591	– 525	– 1213	– 1015

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 5/6	7 7/6	7 1/2	7 5/8	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2
DM	4 5/8	4 3/4	4 5/8	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 7/16	4 9/16
Florin	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 7/16	5 9/16	5 3/8	5 1/2
F.B. (100)	9 3/4	10 3/4	11 1/4	11 7/8	10 1/4	11	9 1/4	9 11/16
F.S.	2	2 1/2	4 5/6	4 9/16	4	4 1/8	3 15/16	3 1/16
L. (1 000)	15 1/2	16 1/2	15	16	15	15 3/4	14 3/4	15 1/4
£	12	12 1/4	11 11/16	11 13/16	11 3/8	11 1/2	10 3/8	10 1/2
F. franç.	9	9 3/8	11 3/4	12 1/2	11 3/4	12 1/2	10 5/8	11 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

Au Portugal

Le budget prévoit une croissance de 4 %

De notre correspondant

Lisbonne. – Baisse du prix du pétrole ; recul du dollar ; augmentation des recettes fiscales, notamment par l'introduction, le 1er janvier dernier, de la TVA ; transfert de fonds communautaires : dans ce contexte on ne peut plus favorable, le gouvernement de M. Cavaco Silva s'apprête à prendre une série de mesures visant à relancer l'économie portugaise.

Le budget, approuvé au Parlement le jeudi 20 mars – avec les votes favorables des sociaux-démocrates et des centristes, les abstentions des socialistes et des rénovateurs (proches du général Eanes) et les votes hostiles des communistes, ainsi que des représentants du Mouvement démocratique portugais – prévoit une croissance de 4 % du produit intérieur brut (PIB) et de 10 % de l'investissement. La réalisation de ces objectifs entraînera, estime-t-on, une augmentation de 11 % des importations et de 8 % des crédits extérieurs.

Aussi la balance des transactions courantes, qui, à la suite de la politique draconienne menée par le gouvernement précédent, avait enregistré en décembre 1985 un solde légèrement positif, connaîtra-t-elle à nouveau un déficit. Selon les chiffres officiels, celui-ci atteindra les 700 millions de dollars.

Il est prévu, en outre, une augmentation de 1 % du volume de l'emploi et de 3 % des salaires réels. L'inflation ne dépassera pas, assure-t-on, les 14 %. Les entreprises qui ne respecteront pas les limites fixées par le gouvernement en matière salariale seront punies. Des dispositions seront prises dans le but de contenir le taux de croissance de la consommation privée autour de 3,5 %.

Les partis de l'opposition considèrent que ce budget, dont le déficit global représente 11,7 % du PIB contre 13,4 % l'année dernière, n'exprime aucune politique de transformation des structures économiques et sociales du pays. Ils s'insurgent aussi contre l'augmentation des impôts (31,5 % du PIB en 1986 au lieu de 28,8 % en 1985), que, estiment-ils, *« dans les circonstances actuelles, rien ne justifie ».*

Avant d'être promulgué par le président de la République, le budget sera examiné à nouveau par les commissions parlementaires, qui peuvent y introduire des modifications ponctuelles. Etant donné le climat agité qui a dominé le débat de cette semaine, il est fort probable qu'une telle éventualité se vérifiera.

JOSE REBELO.

Au Danemark

Nouvel alourdissement de la fiscalité

De notre correspondante

Copenhague. – Le gouvernement de centre droit, que préside le conservateur Poul Schlüter, a réussi, non sans mal, le 21 mars, à faire adopter par le Parlement (Folketing) un nouveau train de mesures destinées à procurer au trésor quelque 10 milliards de couronnes de ressources supplémentaires (environ 8 milliards de francs). Il s'agit d'une série d'augmentations – certaines très fortes – de taxes diverses sur l'énergie (y compris le charbon et l'électricité), les appareils électroménagers, le tabac, les alcools, les matières premières utilisées en confiserie et les voyages en charter.

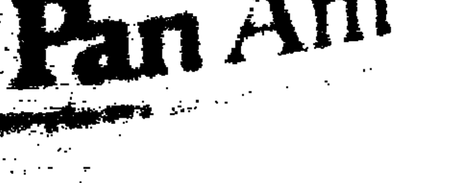
Il y a à peine trois mois, ce même gouvernement avait pris des dispositions de nature identique. Mais les résultats se sont révélés insuffisants, les importations et la consommation courante ayant, depuis Noël, augmenté dans des proportions non prévues par le programme de redressement.

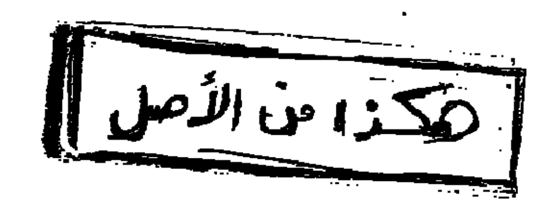
Ces nouvelles hausses, qui placent maintenant le prix de l'essence et du fuel domestique au Danemark – malgré la baisse actuelle des tarifs pétroliers – au sommet de la pyramide européenne, ont provoqué une levée de boucliers dans de larges couches de la population, et surtout parmi les fonctionnaires et les employés des services publics.

Ceux-ci, en effet, s'estiment injustement traités par l'apparition de ces nouvelles charges, car leur pouvoir d'achat n'a pas bougé, quand il n'a pas régressé ces dernières années, alors que celui des salariés du secteur privé, en pleine reprise, est considéré comme le principal responsable du dérapage des dépenses.

Le gouvernement a pu arriver à ses fins en s'entendant avec les radicaux, ce compromis l'ayant obligé à renoncer à une hausse générale de 1 % de la TVA (qui est déjà de 22 % pour tous les produits et services) initialement envisagée. Il n'a à faire, au moment du vote décisif de ces textes, sauvé son existence que grâce à une seule voix, celle d'un député des îles Féroe pour compenser la défection des chrétiens populaires qui, à cette occasion, ont voté avec l'opposition.

CAMILLE OLSEN.





هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 14 mars 1986, la valeur liquidative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE » (Société d'investissement à capital fixe) gérée par la BRED était de 319,44 F contre 314,63 F le 28 février.

« VALEURS DE FRANCE » cotait, le 14 mars, 317 F (317 F le 28 février 1986).



L'AIR LIQUIDE

Bénéfice net 1985 en hausse de 15 %
Dividende maintenu sur capital augmenté de 20 % en 1985

Au cours de sa séance du 20 mars 1986, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1985. Le bénéfice – y compris les plus-values sur cession d'éléments d'actif pour un montant de 15 millions de francs, s'élève à 674 095 379 F contre 585 574 183 F, soit une progression de 15 %.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, convoquée pour le 5 juin prochain, de maintenir le montant du dividende par action à 13 F. Ce dividende s'applique à chacune des actions composant le capital social, augmenté en 1985 à la suite de l'attribution d'actions gratuites, à raison de 1 pour 5. La distribution passe ainsi de 333 020 000 F à 399 624 000 F.

Le conseil soumettra à l'approbation de l'assemblée générale le renouvellement du mandat d'administrateur de M. Edouard de Royère, ainsi que la candidature de M. François Dalle au poste d'administrateur, devenu vacant, de M. W. Earle McLaughlin, administrateur sortant, qui ne sollicite pas le renouvellement de son mandat.

Une assemblée générale extraordinaire a également été convoquée afin de renouveler les autorisations données au conseil pour procéder à des augmentations de capital par appel en numéraire ou par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes.

Cette même assemblée sera également appelée à donner au conseil les autorisations nécessaires pour procéder à des augmentations de capital par souscription d'actions et options réservées aux salariés.

LA HÉNIN-VIE

Le conseil d'administration de La Hénin-Vie, réuni sous la présidence de M. Paul Haegel, administrateur délégué, a pris connaissance des résultats et comptes de l'exercice 1985, tels qu'ils seront présentés à l'assemblée générale des actionnaires.

Par rapport à 1984, le montant des primes encaissées s'est accru de près de 70 %, reflétant la croissance de l'activité de la société. Après constitution des provisions, le bénéfice net s'établit à 5,3 millions de francs, en augmentation de 43 % sur celui de 1984.

Le conseil d'administration a ensuite désigné M. Dominique Saglio, président de la banque La Hénin, comme président de la société, M. Haegel ayant exprimé le souhait d'être déchargé de la mission qui lui avait été confiée.

Rappelons que le capital de La Hénin-Vie est, depuis le début de 1986, réparti entre la Compagnie financière de Suez, la banque La Hénin, la compagnie La Hénin, l'Abeille Paix Vie, la banque Indosuez et la banque Sofinco.

GROUPE DELMAS-VIELJEUX

Le conseil d'administration de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, société holding du groupe, et celui de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux se sont réunis le 20 mars 1986 sous la présidence de M. Tristan Vieljeux pour arrêter les comptes de l'exercice 1985 des deux sociétés.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX

Les comptes définitifs de la société se soldent par un bénéfice de 33 273 541,29 F, confirmant le niveau du résultat provisoire annoncé à l'issue du conseil du 28 janvier 1986.

Le conseil a décidé de convoquer l'assemblée générale pour le 26 juin 1986 et proposera à celle-ci de fixer le dividende net par action à 41 F, contre 38 F au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu de l'acompte sur dividende 1985 de 20 F, mis en paiement le 11 février 1986, il resterait donc à distribuer au titre de cet exercice 1985, un complément de dividende de 21 F, par action.

Le revenu global par action – dividende distribué plus avoir fiscal – ressortirait dans ces conditions à 61,50 F.

SOCIÉTÉ NAVALE ET COMMERCIALE DELMAS-VIELJEUX

Les comptes de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux ont été arrêtés et font ressortir les éléments suivants :

– L'exercice 1985 de la société a enregistré une forte croissance de l'excédent brut d'exploitation, qui s'élève à 265 millions contre 179 millions au titre de l'exercice 1984 (+ 48 %), pour un chiffre d'affaires de 1 927 millions au lieu de 1 790 millions en 1984 ;

– La marge d'autofinancement courant est également en progression, passant de 209,8 millions à 254,6 millions (+ 21 %) ;

– La marge brute d'autofinancement totale, qui inclut divers éléments exceptionnels, s'établit à 285,7 millions, en baisse de 17 % sur celle de l'exercice précédent, compte tenu de la diminution des plus-values de cession d'éléments d'actif, la situation du marché ayant conduit la société à différer la vente de certains navires ;

– Le résultat net de la société se traduit par un bénéfice de 70 millions de francs, contre 65 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires qui sera convoquée pour le 26 juin 1986, de mettre en distribution un dividende de 21 F (au lieu de 20 F, pour l'exercice 1984) ; le revenu global par action s'élèverait à 31,50 F, compte tenu de l'avoir fiscal (10,50 F).

Les comptes consolidés de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux et de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, présentés pour la première fois au titre de l'exercice 1985, seront arrêtés lors des prochains conseils, prévus respectivement les 23 et 24 avril 1986.

CESSATION DE GARANTIE

Communiqué de l'Européenne de Banque, société anonyme régie par la loi n° 82-155 du 11 février 1982 portant nationalisation de banques et par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales modifiée, au capital de 209 millions de francs, ayant son siège social à Paris (75009), 21, rue Laffitte, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro B 572 054 286.

La garantie financière accordée par l'Européenne de Banque à la SARL Fabert Immobilier, 2, cours Gambetta à Montpellier (34000), depuis le 31 janvier 1985 au titre de son activité « transactions sur immeubles et fonds de commerce » pour les opérations visées par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, cessera trois jours francs après la publication du présent avis, conformément aux articles 44 et suivants du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972.

Cette garantie financière est en cours de renouvellement par la Banque Chaix, succursale de Montpellier, 10, rue des Etuves, dont le siège social est situé à Avignon (84000), 43, cours Jean-Jaurès.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de l'Européenne de Banque, dans les trois mois de cette insertion.

La présente publication n'emporte aucune appréciation concernant la solvabilité de la SARL Fabert Immobilier.

CESSATION DE GARANTIE

Communiqué de l'Européenne de Banque, société anonyme régie par la loi n° 82-155 du 11 février 1982 portant nationalisation de banques et par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales modifiée, au capital de 209 millions de francs, ayant son siège social à Paris (75009), 21, rue Laffitte, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro B 572 054 286.

La garantie financière accordée par l'Européenne de Banque à M. Jacques, Bernard Cayrol, 11 *bis*, rue de la Loge, Montpellier (34000), depuis le 20 décembre 1984 au titre de son activité professionnelle de « conseiller juridique » dans le cadre de la loi du 31 décembre 1971 et des articles 4 et 5 du décret 72-671 du 13 juillet 1972, cessera trois jours francs après la publication du présent avis.

Cette garantie financière est en cours de renouvellement par la Banque Chaix, succursale de Montpellier, 10, rue des Etuves, dont le siège social est situé à Avignon (84000), 43, cours Jean-Jaurès.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de l'Européenne de Banque, dans les trois mois de cette insertion.

La présente publication n'emporte aucune appréciation concernant la solvabilité de M. Jacques, Bernard Cayrol.

CESSATION DE GARANTIE

Communiqué de l'Européenne de Banque, société anonyme régie par la loi n° 82-155 du 11 février 1982 portant nationalisation de banques et par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales modifiée, au capital de 209 millions de francs, ayant son siège social à Paris (75009), 21, rue Laffitte, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro B 572 054 286.

La garantie financière accordée par l'Européenne de Banque à M. André Boix à Agde (34300), résidence Le Cosmos, local D6, allée des Quatre-Cantons, Cap-d'Agde, depuis le 19 novembre 1984, au titre de son activité de « gestion immobilière » pour les opérations visées par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, cessera trois jours francs après la publication du présent avis, conformément aux articles 44 et suivants du décret du 20 juillet 1972.

Cette garantie financière est en cours de renouvellement par la Banque Chaix, succursale de Montpellier, 10, rue des Etuves, dont le siège social est situé à Avignon (84000), 43, cours Jean-Jaurès.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de l'Européenne de Banque, dans les trois mois de cette insertion.

La présente publication n'emporte aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de M. André Boix.

SOCIÉ

SICAV
ÉTÉ GÉNÉRA
S RYTHMES
A SUIVRE

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 13 mars
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	382 822
dont :	
Or	210 163
Disponibilités à vue à l'étranger	92 071
ECU	63 254
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 332
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 863
dont :	
Concours au Trésor public	25 840
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	142 238
dont :	
Effets escomptés	81 089
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	62 165
5) DIVERS	9 869
Total	630 758

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	205 148
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 222
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	10 085
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	89 733
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	29 081
5) ECU A LIVRER AU FECOM	58 987
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 888
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	8 601
Total	630 758

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

	14 mars	21 mars
Valeurs franç. à revenu variable	120,4	127,5
Valeurs industrielles	116,1	123,6
Valeurs étrangères	107,6	107,3
Pétroles-Énergie	106,6	111,8
Chimie	106,9	114
Métallurgie, mécanique	128,9	133,1
Électricité, électronique	113,2	124,6
Bâtiment et matériaux	127,3	134,8
Ind. de consommation non alimentaire	116,1	122,3
Agro-alimentaire	115,4	124,9
Distribution	117,5	122,8
Transports, loisirs, services	123,4	135,1
Assurances	139	147,5
Crédit banque	140,4	156,6
Sicomi	108,5	109,5
Immobilier et foncier	116,2	118,2
Investissement et portefeuille	133,7	140,4
Base 100 : 31 décembre 1985		
Valeurs françaises à revenu fixe	105,6	106,8
Emprunts d'État	104,1	105,8
Emprunts garantis et assimilés	108,3	107,6
Sociétés	104,8	105,2
Base 100 en 1949		
Valeurs françaises à revenu variable	2 727	2 887,8
Valeurs étrangères	3 468,2	3 449,6
Base 100 en 1972		
Valeurs françaises à revenu variable	393,4	416,6
Valeurs étrangères	467,8	466,5
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	121,4	121,9
Emprunt d'État	118,9	120,9
Emprunts garantis et assimilés	122,3	123,8
Sociétés	121,7	122,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	322,4	338,5
Produits de base	193,2	202,8
Construction	281,4	297,5
Biens d'équipement	294	318,7
Biens de consom. durables	394,6	422,4
Biens de consom. non durables	363,4	383,3
Biens de consom. alimentaires	320,3	347,8
Services	288,5	309
Sociétés financières	544,7	560,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	317,3	311,1
Valeurs industrielles	294,2	303,7
BOURSES RÉGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	247,7	258,7

AUTOUR DE LA CORBEILLE

NAVALE DELMAS-VIELJEUX : HAUSSE DE 8 % DU BÉNÉFICE 1985. – Le groupe Delmas-Vieljeux annonce pour la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux un bénéfice net de 70 millions de francs en 1985, en augmentation de 7,6 %. Le conseil d'administration propose la distribution d'un dividende net de 21 F contre 20 F pour l'année précédente.

Mme THATCHER AURAIT SPÉCULÉ EN BOURSE. – Le premier ministre britannique, a spéculé sur des actions d'une compagnie australienne depuis son entrée au gouvernement, affirmait dimanche l'hebdomadaire *The Mail on Sunday*. L'achat et la revente d'actions de la compagnie Broken Hill Proprietary, la plus grosse entreprise australienne, ont eu lieu respectivement en août 1983 et en octobre de l'année dernière, dans le cadre d'une opération effectuée au nom de Mme Margaret Thatcher. Le premier ministre, « *qui a semble-t-il été très bien conseillé, ou qui a eu beaucoup de chance* », a fait un bénéfice de 108 %, soit 2 328 livres, ajoute le *Mail on Sunday*.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	20 mars	21 mars
Valeurs françaises	130,3	
Valeurs étrangères	108,1	

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 31 déc. 1981)

	20 mars	21 mars
Indice général	341,5	345

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 24 mars .... 8 7/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 mars	24 mars
1 dollar (en yens)	176,90	177,20

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	32 40	1 414
5 %	....	0 671
3 % amort. 45-54	....	1 915
Emp. 7 % 1973	7390	..
Emp. 8,80 % 77	125 35	7 305
9,80 % 78/93	103 35	6 793
8,80 % 78/86	100 20	2 411
10,80 % 79/94	107 10	5 888
13,25 % 80/90	110 50	10 800
13,80 % 80/87	107 80	5 938
13,80 % 81/89	112 90	2 495
16,75 % 81/87	110 90	8 857
16,20 % 82/90	124 30	3 018
16 % juin 82	125 06	12 537
E.D.F. 7,8 % 61	151 80	2 378
E.D.F. 14,5 % 80-82	114 20	10 819
Ch. France 3 %	152 50	..
CNB Bques janv. 82	102 55	2 364
CNB Paribas	103 87	2 364
CNB Suez	103 65	2 364
CNI janv. 82	102 47	2 364
CRH 10,90 % déc. 85	110 50	2 204

BOURSE DE PARIS Comptant 21 MARS

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	258	258
A.G.F. (St Cent.)	7100	7380
André Roudière	240	240
Applic. Hydraul.	599	600
Arbel	100	100
Astorg	272	281 10
Avenir Publicité	1190	1199
Bain C. Monaco	570	600
Banque Hypoth. Eur.	398	....
B.G.L.	365	365
Blanzy-Ouest	520	....
B.N.P. Intercontin.	285	296
Bénédictine	3850	3920
Bon-Marché	453	461
Calf	735	735
Cambodge	332 60	345 90 d
C.A.M.E.	198 50	199 90
Campenon Bern.	233	229
Carbone-Lorraine	530	509 o
C.E.G.Frig.	585	....
Centen. Blanzy	1870	1880
Centrest (Ny)	151 90	171 d
Cerabati	129 60	120 60 o
Chambourcy (M.)	1120	1075
Champex (Ny)	145	147 10
C.I.C. (Financ. de)	....	....
C.I. Maritime	495 10	496
Citram (B)	231	....
Clause	916	911
Cofradel (Ly)	520	562 d
Cogifi	452	465
Comiphos	420	403
Cie Industrielle	3620	3650
Comp. Lyon-Alem.	381	375 50
Concorde (La)	1700	1740
C.M.P.	20 80	22 20 d
Crédit (C.F.B.)	575	580
Créd. Gén. Ind.	1032	1032
Cr. Universel (Cie)	1009	1050
Créditel	179 90	179
Darblay S.A.	475	475
Darty Act. d. p.	2250	2120
De Dietrich	1170	1217
Delalande S.A.	1100	1100
Delmas-Vielj. (Fin.)	1094	1095
Didot-Bottin	630	630
Drag. Trav. Pub.	71	68 20
Eaux Bass. Vichy	1425	1440
Eaux Vittel	933	971
Economats Centre	629	639
Electro-Banque	434	440
Electro-Financ.	962	980
Elf-Antargaz	295	290
E.L.M. Leblanc	818	625
Enafi-Bretagne	299	299
Entrepôts Paris	629	....
Epargne (B)	1600	1580
Europ. Accumul.	106 80	112
Eternit	1998	2070
Exor	2570	2600
Finalens	224	227
FIPP	178	180
Finac	620	645
Foncière (Cie)	535	556 d
Fonc. Agache-W.	705	705
Fonc. Lyonnaise	3000	3000
Foncina	397	401
Forinter	1060	1060
Fougerolle	102	103
France I.A.R.D.	470	470
France (La)	5200	5590
From. Paul Renard	540	562
GAN	10620	10900
Gaumont	858	856
Gaz et Eaux	2236	2325
Gévelot	384 50	379
Gr. Fin. Constr.	480	477
Gds Moul. Paris	398	390
Groupe Victoire	3890	3890
G. Transp. Ind.	300	309 50
Immindo S.A.	415	415
Immivest	325	335
Immobail	540	520
Immobanque	813	813
Immob. Marseille	8030	7710
Immofice	520	520
Invest. (Sté Cent.)	2830	2900
Jaeger	180	190
Lafitte-Bail	510	510
Lambert Frères	72 80	73
Lille-Bonnières	995	1035
Locabail Immob.	850	820
Loca-Expansion	342	345
Locafinancière	480	480
Locatel	356 60	342 20
Louvre	2030	2000
Machines Bull	72	72 60
Magasins Uniprix	188	188
Magnant S.A.	131	132

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible] Part.	320	333 d
M.H.	99	94 10
Métal Déployé	410	420
Mors	175 10	181
Navale Worms	166	178 d
Navig. (Nat. de)	135	136
Nicolas	775	....
OPB Paribas	465	470
Optorg	190	180
Origny-Desvroise	298	295
Palais Nouveauté	579	603
Paris France	322 40	335 30
Paris-Orléans	260	260
Part. Fin. Gest. Im.	1650	1640
Pathé-Cinéma	241	231
Pechiney (cert. inv.)	281	258
Piles Wonder	1190	1237
Piper-Heidsieck	612	636
P.L.M.	247	245
Porcher	301 60	313 30
Providence S.A.	2996	3116
Publicis	1855	1840
Raff. Souf. R.	213 90	222 50
Rhône-Poul. (c. inv.)	490	495
Ricqlès-Zan	143	....
Rochefortaise S.A.	216 60	....
Rochette-Cenpa	57 20	60
Rosario (Fin.)	218 40	210 60
Rougier et Fils	73	....
Sacer	248	192 o
Sacilor	25 20	25
SAFAA	240	240
Safic-Alcan	398	403 50
SAFT	1680	1700
Saga	280	279 d
Salins du Midi	440	470
Santa-Fé	177	178
Sarsam	176 80	....
Saulnes	74	74 90
Saunier-Duval	39 60	39
Savoisienne (M)	133	....
SCAC	320	317
Secelle Maubeuge	524	524
S.E.P. (M)	200	205
Serv. Equip. Véh.	79 30	79
Sicli	93 80	93 80
Sicotel	410	410
Sintra-Alcatel	926	....
Sinvim	287	288
Siph (Plant. Hévéas)	313	300
SMAC Acieroïd	73 40	....
Sté Générale (c. inv.)	1070	1112
Sofal financière	1575	1512 o
Sofio	322	325
Soficomi	775	750
S.O.F.I.P. (M)	91	95 d
Sofragi	1090	1133
Souders Autog.	485	484
Sovabail	810	800
Speichim	137	137
S.P.I.	669	698
Spie Batignolles	525	536
Suez (Fin. de)-C.I.P.	1200	1248 d
Stemi	530	535
Taittinger	1870	1900
Testut-Aequitas	515	520
Tour Eiffel	551	573
Ufiner S.M.D.	554	554
Unibail	824	820
U.A.P.	2300	2348 d
Un. Imm. France	525	530
Un. Ind. Crédit	1093	1095
Usinor	7 40	7 35
U.T.A.	2550	2498
Vicat	500	480
Vinax	190	....
Waterman S.A.	473 20	475
Brass. du Maroc	124 30	124 70 d

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1080	....
Akzo	481	456
Alcan Alum.	236	235
Algemene Bank	1670	....
American Brands	615	578
Am. Petrofina	335	....
Arbed	500	....
Asturienne Mines	150	....
Bco Pop Español	247	249
Banque Morgan	547	547
Banque Ottomane	1100	....
B. Régl. Internat.	30600	30900
Br. Lambert	488	499 80
Canadian-Pacific	95 70	98
Commerzbank	1025	....
Dart. and Kraft	389 90	379 90
De Beers (port.)	45 30	....
Dow Chemical	384	384
Dresdner Bank	1361	1389
Gén. Belgique	434	437
Gevaert	960	....
Glaxo	113	116
Goodyear	249	265
Grace and Co	360	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Gulf Oil Canada	83	81
Honeywell Inc.	550	580
Hoogoven	225	....
I.C. Industries	329	322
Int. Min. Chem	253	....
Johannesburg	828	785
Kubota	13	13 20
Latonia	278	278
Mannesmann	845	....
Midland Bank Plc	53	55 50
Mineral-Ressourc.	63	67 50
Noranda	94 60	96
Olivetti	41 20	43 20 *
Pakhoed Holding	192	180 50
Pfizer Inc.	424	429 c
Procter Gamble	520	545
Ricoh Cy Ltd	35 50	34 30
Rolinco	216 50	220
Robeco	253 50	280
Rodamco	385	390
Saipem	23 50	24 20
Shell fr. (port.)	80 50	....
S.K.F. Aktiebolag	288	290
Sperry Rand	385	....
Steel Cy of Can.	133	135
Stilfontein	57 40	56
Swedish Match	255	280 d
Tenneco	289	....
Thorn EMI	50 50	....
Thyssen c. 1 000	543	....
Toray indust. Inc	21 10	21 10
Vieille Montagne	880	881
Wagons-Lits	870	860
West Rand	26 60	27

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]-R.D.	2886	2846
A.G.P. S.A.	1495	1470
Alain Manoukian	505	525 d
Asystel	262	262
BAFIP	998	1070 d
B.I.P.	1000	1083 d
Bolloré Technologies	586	576
Calberson	530	528
Cardif	2030	2010
Cap Gemini Sogeti	1570	1545
C.D.M.E.	810	820
C. Equip. Elect.	287	276 50
C. Occid. Formation	138 50	138 50
Dafsa	228 30	237 50
Dauphin O.T.A.	1840	1840
Devanlay	1020	1005
Deville	825	839
Drouot-Assurances	540	542
Editions Belfond	191 50	197 50
Elect. S. Dassault	840	850
Expand	329	337
Filipacchi	600	602
Guy Degrenne	880	900
I.C.C.	301	305
IN Informatique	461	....
Loca-Investissement	345	344
[illegible]	436 90	454 20
Merlin Immobilier	478	496

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Métallurg. Minière	184 90	184 50
M.M.B.	495	495
Navale-Delmas	743	745
Occ. Gest. Fin.	338	326
Petit Bateau	282	271
Petrofigaz	913	950
Razel	1000	1000
St-Gobain Emballage	1149	1118
S.C.G.P.M.	227	222
Sema-Metra	795	800
S.E.P.	1000	1000
S.E.P.R.	1280	1325
Sofibus	277	275
Supra	785	785
Valeurs de France	325	330
Molex	301	301

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Asmep	16 60	16 80 d
C.E.M.	....	....
Cochery	81 20	....
Coparex	355	356
Dubois Inv. (Centre)	600	600
Hydro-Energie	270	....
Révillon	380	....
Rorento N.V.	137 20	139
S.M.T. Goupil	320	347
Sopelem	....	....
S.P.R.	238	....
Ufinex	305	360
Union Brasseries	148 20	....

SICAV 21/3

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	849 03	633 20
Actions France	411 52	392 86 ◆
Actions sélectives	552 87	527 80 ◆
Aedificandi	601 97	574 87 ◆
A.G.F. 5000	488 44	457 01 ◆
A.G.F. ECU	1148 98	1137 58 ◆
A.G.F. Interfonds	429 08	418 61 ◆
A.G.F. OBLIG.	1107 35	1101 84 ◆
Agfimo	609 58	594 71 ◆
Altefi	230 80	220 33 ◆
A.L.T.O.	212 20	202 58 ◆
America-Valor	......	......
Amérique Gestion	415 46	396 62
Argonautes	375 25	358 23
Associc	1175 74	1175 74
Aurecic	1149 41	1115 93
Bourse-Investiss.	446 10	425 87
Bred Associations	2554 68	2547 02
Capital Plus	1579 56	1579 56
Columbia (ex W.I.)	828 03	790 48
Convertimmo	360 50	346 83
Cortal court terme	11574 55	11574 55
Cortexa	960 30	916 75 ◆
Credinter	426 01	406 69
Croiss. Mercure	2410 67	2340 46
Croiss. Immobil.	573 41	547 41
Croiss. Prestige	311 56	297 43
Démeter	12478 78	12478 78
Drouot-France	556 19	530 01
Drouot-Investiss.	890 74	845 81
Drouot-Sécurité	236 95	226 21
Drouot-Sélection	140 95	134 56
Ecocic	1115 17	1098 69
Elicoop Sicav	10663 62	10637 03
Energie	241 53	230 58
Eparcic	66700 50	66587 23
Epercourt Sicav	7726 59	7707 32 c
Epargne Associations	25998 64	25920 80 ◆
Epargne-Capital	7454 92	7381 11
Epargne-Croiss.	1482	1414 80
Epargne-Industr.	694 71	663 21
Epargne-Inter	643 48	614 30
Epargne-Long-Terme	1647 14	1603 06
Epargne-Oblig.	205 15	189 68
Epargne-Unie	1140 30	1088 59
Epargne-Valeur	409 65	390 98
Eparoblig	1221 21	1218 77 ◆
Eurocic	9317 77	8895 25
Euro-Croissance	516 80	493 17
Europe Investiss.	1804 97	1723 12
Financière Plus	24851 53	24704 49
Finord Placement	......	......
Finord Trimestriel	......	......
Finord Valorisation	......	......
Foncier Investiss.	1054 94	1007 10 ◆
Foncival	255 37	243 79
France-Garantie	319 41	318 77
France-Investiss.	643 12	618 49
France-Net	129 98	127 07 ◆

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
France-Obligations	443 29	438 90
Francic	367 30	350 64
Fructicapi	284 72	280 61
Fructidor	248 80	245 12
Fructifrance	722 84	705 21
Fructivar	75877 43	75888 21
Fructi ECU	532 39	532 39
Fructi-Première	12622 64	12438 10
Gestilion	61773 12	61619 07
Gestion Associations	144 51	140 99 ◆
Gestion Mobilière	677 72	646 99
Gest. Rendement	487 98	475 40
Gest. Sél. France	680 47	649 61
Haussmann Associat.	64713 88	64713 86 c
Haussmann court terme	60678 36	60678 36 c
Haussmann-Epargne	1297 35	1297 35
Haussmann Oblicroiss.	62070 14	62070 14 c
Haussmann Obligation	1651 65	1481 29
Horizon	1157 35	1123 64
I.M.S.I.	576 52	549 42
Indo-Suez Valeurs	707 63	675 54
Ind. française	13128 10	12868 73
Interoblig.	11539 16	11085 35
Intersélect France	418 18	399 22
Intervaleurs Indust.	617 01	589 03
Invest. net	13886 90	13658 48 ◆
Invest. Obligataire	16499 55	16488 62 ◆
Invest. Placements	1066 87	1040 85 ◆
Japacic	143 54	137 03
Jeunesépargne	205 73	202 89 ◆
Laffitte-crt-terme	126859 75	126859 75
Laffitte-Expansion	813 16	776 29
Laffitte-France	318 21	303 78
Laffitte-Japon	288 98	276 89
Laffitte-Oblig.	153	146 06
Laffitte-Rend.	211 90	202 29
Laffitte-Tokyo	1066 94	1018 56
Lion-Associations	11338 40	11338 40
Lion-Institutionnels	23874 07	23615 03
Lionplus	69666 24	68876 48
Livret portefeuille	572 58	555 90
Méditerranée	141 20	134 80
Mondiale Investissem.	446 03	425 80 ◆
Monecic	5756 63	5758 63
Multi-Obligations	439 54	419 61
Mutuelle Unie Sél.	143 05	136 56
Natio.-Assoc.	6509 50	6486 61
Natio.-Epargne	14166 81	14028 64
Natio.-Inter.	1040 49	1012 64
Natio.-Obligations	501 78	488 33
Natio.-Patrimoine	1314 39	1279 20
Natio.-Placements	62027 53	62027 53
Natio.-Revenu	1081 72	1071 01
Natio.-Sécurité	51168 99	51168 99
Natio.-Valeurs	713 78	681 41
Nord-Sud Développ.	1204 87	1202 47
Oblicoop Sicav	1420 81	1382 95
Oblifion	1073 57	1044 84
Optima-Valor	......	......

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Orient-Gestion	132 45	128 44
Paneurope	784 37	748 80 ◆
Paribas Epargne	14609 75	14551 54 ◆
Paribas Gestion	614 98	587 07 ◆
Parnasse-Valor	1070 35	1089 28
Patrimoine-Retraite	1554 81	1524 32
Phénix Placements	276 18	274 81 ◆
Pierre Investiss.	695 80	684 25
Placement crt-terme	68874 09	68874 09
Placement J.	51524 11	51524 11
Priv'Association	21839 72	21839 72
Province Investiss.	471 31	449 94 ◆
Rentacic	164 70	162 27
Revenus Trimestriels	5819 57	5761 95
Revenu Vert	1163 44	1162 28
St-Honoré Assoc.	13460 64	13383 72
St-Honoré Bio-alimentaire	622 60	594 37
St-Honoré Pacifique	453 90	433 32
St-Honoré P.M.E.	358 93	342 65
St-Honoré Réel	10995 07	10940 37
St-Honoré Rendement	12727 37	12664 05
St-Honoré Technol.	722 03	699 29
St-Honoré Valor	11784 24	11670 87
Sécuricic	10736 40	10725 67
Sécur. Mobilière	412 80	394 08
Sél. court terme	12611 60	12517 72
Slecaden (Caeden BP)	753 73	742 59
Sicav-Associations	1298 87	1297 28
S.F.I. fr. et étr.	517 52	502 45
Sicavimmo	732 37	699 15
Sicav 5000	322 51	313 88 c
Sivafrance	486 88	472 88
Sivam	393 60	383 07
Sivarente	221 98	218 04
Sivinter	373 11	363 12
S.I.-Est	1261 47	1204 27
S.I.G.	901 15	859 89
S.N.I.	1171 58	1118 45
Sofrinvest	527 96	504 02 ◆
Sogepargne	380 50	368 75
Sogevar	1016 65	970 55
Sogister	1236 73	1180 65
Soleil Investiss.	484 11	471 70
Technocic	1182 15	1128 54
U.A.P. Investiss.	385 14	367 69
Uni-Associations	107 86	107 86
Unifrance	419 01	400 01
Unifoncier	1198 93	1144 56
Uni-Garantie	1348 94	1322 46
Unigestion	837 21	799 26
Uni-Japon	1198 27	1142 02
Uni-Régions	2304 15	2199 67
Unirente	2271 41	2196 72
Univer	162 61	162 81
Univers-Obligations	1422 03	1375 27
Valorem	474 46	462 89
Valoblig	57280 17	56713 04
Valorg	1386 20	1384 82
Valreal	73740 84	73686 97 ◆

c : coupon détaché; * : droit détaché;
o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1543	4,5 % 1973	1560	1521	1530	– 1 92
....	C.N.E. 3 %	....	3825	3824	– 13 87
1092	B.R.P.	1125	1130	1132	+ 0 62
1110	C.C.F.	1120	1148	1151	+ 2 78
2180	Electricité T.P.	2250	2321	2355	+ 4 66
1330	Renault T.P.	1348	1350	1365	+ 1 18
2080	Rhône-Poul. T.P.	2170	2300	2295	+ 5 76
1305	St-Gobain T.P.	1335	1350	1350	+ 1 12
1302	Thomson T.P.	1321	1345	1345	+ 1 81
400	Accor	398	407	407 80	+ 2 46
1500	Agence Havas	1760	1701	1710	– 2 84
655	Air Liquide	670	673	674	+ 0 59
1150	Als. Superm.	1233	1195	1195	– 3 08
375	A.L.S.P.I.	385	391	390	+ 1 29
445	Alsthom-Atl.	451	450	451	....
1440	Arjom. Prioux	1530	1458	1478	– 3 39
158	Aussedat-Rey	158	160	160	+ 1 26
1050	Aux. Entrepr.	1095	1139	1135	+ 3 65
1190	Av. Dass.-Br.	1140	1150	1150	+ 0 87
480	Bail-Equipem.	483	493	483	....
955	Bail-Investiss.	959	969	959	....
1200	Cie Bancaire	1202	1208	1218	+ 1 33
540	Bazar H.-V.	553	555	564	+ 1 98
440	Béghin-Say	443	460	465	+ 4 96
350	Berger	355	340	340	– 4 22
600	Bic	822	620	822	....
910	B.I.S.	915	950	952	+ 4 04
1830	Biscuit (Géné.)	2000	2100	2100	+ 5
1780	Bongrain S.A.	1805	1880	1870	+ 3 60
940	Bouygues	980	980	983	+ 2 39
3780	B.S.N.	3810	3905	3905	– 0 12
865	Carnaud	905	901	900	– 0 55
3500	Carrefour	3559	3480	3490	– 1 93
1330	Casino	1425	1485	1500	+ 5 26
1240	Casino A.D.P.	1260	1255	1265	+ 0 38
810	Cedis	850	851	851	+ 0 11
1270	Cemiam	1301	1390	1390	+ 5 84
1800	C.F.A.O.	1772	1738	1750	– 1 24
385	C.F.D.E.	400	417	402	+ 0 60
1040	C.G.I.P.	1086	1088	1086	....
1210	Chargeurs S.A.	1250	1243	1232	– 1 44
66	Chiers-Châtill.	67 50	68	68 50	+ 1 48
755	Ciments franç.	775	826	815	+ 5 16
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
230	Elf-Aquitaine	229 90	232 50	233 10	+ 1 39
220	– (certific.)	225	225	228	+ 1 33
1780	Epeda-B-Faure	1842	....	....	....
2450	Essilor	2490	2450	2450	– 1 20
395	Esso S.A.F.	438	441	428	– 2 28
2980	Eurafrance	3170	3140	3140	– 0 94
1250	Eurocom	1300	1320	1320	+ 1 53
1740	Euromarché	1885	....	....	....
1070	Europe n° 1	1100	1100	1080	– 1 81
1580	Facom	1543	1580	1580	+ 2 38
800	Fichet-Bauche	802	800	800	– 0 24
250	Finextel	252	254 80	254 80	+ 1 11
500	Fives-Lille	499	498	498	– 0 20
141	Fonderie (Gén.)	161 20	167	175	+ 8 56
120	Fraissinet	125	126	126	+ 0 80
270	Francarep	285	287	288	+ 1 05
1050	Fromageries Bel	1086	1099	1095	+ 0 82
985	Gal. Lafayette	1090	1082	1090	....
430	Gén. Géophys.	425	417	420	– 1 17
880	Gerland	922	922	925	+ 0 32
320	GTM-Entrepose	326	345	345	+ 5 82
600	Guyenne-Gasc.	630	639	639	+ 1 42
2210	Hachette	2210	2250	2350	+ 5 33
660	Hénin (La)	665	167	706	+ 6 16
84	Imétal	85 60	88	88 60	+ 3 50
775	Imm. Plaine-M.	844	836	832	– 1 42
3350	Inst. Mérieux	3550	3550	3535	– 0 42
815	Interbail	616	616	616	....
2110	Intertechnique	2200	2240	2240	+ 1 81
605	J. Lefebvre	628	623	623	– 0 79
1200	Lab. Bellon	1210	1248	1256	+ 3 80
1220	Lafarge-Coppée	1210	1068	1220	+ 0 82
1380	Lebon	1475	1478	1480	+ 0 33
3130	Legrand	3279	3250	3280	+ 0 03
870	Lesieur	910	918	920	+ 1 09
595	Locafrance	620	610	610	– 1 61
965	Locindus	980	980	978	– 0 20
870	L. Vuitton S.A.	1005	1010	1010	+ 0 49
780	Luchaire	818	68 40	880	+ 7 67
1150	Lyonn. Eaux	1208	1152	1165	– 3 55
255	Mais. Phénix	256	258	259	+ 1 17
675	Majorette (Ly)	720	720	717	– 0 41
109	Manurhin	115	122 90	122 90	+ 6 78
390	Mar. Wendel	403 80	409	410	+ 1 53
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 2 78

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
220	Olida-Caby	230	234 90	235	+ 2 17
515	Opfi-Paribas	517	526	526	+ 1 74
3370	Oréal (L')	3390	3400	3420	+ 0 88
345	Papet. Gascogne	352	349 50	349 50	– 0 71
1710	Paris-Réescomp.	1760	1850	1850	+ 5 11
1140	Pechelbronn	1165	164 40	1200	+ 3
1210	Penhoët	1220	1240	1249	+ 2 37
1060	Pernod-Ricard	1112	1097	1115	+ 0 26
111	Pétroles B.P.	112 50	109 90	109	– 3 11
1020	Peugeot S.A.	1020	1070	1079	+ 5 78
104	Poclain	106	107 90	106	....
1190	Poliet	1230	1207	1206	– 2 03
780	P.M. Labinal	760	740	740	– 2 63
2220	Presses Cité	2200	2220	2220	+ 0 80
1500	Prétabail Sic.	1505	1500	1500	– 0 33
475	Primagaz	468	469	453	– 3 20
585	Printemps	608	639	646	+ 6 25
1390	Promodès	1398	1310	1310	– 6 29
285	Prouvost S.A.	284 50	284	280	– 1 58
825	Radiotechn.	844	535	844	....
2330	Redoute (La)	2440	2430	2400	– 1 63
1300	Roussel-Uclaf	1350	1350	1360	+ 0 74
1150	Roussel-C.N.I.	1175	1175	1180	+ 0 42
4370	Rue Impériale	4370	4445	4449	+ 1 80
250	Sade	259	255 10	255 10	– 1 50
2710	Sagem	2880	2921	2924	+ 1 62
465	St-Louis B.	525	535	565	+ 7 61
2090	Salomon	2090	2050	2050	– 1 91
1190	Salvepar	1299	1250	1250	– 3 77
695	Sanofi	712	701	708	– 0 56
490	S.A.T.	510	513	510	....
555	Saupiquet Cie	584	564	584	....
580	Schneider	589	580	578	– 1 86
136	S.C.O.A.	129 50	130	130	+ 0 38
117	S.C.R.E.G.	109	110	110	+ 0 91
495	Seb	512	510	510	– 0 39
455	Sefimeg	456	465	460	+ 0 87
1800	S.F.I.M.	1875	1893	1890	+ 0 80
82	S.G.E.-S.B.	64 95	66 60	66	+ 1 61
515	Sign. Ent. El.	565	595	620	+ 9 73
860	Silic	830	830	830	....
580	Simco-U.P.H.	566	574	575	+ 1 59
345	Simnor	335	330	330	– 1 49
1180	Skis Rossignol	1176	1196	1200	+ 2 04
850	[illegible]	872	864	864	– 0 91
[illegible]	[illegible]	186 60	186 50	186 50	....
[illegible]	Sodexo	2075	2020	2030	– 2 16
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
925	U.I.S.	935	960	963	+ 2 99
575	U.C.B.	655	643	654	– 0 15
560	Valéo	560	....	....	....
205	Vallourec	198 80	....	....	....
3700	V. Clicquot-P.	3610	3596	3595	– 0 41
680	Via Banque	681	680	682	+ 0 14
770	Elf-Gabon	800	842	835	+ 4 37
105	Amax Inc.	119 50	111 50	111 50	– 6 69
485	Amer. Express	493	488 40	488 40	– 0 93
164	Amer. Teleph.	161 20	164 40	164	+ 1 73
104	Anglo Amer. C.	106	103 50	106	– 0 94
550	Amgold	558	555	555	– 0 53
1030	BASF (Akt)	1018	1002	1005	– 1 27
1090	Bayer	1099	1065	1075	– 2 18
188	Buffelsfont.	193	189	189	– 2 07
24	Charter	29	27 60	28 50	– 1 72
320	Chase Manh.	323	330	329	+ 1 85
245	Cie Pétr. Imp.	240 30	229 50	229 50	– 4 49
52	De Beers	55 20	56 75	56 70	+ 2 71
2680	Deutsche Bank	2690	2612	2625	– 2 41
63	Dome Mines	64 10	63 40	62	– 3 27
130	Driefontein Cal	134	132 70	132 70	– 0 97
540	Du Pont-Nem.	548	538	541	– 1 27
425	Eastman Kodak	433	429	432	– 0 23
36	East Rand	40 80	39 80	39 80	– 2 45
280	Electrolux	289 50	277 70	277 70	+ 3 04
280	Ericsson	288	298	298	+ 3 47
395	Exxon Corp.	392	388	388	– 1 02
530	Ford Motors	555	565	569	+ 2 52
83	Freegold	82 50	82 50	83	+ 0 60
96	Gencor	101 50	99	99	– 2 46
560	Gén. Electr.	553	563	563	+ 1 90
415	Gén. Belgique	434	437	437	+ 0 69
590	Gen. Motors	614	618	618	+ 0 65
50	Goldfields	54 50	53 40	53	– 2 75
42	GdMetropolitain	44 50	45 80	45 70	+ 2 69
89	Harmony	93	90 05	90 05	– 3 17

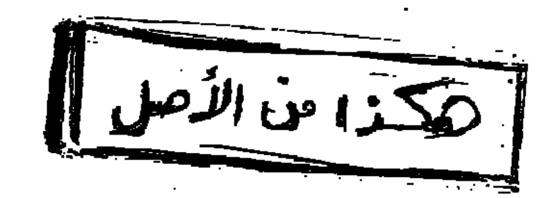
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
29	Hitachi	28 90	28 95	28 90	....
1020	Hoechst Akt.	1016	998	999	– 1 67
109	Imp. Chemical	114	111 70	111 70	– 2 01
110	Inco. Limited	111	118	118	+ 6 30
1070	IBM	1075	1071	1071	– 0 37
310	ITT	329 30	330	330	+ 0 21
138	Ito-Yokado	141 30	141 50	141 50	+ 0 14
52	Matsushita	51 80	51 40	51 80	....
1160	Merck	1182	1190	1188	+ 0 50
730	Minnesota M.	765	785	785	+ 1 32
206	Mobil Corp.	215 50	219	219	+ 1 62
33550	Nestlé	33780	33450	33450	– 0 97
138	Norsk Hydro	139	137	137	– 1 43
197	[illegible]	202	199	198	– 1 48
1060	Petrofina	1072	1088	1066	– 0 55
845	Philip Morris	882	881	886	+ 0 45
175	Philips	181 40	180 50	181	– 0 22
430	Quilmès	426 50	425 50	432	+ 1 28
645	Randfontein	660	636	638	– 3 33
525	Royal Dutch	524	520	520	– 0 76
70	Rio Tinto Zinc	77	76 50	76 70	– 0 38
96	St Helena Co	98 90	97	99	+ 0 10
220	Schlumberger	234	224 10	225	– 3 84
80	Shell transp.	81 50	80 50	80 50	– 1 22
2280	Siemens A.G.	2298	2160	2180 c	– 5 13
138	Sony	145 70	143 40	143	– 1 85
141	T.D.K.	143	143	143	....
14	Toshiba Corp.	14 15	14 10	14 10	– 0 35
1180	Unilever	1189	1160	1158	– 2 60
390	Unit. Techn.	374	380	382	+ 2 13
560	Vaal Reefs	566	580	580	– 1 06
300	Volvo	315 80	319	321	+ 1 64
290	West Deep	298	290	291	– 2 34
505	Xerox Corp.	500	493 80	494	– 1 20
1 56	Zambia Corp.	1 60	1 58	1 58	– 1 25

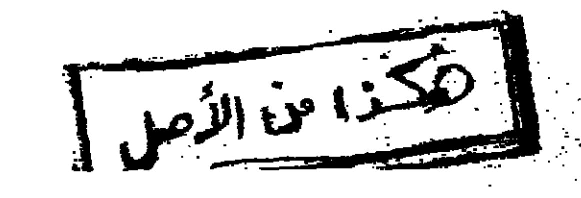
COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 928	6 925	6 650	7 250
ECU	6 860	6 863	....	....
Allemagne (100 DM)	307 670	307 700	29 800	31 600
Belgique (100 F)	15 023	15 024	14 500	15 350
Pays-Bas (100 fl.)	272 580	272 670	264	281
Danemark (100 krd)	83 410	83 330	79	80 500
Norvège (100 k)	97 620	97 530	94 500	101
Grande-Bretagne (£ 1)	10 353	10 395	10 050	10 750
Grèce (100 drachmes)	4 943	4 925	4 200	5 300
Italie (1 000 lires)	4 523	4 522	4 250	4 750
Suisse (100 fr.)	386 300	386 950	368	375
Suède (100 krs)	96 500	96 500	92 500	99
Autriche (100 sch)	43 830	43 840	42 850	44 800
Espagne (100 pes.)	4 900	4 901	4 700	5 250
Portugal (100 esc.)	4 700	4 690	4 300	5 200
Canada ($ can 1)	4 983	4 939	4 770	5 170
Japon (100 yens)	3 933	3 934	3 780	3 980

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/3
Or fin (kilo en barre)	78400	78600
Or fin (en lingot)	78500	78650
Pièce française (20 fr)	565	552
Pièce française (10 fr)	450	.....
Pièce suisse (20 fr)	551	552
Pièce latine (20 fr)	482	480
Souverain	628	622
Pièce de 20 dollars	3400	3395
Pièce de 10 dollars	1760	1770
Pièce de 5 dollars	1200	.....
Pièce de 50 pesos	3130	3150
Pièce de 10 florins	519	520
Or Londres	350 60	351 35
Or Zurich	352	352
Or Hongkong	349 70	351 80
Argent Londres	5 71	5 71





Le Monde

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS TROIS MOIS

Les Etats-Unis ont procédé samedi à un essai nucléaire

Les Etats-Unis ont procédé, le samedi 22 mars, sur le polygone de tir du Nevada, à une explosion nucléaire souterraine, la première depuis le 28 décembre et la septième depuis la proclamation par M. Gorbatchev d'un moratoire unilatéral sur les essais soviétiques à partir du 8 août 1985.

Cette explosion, ont rapporté des fonctionnaires américains, avait été reportée de plusieurs jours dans l'attente d'une réponse de Moscou à la proposition faite par Washington, le 14 mars, d'étudier un nouveau système de détection mis au point par les techniciens américains et de recevoir des experts soviétiques sur le site du Nevada dans la troisième semaine d'avril. Moscou n'a pas répondu à cette offre, mais cette proposition a été critiquée par la presse soviétique.

L'explosion américaine a été critiquée, outre par l'Union soviétique, par le vice-premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. Palmer, qui a indiqué cependant qu'une protestation officielle *« ne s'imposait pas »*, à la différence de ce qui est fait à Auckland en ce qui concerne les essais nucléaires français. *« Les essais français sont effectués dans notre région,* a dit M. Palmer, *alors que les Etats-Unis font les leurs sur leur territoire. »*

Un revers pour M. Gorbatchev

De notre correspondant

Moscou. – La réaction soviétique à l'essai nucléaire auquel ont procédé, samedi 22 mars, les Etats-Unis est intéressante à plus d'un titre. Moscou ne pouvait évidemment laisser passer l'événement sans manifester de l'humeur. Mais l'Union soviétique ne sonne pas non plus, malgré la manchette de l'éditorial publié ce lundi 24 mars en pages intérieures par la *Pravda*, un « tocsin de protestation ».

En réalité, la dépêche que l'agence Tass a publiée à ce sujet samedi soir est quelque peu sibylline. L'agence soviétique annonce, si l'on comprend bien, que l'URSS s'en tient à la date butoir du 31 mars qu'elle s'était fixée. L'essai effectué le 22 mars dans le Nevada ne modifierait pas cette position « *de principe* ». Jusqu'à présent, la doctrine était que Moscou se sentirait délié de son engagement dès lors que les Etats-Unis procéderaient à une nouvelle explosion. La querelle est byzantine et ne porte que sur un délai d'environ une semaine, mais les responsables soviétiques tiennent peut-être à écarter l'impression qu'ils suivent mécaniquement les aléas du programme de tir américain, dont le calendrier a beaucoup varié ces derniers temps.

On constate en tout cas, ici, que M. Reagan n'a pas cillé. La pression conjointe d'une partie du Congrès, de plusieurs pays « amis » et de toutes sortes de personnalités ne l'a pas fait bouger d'un pouce.

La leçon est sans doute amèrement ressentie à Moscou. Il est en effet difficile d'imaginer que M. Gorbatchev ait imposé ce jeûne nucléaire de plus de sept mois à ses militaires sans avoir lui-même quelque espoir de réussite. L'explosion de samedi met fin à cette illusion.

Le volontarisme spontané de M. Gorbatchev devrait donc logiquement faire place, dans les mois qui viennent, à des analyses plus lucides. M. Reagan est imperméable, dans certains domaines au moins, aux pressions de l'opinion publique. Il faudra que les nouveaux experts soviétiques de la scène américaine mettent leurs montres à l'heure. M. Dobrynine, ambassadeur à Washington pendant vingt-quatre ans et qui est désormais chargé des relations Est-Ouest au secrétariat du parti, ne peut pas, en ce qui le concerne, confondre M. Carter et M. Reagan.

M. Chevardnadze n'a peut-être pas cette expérience. Le ministre soviétique des affaires étrangères a déjeuné, ce lundi, avec son homologue français, M. Jean-Bernard Raimond, qui quitte le même jour son poste d'ambassadeur à Moscou et qui avait été reçu, dans la matinée, par M. Gorbatchev. Le nouveau chef de la diplomatie française pourra ainsi constater, à chaud en quelque sorte, l'étendue de la déception soviétique.

Ces événements tirent désormais, en tout cas, dans le sens d'un rafraîchissement des relations soviéto-américaines. Les signes de la mauvaise humeur de Moscou vont de l'expulsion, annoncée le 15 mars, d'un diplomate américain accusé d'espionnage jusqu'aux bruits savamment entretenus sur la visite de moins en moins probable de M. Gorbatchev aux Etats-Unis avant la fin de l'année. C'est probablement à Genève, aux négociations sur le contrôle des armes nucléaires, qu'on pourra vérifier prochainement si l'embellie de l'année 1985 n'a été que passagère.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Sur le vif

Haut perchés

Il est fou, Giscard ou quoi ? Moi, à sa place, je dirais que je n'en veux ni cru ni cuit de ce foutu perchoir. De toute façon, il n'est pas pour lui, il est pour Chaban. Il doit le savoir quand même. On ne parlait que de ça, ce matin, à la conférence des chefs, au journal. Alors qu'est-ce qu'il attend ? Je ne comprends pas. Comme c'est parti, il va encore recevoir une de ces paires de claques ! Ça va faire bobo. Enfin ! Il devrait se méfier de Chirac depuis le temps. C'est pas son copain. Il a fait voter contre lui et pour Mitterrand aux dernières présidentielles. Ça, il peut pas l'ignorer, Giscard.

Vous me direz : ouais, d'accord, mais Chirac a fait voter pour lui contre Chaban, à celles d'avant, alors ça s'annule.

Peut-être, mais là, il y a une nouvelle donne. Vous vous rappelez la visite de Chaban à Chirac à l'Hôtel de Ville au début de la semaine dernière ? Il était venu lui demander s'il aurait le feu vert pour Matignon. Mon Mimi l'avait pressenti, Chaban. L'autre lui a répondu : Niet. Matignon, c'est pour ma pomme.

— Ben... Et moi ?

— J'en sais rien. Si vous voulez absolument faire président de quelque chose, je ne vois plus que l'Assemblée nationale. Ça serait pas mal. Vous n'y aviez laissé que des amis. Les huissiers vous adorent. Et puis la tribune est haut placée. Pensez à toutes les marches que vous allez pouvoir monter et descendre en courant, le mercredi après-midi, devant les caméras de télé. Faut soigner votre image.

Ça l'a requinqué, Chaban. Il est parti les coudes au corps consulter sa femme. Elle a commencé par tordre le nez et puis elle s'est souvenue de toutes les bonnes bouteilles de bordeaux qu'elle a été obligée d'abandonner dans les caves de l'hôtel de Lassay. Aucune raison d'en faire cadeau à cette snobinarde d'Anne-Aymone. Je ne la connais pas, Anne-Aymone, mais je l'entends d'ici : Enfin, mon pauvre ami, pourquoi vouloir à tout prix percher place du Palais-Bourbon. Ce n'est pas une bonne adresse. Attendez donc un peu de retourner au château. Faubourg Saint-Honoré, c'est totalement plus chic, non ?

CLAUDE SARRAUTE.

LES MONTAGES DU KGB

Sakharov au secours du secrétaire général ?

Bonn *(AFP)*. – Une nouvelle cassette vidéo montrant le dissident soviétique Andrei Sakharov dans sa résidence d'exil intérieur à Gorki, à 400 kilomètres environ à l'est de Moscou, est parvenue au quotidien ouest-allemand à grand tirage *Bild Zeitung*.

« La cassette en couleurs, d'une durée d'un quart d'heure et de bonne qualité de prise de vues, montre un Sakharov apparemment en bonne santé. Les images ont été tournées entre décembre et février », indique le journal de ce lundi 24 mars. C'est la cinquième fois que *Bild* reçoit d'URSS des cassettes vidéo sur l'académicien soviétique.

Selon *Bild Zeitung*, le document présente notamment Sakharov parlant avec un inconnu *« qui est sans doute un agent du KGB »*. Au cours de cette conversation, Sakharov qualifie d'*« excellente »* la proposition de désarmement nucléaire intégral d'ici à l'an 2000 du secrétaire général du Parti communiste soviétique, Mikhaïl Gorbatchev. Dans cette même conversation, il juge que l'initiative de défense stratégique américaine (IDS) *« n'est pas une bonne chose »*.

Bild précise que la cassette, provenant *« des milieux du Kremlin »*, a visiblement fait l'objet de montages.

A Prague

OUVERTURE DU XVII[e] CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

Prague *(AFP)*. – Le XVII[e] congrès du Parti communiste tchécoslovaque s'est ouvert, le lundi 24 mars à Prague. Alors que le PC soviétique, sous la houlette de M. Mikhaïl Gorbatchev, a procédé à un profond renouvellement de ses cadres,lors de son XXVII[e] congrès, le PCT, dirigé depuis avril 1969, par M. Gustav Husak, ne devrait décider aucun remaniement important de l'équipe dirigeante, estiment les observateurs à Prague.

Signe de la permanence de l'appareil, les instances locales du PCT, réunies avant le congrès, ont confirmé dans leurs fonctions la quasi-totalité des responsables du parti, en place depuis les années 1969-1970. Aucun numéro un des partis communistes au pouvoir n'était attendu à Prague.

En Thaïlande

Epreuve de force entre le premier ministre et le chef de l'armée

De notre correspondant

Bangkok. – Le premier ministre thaïlandais, M. Prem Tinsulanonda, a annoncé, lundi 24 mars, qu'il était hors de question que les fonctions de commandant en chef de l'armée du général Arthit Kamlang-Ek soient à nouveau prolongées d'un an.

Depuis plusieurs semaines, les amis du général Arthit se livraient à une intense campagne dans les casernes et auprès de l'opinion publique afin d'obtenir que leur chef soit reconfirmé dans ses fonctions. Le général Arthit avait atteint l'âge de la retraite en 1984.

On savait le premier ministre, qui est aussi ministre de la défense, opposé à toute extension des activités militaires du général Arthit. Mais il s'était gardé jusqu'à présent de manifester ouvertement son point de vue. *« Si le gouvernement a peur des militaires, il ne peut conduire les affaires du pays »*, a notamment déclaré M. Prem. Pour le premier ministre, l'action de certains militaires, qui avaient organisé une conférence de presse, vendredi, pour soutenir, en termes jugés agressifs, l'extension du commandement du général Arthit, constitue *« une faute contre le code militaire et pourrait être passible de sanctions disciplinaires »*.

On ignore pour le moment jusqu'où ira cette épreuve de force et quelles sont les réactions du général Arthit lui-même à cette prise de position, considérée par la plupart des observateurs comme une nouvelle victoire de la démocratie.

JACQUES BEKAERT.

PASSATION DE POUVOIRS AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Initialement prévue au vendredi 21 mars à 17 h, (*le Monde* daté 23-24 mars), la passation de pouvoir entre MM. Pierre Joxe et Charles Pasqua a eu lieu le samedi 22 mars, en fin d'après-midi. Le nouveau ministre de l'intérieur est arrivé place Beauvau à 17 heures, précédé de quelques minutes par M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, et M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.

« L'ambiance qui entoure cette passation de pouvoirs prouve que nous sommes dans une vraie démocratie » a déclaré M. Pasqua, soulignant l'atmosphère sobre et détendue de cette cérémonie. Après s'être entretenus pendant une dizaine de minutes avec M. Joxe, les deux nouveau ministres et le secrétaire d'Etat ont rencontré les hauts fonctionnaires responsables des différents services de l'administration centrale, des préfectures, des collectivités locales et de la police, que leur a présenté le ministre partant. A cette occasion, M. Pasqua a tenu à rendre hommage *« à l'efficacité et à l'honnêteté de l'administration française »*.

● *M. Barrot : les limites de la cohabitation.* – *« En réalité*, a déclaré dimanche 23 mars M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, au cours de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* », la cohabitation *« a des limites »* car *« elle est obligée de faire appel à des compromis qui ne naissent pas d'un consensus politique »*.

En Italie

Deux nouveaux décès portent à cinq le nombre des victimes du vin frelaté

Milan *(AFP)*. – Deux hommes, âgés de quarante-trois et soixante-dix-neuf ans, sont morts, dans la région de Milan, après avoir bu du vin contenant une forte quantité d'alcool méthylique, a-t-on appris le samedi 22 mars. Trois autres personnes étaient mortes au début de la semaine (*le Monde* daté 23-24 mars). Une vingtaine de personnes ont, d'autre part, été placées sous surveillance à l'hôpital.

Deux viticulteurs du Piémont ont été arrêtés samedi et inculpés d'homicide volontaire et de violation des normes sur la préparation du vin. La loi italienne autorise un pourcentage de 0,9 % d'alcool méthylique – ou méthanol – dans le vin. Or, d'après les analyses, le vin « empoisonné » en contiendrait près de 6 %.

Les deux viticulteurs arrêtés, Giovanni Ceravegna, cinquante-six ans, et son fils Daniele, vingt-sept ans, propriétaires d'une entreprise dans la province de Cuneo, fournissaient la société Vincenzo Odore, installée près d'Asti, au sud de Turin. Cette dernière, qui assurait la commercialisation du vin, livrait chaque semaine entre 10 000 et 15 000 bouteilles à des supermarchés de la région. Quelque 9 000 hectolitres ont été mis sous séquestre dans les caves de la société de distribution dont les dirigeants sont actuellement interrogés par la justice.

Dans un communiqué publié vendredi à Bonn, le ministère ouest-allemand de la santé a mis en garde les consommateurs contre plusieurs vins italiens contenant du méthanol. Il a demandé aux services compétents de tester tous les vins provenant des Pouilles (sud de l'Italie) et du Piémont, et interdit leur entrée en RFA jusqu'à nouvel ordre.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 24 MARS

Indicateur de séance (%) : – 0 82

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	407 80	408	407
Agence Havas	1710	1690	1690
Air Liquide (L')	674	671	668
Alsthom	451	451	448
Bancaire (Cie)	1218	1185	1190
Bongrain	1870	1870	1870
Bouygues	983	980	980
B.S.N.	3905	3880	3870
Carrefour	3480	3460	3460
Chargeurs S.A.	1232	1230	1220
Club Méditerranée	537	537	536
Dumez	1158	1158	1148
ELF-Aquitaine	233 10	229 80	230
Essilor	2450	2400	2400
Lafarge-Coppée	1220	1200	1220
L. Vuitton S.A.	1010	1010	1000
Michelin	2825	2740	2750
Midi (Cie)	5380	5440	5420
Moët-Hennessy	2260	2220	2215
Navig. Mixtes	844	844	846
Oréal (L')	3420	3400	3380
Pernod-Ricard	1115	1100	1120
Peugeot S.A.	1079	1060	1045
Sanofi	708	705	703
Source Perrier	590	585	586
Télémécanique	3210	3210	3210
Thomson-C.S.F.	1080	1080	1070
Total France	334 80	334 80	337
T.R.T.	2550	2550	2580
Valéo	560	....	....

Le numéro du « Monde » daté 23-24 mars1986 a été tiré à 458 017 exemplaires

A B C D E F G